

REPRODUCTION INTERDITE

ALYST

DE GESTION H/F

vous pourriez être les responsables opérationnels, les responsables de réduire les coûts et d'améliorer les performances. Vous analysez les résultats opérationnels. Vous déterminez les opérations, les sources d'amélioration, vous évaluez les risques et assurez le suivi des projets mis en place. Ensuite, vous avez acquis une première expérience dans le monde de la communication seront déterminants. Réf. CG101, 1015 est nécessaire.

à la référence Paris.

Disneyland PARIS

VOUS ÊTES LA FRANCE JOURNÉE



ASSOCIATION HUMANAIRE pour l'éducation des enfants par une mise en place de programmes de développement. Budget 50 M€, une simulation de programme sur 10 pays, 30 salariés au service technique.

Administratif et Financier H/F

Europact

JEUNE DIPLÔMÉ

à la référence Paris.

à la référence Paris.

à la référence Paris.

à la référence Paris.



Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16827 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 3 MARS 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE INTERACTIF

- Internet : vite, toujours plus vite
- Emploi : 5 pages d'annonces classées



Jacques Chirac contre l'euroscpticisme

● Dans un message au Parlement, le président rappelle son engagement européen ● Il soutient les deux composantes de l'Alliance ● M. Séguin annule une rencontre avec M. Bayrou sur le scrutin de juin ● A Milan, les socialistes de l'Union peinent à s'accorder sur un pacte de croissance



Au Tibet interdit

Troisième étape de notre reportage au pays des Neiges dans une l'hassasine où la dévotion tient lieu d'attitude de résistance passive. p. 13

Les grands projets urbains en panne

Lancée en 1991, la rénovation des grands ensembles construits dans les années 60 est un demi-échec, faute d'investissements suffisants de l'Etat et des communes concernées. p. 8

Alcatel et GEC achètent américain

Pour s'approprier les nouvelles technologies liées à Internet, les deux groupes européens de télécommunications achètent de jeunes sociétés américaines. p. 17



Les régions et leur agriculture

Deuxième volet de notre enquête sur l'agriculture française, consacré aux difficultés des éleveurs. p. 12

Angkor pillé

En dépit de la présence d'une « police du patrimoine » sur une partie du site, l'ancienne capitale khmère est la cible de voleurs qui alimentent des réseaux de trafiquants d'art. p. 27

Technologies : Washington se méfie

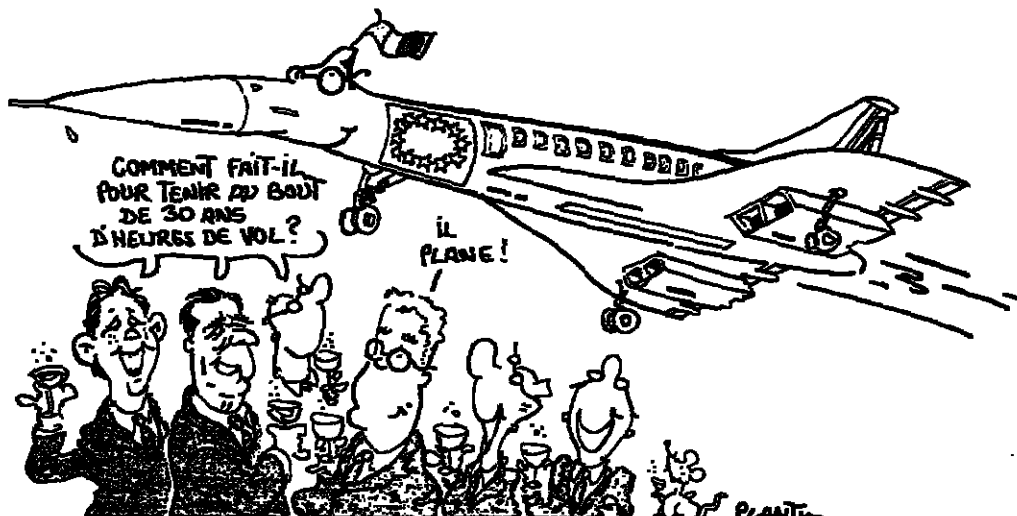
Inquiets pour leur sécurité, les Etats-Unis renforcent les contrôles sur les exportations « sensibles » : satellites, gros ordinateurs, matériels civils pouvant être utilisés à des fins militaires, etc. p. 5

Exception sportive

La ministre française des sports plaide pour une dérogation aux règles de la concurrence dans le domaine sportif, sur le modèle du compromis trouvé pour la culture dans les accords du GATT. p. 23

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 F ; Canada, 1,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 140 Ft ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 10 KRN ; Pays-Bas, 3 Fl ; Portugal, 200 Esc ; République, 9 F ; Suède, 60 Kr ; Suisse, 2 Sfr ; Thaïlande, 10 Baht ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-303-7,50 F



servira de programme commun pour la campagne des élections européennes du 13 juin. La lutte contre le chômage est mise en avant comme objectif prioritaire. Les socialistes veulent préparer un pacte européen pour l'emploi et le

présenter au Conseil européen, à Cologne, en juin, comme un pendant au pacte de stabilité budgétaire. Les dirigeants socialistes, qui divergent beaucoup sur le fond et sur les moyens, ont évoqué une

meilleure « coordination » des politiques fiscales, avancé l'idée d'une initiative européenne pour la société de l'information et fait renaitre le projet de grand travaux.

Lire pages 2 et 6

Il court, il court, le manifeste des banlieues

C'EST UNE ÉBAUCHE. Une suite de mots crachés dans le désordre. Un appel confus à la mobilisation, lancé par des adolescents à mille lieues de toute organisation syndicale ou politique. En tout, dix paragraphes chaotiques, dont le premier s'intitule « Ça peut plus durer comme ça ». En haut de la page : « Stop la violence ». En bas : « Diffusez, affichez, complétez ce projet de manifeste, organisez partout des réunions ». Radio Nova (101,5, en région parisienne uniquement) a entrepris d'en parler tous les soirs à 19 h 30 depuis le lundi 1^{er} mars, trois jours après la sortie du mensuel Nova Magazine, qui a publié le texte en expliquant sa genèse.

L'idée a fait son chemin au cours d'une enquête journalistique. Point de départ : le meurtre d'un jeune homme, le 14 janvier, en gare de Bouffémont (Val-d'Oise), à la suite d'une triste et banale affaire de rivalité territoriale. Le lendemain, des élus et des gendarmes rencontrent les jeunes qui fréquentent le centre social. Un débat s'engage, les jeunes veulent écrire un texte. Quelques semaines plus tard, Christophe

Nick, Gilles Bouley et Eric Delafosse, journalistes à Nova Magazine, viennent enquêter à Bouffémont. Et ils découvrent que, dans les communes alentour, Persan, Sarcelles, Argenteuil ou Garges-lès-Gonesse, d'autres jeunes cherchent à sortir de l'engrenage. « On est arrivés à un niveau de ras-le-bol total, explique Christophe Nick, il y a des micro-initiatives partout ».

L'idée d'un manifeste ? « Ce n'est pas une initiative "Nova", poursuit le journaliste, ça s'est imposé tout seul, on a juste servi de médium. » Une des jeunes filles d'Argenteuil a d'abord évoqué l'idée d'un cahier de doléances. Le projet s'est transformé en « manifeste contre la violence et l'injustice », écrit, au cours de réunions informelles, entre groupes qui ne se connaissent pas.

Résultat, dix paragraphes comme celui-ci : « Nous on dit : "Ça suffit comme ça." Il y a des crapules dans les quartiers, comme partout. Trop de violence. Aggressions, bagarres, armes à feu, vols... Les victimes, c'est toujours nous, mais quand les téles en parlent, c'est pour nous traiter en coupables. On ne nous

écoute plus, on nous condamne. On veut pouvoir vivre en paix. Circuler sans avoir peur. Le droit d'étudier sans crainte. On n'a rien de tout ça. La première des injustices, c'est ça. » Les titres des dix articles parlent d'eux-mêmes : « Pas besoin de sa bande pour se parler » ; « Les armes, ça ne protège de rien, au contraire » ; « Pas de pouvoir aux crapules » ; « Les mecs qui frappent les filles sont des impuissants » ; « Il faut savoir contre quoi on se révolte », etc.

En annexe, un appel à la mobilisation : « Il faut continuer, compléter, discuter, enrichir et diffuser [ce texte]. Organisez partout des débats, appelez les maires (...), demandez aux flics de venir, mais aussi aux journalistes, aux enseignants et à toutes les institutions qui vous voulez interpeller. Sollicitez les associations. » Radio Nova promet de « suivre l'affaire » et espère que des radios de province prendront le relais. Un premier débat en direct aura lieu mercredi à 19 heures en présence de Claude Bartolone, ministre délégué à la ville.

Marie-Pierre Subtil

POINT DE VUE

Le pénal et le politique

par Olivier Duhamel et Georges Vedel

LA Cour de justice de la République va rendre son premier jugement. Chacun l'appréciera comme il l'entendra. Un optimiste pensera qu'il a enfin convaincu tout le monde que la vérité a été dévoilée et la justice rendue. Un réaliste constatera que des victimes, trop de victimes, se sont senties trahies, fût-ce à tort. Tout honnête homme relève les défauts du système : un arrêt de renvoi très contestable, donc un procès abusif, un procureur frustrant les victimes car il estime ne pouvoir accuser, des parties civiles absentes lors qu'elles participent aux autres procès pénaux, un jury hétéroclite puisé composé de magistrats et de parlementaires, deux procès séparés pour juger des ministres dans cette Cour particulière, mais leurs conseillers dans des tribunaux ordinaires. Ces anomalies, et quelques autres, nous imposent une réflexion critique et prospective. Le drame du sang contaminé a provoqué trop de confusion des

responsabilités. Ne nous exonérons pas des nôtres. Certes, à l'automne 1992, nous avions à de nombreuses reprises mis en garde contre l'amalgame entre responsabilité politique et responsabilité pénale, et appelé à ne pas glisser de la première vers la seconde. Mais, constatant que nous prêchions dans le désert, nous sommes entrés, en le disant, dans « la logique de l'absurde » pour « limiter les dégâts » (« Du bon usage de la Haute Cour », Le Monde du 25 novembre 1992). Le Comité pour la révision de la Constitution s'est inscrit dans la même prudence, prônant ce qui devint la Cour de justice de la République.

Lire la suite page 14

Olivier Duhamel est professeur à l'université Paris-I et député socialiste européen. Georges Vedel est doyen honoraire de la faculté de droit. Il va être reçu à l'Académie française.

Hausse des ventes et baisse des coûts ont dopé les résultats 1998 de Renault

AVEC 8,84 MILLIARDS de francs (1,35 milliard d'euros) de bénéfices en 1998, annoncés lundi 1^{er} mars, Renault a frôlé son record historique de 1989. Cette performance est d'abord le fruit de la baisse des coûts. Louis Schweitzer, son PDG, souhaite faire de Renault « le constructeur le plus compétitif en Europe d'ici à l'an 2000 » : en parts de marché, la firme française est déjà la première marque en Europe. Ces résultats sont aussi dus à la croissance des ventes. Grâce au succès des nouveaux modèles - Mégane, Kangoo, Clio II - Renault a vendu plus de 2,2 millions de véhicules, en hausse de 17,2 % sur 1997. M. Schweitzer a confirmé qu'il étudie « la possibilité d'une alliance avec Nissan. Nous progressons dans notre analyse de cette opportunité ».

Lire page 18

Alliance de BSKyB et de Canal Plus ?

LES DISCUSSIONS entre Canal Plus et le groupe du magnat australo-américain Rupert Murdoch semblent s'accroître en vue de la création d'une société commune qui regrouperait les activités audiovisuelles de la chaîne cryptée française et de BSKyB, son homologue britannique. Cette alliance, encore hypothétique, déboucherait sur le premier groupe mondial de télévision à péage, avec 18 millions d'abonnés. Une telle perspective inquiète les milieux du cinéma. Elle préoccupe aussi le gouvernement, qui était intervenu, récemment, sur pression de Canal Plus, pour s'opposer à un rapprochement entre TF1 et le groupe Murdoch.

Lire page 19

Christie's à l'offensive



DOMINIQUE ASTRID LÉVY

EN CRÉANT, à New York, un département dédié aux ventes privées, parallèlement à son activité sur le marché des enchères publiques, Christie's veut élargir sa clientèle. Il a confié la direction de cette section à une Suissesse âgée de trente et un ans, Dominique Astrid Lévy, spécialiste de l'art contemporain.

Lire page 29

International	2	Tableau de bord	20
France	6	Aujourd'hui	23
Société	8	Météorologie	26
Carnet	11	Jeux	26
Régions	12	Culture	27
Horizons	13	Guide culturel	30
Entreprises	17	Kiosque	31
Annuaire classés	18	Abonnements	31
Communication	19	Radio-Télévision	32

ÉLECTIONS Le 4^e congrès du Parti des socialistes européens (PSE), à Milan, a adopté, lundi 1^{er} mars, un manifeste qui leur servira de programme commun pour les élections

européennes de juin. La lutte contre le chômage et la coordination des politiques fiscales sont au centre des débats. ● LIONEL JOSPIN a défendu l'idée d'un « gouvernement écono-

mique » européen et proposé la création d'une « conférence économique et sociale annuelle », réunissant les gouvernements, les partenaires sociaux et la Banque centrale

européenne. Le premier ministre a également insisté sur l'erreur consistant à opposer les « nations » à l'Europe. ● FRANÇOIS HOLLANDE, le premier secrétaire du Parti socialiste

français, a obtenu que la référence contestée à la « flexibilité » du marché du travail soit supprimée dans le projet de Pacte européen pour l'emploi.

Les socialistes européens peinent à s'entendre sur une stratégie pour l'emploi

L'élection du Parlement de Strasbourg en juin doit être l'occasion de « placer l'Europe à gauche », selon le premier ministre français. Réunis à Milan, les leaders sociaux-démocrates ne parviennent pas à se mettre d'accord sur des mesures concrètes pour réduire le chômage

MILAN

de notre envoyé spécial

Un à un, les dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates sont montés à la tribune pour paraphraser avec une solennité chichement mesurée, lundi 1^{er} mars, à Milan, le manifeste du Parti des socialistes européens (PSE), son programme commun pour la campagne des élections européennes du 13 juin. Dès l'ouverture du 4^e congrès du PSE, son président Rudolf Scharping, ministre allemand de la défense, a fait de la lutte contre le chômage l'objectif central des sociaux-démocrates, en soulignant que le « consensus » entre eux « était plus grand que dans le passé ».

D'avantage que le manifeste dont l'adoption a ressemblé à une formalité, les cinq cents délégués ont débattu d'une résolution sur le pacte européen pour l'emploi qui devrait être présentée au conseil européen de Cologne, en juin et qui a été préparée par le premier ministre portugais Antonio Guterres, en collaboration pour la France avec Dominique Strauss-Kahn.

« Nous désirons retrouver le plein-emploi comme objectif », a affirmé M. Guterres, adepte de « politiques mixtes appropriées » entre la politique monétaire commune et les politiques budgétaires fiscales et salariales, « afin d'offrir les conditions d'une augmentation de l'investissement public et privé et d'une croissance durable ». M. Guterres estime qu'une telle stratégie pourrait être menée « sans porter atteinte à l'objectif de stabilité des prix ». Il suggère une meilleure « coordination » des politiques fiscales, afin d'éviter que l'intégration des marchés des capitaux

« conduite à une compétition fiscale déloyale ». Enfin, M. Guterres propose « une initiative européenne pour la société de l'information », en juin, « pour combler le fossé avec les États-Unis et créer les infrastructures de base pour le futur ».

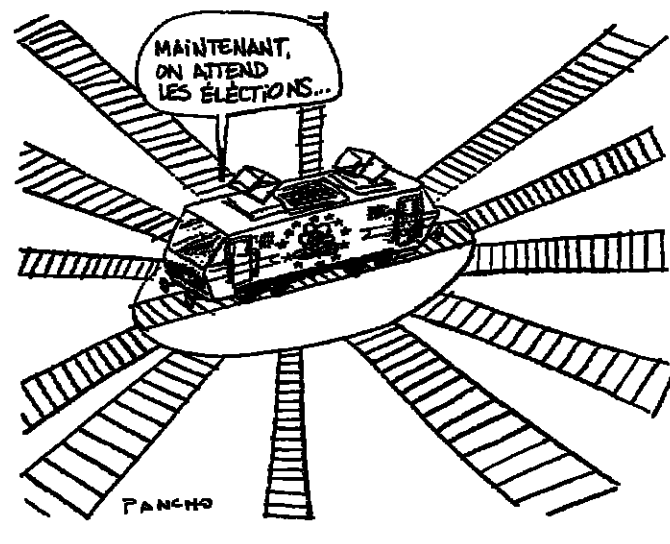
M. Jospin veut « avancer dans l'harmonisation fiscale et sociale »

« Si nous échouons cette fois-ci, on ne nous pardonnera pas », a lancé M. Guterres qui, comme la plupart des leaders sociaux-démocrates, a insisté sur les grandes responsabilités dans la lutte contre le chômage, alors que onze gouvernements sur quinze dans l'Union européenne appartiennent à l'« Europe rose ». Pour financer ces actions, et notamment l'initiative pour la société de l'information, le premier ministre portugais a évoqué la possibilité de renforcer les capacités de la Banque européenne d'investissement (BEI), en levant des obligations en euros, des « eurobons ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste français, François Hollande, qui a obtenu, lors du déjeuner des leaders du PSE, la suppression, dans le projet de pacte européen pour l'emploi, de toute référence à la « flexibilité » (remplacée par la « liberté de choix » pour les salariés) a souhaité que la BEI puisse consacrer, sous forme d'emprunt, 10 milliards d'euros par an (contre 4 milliards actuellement) à de grands projets de développement.

M. Hollande a plaidé pour le soutien de la demande intérieure et a préconisé « un pacte pour la coordination des politiques économiques ». Il a proposé que l'Union européenne se dote d'un fonds d'action conjoncturelle permettant d'agir en cas de ralentissement de la croissance. Le président du PSOE espagnol, Joaquín Almunia, a défendu aussi l'idée d'« une interprétation sociale démocratique » du pacte de stabilité d'Amsterdam, afin de tenir compte aussi des évolutions de la conjoncture. Plus sceptique, Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES) favorable à une « re-réglementation » du marché du travail, a douté que le pacte européen pour l'emploi puisse avoir la « même valeur juridique » que le pacte de stabilité.

Très bien accueilli, mieux qu'à Malmö en Suède en juin 1997, Lionel Jospin, après avoir présenté l'Europe comme « une union de nations », a avancé à son tour quatre orientations pour le pacte euro-



péen pour l'emploi. La première « coordonner étroitement nos politiques économiques » lui a permis de reprendre l'idée française (non retenue dans le manifeste du PSE) de « gouvernement économique »

européen. La deuxième, dans l'esprit des grands travaux du Livre blanc de Jacques Delors souvent mentionné à Milan, revient à aider l'Europe à « se doter de la puissance technologique ». « Si nous sommes

contraints sur le plan budgétaire, le recours à un emprunt communautaire reste une hypothèse envisageable », a assuré à son tour le premier ministre. La troisième orientation vise à mieux associer les syndicats et le patronat à l'élaboration des objectifs de lutte contre le chômage, à travers « une conférence économique et sociale annuelle réunissant les gouvernements, les partenaires sociaux et la banque centrale ». Enfin, M. Jospin veut « avancer dans l'harmonisation fiscale et sociale » selon une formule peu prise des Anglais, jugeant que, « dans un espace commercial et monétaire unifié, le dumping fiscal ou social n'est pas acceptable ».

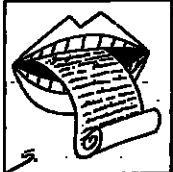
Gerhard Schröder lui a succédé à la tribune, mais, s'il a beaucoup parlé de l'importance de l'Agenda 2000 (le financement de l'Union européenne de 2000 à 2006), le chancelier allemand n'a pas dit un mot du manifeste.

Michel Noblecourt

« Ni négation de la nation ni repli national »

VOICI les principaux extraits du discours prononcé à Milan par le premier ministre Lionel Jospin :

(...) Nous devons être capables de penser à un objectif politique qui embrasse à la fois la nation et l'Europe. Ni négation de la nation ni repli national, mais articulation harmonieuse entre chaque pays et notre Europe.



VERBATIM

Il n'y a à aucun antagonisme, aucune contradiction. Cette dualité de référence et d'appartenance est ce qui fait l'originalité de notre destin partagé. Nous restons des nations, nous ne pouvons faire naître une « nation européenne » mais nous baptisons l'Union européenne.

Quant à la forme politique et juridique que prendra cette Europe unie, ne soyons pas nominalistes, ne

tombons pas dans une querelle de mots. Ni nostalgie impériale, ni simple coopération entre États, ni utopie fédéraliste : l'Europe est une construction nouvelle, une entité sui generis. Gardons nos énergies pour faire avancer, chaque fois que cela est possible, l'union de l'Europe, la rendre plus forte. Et pour cela, consentons — chaque fois que cela est nécessaire —, les délégations de souveraineté que cette marche vers l'union implique.

(...) Entre le dirigisme et l'abandon libéral de toute politique économique, il y a place en Europe pour des politiques budgétaires et monétaires réalistes, tournées vers la croissance et adaptées à la conjoncture. Ce sera la mission du gouvernement économique [de la zone euro] (...) que de conduire, en concertation avec la Banque centrale européenne, l'indispensable coordination de nos politiques, nécessaire à une plus forte croissance. L'Europe peut nous rendre des marges de manoeuvre que la mondialisation a reniées.

Report du Conseil agricole

Le Conseil agricole des Quinze, qui devait se réunir mardi 2 mars, a été reporté au 4 mars, a annoncé lundi la présidence allemande. Cette décision va dans le sens des demandes de Paris, après l'échec, fin février, des négociations sur la politique agricole commune (PAC). « Il faut reprendre à zéro la négociation et se donner un peu de temps pour rapprocher les points de vue français et allemand », avait déclaré Jean Glavany. Le ministre de l'Agriculture a confirmé qu'il se rendra au Conseil agricole avec un mémorandum « méthodologique » chiffré et précis, pour aboutir à un compromis « équilibré et économe ».

L'HISTOIRE

UN GRAND DOSSIER

HITLER PORTRAIT HISTORIQUE D'UN MONSTRE

Enfance d'un dictateur

Hitler et les psychiatres

La prise du pouvoir

Pourquoi Hitler fascinait les Allemands

A LIRE AUSSI :

Zarathoustra et la religion des Perses

N° 230 - MARS 1999 - EN KIOSQUE - 38 F

La volonté commune ne cache pas les divergences d'intérêts

MILAN

de notre envoyé spécial
Trois jours après le sommet européen informel du Petersberg, près de Bonn, où ils se sont efforcés avec

ANALYSE

Le cadre national reste le cadre de référence pour les pays européens

leurs partenaires de remettre sur les rails leurs négociations sur l'Agenda 2000, les chefs de gouvernement socialistes et sociaux-démocrates de l'Union européenne se sont retrouvés à Milan avec l'ensemble des leaders de leurs partis. Au-delà des divergences qui peuvent les opposer sur les moyens de décliner leurs convictions quant à la mise en œuvre de l'Union européenne, l'adoption solennelle du manifeste en vingt et un points marque leur volonté de faire apparaître ces élections comme un véritable choix de société au niveau européen.

L'objectif des socialistes est de mobiliser un électorat qui a toujours témoigné, surtout à gauche, d'une difficulté à s'intéresser vraiment à ce que fait le Parlement européen, et a fortiori à son élection. « Il y a une contradiction dans beaucoup de nos partis entre leur vision européenne et la posture défensive de leur électorat, qui se méfie d'une Europe leur apparaissant trop souvent comme éloignée de leurs préoccupations », notait, dans les couloirs du Congrès, l'un des conseillers du Parti social-démocrate allemand.

Le Parti des socialistes européens, qui regroupe l'ensemble des formations socialistes et apparentées de l'Union, entend bien convaincre ces électeurs que la gauche européenne est la mieux placée pour leur faire profiter de la reprise économique en créant des emplois et en luttant

contre l'exclusion. La guerre est déclarée au libéralisme, qui a dominé la pensée économique internationale depuis les années 80, sous l'influence des États-Unis de Ronald Reagan et du Royaume-Uni de Margaret Thatcher. La priorité des priorités, pour les socialistes européens, est la consolidation d'« une Europe de la croissance et de l'emploi », qui passe par une coordination la plus étroite possible de leurs politiques économiques et sociales.

L'euro ne doit pas être l'instrument d'une simple zone de libre échange mais permettre de mettre en œuvre une action commune pour épauler les politiques nationales en faveur de la croissance. « Il nous faut combiner les politiques sociales avec les politiques économiques, définir le niveau approprié de « Policy-Mix » et des procédures de coordination, tout en introduisant de nouvelles règles au niveau mondial, capables de soutenir une croissance durable et des meilleures conditions de vie », propose le rapport préparé sous la direction du premier ministre portugais, Antonio Guterres, pour définir ce que doit être le futur pacte européen pour l'emploi que les Quinze se sont engagés à mettre en place lors du Sommet de Vienne, en décembre.

PROFESSION DE FOI

Cette profession de foi suffirait-elle à convaincre les électeurs d'aller voter massivement pour les formations du parti des socialistes européens cette année ? Autant que sur leur programme, ces dernières comptent sur la dynamique qui a porté au pouvoir, dans les pays de l'Union, une majorité de gouvernements de gauche ces dernières années. Dans onze des quinze pays de l'Union, les chefs de gouvernement sont issus des partis socialistes et sociaux-démocrates, notamment dans les quatre plus grands. La victoire du SPD allemand et de Ger-

hard Schröder, en septembre dernier, en Allemagne, ont couronné en quelque sorte la vague rose que les Italiens d'abord, puis les Britanniques et les Français avaient lancée.

Mais cette situation exceptionnelle ne doit pas non plus voiler que chacun ne défend pas toujours une même vision, que les oppositions de traditions et d'intérêts restent souvent très marquées. Si le gouvernement de Tony Blair a montré sa volonté, ces deux dernières années, de mieux intégrer la Grande-Bretagne dans l'Union européenne, ceux de Lionel Jospin et de Gerhard Schröder défendent aujourd'hui un approfondissement de la coordina-

Tony Blair pour la « culture d'entreprise »

Tony Blair devait demander à ses homologues européens d'adopter la « culture d'entreprise » dont Bill Clinton s'est fait le héraut, lors de son intervention, mardi soir, à Milan. Le premier ministre britannique avait également l'intention de contester l'idée selon laquelle le « modèle social européen » qui donne la priorité à un haut degré de protection sociale, serait supérieur à l'approche plus libérale américaine. Pour M. Blair, ce modèle social européen doit bannir une réglementation trop forte et un fort degré de taxation. M. Schröder et M. Jospin doivent « regarder les faits », estime Tony Blair, ce qui signifie que leur engagement en faveur de la « cohésion sociale » doit tenir compte de cette vérité : « un fort chômage, ce n'est pas la cohésion sociale ». Les Européens, estime-t-il par ailleurs, doivent amorcer un « dialogue réel » avec le président américain.

tion des politiques au sein de la zone européenne, cela ne va pas sans une compétition parfois vive entre les différents partis sur la manière de faire évoluer l'Europe et de faire cohabiter les intérêts nationaux.

On le voit dans les négociations en cours sur le cadre financier de l'Union pour la période à venir, l'« Europe rose », est loin de signifier la disparition de ces intérêts. « Il y a ce qui nous rassemble, mais aussi ce qui peut nous diviser. L'Agenda 2000 montre qu'il y a pour chacun des intérêts à défendre », reconnaissait à la tribune de Milan le socialiste français Henri Nallet, en présentant les grandes lignes du manifeste dont il a coordonné l'élaboration avec le ministre britannique des affaires étrangères, Robin Cook.

Ces divergences provoquent parfois des affrontements durs, comme on l'a vu ces dernières semaines entre l'Allemagne et la France socialistes, à propos de la politique énergétique et de la politique agricole commune (PAC).

Contrairement aux Verts européens, qui ont adopté samedi à Paris une plate-forme de tonalité plutôt fédéraliste, les socialistes européens estiment dans leur grande majorité que le cadre national reste, au moins dans cette phase de l'Union, le cadre de référence pour les pays européens. Lionel Jospin l'a réaffirmé avec netteté dans son discours de lundi soir à Milan, même s'il a estimé que « par-delà les traditions nationales, il existe entre nous [socialistes] une profonde convergence ». Et le chancelier Schröder n'a pas dit autre chose en parlant après lui. Il a souligné que la nouvelle Allemagne qu'il représente entendait défendre ses positions sans se cacher, dans une « compétition loyale avec les autres pays ».

Henri de Bresson

*Les taxes d'aéroport afférentes au billet offert ne sont pas comprises (soit 310 FF en date du 16-02-99).
Offre soumise à des conditions particulières d'utilisation.

صكنا من الراحل

INTERNATIONAL

L'Armée de libération du Kosovo invitée officiellement à Washington

WASHINGTON. Six représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) devraient se rendre à Washington avant la reprise des négociations sur le Kosovo, prévue pour le 15 mars. L'invitation a été adressée à Hashim Taqi, Jakup Krasniqi et Ram Buja, qui faisaient partie de la délégation à Rambouillet. Elle laisse de côté le représentant de l'aile dure de l'UCK, Adem Demaqi, hostile au plan de paix proposé par les grandes puissances. Les responsables occidentaux qui se succèdent à Pristina pour plaider en faveur du processus de paix - comme l'ont fait, lundi 1^{er} mars, l'Américain Christopher Hill et l'Autrichien Wolfgang Peretich - ne rencontrent d'ailleurs plus M. Demaqi. Les autorités de Tirana (Albanie), engagées en faveur du plan de paix, ont reçu, lundi Hashim Taqi, et un autre membre de la délégation albanaise à Rambouillet, Xhavit Haliti, et se sont félicités de leur détermination à parvenir à un accord.

À Washington, l'ancien sénateur Bob Dole a accepté une mission du Département d'Etat et se rendra à son tour à Belgrade et Tirana. Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a de nouveau exprimé lundi son refus de voir des troupes étrangères se déployer au Kosovo. - (AFP, Reuters.)

Recrudescence de la violence à Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE. Une nette recrudescence de la violence a été constatée ces derniers jours dans la capitale haïtienne où six personnes ont été tuées par balles au cours du week-end. Lundi matin 1^{er} mars, un sénateur Jean-Yvon Toussaint, 47 ans, a été abattu d'une balle dans la tête. Il représentait l'Organisation du peuple en lutte (OPL), parti majoritaire à l'Assemblée avant que le président René Préval ne mette un terme au mandat des parlementaires, le 11 janvier. L'OPL, engagée dans des négociations avec le président, en vue de la formation d'un conseil électoral provisoire (CEP) a annoncé qu'elle rompait « toute discussion avec le président jusqu'à ce que la lumière soit faite sur l'assassinat ». - (Reuters, AFP)

DÉPÊCHES

■ **ZAMBIE** : trois nouvelles bombes ont été désamorçées, lundi 1^{er} mars, à Lusaka, au lendemain d'une série d'attentats à l'explosif qui ont fait un mort. Au total, dix-sept bombes ont été posées depuis dimanche dans la capitale zambienne et son agglomération. Cinq ont explosé, l'une d'entre elles a tué un garde en faction devant l'ambassade d'Angola. Les attentats n'ont pas été revendiqués. - (AFP)

■ **CHINE** : dix personnes ont été exécutées au Xinjiang, fin janvier, pour leur implication dans les émeutes séparatistes de 1997 dans cette région musulmane de l'ouest de la Chine, selon un responsable du tribunal du district de Nilka, dépendant de la préfecture de Yili, frontalière du Kazakhstan. Les émeutes antichinoises de Yili, le 5 février 1997, avaient fait au moins cent morts. Les chefs d'accusation retenus allaient de « meurtre et séparatisme » à fabrication d'explosifs ou atteinte à la sécurité de l'Etat. Deux autres personnes ont été condamnées à mort avec sursis et d'autres encore à des peines allant d'un à quinze ans de prison. - (AFP)

Le programme humanitaire en Irak pourrait être révisé

BAGDAD. L'ONU va devoir revoir la mise en œuvre du programme humanitaire en Irak si les frappes aériennes américaines et britanniques, quasi quotidiennes dans le nord et le sud du pays, devaient s'intensifier, a déclaré, lundi 1^{er} mars, le coordonnateur du programme humanitaire de l'ONU, Hans von Sponeck. « Si la fréquence et les dégâts civils continuaient et augmentaient, nous devrions revoir » les activités de l'ONU, a dit M. von Sponeck, qui est chargé de la mise en œuvre du programme « pétrole contre nourriture » permettant à l'Irak de vendre son pétrole pour acheter des biens de première nécessité. Lundi, un Irakien a été tué et neuf autres blessés lors d'une nouvelle série de bombardements américains et britanniques, sur des « objectifs civils et militaires » dans le nord de l'Irak, notamment un tronçon de l'oléoduc irako-turc, a annoncé l'agence officielle irakienne INA. C'est la deuxième attaque américaine contre l'oléoduc irako-turc, dont le fonctionnement a été interrompu après un bombardement dimanche. - (AFP)

Nord Sud
EXPORT

Le Monde

BRÉSIL-ARGENTINE

La crise brésilienne et son impact sur l'Argentine et le Mercosur

LE POINT DE VUE DES BANQUES CENTRALES ET DES MILIEUX D'AFFAIRES

Mercredi 17 mars 1999 (17 h - 20 h et cocktail)
Hôtel Royal-Monceau - Paris

Après que les autorités brésiéliennes ont été contraintes de laisser glisser le réal, les opérateurs économiques et financiers s'interrogent sur la profondeur de la récession au Brésil, sur la capacité de ce pays à faire face à ses lourds engagements financiers, sur les effets de cette crise en Argentine et sur les tensions commerciales au sein du Mercosur.

Aminio FRAGA NETO, Président de la Banque centrale du Brésil, et son homologue argentin, Pedro POLO, Président de la BCRA, et/ou les ministres de l'Economie Paulo PAIVA (Brésil) et Roque FERNANDEZ (Argentine) prendront part à cette réunion de travail avec les hommes d'affaires concernés.

Nord Sud Export et Le Monde se sont associés pour organiser cette rencontre à haut niveau le 17 mars à l'issue de l'assemblée annuelle à Paris de la Banque inter-américaine de développement.

Demande de programme et d'inscriptions auprès de
NORD SUD EXPORT
Tél. : 33 (0)1-47-42-25-74 - Fax : 33 (0)1-47-42-11-86
(réunion payante)

Israël tarde à définir une riposte à l'attaque meurtrière du Hezbollah au Liban sud

Tsahal ne peut assurer la sécurité de ses soldats dans la zone occupée

La réunion du cabinet de sécurité israélien, lundi 1^{er} mars, n'a pas permis à Benjamin Nétanyahou de définir une riposte claire à l'attaque per-

pétrée, dimanche, par le Hezbollah dans la zone du Liban sud occupée par Israël. La milice chiite libanaise, qui souhaite poursuivre ses actions,

prend soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

JÉRUSALEM

Après vingt-trois sorties aériennes et des heures de canonnades pour répondre à la mort de trois de ses soldats, dont un général, et d'un journaliste tués dans le sud du Liban lors d'un attentat perpétré par la milice islamiste du Hezbollah, l'armée israélienne a interrompu, dans la nuit du dimanche 29 février au lundi 1^{er} mars, ses activités de représailles. Quelques heures plus tard, les habitants de Kyriat Schmona, localité située sur la frontière nord d'Israël, réfugiés depuis la veille dans les abris souterrains, ont pu regagner leur domicile. Hormis

quelques tirs de mitrailleuses dirigés contre des barques de pêcheurs au large de Tyr et qualifiés d'« avertissement » par la marine israélienne, la journée de lundi a été calme. Trois des quatre victimes israéliennes ont été enterrées ce même jour dans leurs villages respectifs. La quatrième, le général Erez Gerstein, devait être inhumée mardi 2 mars.

M. Nétanyahou a réuni, lundi, un cabinet de sécurité pour étudier la suite à donner à la riposte israélienne. Puis il s'est envolé pour Kiryat Shmona, profitant de la fête de Pourim - le carnaval juif - pour apporter les traditionnelles confiseries aux enfants. Le déplacement

Un immobilisme qui ressemble étrangement à de l'impuissance

JÉRUSALEM

Combien de soldats Israël devrait-il perdre au Liban avant de s'en retirer ? Cette question sans

ANALYSE

Les Israéliens savent bien que ce qui se joue au Liban sud a peu à voir avec la sécurité du pays

réponse est, depuis deux jours, dans toutes les têtes des responsables israéliens, et dans celles de simples citoyens toujours susceptibles d'être appelés, directement ou par entente interposée, à aller vers leur sang dans les combats que livre leur armée à une insaisissable milice islamiste. Avec près de quarante ans de retard et après d'autres pays qui ont laissé leurs morts sur les champs de bataille de la décolonisation, Israël découvre une loi implacable et coûteuse : celle que soit la sophistication de ses armes, une force militaire classique est en situation défavorable, lorsqu'elle combat une guérilla qui se fait le bras armé d'une lutte de libération nationale.

Tel est aujourd'hui le statut qu'a réussi à acquérir le Hezbollah, milice dont la vitalité tient moins à ses références islamistes qu'à sa capacité à tenir tête à une armée qui occupe une partie du territoire national. Chaque action du Hezbollah contre cet ennemi israélien réputé invincible est autant de baume sur les blessures arabes et sur la fierté libanaise bafouée par une occupation de plus de vingt ans. C'est aussi un peu plus de légitimité pour le Hezbollah, c'est-à-dire, à terme, un peu plus de dangers pour les soldats d'Israël.

Sommés par le dernier attentat qui a coûté la vie, dimanche 28 février, à l'un de leurs généraux, les Israéliens n'ont même pas le réconfort de pouvoir se dire que leurs militaires tombent pour la bonne cause. Car, en dépit des explications simplistes qu'on lui administre parfois, l'Israélien moyen sait bien que ce qui se joue au Liban sud a peu à voir avec la sécurité du pays, seule raison pour laquelle il a toujours accepté de combattre, sans barguigner.

Personne en Israël, pas plus Benjamin Nétanyahou que ses électeurs ou ses adversaires, ne pense que le Hezbollah est susceptible de mettre en danger l'intégrité du pays, même s'il est en mesure de lancer des roquettes sur les localités frontalières. Personne non plus ne doute qu'il faudra bien un jour conclure la paix avec le Liban. Le sentiment qu'il est désormais sage de partir va croissant dans toutes les couches de la population, rendant aléatoire toute démonstration de force à des fins électorales. Dimanche, alors que l'émotion était à son comble, M. Nétanyahou s'est d'ailleurs bien gardé de hausser le ton.

La conviction d'un inévitable départ touche également beaucoup de responsables politiques qui, en privé, ne font pas mystère de leur sentiment. Selon ceux qui le préconisent, un retrait aurait aussi

l'avantage de dépouiller la Syrie de son principal moyen de pression sur Israël et de fragiliser les raisons de sa présence au Liban, officiellement justifiée par celle de l'adversaire. « Cela fait des mois que la Syrie, isolée et inquiète par notre alliance avec la Turquie, nous envoie des signaux appuyés pour reprendre les négociations sur le Golan, confiait récemment au Monde un haut responsable israélien. Si nous quittons le Liban, la Syrie perd le seul moyen de pression qu'elle a contre nous, et nous pourrions lui faire payer plus cher notre retrait du Golan. »

Et, pourtant, Israël ne bouge pas. Quelques allusions à un possible et inconditionnel retrait, faites il y a quelques mois par Ariel Sharon, timidement reprises par M. Nétanyahou, qui s'est rapidement défilé, n'ont pas été suivies d'effet. En revanche, tout ce que le pays compte d'anciens généraux convertis dans la politique s'est élevé contre une telle perspective, comme s'ils parlaient au nom de leurs camarades encore soumis à l'obligation de réserve. Esprit de corps d'une corporation narguée par un adversaire qu'elle pense être en mesure de vaincre, à condition qu'on lui en donne le temps et les moyens ? Cynisme de cadres qui, comme on l'entend parfois, estiment que le Liban offre en vraie grandeur, et pour un prix « acceptable », un incomparable champ d'expériences guerrières ? L'Histoire dira peut-être un jour ce qu'il en est réellement.

CIRCULATION D'UNITÉS

Ni pas en avant ni pas en arrière : l'immobilisme israélien ressemble à s'y méprendre à de l'impuissance. C'est que les options sont restreintes. En vingt ans, tout ou presque a été essayé, sans succès. Ni les opérations aériennes massives, ni le déluge d'obus d'artillerie, ni les « opérations spéciales » n'ont fondamentalement changé la donne. De plus en plus, Israël se retrouve enlisé dans sa « zone de sécurité » où, selon l'expression d'un haut fonctionnaire, ses alliés de l'Armée du Liban sud (ALS) « rivalisent à nous trahir par crainte du moment où, nous partis, il leur faudra rendre des comptes ».

Vu d'Israël, c'est la Syrie qui, maîtresse du jeu, devrait être visée. C'est en effet Damas qui autorise la libre circulation des unités hezbollahiennes et ferme les yeux sur le matériel lourd, qui provient d'Iran. Selon des spécialistes militaires israéliens, le Hezbollah disposerait désormais de pièces d'artillerie et serait capable d'aligner de cinq cents à mille roquettes de type Katioucha. Mais s'en prendre directement à la Syrie, avec tous les aléas politiques que cela représente, serait un pas que Jérusalem n'est pas disposé à franchir.

Reste les actions de dissuasion en direction de Damas, pour inciter les Syriens à mieux contrôler, si cela est encore possible, les hommes du Hezbollah. Personne à Jérusalem ne se fait aujourd'hui beaucoup d'illusion sur l'efficacité d'une telle stratégie. Mais faute de mieux...

Georges Marion

a été le prétexte à l'annonce d'une « nouvelle politique », pas autrement précisée, à l'égard du Hezbollah. « Nous continuerons à mener des attaques conformément à cette nouvelle politique qui n'impose aucune restriction à l'armée », a indiqué le premier ministre.

RESPECT DE L'ACCORD DE 1996

Par la voix de son numéro 2, Cheikh Naim Kasseem, le Hezbollah a répliqué en indiquant qu'il continuerait à mener ses activités militaires contre Israël. « Aucun interdit, obstacle ou circonstance ne nous empêchera de poursuivre nos opérations, qui sont un droit légitimement reconnu », a indiqué le dirigeant islamiste lors d'une conférence de presse réunie à Beyrouth.

La fermeté israélienne n'est en réalité qu'apparente, les autorités ayant grand mal à cacher leur embarras à définir une riposte à la fois efficace et dissuasive, capable de protéger la troupe comme de punir d'éventuelles initiatives de la milice islamiste. Pour masquer leur trouble, les responsables israéliens parlent de protéger les populations qui, à l'intérieur des frontières d'Israël, pourraient être la cible d'attaques islamistes venues du Liban. Mais il est patent que le problème ne se situe pas à ce niveau, le Hezbollah prenant un soin quasi tatillon à respecter l'accord

conclu en 1996 de ne pas s'en prendre aux populations civiles. Ainsi, selon des sources militaires israéliennes, les deux roquettes tirées, dimanche, à l'intérieur d'Israël visaient en réalité des objectifs israéliens en territoire libanais, positions qu'elles auraient dépassées. Le Hezbollah avait démenti la veille avoir tiré en direction du territoire israélien.

Ce qui est en cause, c'est la sécurité des soldats israéliens opérant dans la zone dite « de sécurité », dans le sud du Liban, et toutes les méthodes utilisées depuis des années pour atteindre cet objectif ont montré leurs limites. Conscientes de cette difficulté, les autorités israéliennes paraissent vouloir calmer le jeu sur le terrain, se contentant de menaces verbales assorties parfois de conditions qui sont autant de messages en direction de l'ennemi. Alors que M. Nétanyahou paraît d'intensification des représailles, Radio-Israël, citant des sources militaires, indiquait que l'intensification des attaques israéliennes contre le Hezbollah dépendrait... du tir de nouvelles roquettes contre le nord d'Israël. Mais, à part les deux engins tombés dimanche en Israël, le Hezbollah n'a procédé à aucun de ces tirs depuis longtemps.

G. M.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
41, rue Louis Blanc 92004 LA DEFENSE Cedex
Tél. : 01.47.42.11.84 - Fax : 01.43.33.51.36

Par jugement de la 3^{ème} Chambre (2^{ème} section) du TGI de PARIS du 3 Octobre 1997, devenu définitif, à l'encontre de la Sté V.D. INVESTISSEMENT, située à Paris, 22, rue Jamin, il a été jugé qu'en faisant usage de la marque 3615 ELLE ET LUI, sans l'autorisation de la Sté HACHETTE FILIPACCHI PRESSE, la Sté V.D. INVESTISSEMENT a commis des actes de contrefaçon de la marque ELLE n° 1.521.708 dont la Sté HACHETTE FILIPACCHI PRESSE est titulaire et des actes de parasitisme envers les Stés EDI 7 et HACHETTE FILIPACCHI TELEMATIQUE.

En conséquence, le Tribunal a :
- prononcé la nullité de l'enregistrement n° 94.525.980 de la marque 3615 ELLE ET LUI demandé le 23 Juin 1994 en classes 35 et 38 ;
- interdit à la Sté V.D. INVESTISSEMENT de faire usage de la dénomination 3615 ELLE ET LUI dans ses applications et notamment à titre de code d'accès à un service télématique, et ce, sous astreinte de 5.000 F par jour de retard, à compter de la signification de la présente décision ;
- condamné la Sté V.D. INVESTISSEMENT à payer aux Stés HACHETTE FILIPACCHI PRESSE, EDI 7 et HACHETTE FILIPACCHI TELEMATIQUE la somme totale de 50.000 F à titre de dommages intérêts et la somme de 12.000 F en application de l'article 700 du NCPC ;
- autorisé les Stés HACHETTE FILIPACCHI PRESSE, EDI 7 et HACHETTE FILIPACCHI TELEMATIQUE à faire publier le présent dispositif par extraits ou en entier, dans trois journaux de leur choix, aux frais de la Sté V.D. INVESTISSEMENT, le coût total de ces insertions ne pouvant excéder à la charge de ces dernières, la somme hors taxes de 60.000 F ;
- ordonné l'exécution provisoire de la présente décision, pour les mesures d'interdiction seulement.

Par jugement de la 3^{ème} Chambre (1^{ère} Section) du T.G.I. de PARIS du 26 Juin 1996, devenu définitif, à l'encontre de la Sté AGITEL, située à Marseille (13007), 13, rue Plan Fourmugier (Vieux Port), éditrice du code télématique SAVANE, il a été jugé que la dénomination SAVANE utilisée par la Sté AGITEL constitue la contrefaçon par imitation des marques FIECHO DES SAVANES et FIECHO DES SAVANES dont est titulaire la Sté COGEDIPRESSE.

En conséquence, le Tribunal a :
- interdit à la Sté AGITEL d'utiliser la dénomination et la marque SAVANE pour désigner des services de télématique, sous astreinte de 3.000 F par jour de retard, passé un délai de deux mois à compter de la signification du présent jugement et ce, pendant 3 mois au-delà desquels il sera à nouveau statué par cette chambre ;
- prononcé la nullité de la marque SAVANE n° 94.549.182 appartenant à la Sté AGITEL ;
- condamné la Sté AGITEL à payer à la Sté COGEDIPRESSE la somme de 50.000 F à titre de dommages-intérêts et celle de 15.000 F sur le fondement de l'article 700 du NCPC ;
- autorisé la Sté COGEDIPRESSE à faire publier le dispositif du présent jugement dans trois journaux ou revues de son choix, aux frais de la Sté AGITEL, sans que ceux-ci puissent excéder la somme globale de 45.000 F ;
- ordonné l'exécution provisoire de la mesure d'interdiction.

Par jugement de la 3^{ème} Chambre (1^{ère} section) du TGI de PARIS, du 11 Septembre 1996, devenu définitif, la SARL BAZAK COMMUNICATION, située à Marseille (13005), immeuble le Timonier, 251-257, rue Saint-Pierre, éditeur du code télématique ELLA, a été déclarée coupable de contrefaçon de la marque ELLE et d'atteinte au titre de la revue ELLE.

Le Tribunal a :
- interdit à la Sté BAZAK COMMUNICATION, sous astreinte définitive de 1.000 F par infraction constatée, de faire usage de la marque contrefaisante, y compris pour un code d'accès à un service télématique, passé un délai d'un mois suivant la signification du présent jugement, et ce pendant un délai de deux mois au-delà duquel il sera à nouveau statué par cette chambre sur initiative des demandeurs ;
- ordonné selon les mêmes modalités d'astreinte, le décalage du service télématique ELLA, dans le délai de quinze jours à compter de la signification du jugement ;
- ordonné la publication par extraits du présent jugement dans deux publications aux choix des Stés HACHETTE FILIPACCHI PRESSE, SNC EDI 7 et GIE HACHETTE FILIPACCHI TELEMATIQUE à concurrence de 40.000 F H.T. de frais d'insertion au total ;
- condamné la Sté BAZAK COMMUNICATION à verser la somme globale de 30.000 F, aux Stés HACHETTE FILIPACCHI PRESSE, SNC EDI 7 et GIE HACHETTE FILIPACCHI TELEMATIQUE en réparation du préjudice subi du fait de la contrefaçon et de la concurrence déloyale ;
- ordonné l'exécution provisoire du présent jugement pour les seules mesures d'interdiction, de décalage et de publication ;
- condamné la défenderesse à payer aux Stés HACHETTE FILIPACCHI PRESSE, SNC EDI 7 et GIE HACHETTE FILIPACCHI TELEMATIQUE la somme de 10.000 F sur le fondement de l'article 700 DU NCPC.

Le riposte à l'attaque de l'armée au Liban sud

Les soldats dans la zone occupée

Les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Le général de l'armée israélienne, Shimon Peres, a déclaré que les soldats de l'armée israélienne ont pris soin de ne pas viser les populations civiles du nord d'Israël pour ne pas donner de prétexte à une réaction massive.

Contre la prolifération, les Etats-Unis veulent contrôler les transferts de technologies

Des procédures draconiennes pourraient affecter Ariane

Washington réexamine les modalités de cession de matériels « avancés » en fonction des risques de prolifération qu'ils comportent ainsi que des pays pouvant en bénéficier. Les procédures envisagées affecteraient la Chine mais aussi le lanceur européen Ariane, dont la moitié des tirs emportent des satellites américains.

A TRAVERS le cas de la Chine, sans en faire nécessairement un exemple unique, les Etats-Unis, au regard de leurs intérêts de sécurité nationale, tentent depuis 1995-1996, de façon pragmatique, de maîtriser les transferts de technologies dites « sensibles » et « duales » (à des fins civiles et militaires à la fois) en direction de certains pays. Ce contrôle n'est plus exercé par le seul ministère du Commerce, mais il passe désormais par la voie du département d'Etat et du Pentagone. La procédure, que les industriels américains jugent titillesse au risque d'y perdre leur clientèle, n'épargne pas davantage les puissances alliées.

Il y a quatre ans, en effet, deux groupes industriels outre-Atlantique, Hughes Electronics et Loral, ont été pris à la main dans le sac, selon une enquête du Congrès décidée après l'accident d'une fusée chinoise qui aurait dû mettre en orbite un satellite commercial américain. Le premier groupe a été accusé d'avoir transmis à Pékin des modèles mathématiques, utiles au lancement de fusées, et des informations sur l'armement des satellites. Le second a été soupçonné d'avoir permis aux experts chinois d'améliorer les performances de leurs lanceurs spatiaux, d'où découlaient celles des missiles stratégiques, tel le Dongfen G-31, qui porte à 8 000 kilomètres et qui commence à être déployé en service opérationnel. En 1998 encore, les services américains se sont émus du fait, selon eux, que l'armée de terre chinoise avait utilisé les canaux d'un satellite civil de télécommunications américain, mis en orbite par une fusée chinoise,

pour transmettre ses messages aux garnisons réparties dans tout le pays. La décision récente de l'administration américaine de bloquer la vente par Hughes d'un satellite commercial de communications à un consortium asiatique – dont la Chine fait partie – semble avoir été dictée aussi par le fait que le satellite en question est doté de puissantes antennes de 12 mètres, d'une technologie susceptible d'intéresser les militaires. Les Chinois n'ont probablement jamais mis en orbite un satellite aussi lourd et la crainte existe que Hughes soit amené par les circonstances à leur transférer des informations « sensibles » pour réussir leur lancement.

CONFRAIRIE

A Washington, on a donc entrepris de réexaminer au coup par coup toutes ces cessions de matériels « avancés », et pas seulement les équipements impliqués dans les transactions avec Pékin. C'est une réflexion qui se veut tous azimuts. Il s'agit aussi bien de la vente de satellites censés être affectés à des usages civils que de celle des ordinateurs de grande capacité, de lanceurs spatiaux, de machines-outils performantes ou de ces équipements « sensibles » présentés comme étant à utilisation « duale ». De plus en plus, en raison de contraintes budgétaires qui pèsent sur leur production destinée à la défense, les industriels de l'armement, de part et d'autre de l'Atlantique, ont recours à des composants civils d'origine, qui sont moins chers et qu'ils adaptent aux souhaits des États-majors.

C'est ce qui conduit l'adminis-

tration américaine à être singulièrement vigilante et à édifier une série de contrôles ainsi qu'un classement des pays en qui Washington peut avoir ou non confiance dans ces transferts de technologies. Le secrétaire adjoint à la défense, John Hamre, est venu récemment en expliquer les principes à plusieurs États européens, dont la France, qui ne sont pas à l'abri de devoir subir ces règles draconiennes.

En matière spatiale, les Etats-Unis vont même – outre le refus pur et simple de vendre un satellite commercial à un pays étranger qui n'aurait pas leur consécration – jusqu'à imaginer de soumettre à leur autorisation préalable le moindre lancement d'un satellite civil américain par une société non américaine, au nom de la lutte contre les dangers de la prolifération balistique. Ce qui, une nouvelle fois, n'arrange sans doute pas les affaires de la Chine, laquelle avait prévu de réserver quatorze fusées Longue Marche pour lancer des satellites commerciaux américains dans les cinq ans à venir. Mais ce qui pourrait ne pas arranger non plus le lanceur européen Ariane dont, jusqu'à présent, la moitié des tirs sont consacrés à des satellites américains.

Depuis la décision de Bill Clinton de limiter les vols commerciaux avec la navette américaine, les blocages venus d'outre-Atlantique, s'ils devaient se confirmer, apparaîtraient comme autant d'initiatives vaines, par le biais de la maîtrise des transferts technologiques, à contrôler la compétition internationale dans l'espace.

Jacques Isnard

Le débat s'intensifie à Washington sur les actions d'espionnage prêtées à Pékin

Un ressortissant chinois aurait été arrêté aux Etats-Unis pour avoir tenté d'acquiescer des matériels permettant l'amélioration de la précision de missiles

COÏNCIDANT avec un sérieux coup de grisou dans les relations sino-américaines, les révélations continuent de filtrer sur les soupçons d'espionnage portés à l'encontre de la Chine par les services de sécurité américains et les conséquences d'une politique relativement laxiste dans les transferts de technologies sensibles, jusqu'à présent autorisés par Washington. La dernière en date est l'arrestation, selon le *New York Times*, d'un ressortissant chinois du nom de Yao Yi, à la fin février à Boston, alors qu'il s'efforçait d'acquiescer, pour le compte d'une université chinoise en apparence, des gyroscopes en fibre optique auprès d'un fabricant du Massachusetts. Ce matériel aurait été destiné, selon la version affichée par ce M. Yao, à un projet de chemin de fer. Mais les autorités américaines estiment qu'il aurait été plus utile encore à l'amélioration de la précision de missiles, d'autant que M. Yao cherchait également à acheter des senseurs à infrarouges utilisés pour permettre à un missile de détecter des cibles à partir de leur rayonnement calorifique.

Dans cette affaire est également impliqué un ressortissant canadien d'origine chinoise, Collin Xu, qui a été arrêté deux semaines plus tôt à Boston et se trouve toujours en détention sous le soupçon d'avoir pris livraison de gyroscopes de ce type, soumis à autorisation d'exportation – ce que l'intéressé nie.

Plusieurs cas d'espionnage chinois, dans le passé, ont été réglés discrètement par une justice américaine sensible aux exhortations de l'administration à ménager Pékin, jadis partenaire important des Etats-Unis dans la guerre

froide contre l'Union soviétique. Mais la décision de l'administration Clinton, également fin février, d'annuler la licence d'exportation d'un satellite fabriqué par Hughes Electronics pour un montant de 450 millions de dollars (412 millions d'euros) semble résulter d'une nette dévalorisation de la Chine dans l'estime américaine. L'administration soupçonne l'armée chinoise d'avoir, derrière le paravent d'un consortium singapourien, voulu, sous couvert d'un satellite de communications, se doter en réalité d'un outil de guidage pour ses missiles et de technologies en améliorant la précision. Déjà, au début des années 90, l'administration Bush et celle de son successeur avaient dû batailler avec le Congrès pour autoriser la vente à la Chine de supercalculateurs météorologiques pouvant avoir un usage militaire.

UN PROGRAMME DE COOPÉRATION

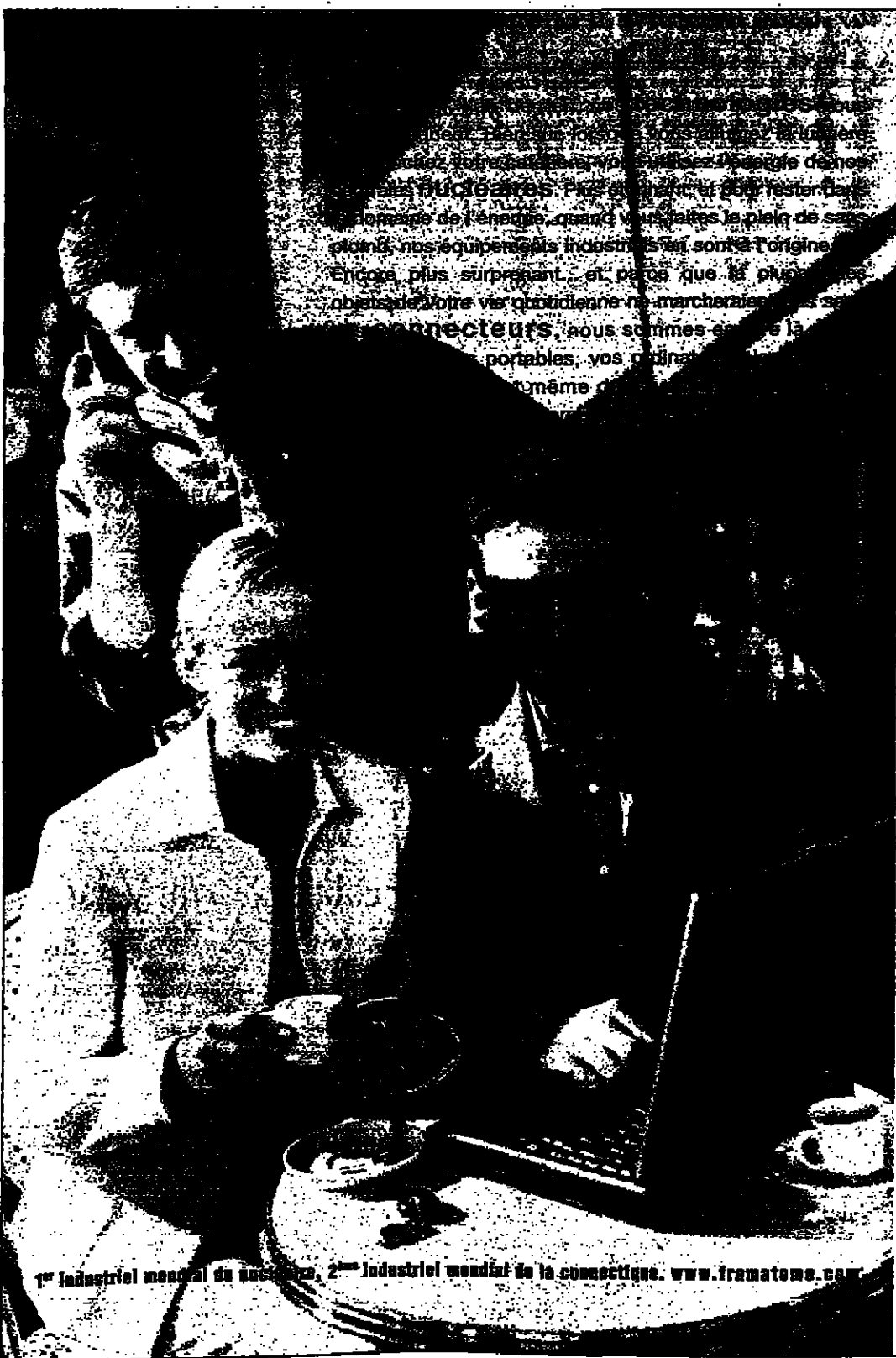
Le présent durcissement sur cette question résulte en effet d'une pression croissante du Congrès en vue de réviser les procédures de transferts de technologies dont Pékin est accusé aujourd'hui d'avoir usé et abusé depuis la normalisation complète des relations diplomatiques entre les deux pays en 1979. Le gros rapport (1 100 pages) de la commission spéciale du Congrès présidée par le représentant Christopher Cox pour étudier le problème devrait être rendu public d'ici quelques semaines, mais d'ores et déjà diverses fuites sur son contenu alimentent un débat croissant à Washington sur l'opportunité de laisser la Chine améliorer ses capacités militaires. M. Cox, lui-

même un républicain mais dont les collègues au sein de la commission se partagent entre les deux partis, s'est livré, le 22 janvier, à un réquisitoire contre l'administration pour « la naïveté » qu'elle aurait démontrée quant aux efforts chinois d'armement. La Maison Blanche a fourni dix-huit réponses aux trente-huit recommandations formulées par cette commission. Cette dernière a en particulier appelé à un renforcement drastique des consignes de sécurité au département de l'Energie après des vols chinois de technologie nucléaire.

Ces affaires sont d'autant plus embarrassantes pour l'administration que le Pentagone a mis sur pied un programme de coopération avec l'armée chinoise qui devrait mener, cette année, à des échanges sur une échelle sans précédent depuis le coup de frein qui était intervenu en 1989 après la répression de Tiananmen à Pékin. L'administration est désormais sous le feu de critiques lui reprochant, selon les termes d'un fonctionnaire du Pentagone cité par le *Washington Times* récemment, « d'aider [la Chine] à s'armer et à équiper ses troupes ».

Le Pentagone, pour sa part, se défend en arguant que les échanges entre les deux armées « contribuent à une transparence » qui permet aux militaires américains de mieux connaître les modalités de fonctionnement de la « grande muette » chinoise, encore bien moins familière aux Occidentaux que ne l'était, du temps de la guerre froide, celle de l'Union soviétique.

Francis Deron



combien de fois allez-vous rencontrer nos technologies aujourd'hui ?

FRAMATOME
Énergie - Connectique

A chaque instant, nos technologies vous accompagnent

صكنا من الامل

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 3 MARS 1999

DROITE Jacques Chirac a saisi l'occasion du débat sur la ratification du traité d'Amsterdam, mardi 2 mars, à l'Assemblée nationale, pour adresser au Parlement un message rappelant

son engagement européen et les grandes lignes de sa politique dans ce domaine. Alors que la droite est divisée face à l'Europe, le chef de l'Etat entendait, trois mois et demi

avant les élections du 13 juin, répondre à Charles Pasqua et aux autres « eurosceptiques » de l'opposition. ● LA RATIFICATION du traité d'Amsterdam devait réunir la droite,

à l'Assemblée et au Sénat, alors que les réformes institutionnelles proposées par Lionel Jospin la mettent dans l'embarras ou la divisent. ● L'UDF a décidé de réserver sa position sur l'interdiction du cumul des mandats, examinée en deuxième lecture, par les députés, mercredi, après avoir été refusée en presque totalité par les sénateurs de droite.

Jacques Chirac se porte à la tête des européens de la droite

Le chef de l'Etat profite de la ratification du traité d'Amsterdam pour réaffirmer son engagement européen contre l'euroscepticisme de Charles Pasqua. Il officialise ainsi son soutien aux listes conduites par Philippe Séguin et François Bayrou, faute d'avoir pu les réunir

L'EUROPE reste un facteur de division plus marqué à droite qu'à gauche. Aussi Jacques Chirac a-t-il décidé de mettre à profit le débat de ratification du traité d'Amsterdam, mardi 2 mars, à l'Assemblée nationale, pour rappeler à son camp - par le biais d'un message au Parlement qui, au-delà des députés et des sénateurs, s'adresse à tous les Français - les bases de la politique européenne à laquelle il s'était lui-même converti en octobre 1995.

Pour le chef de l'Etat, il s'agissait à la fois, mardi, de réaffirmer son engagement européen et d'inscrire sa démarche dans la continuité de l'action de ses prédécesseurs. Après le lancement de l'euro et au moment où l'Union européenne est confrontée à la difficile négociation sur l'Agenda 2000, au début de son élargissement et à un grand débat, illustré par la situation au Kosovo, sur sa capacité d'intervention diplomatique et militaire, M. Chirac entendait exposer sa vision de l'Europe et de la place de la France en Europe. Il devait souligner, notamment, qu'à ses yeux, il ne fait aucun doute que la France est plus grande dans l'Europe qu'elle ne le serait sans l'Europe. Il devait ainsi répondre à Charles Pasqua et à ceux qui, comme l'ancien ministre de l'Intérieur et cofondateur du RPR, accusent les gouvernants pro-européens

d'abandonner la nation. En rejetant les objections des eurosceptiques, le président de la République devait signifier implicitement qu'à droite, les listes qui se situent dans la perspective de la construction européenne ont un titre égal à se placer sous son parrainage. Cette intervention devait souligner le rôle que revendique M. Chirac en matière de politique européenne et la référence qu'il entend représenter, là aussi, pour la droite, sans qu'il puisse être accusé, à plus de trois mois des élections du 13 juin, de se mêler directement de la campagne électorale.

L'Ellysée a tenu à préciser que le chef de l'Etat avait informé à

l'avance les présidents des deux Assemblées, mais aussi le premier ministre, de son intention d'adresser un message au Parlement, le deuxième depuis son élection. En période de cohabitation, son prédécesseur, François Mitterrand, avait eu recours à deux reprises à cette procédure : le 8 avril 1986, au lendemain de la victoire de la droite aux élections législatives, le chef de l'Etat avait rappelé les prérogatives que lui confie la Constitution et avait mis en garde le nouveau gouvernement contre un abus du recours aux ordonnances ; le 25 juin 1986, il avait célébré par ce moyen le centenaire de la naissance de Robert Schuman, l'un des pères de l'Europe.

Au moment où la présidence de la République faisait part de l'initiative de M. Chirac, la division de la droite connaissait une nouvelle illustration. Le président de l'Alliance pour la France, Philippe Séguin, a repris la plume, lundi 1^{er} mars, pour annoncer à François Bayrou, président de l'UDF, qu'il renonçait finalement à réunir, mardi, le comité politique de l'Alliance (Le Monde du 27 février). « Nous sommes convenus, lors de notre récent échange de lettres, qu'une prochaine réunion du comité politique de l'Alliance n'aurait de sens et d'utilité que dans la mesure où un accord préalable aurait pu être trouvé sur un ordre du jour précis, écrit notamment M. Séguin. Afin de nous donner les meilleures chances de parvenir à cet objectif, il est probablement opportun de ne pas nous en tenir à la date de réunion qui avait été initialement envisagée. » Pour finir, Philippe Séguin propose à Alain Madelin et à François Bayrou de « convenir ensemble, le moment venu, de la nouvelle date ».

Cette tentative de rapprochement avait fait suite à la publication, dans Le Monde du 19 février, d'un « point de vue » de Valéry Giscard d'Estaing, engageant les différents partenaires de l'opposition à se rassembler sur une liste d'union, sans lancer d'exclusive contre M. Séguin. « Je souhaite ardemment que la réunion ait lieu la

semaine prochaine, a réaffirmé M. Giscard d'Estaing, mardi matin, sur Europe 1. C'est encore plus indispensable quand on voit ce qui se passe à gauche, c'est-à-dire la capacité, à la fois du Parti socialiste, en France, et des partis socialistes européens, de se mettre d'accord sur une politique. »

Cette intervention souligne le rôle que revendique le président de la République en matière de politique européenne

Le président du RPR s'était évidemment saisi de l'initiative du fondateur de l'UDF pour placer M. Bayrou dans le rôle du diviseur. Après consultation du bureau politique de l'UDF, le député des Pyrénées-Atlantiques avait en effet accepté, le 25 février, le principe d'une telle rencontre, mais en proposant un autre ordre du jour. Faute d'accord, les dirigeants du RPR et de Démocratie libérale ont donc prétexté renoncer, lundi après-

midi, à afficher une nouvelle fois la désunion de l'opposition dans la préparation des élections européennes du 13 juin.

Autre conséquence de cet épisode, M. Bayrou a pris une revanche sur M. Giscard d'Estaing, en obtenant d'être, à sa place, l'orateur du groupe UDF lors du débat, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi de ratification du traité d'Amsterdam. Le président de l'UDF devait s'exprimer en compagnie d'Edouard Balladur, qui a été choisi pour défendre la position du RPR au sujet d'un traité négocié, en grande partie, sous le gouvernement d'Alain Juppé et signé sous celui de Lionel Jospin, le 2 octobre 1997.

Du côté des adversaires d'Amsterdam, en revanche, plusieurs têtes de listes aux élections européennes devaient profiter du débat pour roder leur discours de campagne. C'est le cas de Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, qui devait soulever l'exception d'irrecevabilité, et de Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, qui devait opposer la question préalable. Une motion de renvoi en commission, enfin, devait être présentée par Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

La réforme du cumul des mandats revient devant l'Assemblée, en butte aux mêmes obstacles

TOUT SE PASSE comme si rien n'avait changé depuis le vote en première lecture, à l'Assemblée nationale, le 28 mai 1998, des deux projets de loi - l'un organique, l'autre ordinaire - qui visent à limiter le cumul des mandats. Rejetée par l'opposition à l'Assemblée, puis par la majorité sénatoriale, le 28 octobre 1998, cette réforme revient devant les députés, mercredi 3 mars, en butte aux mêmes obstacles. La gauche s'apprête à reconstruire les deux projets, vidés de leur sens par le Sénat, avec la quasi-certitude qu'une troisième lecture sera nécessaire. Le 17 février, la commission des lois de l'Assemblée a rétabli l'essentiel des dispositions prévues dans les deux textes, à l'exception de dispositions qui visaient à revaloriser le Parlement. Comme le résume un conseiller de Lionel Jospin, la réforme du cumul des mandats vit sa vie.

Le texte organique, qui nécessite un vote conforme du Sénat, prévoit l'interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec celui de maire, de président du conseil régional ou de président de conseil général. Le Sénat a supprimé cette disposition essentielle lors de l'examen du texte au Palais de Luxembourg, le 28 octobre (Le Monde des 29 et 30 octobre 1998). Seule a été maintenue l'interdiction de cumuler un mandat de par-

lementaire avec celui de député européen. Le Sénat a adopté, aussi, le projet de loi ordinaire qui vise à interdire le cumul d'un mandat de parlementaire avec plus d'un mandat local, tout en réduisant considérablement sa portée : l'incompatibilité est en effet limitée aux communes d'au moins 3 500 habitants, ce qui revient à exclure... 34 000 du champ du texte !

A droite, le « curseur » semble ne pas avoir bougé d'un pouce

La deuxième lecture n'est donc qu'une étape. « Ce sera l'occasion de montrer que, sur le chantier de la modernisation de la vie politique, les députés de l'opposition sont très en deçà de leur discours », souligne Christian Paul (PS, Nièvre). Déjà, le 9 février, devant les sénateurs socialistes, Lionel Jospin avait dénoncé la « conception minimaliste » de « l'ensemble de la droite » à l'égard d'une réforme « souhaitée majoritairement par les Français ».

A droite, le « curseur » semble ne pas avoir bougé d'un pouce. En séance, au Palais-Bourbon,

Georges Tron (RPR, Essonne) réaffirmera les « mêmes critiques » à l'encontre d'un texte qui « va couper les parlementaires de la réalité locale » et qui « abandonne l'idée d'une réforme du statut de l'élus ». Au nom du groupe DL - qui n'existait pas encore au moment de la première lecture au Palais-Bourbon -, François Goulard (Morbihan) tiendra le même discours. Seul Pierre Albertini (UDF, Seine-Maritime) a regretté la « position excessivement restrictive du Sénat » lors de l'examen du texte en commission des lois, le 17 février, avant de réserver le vote de son groupe. « Tout dépendra de l'issue du débat en deuxième lecture », confirmait, lundi, ce député proche d'Hervé de Charette (PPDF). Le reste de l'opposition a déjà annoncé son vote « contre ».

Pour sortir de l'impasse, sept députés socialistes ont proposé que l'on reconnaisse aux sénateurs, et à eux seuls, la possibilité de cumuler leur mandat parlementaire avec la direction d'un exécutif local (Le Monde du 18 février), à condition de coupler cette « exception sénatoriale » avec une réforme du mode de scrutin sénatorial. « C'est un point de sortie possible en troisième lecture », explique M. Paul, l'un des signataires de cette proposition.

Clarisse Fabre

Face aux projets de modernisation de la vie publique, les sénateurs doivent choisir entre l'isolement et le compromis

A FORCE de refuser l'ensemble des projets de modernisation de la vie publique proposés par Lionel Jospin, le Sénat s'est façonné une image ultra-conservatrice, qui altère la capacité d'expression et nuit à la crédibilité de cette seconde assemblée où la droite est chez elle. Cela devrait se vérifier à l'occasion des débats parlementaires qui se concentreront, cette semaine, autour de deux projets-phases du gouvernement en matière de rénovation politique : la fin du cumul des mandats et la révision constitutionnelle pour la parité hommes-femmes en politique.

Mercredi 3 mars, les députés reprendront, en deuxième lecture, le projet de loi limitant le cumul des mandats. Au-delà de quelques ajustements acceptés par tous, le premier ministre souhaiterait surtout mettre fin à la double fonction de maire ou de responsable d'un exécutif local, et de parlementaire (lire ci-contre). Votée par les députés de gauche, tenue d'honneur par les sénateurs. Or, ceux-ci disposent d'un droit de veto en la matière puisque la modification relève de la loi organique, obligatoirement votée dans les mêmes termes par les deux assemblées.

SAUVER LA FACE

Le rétablissement probable, par les députés, de l'interdiction du cumul ne servira donc pas à grand-chose. Lionel Jospin en convient, mais il est persuadé d'être soutenu dans sa démarche par l'opinion publique. « La majorité sénatoriale et l'ensemble de la droite ont montré leur conception minimaliste de cette réforme, a-t-il expliqué, le 9 février, devant le groupe socialiste du Sénat. Il n'y aura malheureusement pas de compromis avec le Sénat, mais constat d'un seuil, au-delà duquel la droite ne souhaite pas aller (...). Nous en prendrons acte. »

En fait, le premier ministre pense tenir sa revanche sur la Haute assemblée avec le projet de révision constitutionnelle sur la parité, coigné avec Jacques

Chirac. Il peut faire valoir que ce projet, repoussé par la majorité sénatoriale le 26 janvier, est soutenu non seulement par l'opinion et par la gauche « plurielle », mais aussi par la quasi-totalité des députés de droite (seuls deux députés, un RPR et une UDF ont voté contre le texte, en deuxième lecture, le 16 février). Comment les sénateurs peuvent-ils résister ?

Judé 4 mars, lorsque le texte reviendra devant le Sénat en deuxième lecture, il faudra donc trouver un compromis. La chose n'est cependant pas si simple car, au-delà de son désir de sauver la face, la majorité sénatoriale a aussi montré qu'elle peut être elle-même divisée sur le sujet. Mardi, l'intergroupe de la droite sénatoriale devait tenter de trancher entre plusieurs pistes. La première, la plus simple, est aussi celle qui enthousiasme le moins les sénateurs : elle consiste, tout simplement, à revenir à la formule originelle, proposée par le gouvernement et acceptée par M. Chirac : « La loi favorise l'égal accès des hommes et des femmes... », légèrement moins contraignante que la rédaction votée par les députés : « La loi organise l'égal accès... ». La majorité parlementaire ne cache pas qu'elle serait prête à cette concession mineure.

D'autres formules, plus complexes, combinant la révision de l'article 3 et celle de l'article 4 - ce dernier moyen, retenu par le Sénat le 26 janvier, renvoyait l'obligation de parité aux seuls partis politiques -, sont aussi à l'étude, sans satisfaire à la fois la droite sénatoriale, le gouvernement et la majorité de l'Assemblée.

Sans attendre, Lionel Jospin prépare déjà le coup suivant : la réforme du mode de désignation des membres du Sénat (lire ci-dessous). Tant il est vrai qu'en matière de modernité, seul le mouvement compte. Et qu'à ce petit jeu, le premier ministre peut emporter sur le président de la République grâce... au boulet sénatorial qui freine la démarche de Jacques Chirac.

Jean-Michel Apathie et Raphaëlle Bacqué

Le gouvernement souhaite « améliorer la représentativité » du Sénat

LE CONSEIL DES MINISTRES doit approuver, le 10 mars, le projet de loi réformant le mode d'élection des sénateurs. Devant les sénateurs socialistes, le 9 février, Lionel Jospin avait déclaré : « J'ai dit clairement au bureau du Sénat que le fait qu'une Assemblée ne connaisse jamais d'alternance constitue pour moi un problème de principe. Chacun sait que la réforme envisagée ne changera pas cette anomalie, mais elle corrigera ce qui peut l'être. »

« Dans notre système constitutionnel bicaméral, lit-on dans l'exposé des motifs du projet, même si la primauté reste à l'Assemblée nationale, le Sénat, depuis 1958, s'est vu reconnaître un rôle législatif très

portant et jouit, de ce fait, d'un large pouvoir au plan politique. Il convient donc de veiller à ce que sa représentativité soit améliorée. » Pour atteindre ce but, le gouvernement propose d'être davantage de sénateurs à la proportionnelle. Réservé aujourd'hui aux départements qui comptent cinq sénateurs ou plus, ce mode de scrutin devrait être étendu à ceux qui en élisent au moins trois.

SOLUTIONS TRANSITOIRES

Surtout, le gouvernement souhaite modifier le collège de « grands électeurs » qui procèdent à la désignation des sénateurs. « Si chaque commune, département ou région possédait un droit propre à être

représenté au Sénat, selon l'argumentation présentée dans l'exposé des motifs, cette représentation doit respecter le principe constitutionnel d'égalité des suffrages. » Le gouvernement se propose, pour y parvenir, « de mettre fin au système actuel, qui fait dépendre le nombre de députés de l'effectif du conseil municipal », pour le remplacer par une règle simple : « Un député par tranche de 500 habitants. »

Le projet de loi préconise de désigner ces « grands électeurs » à la proportionnelle des groupes du conseil municipal « dans les communes de plus de 1 000 habitants », et non plus dans celles de plus de 9 000, comme actuellement. Cette disposition devrait

faire une plus large part aux minorités des conseils municipaux.

Ces changements, contenus dans un projet de loi ordinaire - lequel requiert donc l'assentiment des seuls députés -, sont pourtant présentés comme transitoires. En effet, pour corriger les effets démographiques et redistribuer les sénateurs sur l'ensemble du territoire, l'exposé des motifs assure que, sur la base du recensement en cours de la population française, « le gouvernement déposera un projet de loi organique intégrant les évolutions nécessaires » pour ce qui est du nombre des sénateurs élus dans chaque département.

J.-M. A.

San Minitel
la nouvelle
version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

NATEXIS
GROUPE

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

La CGT estime que le bilan des 35 heures est pour l'instant « très modeste »

La centrale appelle à la vigilance sur le SMIC et les heures supplémentaires

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a profité, lundi 1^{er} mars, de la remise du rapport annuel de l'Institut d'études et

de recherches économiques et sociales (Iseres) pour demander une réévaluation du SMIC et une limitation des heures supplémentaires.

Dans le cas du dossier des retraites, il a laissé entendre qu'il se prononcerait une fois que les projets du gouvernement seront connus.

L'INSTITUT de recherche de la CGT, l'Iseres, qui présentait, lundi 1^{er} mars, son rapport économique et social annuel, estime que le bilan des négociations sur les 35 heures, en termes d'emplois, invite « à la prudence ». Henri Jacot, le coordinateur des travaux, qui s'exprimait en présence du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a évoqué un constat « en demi-teinte » et souligné que les effets de la réduction du temps de travail sur l'emploi étaient encore « très modestes ».

Même si cela aussi est insuffisant, et même si ce sont des emplois qui restent extrêmement fragiles », a indiqué M. Jacot. Tout en se félicitant de ce que la loi Aubry dope les négociations collectives, les auteurs du rapport se montrent plus circonspects quant aux résultats obtenus. Les accords de branche « étendent le plus souvent la question de l'emploi », tandis que, dans les entreprises, « il est encore trop tôt pour dresser un bilan fiable », souligne l'Iseres. L'institut relève notamment « un ralentissement de la progression des rémunérations » et s'inquiète d'« une transformation radicale de la relation salariale » avec un salaire qui « pourrait bien

tôt être déconnecté du temps réellement consacré au travail ». Plus prudent, le secrétaire général de la CGT a fait part d'« une situation contrastée ». Il a souligné que la seconde loi sur les 35 heures « s'inspire des accords », mais aussi des motifs de désaccord, en s'interrogeant sur la légitimité des accords de branche signés par des syndicats « minoritaires ». La seconde loi, a-t-il insisté, devra prévoir « une réévaluation du SMIC », « un resserrement des contingents d'heures supplémentaires », des mesures pour les cadres afin d'éviter la généralisation des forfaits tous horaires.

Par ailleurs, évoquant les retraites, les auteurs du rapport ont estimé que les fonds de pension n'étaient « pas en capacité de faire face au choc démographique ni d'apporter durablement un rendement plus favorable ». Devant la presse, M. Jacot s'est toutefois déclaré favorable à « une maîtrise collective de l'épargne des salariés ». M. Thibault a invité, de son côté, à la « prudence », tant que le gouvernement « n'aura pas fait part de ses intentions » à partir des conclusions de la mission Charpin. Il a rappelé que « le problème [n'était] pas forcément bien posé », notamment quand le Plan se base sur l'hypothèse d'un fort taux de chômage.

L'enveloppe des prêts à l'agriculture progressera de 4 % en 1999

L'ENVELOPPE des prêts bonifiés pour 1999 sera en hausse de 4 %, soit 11,4 milliards de francs (1,74 milliard d'euros) et le taux diminuera en moyenne de 0,42 point, ont annoncé, lundi 1^{er} mars, le ministère de l'Agriculture et celui des Finances. Un effort particulier est fait pour les prêts d'installation et de modernisation attribués aux jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées, notamment les massifs montagneux, les taux étant en ce cas abaissés à 2 % au lieu de 3,24 % en moyenne. Le gouvernement précise que, sur cette somme totale, 10,5 milliards de francs (1,60 milliard d'euros) iront aux investissements, dont 20 millions de francs (3,05 millions d'euros) pour des opérations foncières et le logement rural outre-mer; 900 millions de francs (137,20 millions d'euros) sont réservés au réaménagement des dettes.

DÉPÊCHES

■ **TRAITÉ D'AMSTERDAM** : le président du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers, s'est étonné, lundi 1^{er} mars, que le président du RPR, Philippe Séguin, « après avoir été le pourfendeur de Maastricht » en 1992, soit devenu le « notaire du traité d'Amsterdam ».

■ **CNI** : Jean-François Touzé, vice-président du Centre national des indépendants (CNI), a déclaré, lundi 1^{er} mars, à l'AFP, qu'une « fracture » menace son parti, « entre ceux qui (...) ne cherchent qu'à défendre à tout prix les privilèges de leur mandat d'élus locaux obtenus grâce au bon vouloir du RPR et de l'UDF, et ceux qui, largement majoritaires au sein du mouvement, veulent que s'organise un grand rassemblement de la droite de conviction autour de Charles Millon » et avec Philippe de Villiers.

■ **EUROPÉENNES** : Charles Pasqua a reçu, lundi 1^{er} mars, Pierre Dailland, président de l'Union nationale des fédérations départementales de chasseurs. A l'issue de cette rencontre, M. Pasqua a affirmé, dans un communiqué, leur avoir apporté « son total soutien pour que la liberté de chasser, qui est notre patrimoine national, ne soit pas mise en cause par le fédéralisme niveleur ».

■ **ASSURANCE-MALADIE** : le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Claude Maffioli, a estimé, lundi 1^{er} mars, que les huit pages de la lettre envoyée par Martine Aubry aux 137 000 médecins libéraux, destinée à convaincre les médecins de participer à la maîtrise des dépenses, « donnent l'impression d'une gabegie verbale ». « Si Martine Aubry veut récupérer le corps médical, il n'y a qu'une seule chose à faire : abroger la logique comptable », affirme M. Maffioli dans un entretien accordé au Quotidien du médecin.

■ **AQUITAINE** : le service de contrôle de légalité de la préfecture a avalisé, par une lettre datée du 1^{er} mars, le budget 1999 du conseil régional d'Aquitaine, finalement adopté avec le recours du dispositif prévu par « 49.3 » régional. Le président (PS), Alain Rousset, n'avait pas trouvé de majorité pour faire adopter son budget, débattu le 15 février (Le Monde du 17 février). La fiscalité directe sera donc augmentée de 25 % - en dehors de l'augmentation des bases d'imposition - et certaines lignes d'intervention seront réduites.

■ **CONJONCTURE** : les prix de vente industriels continuent de baisser, selon les statistiques publiées, mardi 2 mars, par l'Insee. Les prix des biens intermédiaires ont ainsi baissé de 0,2 % en janvier. Dans le cas des produits chimiques, la baisse est de 0,3 %. Seuls, les prix de l'industrie textile restent presque stables.

Un cégétiste inconnu au Salon de l'agriculture

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CGT au Salon de l'agriculture, cela sème quelque peu le trouble dans les esprits. Et puis, cela n'arrive pas tous les ans : si Henri Krasucki s'était plié à cet exercice, son successeur, Louis Viannet, n'aurait jamais fait le déplacement. Lundi 1^{er} mars, le nouveau patron de la centrale ouvrière, Bernard Thibault, a pu mesurer le chemin qu'il lui restait à faire pour acquiescer, dans ces trévas-là, une notoriété susceptible de rivaliser avec celle du président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Luc Guyau.

Accompagné du secrétaire de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière de la CGT, Freddy Huck, le dirigeant syndical, qui a visité une dizaine de stands, a suscité sur son passage nombre d'interrogations. Tout le monde a vu cette tête à la télévision, mais de qui s'agit-il donc ? « C'est une mannequin », s'enquiert, rigolard, un producteur de semences. « C'est le cheminot », assure un exposant. Et puis, il y a ceux qui se mélangent un peu les pédales. Un agriculteur méridional : « Ah oui, ça change, il est jeune. Et puis, il est mieux que l'autre, là... » L'autre ? Dominique... Dominique ? « Dominique Viannet ». Enfin, il y a les grognons. « Retourne à Moscou », a grogné un vieux paysan sur son passage. « Savez-vous qu'avec son taux de subvention l'industrie céréalière est la plus nationalisée », lui a rétorqué un membre de la délégation. Mallin, le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, s'était, quant à lui, débrouillé pour être présent sur le passage du cortège : du temps où il était salarié, il a « toujours » été à la CGT, a-t-il assuré.

Devant le stand de l'Office national des forêts, le secrétaire général de la CGT est passé aux choses sérieuses : le double statut du personnel. Avec le directeur général des Haras nationaux, il a parlé emploi. Restait à s'entretenir avec le président de la FNSEA, M. Guyau en a profité pour souligner l'incertitude quant à l'issue des discussions en cours à Bruxelles. « Il faut une politique nationale de l'agriculture qui aille au-delà de l'actuel débat sur la seule politique agricole commune », a certifié, pour sa part, M. Thibault.

C. M.

Caroline Monnot

«Moi, mon banquier

moins je le vois,

mieux je me porte.»



OU LA FINANCE CONSULTE VOTRE COMPTE DEPUIS VOTRE MOBILE ITINERIS.

Itineris est le premier à vous proposer non seulement toute l'actualité financière de l'euro (avec un convertisseur intégré), mais aussi l'accès depuis votre mobile aux divers services de votre banque (Crédit Lyonnais, BNP).

ENCORE UNE BONNE RAISON DE CHOISIR ITINERIS.



France Telecom

et, alors que les propositions laissent à penser qu'il y a encore du chemin à parcourir, la CGT, qui a obtenu la reconnaissance de son statut de syndicat d'entreprise, a profité, lundi 1^{er} mars, de la remise du rapport annuel de l'Institut d'études et de recherches économiques et sociales (Iseres) pour demander une réévaluation du SMIC et une limitation des heures supplémentaires.

s de la droite

entre l'euroscpticisme de Charles Pasqua et d'avoir pu les réunir

Le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, a profité, lundi 1^{er} mars, de la remise du rapport annuel de l'Institut d'études et de recherches économiques et sociales (Iseres) pour demander une réévaluation du SMIC et une limitation des heures supplémentaires.

Intervention de la droite sur le rôle de la République en matière de politique étrangère

Le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, a profité, lundi 1^{er} mars, de la remise du rapport annuel de l'Institut d'études et de recherches économiques et sociales (Iseres) pour demander une réévaluation du SMIC et une limitation des heures supplémentaires.

Modernisation de la vie publique

entre l'isolement et le compromis

Le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, a profité, lundi 1^{er} mars, de la remise du rapport annuel de l'Institut d'études et de recherches économiques et sociales (Iseres) pour demander une réévaluation du SMIC et une limitation des heures supplémentaires.

la représentativité du Sénat

Le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, a profité, lundi 1^{er} mars, de la remise du rapport annuel de l'Institut d'études et de recherches économiques et sociales (Iseres) pour demander une réévaluation du SMIC et une limitation des heures supplémentaires.

051 7 11 00

URBANISME Le ministre de la ville, Claude Bartolone, a annoncé, lors du dernier conseil interministériel des villes, le lancement d'un nouveau grand projet urbain (GPU).

à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). ● NÉS EN 1991, ces treize projets de rénovation des grands ensembles construits dans les années 60 comprennent essentiellement des

investissements lourds : prolongements de lignes de métro ou restructurations de dessertes. Le « social » en est absent. ● CES GPU ont été des semi-échecs. L'Etat ne s'est pas

vraiment engagé et les investissements financiers étaient souvent trop importants pour des communes en difficulté. ● ARGENTEUIL (VAL-D'OISE) tente de redessiner le quar-

tier du Val-d'Argent, où les commerces ont fermé et le climat social s'est dégradé. Le chantier, qui devrait durer quinze ans, devrait coûter plus d'un milliard de francs.

Le gouvernement a du mal à relancer les grands projets urbains

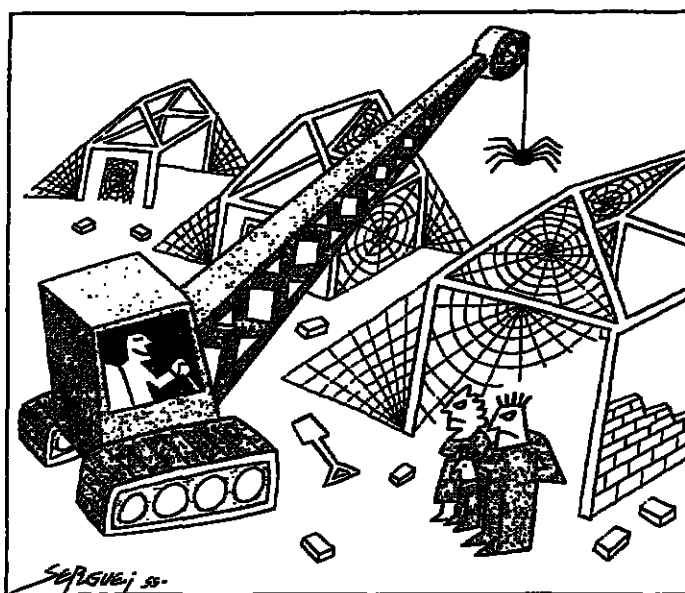
Lancés en 1991, ces projets avaient pour but de rénover les grands ensembles construits dans les années 60. Prolongements de lignes de métro, amélioration des dessertes, retour des commerces : faute d'engagement de l'Etat et d'investissements des communes, les GPU ont été des semi-échecs

EN ANNONÇANT, à l'occasion du dernier conseil interministériel des villes, le lancement d'un nouveau grand projet urbain (GPU) à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), le gouvernement a fait ressurgir un sigle oublié. Treize sites, dont neuf en Ile-de-France, sont pourtant censés bénéficier, depuis plusieurs années, d'un traitement urbain de choc ainsi que d'importants crédits d'investissement. Tous ont des traits communs : un habitat dégradé qui date presque toujours des années 60, de grosses difficultés sociales et un enclavement économique et spatial qui isole les populations.

« L'idée des grands projets urbains a germé en avril 1991, quand Michel Delebarre était ministre de la ville du gouvernement de Michel Rocard, se souvient, un rien désabusé, un témoin attentif de l'époque. Elle a été reprise par Bernard Tapie pendant son passage éclair au gouvernement de Pierre Bérégovoy, puis confirmée par Simone Veil en 1993. Au passage, l'idée de rassembler ces grands projets au sein d'un établissement public national, comme pour les villes nouvelles dans les années 60, a sombré. Une fois les GPU officiellement désignés, le pacte de relance pour la ville de 1996 les a à peu près ignorés. »

La politique de la ville, dans sa première période, plaçait-on alors, avait surtout privilégié des actions locales et s'était un peu dispersée dans le social. Il fallait donc remettre l'Etat aux commandes et investir un nouveau terrain : l'urbanisme. « Selon l'idée un peu naïve que le social est soluble dans le beau », résume le même témoin, le gouvernement décidait donc de porter un coup d'arrêt aux dysfonctionnements urbains les plus criants. Il avait même trouvé un nom au futur établissement public qui devait incarner cette volonté nouvelle de l'Etat : « Quartiers et villes de France » - et assurer leur pérennité à ces grands projets. Mais l'établissement public n'a jamais vu le jour. Le Conseil d'Etat s'est opposé à sa création et l'idée a été définitivement balayée par l'alternance de 1993.

Faut-il le regretter ? On trouve peu de monde, aujourd'hui, pour défendre cette idée. Certains voient dans cet épisode une tentative de minimiser des ingénieurs des Ponts, « avec leur logique d'aménageurs », sur la politique de la ville, qui leur échappait. Nés dans ce contexte compliqué, la plupart des grands projets lancés entre 1991 et 1997



portent uniquement sur des investissements physiques : prolongement de lignes de métro, restructuration des « dalles », aménagement de dessertes, ils renvoient le social - sécurité, chômage des jeunes, stratégie de « peuplement » du parc HLM par les bailleurs - sur le « contrat de ville », qui suit ou ne suit pas.

STRUCTURES DE PILOTAGE

Comme dans les autres dispositifs contractuels de la politique de la ville, les structures de pilotage de GPU sont faibles. Quatre seulement (Aulnay-sous-Bois, Argenteuil, Roubaix-Tourcoing et Mantes-la-Jolie) ont créé un éta-

blissement public ou d'un groupe d'intérêt public (GIP) pour coordonner actions et travaux. Eux seuls disposent donc d'un budget de fonctionnement, d'une capacité d'expertise et d'un conseil d'administration où siègent, à parité, élus et représentants de l'Etat. En revanche, les GPU d'Epinal, Saint-Denis, Gennevilliers et Meaux n'ont jamais eu de directeur de projet. Celui de Grigny-la-Grande Borne n'en a plus depuis six mois. Celui de Marseille, qui couvre la totalité des quartiers nord de la ville, fonctionne, sept ans après sa « labellisation » officielle, avec une très informelle « équipe commune » constituée de proches

L'état des travaux sur les sites

- Argenteuil (Val-d'Oise). Quartier du Val-d'Argent. Traitement lourd de la dalle au Nord, restructuration des commerces et des espaces publics.
- Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Le GPU a été défini à partir de l'impact attendu du Stade de France. Il prévoit surtout des réalisations d'équipements publics et de désenclavement des quartiers.
- Clichy-sous-Bois - Montfermeil (Seine-Saint-Denis). Copropriétés de la Forêt et des Bosquets à Clichy-sous-Bois. Le GPU, qui n'a pas démarré, prévoit leur réhabilitation lourde et le désenclavement du site.
- Grigny - la Grande-Borne (Essonne). Le GPU n'est pas entré

- dans sa phase opérationnelle. Les priorités définies sont l'amélioration de la gestion du parc social de logements et le lien avec le centre-ville.
- Mantes-la-Jolie - Val-Fourré (Yvelines). C'est l'un des plus avancés des GPU. Il porte sur la restructuration des quartiers les plus dégradés, l'accès aux services et les commerces.
- Gennevilliers-Quartier du Luth (Hauts-de-Seine). Deux opérations sont en cours : le percement de la « barre Lénine », la démolition des 300 logements de la « barre Gérard-Philippe » après relogement des habitants sur la commune. La démolition partielle de quatre autres barres est prévue.
- Epinal-sur-Seine

(Seine-Saint-Denis). L'aménagement de la RN14 en boulevard urbain est en cours d'achèvement. A terme, la commune souhaite concentrer les efforts sur la restructuration de la dalle du centre-ville et la requalification des copropriétés.
- Vénissieux-ZUP des Minguettes (Rhône). Le projet de création d'un nouveau centre dans l'ancien quartier Démocratie a été abandonné. Le GPU se limite à des actions de restructuration d'immeubles et de commerces.
- Meaux-Quartier de la Pierre-Collette et de Beaulieu (Seine-et-Marne). Le protocole d'accord entre l'Etat et la ville n'a été conclu qu'en février 1998. L'Etat attend des élus qu'ils clarifient leur projet sur l'habitat et les démolitions de logements sociaux.
- Vaux-en-Velin (Rhône). Le GPU

couvre les 210 hectares de l'ancienne ZUP et intègre le centre ville. Des restructurations lourdes sont en cours portant sur les logements et les services.
- Marseille. Cité de la Castellane, de la Bricarde et du Plan d'Aou. Le GPU s'est surtout, pour l'instant, concentré sur le Plan d'Aou, avec l'achèvement, en 1996, du centre commercial Grand Littoral.
- Roubaix-Tourcoing - Croix-Watteville. Liaison avec la zone franche urbaine qui recouvre une grande partie du périmètre du GPU, ce dernier poursuit un double objectif de requalification urbaine et de développement économique : soutien aux PME-PMI, renforcement des filières existantes, développement de l'emploi dans les quartiers.

quartiers d'habitat social mais la délégation interministérielle à la ville attend qu'il clarifie sa « stratégie de l'habitat et du peuplement et le rôle des démolitions ». Lorsque les GPU ont été créés, l'enveloppe budgétaire était importante : 2,2 milliards de francs, dont une moitié de crédits émanant du ministère du logement. Dans un rapport sur la ville remis au gouvernement en janvier 1998, Jean-Pierre Sueur note toutefois : « des taux très faibles de consommation des crédits entre 1994 et 1996 » dus à une prévision « très optimiste » du rythme d'avancement des projets. Les difficultés financières des communes, qui étaient censées participer aux dépenses d'investissements à hauteur de 20 % à 30 %, en plus de la prise en charge des budgets de fonctionnement des nouveaux équipements, ont beaucoup ralenti les opérations.

Christine Garin

A Argenteuil, un chantier de plus de 1 milliard de francs pour enrayer le déclin du Val-d'Argent

TOUS les vieux habitants du Val-d'Argent se souviennent des délégations qui venaient autrefois admirer l'audace architecturale de leur quartier, couronnée par un Grand Prix international d'architecture en 1968. C'était l'époque où, le dimanche, les habitants du centre-ville et des pavillons alentours venaient se promener sur la dalle de 8 hectares, support, à 5 mètres du sol, des barres. Alfred Sorel, maire adjoint (PC) d'Argen-

teuil, chargé de la culture et de la politique de la ville, est arrivé au Val-d'Argent en 1958. Il a connu cette époque glorieuse « où le commerce était vivant », le supermarché une attraction « qui attirait jusqu'à Colombes », la mixité sociale « une évidence ».

Il évoque aujourd'hui le « déclin » d'un quartier, que le classement, depuis 1992, en grand projet urbain (GPU) s'efforce d'enrayer. Surdimensionné, le quartier n'a jamais été achevé : les cinémas, le drugstore et certains équipements publics prévus ne sont pas sortis de terre, d'où ces vides immenses entre les groupes d'immeubles. Le Val-d'Argent s'est lentement enfoncé dans la crise, au rythme des départs des premiers habitants des barres. Puis, à deux reprises, il s'est embrasé. En 1990, des bagarres entre bandes rivales ont dégénéré et les commerces de la dalle ont été saccagés et pillés. En 1992, le meurtre d'un jeune dealer par l'un de ses clients a provoqué une nuit d'émeute.

On s'est alors brusquement rendu compte que « sur la dalle », 40 % de la population avaient moins de vingt-cinq ans et que plus de la moitié des commerces avaient définitivement baissé leur rideau de fer. « Les chômeurs

étrangers, ça n'occupe pas l'espace comme les mètres au foyer des classes moyennes françaises », constate Sakina Nhar, animatrice à la Maison pour tous. La décision de lancer un grand projet urbain au Val-d'Argent a été prise cinq mois après les émeutes de 1992. « Ces événements ont été décisifs pour le choix d'Argenteuil », souligne Bernard Weil, directeur du Groupement d'intérêt public (GIP) qui coordonne le projet. Car le Val-d'Argent n'était pas, loin de là, l'un des quartiers les plus en difficulté d'Ile-de-France. Mais au moins on se dit qu'ici la situation est encore rattrapable. »

SYMBÔLE DE L'ÉCHEC

Le Val-d'Argent n'est jamais devenu le nouveau quartier d'Argenteuil qu'avaient imaginé élus et urbanistes. Malgré la proximité du centre de Paris - dix-sept minutes de la gare Saint-Lazare -, il n'est pas non plus le pôle d'activités dont ils avaient rêvé. A l'entrée du quartier, une immense tour de 10 000 mètres carrés de bureaux, propriété d'Axa, entièrement vide depuis dix ans, est le symbole de cet échec. Posé sur sa dalle reliée au sol par des escaliers de béton brut, le quartier flotte, sans attaches.

Le grand projet urbain (GPU) concerne 28 000 habitants et 10 000 logements, dont 60 % sociaux. Le chantier est immense. Parti en 1992, dans le premier train de mesures, il n'a fait l'objet d'une convention de financement qu'en juillet 1996. Les pelles mécaniques n'ont attaqué la dalle qu'en août 1998. L'urbaniste Roland Castro, choisi pour coordonner le projet, a proposé une démolition partielle de la dalle avec la création d'une place à la descente du quartier par un jeu de pentes douces. C'est le point le plus spectaculaire du projet. Un autre volet porte sur la requalification et le regroupement des commerces autour d'un axe unique, futur vrai « centre » du Val-d'Argent. L'habitat est aussi concerné avec le remodelage de la cité Diderot, deux grandes barres en L disposées autour d'une place où presque tous les commerces, en pied d'immeuble, ont été murés.

A terme, l'idée est de « résidentialiser » la totalité des barres et des tours. Au Val-d'Argent comme dans d'autres sites en GPU, les urbanistes veulent effacer les partis pris de leurs aînés. Les « balladours », ces auvents métalliques qui serpentent sur des centaines

de mètres, devraient ainsi disparaître. Là où l'espace public dominait largement, on recrée des espaces privatifs, on marque les entrées d'immeubles, on réinvente les trottoirs.

CINQ COFINANCEURS

Les travaux prendront dix à quinze ans et leur coût devrait dépasser le milliard de francs (152 439 024 €). Pour la durée du XI^e Plan (qui court jusqu'à fin 1999), les cinq cofinanceurs - l'Etat, la ville, la région, le département et la Caisse des dépôts - se sont engagés sur un financement global de 279,6 millions de francs (42 621 951 €). Le remodelage de la dalle et des commerces va absorber 60 % de cette somme. La restructuration de la première moitié de la cité Diderot est estimée à 37 millions de francs (5 640 243 €), soit 400 000 francs (60 975 €) par logement.

L'équilibre financier de l'opération est fragile. La ville a du mal à suivre à la hauteur prévue - 60 millions de francs (9 146 341 €) - et demande à l'Etat qu'il augmente un peu sa part. La durée du chantier, qui devrait, au mieux, être achevée à la fin du XII^e Plan, devient un facteur de fragilisation. « Comment être sûr

de la capacité de l'Etat à tenir ses engagements au même niveau d'investissement jusqu'en 2006 ? », s'interroge Alfred Sorel.

Les acteurs de terrain, notamment associatifs, s'inquiètent face à cette « grosse machine », perçue par certains comme « un super-guichet ». « Au début, comme il n'y avait pas de projet social structuré, le GPU a financé n'importe quoi : des actions de prévention sur la drogue, un voyage à l'étranger pour les jeunes », raconte Myriam, animatrice dans un centre social. Ils évoquent « la faiblesse » du projet sur l'emploi des jeunes, le développement des équipements publics, la sécurité, l'école. Et ils énumèrent : pour 8 000 habitants de moins de vingt-cinq ans, une seule crèche, pas de halte-garderie, deux animateurs seulement sur la dalle. Pour faire patienter les habitants, la commune a procédé par petites touches. Là l'aménagement d'un espace de jeux, ici l'agrandissement de la bibliothèque ou des travaux autour d'une école. « Mais à quoi sert d'aménager les accès et les abords des groupes scolaires, interroge Myriam, si, à l'intérieur, il n'y a pas d'assistante sociale ? »

Ch. G.

OISE
L'anglais à Oxford
L'anglais à Bristol
L'allemand à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.
© Informations et inscriptions : Bordeaux 05 54 60 99 99, Lille 03 20 40 28 38, Lyon 04 78 24 60 74, Paris 01 53 39 44 44, Rennes 02 99 79 76 44, Strasbourg 03 88 45 38 80

(Publicité)

tier du Val-d'Argent, les commerces ont fermé et le ciel s'est dégradé. La pluie devrait durer quinze ans, à moins d'un milliard de francs.

Projets urbains

Les aménagements de lignes de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Les projets pour Claude Bartolone

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le déclin du Val-d'Argent

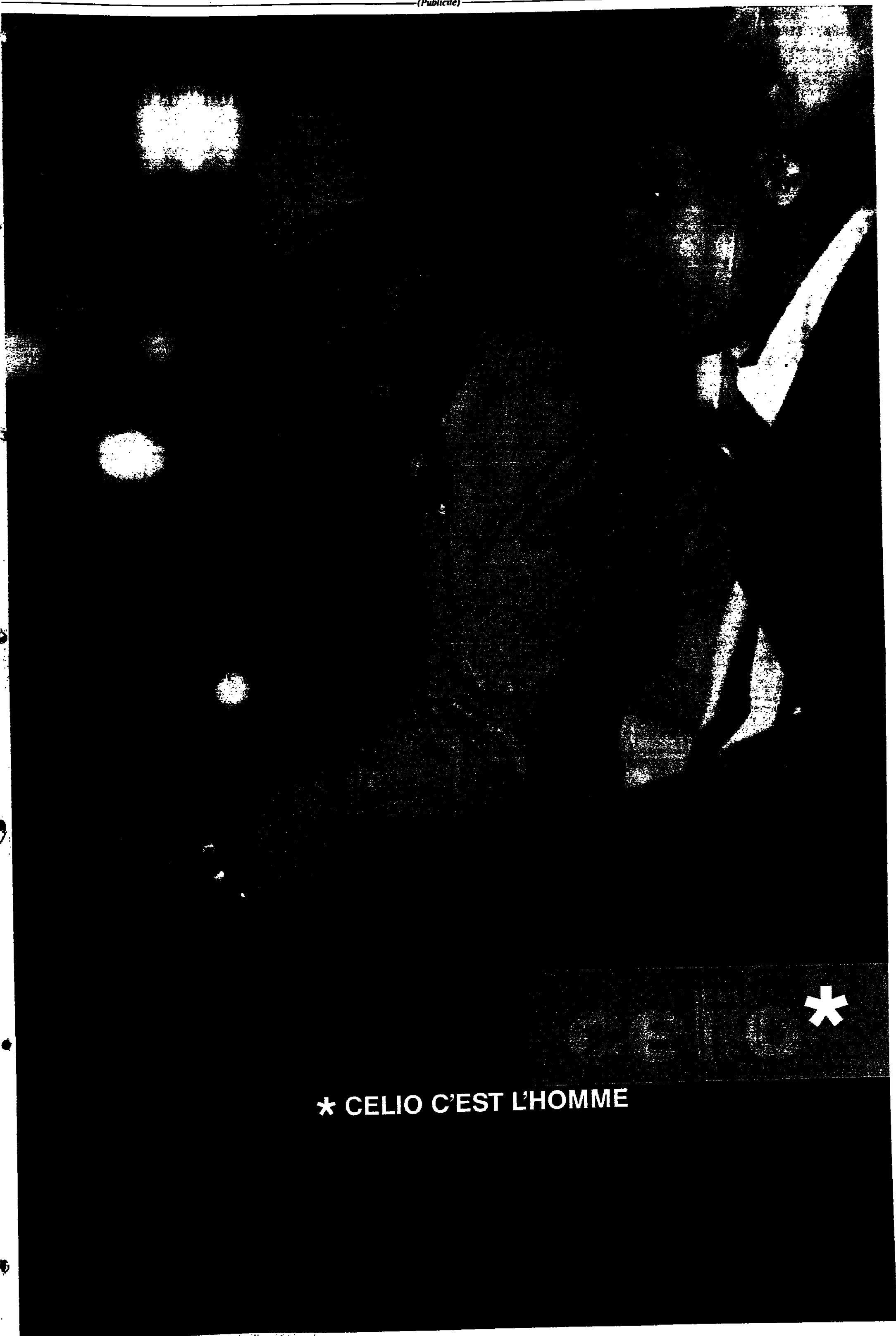
Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.

Le projet de la ligne 1 de métro à Marseille, les GPU ont été des semi-déclins.



* CELIO C'EST L'HOMME

051 711 11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Communes de Bonson, Carros, Castagniers, Colomars, Gattière, Gilette, La Gaudie, La Roquette-sur-Var, Le Broc, Levens, Nice, Saint-Blaise, Saint-Jeannet, Saint-Laurent-du-Var, Saint-Martin-du-Var

RN 202

Route nouvelle à 2 fois 2 voies
entre Baus-Roux et Saint-Isidore

Maître d'ouvrage : l'Etat, pris en la personne de Monsieur
le Directeur Départemental de l'Équipement des Alpes-Maritimes

1^{er} AVIS D'ENQUÊTE

le Préfet des Alpes-Maritimes
officier de la Légion d'Honneur
commandeur de l'Ordre national du Mérite

informe le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de Bonson, Carros, Castagniers, Colomars, Gattière, Gilette, La Gaudie, La Roquette-sur-Var, Le Broc, Levens, Nice, Saint-Blaise, Saint-Jeannet, Saint-Laurent-du-Var, Saint-Martin-du-Var en exécution de l'arrêté préfectoral en date du 25-02-99.

à une enquête publique intéressant la demande d'autorisation en application de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau modifiée, relative à la création d'une route nationale nouvelle à 2 fois 2 voies entre Baus-Roux et Saint-Isidore.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairie de Carros, Nice et Saint-Martin-du-Var pendant 35 jours consécutifs :

SOIT DU 17 MARS 1999 AU 20 AVRIL 1999

afin que chacun puisse en prendre connaissance en mairie de :

- Carros :
le lundi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00
du mardi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00
- Nice :
du lundi au jeudi de 8h30 à 17h00
le vendredi de 8h30 à 15h45
- Saint-Martin-du-Var :
le lundi de 14h00 à 18h30
le mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h30
le mercredi de 10h00 à 17h30
le jeudi de 9h00 à 12h00
le vendredi de 10h00 à 17h30
le samedi de 9h00 à 12h00

Des dossiers et des registres seront déposés en mairie de :

- Bonson
de 10h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
les lundis, mardis, mercredis, vendredis
- Castagniers
de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
les lundis, mardis, jeudis
- Colomars
de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00
du lundi au vendredi
- Gattière
de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
du lundi au vendredi
- Gilette
de 8h00 à 16h30 du lundi au jeudi
de 8h00 à 15h00 le vendredi
- La Gaudie
de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30
du lundi au vendredi
- La Roquette-sur-Var
de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30
les lundis, mardis, jeudis, vendredis
de 9h00 à 12h00 les mercredis
- Le Broc
de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 du lundi au vendredi
de 9h00 à 12h00 le samedi
- Levens
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00
les lundis, mercredis, jeudis et vendredis
de 8h30 à 12h00 les mardis
- Saint-Blaise
de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
les lundis, mercredis et vendredis
- Saint-Jeannet
de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
du lundi au vendredi
- Saint-Laurent-du-Var
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 du lundi au jeudi
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 les vendredis

Toutes observations pourront être consignées sur les registres mis à la disposition du public dans les quinze mairies précitées ou adressées par correspondance en mairie de Carros, Nice et Saint-Martin-du-Var, au Président de la commission d'enquête désignée le 25 janvier 1999 par le Président du Tribunal Administratif de Nice et dont la composition est la suivante :

- Monsieur Robert JACQUER, Lieutenant Colonel de l'Armée en retraite, Président de la présente commission
- Monsieur Alain ODDOU, ingénieur géologue,
- Monsieur Igor CHALANCHIN, dirigeant d'entreprise en retraite.

Messieurs les membres de la commission d'enquête siègeront en mairie de :

- Carros :
le jeudi 25 mars 1999 de 9h à 12h et de 14h à 17h
- Saint-Martin-du-Var :
le mardi 13 avril 1999 de 9h à 12h et de 14h à 17h
- Nice :
le mardi 20 avril 1999 de 9h à 12h et de 14h à 17h

pour y recevoir les observations du public.

ISSUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par le maître des communes intéressées et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête et les documents annexés aux membres de la commission d'enquête.

Après la clôture de l'enquête, le président de la commission d'enquête convoquera, dans la huitaine, le pétitionnaire et lui communiquera sur place les observations écrites et orales, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de vingt-deux jours, un mémoire en réponse.

Le président de la commission d'enquête couvrira le dossier de l'enquête avec ses conclusions motivées, dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner une réponse :

Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Grasse, pour les communes de son arrondissement, qui transmettra le tout, avec son avis, à Monsieur le préfet des Alpes-Maritimes.

Monsieur le préfet des Alpes-Maritimes, pour les communes situées dans l'arrondissement de Nice.

Copies des conclusions motivées et du rapport de la commission d'enquête seront déposées en mairies. Toute personne physique ou morale pourra en demander communication à Monsieur le préfet des Alpes-Maritimes.

Le Préfet

Les mécanismes financiers des transferts de joueurs examinés lors du procès des Girondins de Bordeaux

Décédé, l'ancien président Claude Bez était soupçonné de détournements de fonds

Des surfacturations intervenues dans les années 80 lors de transferts de footballeurs, ainsi que des détournements de fonds réalisés en marge de matchs européens des Girondins, sont examinés depuis le 1^{er} mars par le tribunal correctionnel de Bordeaux. L'absence de Claude

Bez, décédé, alors que l'ancien président du club était soupçonné d'avoir été l'auteur principal des malversations, pèse sur les débats.

BORDEAUX
de notre correspondant

Après une semaine de suspension, le procès sur la gestion de l'association « Girondins de Bordeaux Football Club » a été réouvert lundi 1^{er} mars au tribunal correctionnel de Bordeaux. Il avait été reporté à cause de la maladie de l'un des prévenus, le Croate Ljubomir Barin, courtier-intermédiaire. Malgré l'absence de celui qui fut le président du club entre 1978 et 1990, Claude Bez, décédé le 26 janvier d'un arrêt cardiaque, le procès va tenter d'éclairer la gestion des Girondins dans les années 80.

Le mécanisme des transferts de cinq joueurs de football étrangers, qui auraient permis des

tournements estimés à 33 millions de francs (cinq millions d'euros) selon l'accusation, a été abordé lundi lors de l'audition de trois des quatre prévenus. Ljubomir Barin, courtier agréé par l'Union européenne de football, poursuivi pour complicité d'abus de confiance et recel, était un intermédiaire indispensable au fonctionnement du système.

« UN CONTRAT BIDON »
Avant même l'arrivée de Claude Bez à la tête des Girondins, le Croate était chargé de la prospection pour le recrutement des joueurs et l'organisation des matchs. Interrogé par le président du tribunal, Louis Montamat, au sujet du premier transfert étudié – celui du Croate Robert Zagar du club de Rijeka –, Barin a avoué « un contrat bidon » et « gonflé ».

L'ancien international Didier Couécou, ex-délégué général des Girondins, soupçonné de faux et complicité d'abus de confiance, a paru plus mal à l'aise. « On m'a demandé de signer le contrat, je le signe », a expliqué M. Couécou, qui s'est exprimé le plus souvent tête baissée. Je ne suis ni administratif ni financier. Moi, je regarde le côté équipe. Il fallait que le joueur soit bon, c'est tout. L'argument a provoqué l'impatience du président : « Votre philosophie est de ne rien savoir. C'est trop facile ».

Ancien secrétaire général du club, mis en examen pour complicité d'abus de confiance, Hervé Bizot s'est apparemment mieux défendu. Il a nié toute participation aux détournements et toute implication dans les négociations entre clubs. Pour chaque transfert étudié, a-t-il répété, son rôle s'est limité à celui d'un simple exécutant. Restera à entendre, sur ce versant du dossier, Licio D'Onofrio, ancien manager du club de Porto et intermédiaire dans certains transferts, qui est poursuivi

pour complicité d'abus de confiance et recel d'abus de confiance.

« TOUT PASSAIT PAR LUI »
Mais la disparition de Claude Bez, qui avait l'intention de faire citer une trentaine de témoins des sphères politiques et sportives, fait décidément problème. L'instruction a démontré que les sommes versées par les Girondins lors des transferts étaient largement supérieures aux règlements dus aux clubs étrangers, tandis que des faux contrats étaient rédigés pour dissimuler les détournements. Qui, hormis l'embellématique président, pourra dire la destination des malversations ? « Tout passait par lui », a estimé son avocat, M. Christophe Dejean. Aujourd'hui, nous sommes devant des acteurs dépassés d'un rêve défunt ».

Claudia Courtois

Enquête sur une discrimination à l'embauche au sein d'Intermarché

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant

Le parquet de Bourg-en-Bresse vient d'ouvrir une enquête préliminaire sur la base d'une plainte pour discrimination à l'embauche visant un cadre de la base logistique du groupe Intermarché pour l'ensemble de la région Centre-Est. Déposée par le syndicat CGT de l'entreprise, le 2 février, la plainte a été relayée par la fédération Rhône-Alpes de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), qui s'est constituée partie civile. L'action en justice vise les propos qui auraient été tenus par un responsable de cette base d'approvisionnement en produits frais Intermarché, située aux Echats, près de Miribel.

Il faut « limiter les embauches de chauffeurs de couleur et d'origine maghrébine, même s'ils possèdent la nationalité française, pour des raisons de cultures différentes », aurait déclaré le cadre in-

criminé, devant plusieurs salariés médusés, selon les propos qui ont été rapportés par la CGT. D'après l'avocat de la Licra, M. Alain Jakubowicz, le responsable aurait encore ajouté que le recrutement de tels chauffeurs serait « susceptible de nuire à l'image de marque du groupe » et que « les sociétaires n'apprécieraient pas ».

« RARE D'AVOIR UN DOSSIER AUSSI CLAIR »
Décidés à réagir malgré l'apparente passivité de la direction de l'établissement, qui compte quelque deux cent cinquante employés, les salariés ont souhaité intenter une action en justice. « Il y a trois témoins, commente M. Jakubowicz. Il est rare, dans ce genre d'affaire, d'avoir un dossier aussi clair. » Contactée par nos soins, la direction de la base n'a toutefois pas désiré, pour l'instant, s'exprimer sur l'affaire. Tout juste a-t-on pu apprendre qu'elle aurait diligenté une enquête interne, en vue de déterminer sa

conduite ultérieure. De source syndicale, on ajoute que l'établissement doit, dans le même temps, faire face à une enquête de l'inspection du travail.

Pour le moment, la plainte des salariés fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte au parquet de Bourg-en-Bresse, afin de vérifier le fondement et la teneur des faits discriminatoires dénoncés. Il semble que le climat social de la base logistique du groupe Intermarché à Miribel soit relativement tendu. Il y a plusieurs mois, des responsables de l'entreprise avaient ainsi dirigé le jet des canons à eau destinés à combattre un feu éventuel sur un piquet de grève. Les salariés de la base d'approvisionnement manifestaient alors pour obtenir l'application locale d'accords nationaux, en bloquant la porte d'entrée de l'établissement.

Laurent Guigon

André Tarallo sollicite un non-lieu dans l'affaire Dumas

DÉPOSÉE après la clôture officielle de l'instruction des juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, la requête est passée inaperçue. Le 15 février, André Tarallo, ancien dirigeant de la branche hydrocarbures d'Elf-Aquitaine, considéré comme le « Monsieur Afrique » du groupe pétrolier français, a sollicité un non-lieu dans le dossier visant Roland Dumas et Christine Deviers-Joncour. Mis en examen le 20 novembre 1997 pour « complicité d'abus de biens sociaux », M. Tarallo – qui est par ailleurs mis en examen dans l'affaire Elf – a signé le contrat d'engagement de l'ancienne compagne de M. Dumas au sein de la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA) au mois de février 1989 (Le Monde du 22 novembre 1997).

Les juges soupçonnaient, dès ce moment, que le recrutement de M. Deviers-Joncour, effectué sur l'ordre du directeur des « affaires générales » d'Elf, Alfred Sirven, s'était fait à la demande de M. Dumas – ce que ce dernier a toujours contesté.

« UN RISQUE ANORMAL »
Rappelant, dans leur requête, que l'engagement de cette « chargée de mission » très spéciale avait suivi de quelques semaines la nomination, à la tête de l'entreprise, de Loïc Le Floch-Prigent, les avocats de M. Tarallo – M. Pierre Benoit, Guillaume Le Foyer de Costil et Mario Stasi – soulignent qu'il ne disposait pas du pouvoir d'en contester les termes. « Au moment de la signature du contrat, écrivent-

ils, M. Tarallo ne pouvait considérer a priori que l'embauche de M. Deviers-Joncour constituait un risque anormal pour le groupe Elf, entreprise nationale, pour qui la politique étrangère de la France revêt une importance particulière en matière d'hydrocarbures ».

Officiellement recrutée le 24 juillet 1989, l'ancienne compagne de M. Dumas – alors ministre des affaires étrangères – disposait d'un salaire de 50 000 francs mensuels mais d'aucun bureau au siège du groupe pétrolier. Relatant aux juges les circonstances de cet engagement, l'ancienne directrice administrative d'Elf, Jeanne-Marie Cardaire, avait assuré avoir été convoquée par M. Sirven « en urgence » afin de préparer un contrat et de le soumettre à la signature de

M. Tarallo. Ce dernier avait expliqué, le 8 avril 1998, qu'il n'avait alors rencontré M. Sirven que « peu de fois », et qu'il avait, à l'époque, supposé que le collaborateur de M. Le Floch-Prigent « mettait en place son équipe ». « [M. Sirven] avait précisé que nous n'aurions pas à travailler avec M. Deviers-Joncour, avait-il déclaré, mais qu'elle nous serait très utile en raison de sa proximité avec M. Dumas ».

Dès le mois de janvier 1990, M. Sirven substituait à ce contrat initial deux nouveaux contrats, l'un au nom de la filiale française Elf-Impep, l'autre au nom d'Elf-Aquitaine internationale (EAI), filiale suisse dont il était lui-même le président.

Hervé Gattegno

Annulation de l'élection des délégués étudiants au Cneser

L'ÉLECTION des représentants des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) de juillet 1998 a été annulée, le 23 février, par le tribunal administratif de Paris, saisi par la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) et l'UNEF. Elles contestaient le « vote groupé » pratiqué par l'UNEF-ID, qui a remporté cinq des onze sièges à pourvoir.

Sur les 2 500 « grands électeurs » des conseils des universités, 376 avaient demandé que le matériel de vote soit envoyé au siège de l'UNEF-ID, et non à leur domicile. Cette disposition avait été autorisée par le ministère de l'Éducation mais le tribunal a estimé qu'elle « était de nature à porter atteinte au caractère personnel du vote. Elle a été de ce fait la source d'une atteinte au droit au libre vote ». L'UNEF-ID a l'intention de faire appel.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : Marie-Thérèse Feydeau, juge des référés, a refusé, lundi 1^{er} mars, d'ordonner la suppression d'une phrase du livre du professeur Willy Rozenbaum affirmant que « le nombre des contaminations par transfusion n'a pas baissé de manière significative dans les mois qui ont immédiatement suivi l'utilisation des tests », comme le demandait l'Association française des hémophiles, l'Association française des transfusés et une victime de la contamination. La juge a estimé qu'il n'y avait pas d'abus flagrant de la liberté d'expression.

■ MÉDECINE : l'interdiction de vente des thermomètres médicaux à mercure est entrée en vigueur, lundi 1^{er} mars. En 1995, le Bulletin épidémiologique hebdomadaire estimait à 10 tonnes la quantité de mercure, produit toxique, répandue accidentellement dans les établissements de santé français du fait de bris de ces thermomètres.

OP **OPPORTUNITÉ D'ACQUISITION**
Maison à vendre à 144 - RN 6 LOTS
4 APPARTEMENTS et 2 BOX
dans un ensemble immobilier sis
37, avenue Granger à DRAVEIL (Essonne)

- 1^{er} Lot :** UN APPARTEMENT au rez-de-chaussée dans l'entrée B, porte à gauche, comprenant : hall, séjour, 3 chambres, cuisine, salle de bains, wc, loggia - Jouissance d'un jardin de 55 m² - CAVE
UN BOX et UN PARKING
MISE A PRIX : 320.000 F
- 2nd Lot :** UN APPARTEMENT au rez-de-chaussée dans l'entrée B, porte à droite, comprenant : hall, séjour, 2 chambres, cuisine, salle de bains, wc, loggia - CAVE - UN BOX
MISE A PRIX : 200.000 F
- 3rd Lot :** UN APPARTEMENT au 1^{er} étage dans l'immeuble B, porte à droite, comprenant : hall, séjour, 3 chambres, cuisine, salle de bains, wc 2 loggias - CAVE - UN BOX et UN PARKING
MISE A PRIX : 320.000 F
- 4th Lot :** UN APPARTEMENT au 2nd étage dans l'escalier B, porte à droite, comprenant : hall, séjour, 3 chambres, cuisine, salle de bains, wc, 2 loggias - CAVE - UN BOX et UN PARKING
MISE A PRIX : 320.000 F
- 5th et 6th Lot :** UN BOX - MISE A PRIX : 5.000 F ch. lot
S'adresser à M. Monique GUILBERTEAU, Avocat à CLAMART (92140), 14-14bis, rue Marie Doffe - Tél : 01.53.63.14.67 - SCFA GORNY & CELEYRETTE, Avocats à PARIS (75008) 35, rue de la Bienfaisance
Tél : 01.45.61.04.09 - Sur les lieux pour visiter le 5 Mars 1999 de 9h 30 à 11h

LES RÉGIONS ET LEUR AGRICULTURE

ELEVAGE

La fuite en avant des solitaires du Charolais

Du Berry au Bourbonnais, les éleveurs sont des « naisseurs ». Les veaux partent en Espagne ou en Italie, au gré du goût du consommateur européen. Faute de maîtriser l'ensemble du cycle de la viande, ils courent après une fragile rentabilité, d'investissements en plans de modernisation

LA CHÂTRE (INDRE)
de notre correspondant régional
C'est l'« infirmerie ». Février est le temps des vêlages. Mais dans un coin de l'étable, le musée dans la

RÉGIONS
AUVERGNE
BOURGOGNE
CENTRE

paille, une vache gémit. Sans doute une vulgaire indigestion. Il va falloir appeler le vétérinaire. Pascal Carrion fait lever la tête qui libère un jet brunâtre. La voix de M. Louis, le maquignon, s'élève avec autorité : « Quand ça part en diarrhée, c'est que ça va s'arranger ! » La blouse noire enfilée pardessus un gros chandail, M. Louis a fait le tour de la stabulation toute neuve, distribué un chapelet de conseils, avant de négocier un veau et d'évoquer le malheur des temps : « Si les gens savaient ce qu'un bifteck compte de peine... L'éleveur, c'est un esclave ! »

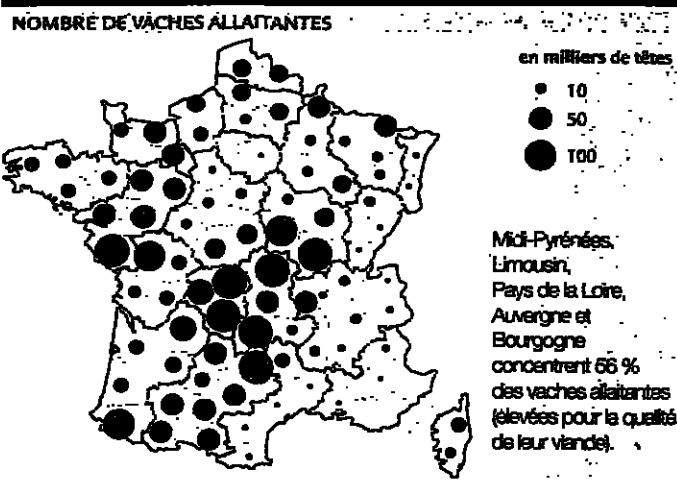
La compétence de M. Louis est connue dans toute la région, ses lamentations aussi. Dans la cour de la ferme de La Croix, à Briantes (Indre), balayée par un vent algie, se profilent les tours du château

des *Beaux Messieurs de Bois-Doré*, qui servit de cadre au roman de George Sand. La vallée Noire, pleine du souvenir de la bonne dame de Nohant, est aussi le royaume du charolais. Les vaches blanches au poil bourru parsèment le bocage, qui résiste ici à la céréalisation. Pascal Carrion a repris la ferme de son père en 1994, à trente-quatre ans. Auparavant, il était conseiller d'éducation. « J'aurais pu être prof, mais je ne le regrette pas ! » Pascal élève soixante mères sur 110 hectares, 75 en herbe, 35 en cultures.

La tradition veut que l'on soit ici plutôt « naisseur » qu'« engraisseur » comme dans tout ce pourtour du Massif Central, du Berry au Bourbonnais. Plus au sud, c'est la limousine qui prend le relais dans les pâturages. A quelques mois, le veau (le broutard) quitte la ferme pour être engraisé et vendu en Italie ou en Espagne, où le niveau de consommation s'est fortement accru. Le cheptel français voyage au gré du goût du consommateur européen. En France et chez les Anglo-Saxons, priorité à la viande rouge : les pays du Sud mangent une viande plus jeune, plus « claire », de génisse ou de taurillon.

Pascal vend 60 % de sa produc-

Un cheptel bovin de 4 millions de têtes



tion (du broutard « repoussé » à dix mois, donnant droit à un meilleur prime) à un négociant de Saône-et-Loire. « toujours le même », en contact ensuite avec un exportateur. Il garde une petite partie de son troupeau pour l'engraissement. « Ce qu'on voudrait, c'est faire le produit jusqu'au bout, allonger le cycle de l'exploitation. Cela ferait moins de viande sur le marché et donc, à l'arrivée, moins de

baïsse de prix », explique Pascal, qui est adhérent à la Confédération paysanne. Un éleveur peut éprouver une certaine frustration à « ne pas finir la bête ». Mais, constate-t-il, « le prix du malgre » est souvent attractif. C'est pour cela qu'on renonce à l'engraissement.

Pour les bêtes qu'il engraisse, Pascal fait partie d'un groupement de producteurs qui livrent une grande surface à Orléans. « Je pro-

duis une viande sous marque », avec un cahier des charges. « Même après l'abattage, la traçabilité de la bête reste sur les carcasses ». Ce qui ne l'empêche pas d'être vigilant. Les farines (à cause de la prime) sont pourtant plus intéressantes que le fourrage, mais « ce n'est plus des ruminants que l'on nourrit ». La « vache folle » n'a touché que des élevages laitiers. Les producteurs de viande ne sont pas pour autant rassurés. Dans cette affaire, reconnaît-il, « les agriculteurs ont été pas mal aidés, quoi qu'on dise ».

« ON REDOUTE LE LIBÉRALISME »
Avec son épouse et ses trois enfants, Pascal Carrion réside à Etrangechèvre, à 2 kilomètres de son élevage. Il sort son livre de comptes. Le total de ses primes se monte à environ 200 000 francs à l'année (30 490 euros).

127 000 francs de primes bovins, 55 720 francs en céréales et 20 315 francs en oléagineux. « Je retire 120 000 francs pour nous. » 80 000 francs par an partent en remboursement d'emprunts. Pas question de se plaindre. Mais le système est complexe. « On redoute le libéralisme. » Le sac du bureau de Dominique Voinet est, pour lui, un « marque de civisme ». La FDSEA [Fédération départementale des syndicats agricoles], c'est une institution. Pourtant, nos idées ne sont pas si éloignées. « Il n'y a pas d'un côté d'agriculteurs productivistes et de l'autre de gentils écolos, ajoute-t-il. Nous disons non au productivisme. »

La céréalisation, à coups de primes, de haies arrachées et de grandes surfaces, gagne du terrain autour de la ferme de Moulin, à Neuville-Saint-Sépulchre, dans le Berry aussi. Gérard Lazard, quarante-cinq ans, « résiste ». Il ne sont plus que deux éleveurs (contre sept naguère) dans la commune. « Le nombre de bêtes n'a pas changé, il s'est concentré sur deux exploitations », précise-t-il. Ses voisins ont fait le saut. Gérard Lazard élève cinquante-cinq mères sur 80 hectares (dont 20 en location). Lui aussi est essentiellement naisseur : « Je ne sais pas ce que ma viande devient. Mes veaux partent pour l'Italie et reviennent sous cellophane. » Comme Pascal Carrion, il fait néanmoins un peu d'engraissement. « La région n'a pas les circuits commerciaux pour en faire totalement. » Les bêtes sont alors abattues dans la région, la viande vendue à Bordeaux.

La ferme de Moulin, que Gérard

a reprise à son père en 1987, a perdu son animation. Son épouse tient le dépôt de presse de Neuville. Le couple habite à 20 kilomètres de la ferme. Leur fille est bijoutière en ville. Gérard fait de longues journées seul. « L'exploitation a atteint une sorte de rentabilité maximale. » Moins de haies, des parcelles plus grandes, mais, dit-il, « je reste dans une norme qui conserve le paysage ». Le progrès se niche à des endroits où on ne l'attend pas. Il est équipé d'un détecteur de vèlage, branché sur la queue de l'animal. L'appareil émet des signaux sur un portable. D'autres éleveurs s'équipent d'un système vidéo. De son lit, on suit la bête en travail.

Éleveur ? Un métier de solitaire, où l'on est condamné à la fuite en avant : « On est obligé d'investir pour vivre. Il faut se mettre aux normes, monter un bâtiment, changer le tracteur. On ne peut pas travailler sans les banques. » Un plan d'investissement en 1987, un autre en 1992, un troisième en 1999. Et il n'a pas fini de rembourser le premier. Pendant trois ans, ses remboursements vont doubler, de 40 000 à 90 000 francs (de 6 100 à 13 700 euros). Le total de ses primes – « c'est de la compensation de prix », insiste-t-il – se monte à 100 000 francs, « moitié moins qu'un céréalier sur une même surface ».

« Les primes, c'est mon revenu. Le chèque nous fait vivre. Avec la nouvelle PAC, il nous faudra l'utiliser pour faire tourner l'exploitation. » Passer en « bio » ? « Tout seul dans son coin, c'est risqué. » Pour Gérard, fidèle à la FDSEA, être éleveur, c'est « sortir » de l'exploitation le plus grand nombre de kilos de viande – comme le céréalier avec son blé –, et le plus vite possible. Il achète le moins possible d'aliments. « Tout ce dont on a besoin est produit sur l'exploitation. » La méfiance est de règle. « Certains éleveurs veulent pousser leurs animaux coûte que coûte. Faire du poids sans la qualité. Moi, je sais comment je travaille. » Une affaire de « gonflette » a secoué récemment les éleveurs voisins du Cher : des antibiotiques ont été détectés dans un troupeau de six cents têtes, l'éleveur mis en examen. « On met tout sur le dos de l'éleveur. Mais il y a l'entourage commercial », commente-t-il.

Régis Guyotat

PROCHAINS ARTICLES :
Fruits et légumes

Les volailles se heurtent au Brésil sur les marchés du Proche-Orient

RENNES
de notre correspondante régionale
Commandos nocturnes, barrages filtrants, sacage de couvoirs ou d'incubateurs... Depuis le début de l'année, les aviculteurs bretons semblent

RÉGION
BRETAGNE

singer les producteurs de porcs, confrontés à une grave crise. Pourtant, les raisons de leur colère diffèrent. Rien de commun, en effet, entre les deux filières. L'aviculture présente la particularité d'être sous le régime de l'intégration, ce qui signifie que les industriels de la volaille (Bourgois, Doux, Unicopa, Coopagri-Bretagne, Gouessant...) fournissent les poussins et leur aliment aux producteurs. Ceux-ci élèvent les animaux, qui seront récupérés par les « intégrateurs » à l'âge de l'abattage. Les 4 900 éleveurs bretons assurent ainsi près de la moitié de la production française de volailles (dindes, poulets, pintades, canards) et œufs. Avantage : les prix d'achat sont garantis aux agriculteurs pour un an, et ces derniers, contrairement aux producteurs de porcs, sont donc à l'abri des fluctuations du marché.

Pourtant, selon Denis Boucard, président de la

section avicole de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants de Bretagne, les inconvénients sont nombreux. « Quand les cours montent très haut, comme pendant la crise de la "vache folle", les éleveurs n'en profitent pas. » Autre grief : « L'éleveur ne touche que 1 franc par kilo de volaille produite. Sur cette somme, il faut encore payer l'électricité, la maintenance, les services vétérinaires, les salaires... » Plus généralement, Denis Boucard regrette que les aviculteurs soient traités « comme des serfs » par les intégrateurs. Quand les industriels décident de vider les élevages pour vérifier les conditions sanitaires et pour adapter la production aux débouchés estimés, les éleveurs ne sont pas payés. « Normalement, un vide sanitaire dure une dizaine de jours, mais actuellement ça va de quatre à six semaines ! » Quand, au début de l'année, les intégrateurs ont baissé de 5 à 10 centimes par kilo le prix d'achat, les éleveurs ont violemment réagi. « Une fois tous les frais payés, il reste à l'éleveur 10 centimes par kilo. Faites le compte ! »

Les grands groupes répondent « concurrence, baisse des cours, adaptation au marché ! ». « Soit on vit en prise directe avec le marché, soit on travaille dans un système semi-protégé, comme c'est le cas pour les éleveurs de volailles. La baisse qu'ils subissent aujourd'hui est sans commune mesure avec

la situation de vente. Ce sont les intégrateurs qui assument tous les risques », constate Pierre Michel, directeur de la production chez Doux. 1996 avait été faste. Délaissant la viande de bœuf, les consommateurs s'étaient reportés sur les viandes blanches. Mais l'engouement n'a pas duré aussi longtemps que prévu. Le porc, dont le prix est très bas, est un concurrent dangereux. De plus, les exportations ont commencé à chuter en 1997. Le Royaume-Uni, premier importateur de volaille bretonne, a réduit ses achats et développe sa propre production. Le marché du Moyen-Orient reste essentiel. Tilly-Sabco a remporté en 1998 un important contrat avec l'Iran, dont la France est le premier fournisseur, et l'Arabie saoudite demeure le deuxième importateur de poulets bretons. Mais les Français subissent une concurrence redoutable, notamment de la part du Brésil. Et les aides européennes à l'exportation, vers la Russie particulièrement, ne seront pas éternelles.

« Trop de pouvoirs sont concentrés entre les mains des industriels, constate, amer, Jean-Luc Fosse, secrétaire général de la Fédération des syndicats d'Île-et-Vilaine. Nous voulons créer une véritable interprofession, comme cela existe pour le lait. »

G. D.



Les éleveurs de brebis

Outre veaux, vaches et cochons, la France produit aussi des poulets, dans des élevages industriels, notamment dans l'Ouest, et qui sont exportés vers le Proche-Orient (lire ci-dessus). Brebis et moutons sont élevés essentiellement au sud d'une ligne Nantes-Lyon, soit pour leur lait du côté de Roquefort, soit

pour leur viande (Poitou-Charentes, Alpes du Sud, Pyrénées), mais, dans ce domaine, la France est dépassée par l'Espagne et, surtout, par le Royaume-Uni. L'élevage caprin est un secteur d'avenir, la mode des fromages au lait de chèvre semblant de mieux en mieux ancrée dans les habitudes alimentaires. On est passé de 407 millions de litres de lait en 1993 à 483 en 1997, les Deux-Sèvres occupant la

première place. Le lapin est en crise, touché par une grave infection virale en 1997 et victime des importations massives de Chine. La consommation de viande de cheval de boucherie baisse, chaque Français n'en mangeant que 0,6 kg au lieu de 1,7 il y a vingt ans : ce sont souvent des viandes américaines, argentines ou des pays de l'Est qui arrivent dans nos boucheries spécialisées.

TROIS QUESTIONS À... BERNARD MÉGRET

1 Bernard Mégret, vous êtes producteur de porcs et président de la Cooperl, à Lamballe (Côtes-d'Armor), premier abatteur et transformateur de porcs en Bretagne. Quelles sont pour la Cooperl les conséquences de la chute des cours ?

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les industriels de la viande ne profitent pas de la baisse des cours. Les années de crise de la production sont également difficiles pour les usines de transformation : quand il y a surabondance de viande, comme c'est le cas actuellement, nous avons du mal à écouler la marchandise, nous vendons aux prix que nous trouvons. C'est quand les distributeurs sont demandeurs que nous pratiquons des marges élevées. Il est prouvé que l'année 1997, qui était une bonne année pour la production, a été bien meilleure pour les métiers de la viande que 1998, qui était difficile.

2 Depuis le début de la crise, les éleveurs de porcs ne cessent de réclamer la solidarité de la filière (abatteurs, salaisonniers, distributeurs). En faites-vous preuve ?

Nous avions anticipé la crise et réduit les marges sur certains des services que nous fournissons. Par exemple, nous avons baissé le prix de l'aliment du bétail, de façon à fournir un aliment le plus compétitif possible. J'appelle cela faire preuve de solidarité. D'autre part, nous avons tout fait pour tenir les prix à la vente et nous nous

sommes fait un point d'honneur de n'acheter que de la viande bretonne. Les syndicalistes ont fait le tour des industries de la viande en Bretagne, ils n'ont pas trouvé de viande étrangère chez nous. Nous vivons de la production locale, il nous faut donc faire un effort en période de crise, même s'il est tentant de faire venir d'ailleurs de la marchandise moins chère.

3 La solution à la crise porcine passe-t-elle, à votre avis, par une maîtrise de la production ?

Si par le terme de maîtrise on entend meilleure valorisation de la viande, création et recherche de nouveaux débouchés, je suis d'accord. Mais la production porcine n'a rien à voir avec la production laitière. Nous ne voulons pas de quotas ou de prix garantis. Nous avons seulement besoin d'un peu d'aide pour aider quelques éleveurs usés physiquement et financièrement à sortir dignement de la profession. Mais, pour la production, il faut laisser faire le marché. Je ne veux pas qu'on garantisse que le kilo de cochon sera payé 11 francs s'il en coûte 10 à l'éleveur. Ceux-ci doivent baisser leurs prix de revient. S'ils parviennent à un coût de 4 francs au kilo, ils feront des bénéfices, même s'ils le vendent 5 francs. Pour y arriver, il faut réduire les coûts de production : l'aliment du bétail mais aussi tous les coûts fixes : la main-d'œuvre, les charges sociales et fiscales. C'est vrai pour toutes les productions confrontées au marché mondial.

Propos recueillis par
Gaëlle Dupont

HORIZONS

REPORTAGE

Carolais
au gré du goût du consommateur européen,
les plats en plans de modernisation

« Une recette pour manger », avec
des plats « à la carte ». « Même
l'histoire, la possibilité de la
voir sur le territoire ». Ce qui
est une « recette » de la prime
pour le « goût » de la prime.
« Une recette pour manger », avec
des plats « à la carte ». « Même
l'histoire, la possibilité de la
voir sur le territoire ». Ce qui
est une « recette » de la prime
pour le « goût » de la prime.

PROCHAIN ARTICLE :
A la santé
de la « tête de serpent »

**La Lhasa
chinoise,
morne
et décevante,
est bien loin
de la
mystérieuse
et jadis
inaccessible
capitale
du pays
des Neiges.
Hormis cette
dévotion que
les Tibétains
ont érigée
en résistance
passive**

Il fut un temps où, même
de très loin, on ne voyait
que lui : le Potala, le palais
des dalaï-lamas, monu-
ment invraisemblable, su-
blime château kaffien éri-
gé, au XVII^e siècle, sur le
mont Marpori, qui se
dresse depuis lors à la pé-
riphérie du centre historique de
Lhasa. Aucun voyageur ivre de Tibet,
aucun des rares aventuriers qui ont
eu la chance d'arriver dans la ville
sainte, quand le pays des Neiges
était encore indépendant et isolé du
reste du monde, au temps des « rois
dieux », n'a jamais pu parvenir en
ces lieux sans éprouver un senti-
ment de frayeur et d'admiration de-
vant l'ampleur de ce colossal joyau
architectural dominant la ville de sa
masse blanche et rouge sang de bœuf,
couronné par l'or de ses toitures.



A Lhasa, sur les voies sacrées
qui encerclent
le temple Jokhang, les pèlerins
continuent inlassablement
de se prosterner,
ignorant les obstacles.

③ TIBET INTERDIT

Comme des oiseaux sur un arbre qui tremble

fois, depuis les lointaines provinces
du grand Tibet, à genoux et en ram-
pant sur des centaines de kilo-
mètres, en signe de dévotion. Mais
jointes au-dessus de la tête, les s'age-
nouillent, se jettent sur le sol, se re-
lèvent, renouvellent leurs génu-
flections et ainsi de suite, des
centaines, des milliers de fois, jus-
qu'à l'épuisement.

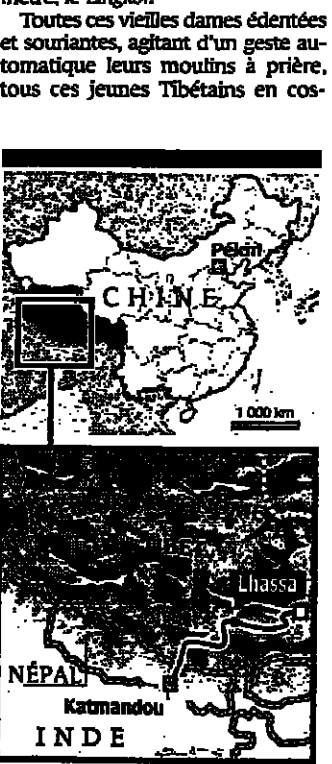
UNE rue encercle le complexe
religieux, encombré d'une
foule compacte de chaland,
de pèlerins, de commerçants, de
mendiants, de moines et de nonnes
quêtant l'obole, le tout dominé par
les accents d'une musique chinoise
aiguë et obsédante. Devant le Jok-
hang, une place moderne a été
construite, où, parmi les échoppes
des marchands, déboulent des po-
liciers en uniforme et en civil. Au-
dessus d'un immeuble, une caméra
ne perd rien des allées et venues de
la foule. Ici, en 1987 puis en 1988, des
émeutes ont éclaté. En mars 1989,
après une nouvelle série de mani-
festations, les autorités chinoises im-
posent, provisoirement, la loi mar-
tiale. C'est ici, aussi, que moines et
nonnes ont, par la suite, multiplié
les défis, poings levés, aux cris de
« Vive le Tibet libre ! ». Mais, depuis
deux ans, plus personne n'ose ou-
vertement hurler sa révolte : au
moindre slogan, la police s'empare
des manifestants, passibles de
quatre ou cinq années dans l'une
des prisons de Lhasa. Les Tibétains
semblent avoir choisi la voie plus
prudente de la résistance passive.
Une résistance subtile, muette,
d'ordre culturel et religieux, qui
semble constituer la seule réponse
possible à la situation d'une ville où
les Chinois représentent désem-
blablement 60 à 70 % de la population :
l'agglomération compte aujourd'hui
200 000 habitants, sept fois plus
qu'en 1959, vient récemment d'indi-
quer l'agence de presse officielle,
Chine nouvelle. Et l'arrivée des co-
lons chinois - hans ou musulmans -
venus des provinces voisines du
Gansu, du Xinghai et du Sichuan,
continue. On estime que les immi-
grants de l'Empire du Milieu, désor-
mais majoritaires dans l'ensemble

des grandes agglomérations tibé-
taines, représenteraient 40 % de la
population de l'ensemble de la ré-
gion autonome du Tibet.

Ici, résister, c'est tourner. Tourner,
toujours dans le sens des aiguilles
d'une montre, pour boucler et re-
boucler le cercle des périmètres sa-
crés de la ville sainte. Tourner inlas-
sablement autour du Jokhang pour
compléter le *Barthor*, chemin de la
circumambulation intermédiaire au-
tour de la cathédrale, où les moines
psalmodient leurs mantras. Tourner
inlassablement autour du centre-
ville, longer la rivière Kyichou, pas-
sant devant l'« Ile aux voleurs » - lieu
de pique-nique des gens de Lhasa,
devenu aujourd'hui le casino grâce
aux capitaux des mafieux de Ma-
cao -, tourner en continuant la
route sur plus d'un kilomètre, tour-
ner encore en contournant une ca-
serne de la police et ses haut-par-
leurs qui crachent une musique
militaire, tourner toujours et bou-
cler alors le cercle du deuxième pé-
rimètre, le *Lingkor*.

Toutes ces vieilles dames édentées
et souriantes, agitant d'un geste au-
tomatique leurs moulin à prière,
tous ces jeunes Tibétains en cos-
tume ou ces hommes d'âge mur vé-
tus de peaux de mouton, tous ces
pèlerins en marche qui progressent
à travers les ordures accumulées
dans les caniveaux le long des salons
de massage des quartiers de plaisir,
tous semblent ignorer les bulldozers
creusant de longues saignées, fu-
tures grandes avenues destinées à
faire de la ville une capitale mo-
derna. Ils dédaignent le chaos de la
circulation, murmurent, dans une
sorte de plainte, leurs prières et
leurs soupirs, jetant, aux coins des
rues, de petites pierres qui devien-
dront pyramides sacrées, comme
l'on en voit partout au Tibet. Non,
Lhasa n'est pas morte. Ici, la dévotion
est une manifestation identi-
taire.

Le soir, on découvre une autre
Lhasa. Bars et karaokés allument
leurs enseignes. Dans la lumière ta-
rissée des maisons de passe, les
« tricoteuses » attendent le client.
Par ces dames tricotent avec une
passion et une persévérance qui ne
laissent de surprendre le voyageur. Il
y aurait 1 000 bordels à Lhasa. Soit
environ 3 000, 4 000 prostituées.
Dans son box tendu de toile rouge,
grignotant des cacahuètes, Hui, une
Chinoise de dix-huit ans, grande,
mince, en pantalon blanc et gilet
noir, raconte sa vie : « Je viens de
Tehong King, au Sichuan. Mes pa-
rents étaient au chômage. On m'a dit
qu'il y avait du boulot à Lhasa. » Elle
s'arrête, rit, un peu gênée devant
l'interprète tibétain : « Je n'aime pas
Lhasa. » Elle ajoute : « Non, je ne
prends pas de clients tibétains. »
Seule dans son box, buvant une
bière fade, Hui attend le soldat
chinois en goguette.



Dans les ruelles de la vieille ville,
des groupes de jeunes en veste de
cuir, casquette de base-ball inclinée
sur l'oreille et tigne de voyou,
tiennent de mystérieuses concilia-
bules. Des hommes de haute taille,
la chevelure ceinte d'une sorte de
foulard rouge fait de fils de coton,
jouent au billard en plein air. Ce
sont peut-être de fiers Khampas, ces
Tibétains de l'Est à la réputation
militaire qui se révoltèrent, à partir
de la fin des années 50, avec l'aide
de la CIA et la bénédiction de Was-

hington. Puis, l'Amérique et le
monde entier finirent par enterrer
la mainmise de Pékin sur le Tibet. Et
les Khampas rengainèrent leurs fu-
sils.

Un jeune s'essaye à frapper son
adversaire, immobilisé, canne en
main, devant le tapis vert au milieu
de badauds rigolards. Une porte
claque dans le vent. Des bars
s'échappent les vociférations de
films de Hongkong ou la musique
sucrée de longs métrages en hindi
importés de Bombay. Les specta-
teurs, le regard vide et la cigarette à
la bouche, descendent d'impression-
nantes quantités de bouteille de
bière « Lhasa ». On raconte que
Deng Xiaoping encouragea un jour
les brasseries de la ville « à produire
plus ». Pour calmer ces Tibétains
turbulents. Beaucoup se sont cal-
més. Beaucoup boivent pour oublier
la Chine.

MAIS ils n'oublient pas.
Cette vieille aristocrate,
rencontrée dans une ar-
rière-cour, se souvient des séances
de *tamzin*, ces autocratiques forcées,
durant la révolution culturelle.
Quand ses « serviteurs, [ses] voisins,
parfois [ses] amis, devaient l'insulter
et [lui] crachaient à la figure ». Elle
sourit de toutes ses rides : « J'étais
sûre qu'ils ne le faisaient pas de gaieté
de cœur. »

Cet homme, un ancien fonction-
naire de l'entourage du dalaï-lama,
est, lui aussi, resté à Lhasa après la
fuite en Inde du chef de l'Eglise tibé-
taine, le 19 mars 1959. Il a vécu les
trois jours terribles du soulèvement
armé qui s'ensuivit. Trois jours de
combats acharnés à la mitrailleuse
et au mortier entre soldats chinois et
insurgés. Les Tibétains furent éra-
sés. Bilan : au moins 3 000 tués. « Le
bouddhisme est une religion primant
la compassion. Mais j'ai tout de
même du mal à pardonner aux
Chinois », admet le vieil homme. Il a
fait vingt et un ans de prison pour
avoir participé au soulèvement. Il a
connu les camps de travail, ceux où
l'on « parlait à trois cents et dont pas
plus d'une trentaine ne survivaient ».

Bruno Philip

PROCHAIN ARTICLE :
A la santé
de la « tête de serpent »

LE MONDE diplomatique

MARS 1999

ALAIN GARRIGOU

Sciences-Po, laminoir des élites françaises

SERGE HALIMI

Faux débats, vrais débats

FLORENCE MONTREYNAUD

Femmes, le 8 mars pour quoi faire ?

LUCIEN SFEZ

Internet et l'idéologie de la communication

CHANTAL LE NOALLEC

Main basse sur les produits bio

IVAN ILLICH

L'obsession de la santé parfaite

PHILIPPE RIVIÈRE

Tous les Européens sur écoute

LAHOUARI ADDI

L'armée algérienne se divise

MARIUS SCHATTNER

Israël, l'enjeu séfaraïte

JOSÉ SARAMAGO
et SEBASTIÃO SALGADO

Chiapas de douleur et d'espoir

ROBERT KURZ

Gerhard Schröder paie ses hésitations

KENDAL NEZAN

Sauvez Oçalan !

LAMIS ADONI

Transition périlleuse en Jordanie

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONT

Comment les affairistes pillent la Russie

MICHEL CHOSSUDOVSKY

Recolonisation programmée au Brésil

IGNACIO RAMONET

Demain, le krach

RAOUL MARC JENNAIR

Ces Khmers rouges encombrants et convoités

CLAUDE WAUTHIER

L'Afrique du Sud après Mandela

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F

L'euro doit changer l'Angleterre mais aussi l'Europe

par Denis MacShane

C'EST fait. Tony Blair a dit oui à l'euro. La livre sterling va disparaître au début du siècle prochain. En sept cents ans d'histoire, le Parlement britannique n'a pas vu de moment plus dramatique que cette annonce historique, faite par le plus jeune premier ministre depuis deux siècles. La Grande-Bretagne va maintenant commencer ses préparatifs pour l'entrée dans l'euro.

En décidant que l'avenir de son pays résidait dans la participation pleine et entière à l'Union européenne, Tony Blair a franchi le Rubicon. A la Chambre des communes, la grande majorité des députés ont approuvé sa décision. Ils n'ont pas seulement applaudi la manifestation d'un leadership politique clair, mais aussi l'engagement personnel d'un homme persuadé que le destin de son peuple ne pouvait plus être séparé de celui de l'Union européenne. Le Parti conservateur est maintenant sans boussole. Tandis que son chef, William Hague, accusait Blair d'abandonner la livre, des députés tories influents se levaient pour dire oui à l'euro.

Tony Blair prend un risque. Il y a un peu plus de dix ans, son propre Parti travailliste était hostile à l'UE. Les sondages continuent à mettre en évidence le fait que la population est divisée 50-50 face au remplacement de la livre sterling par l'euro. Blair est souvent critiqué pour l'excès d'attention qu'il porte aux sondages ou aux *focus groups* organisés par les experts du marketing politique pour voir quelles propositions sont acceptables. Mais sa déclaration sur l'euro atteste d'un courage politique qui manquait depuis une génération. Au lieu de débats techniques sans fin sur les plus petits détails de l'euro, au lieu de ces fameux pragmatismes ou du « *wait and see* » habituel, Blair a dit carrément à son peuple si prudent et si soucieux que son avenir était dans le projet européen.

Blair n'a pas offert une vision d'une Europe à sens unique. Dans sa déclaration, il a aussi insisté sur la nécessité que l'Europe se réforme elle-même. L'argument le plus fort des conservateurs anti-européens en Grande-Bretagne est le niveau

de chômage élevé et la faiblesse de la croissance économique en Allemagne et en France.

Avec le nouveau gouvernement travailliste, la Grande-Bretagne a créé 400 000 emplois et a diminué ses dépenses publiques en réformant le système d'Etat-providence. Dans ma propre circonscription de Rotherham, célèbre pour le film *The Full Monty* qui y a été tourné, le chômage des jeunes a été réduit des deux tiers. En même temps, le gouvernement travailliste a augmenté ses dépenses pour l'éducation, pour la santé, introduit un SMIC et il a pris des mesures radicales pour enrayer la criminalité, notamment en interdisant la possession privée d'armes à poing. Ces mesures font partie du programme dit de la « troisième voie ».

Ce sont des politiques de mouve-

Pour entraîner l'Europe sur la voie de la croissance et du développement, il faut de nouvelles idées et de nouvelles façons de penser

prêts à gérer l'euro et il a invité les milieux d'affaires à faire de même. Mais il est conscient du fait que si l'image de l'Europe reste morne, avec un chômage persistant et une croissance ralentie, il sera plus difficile de persuader le peuple britannique de dire oui lors du référendum sur l'euro qui aura lieu dans deux ans.

Les politiciens britanniques observent avec consternation le jeu infantile de certains ministres de l'Union avec la Banque centrale européenne à laquelle ils croient pouvoir dicter des ordres au mégaphone. Les relations entre la BCE et les dirigeants européens doivent être l'équilibre et la compréhension mutuelle. Le repli sur le bunker de Francfort d'un côté et, de l'autre, les vociférations de ministres des finances dans certaines capitales ne sert à rien.

Pour entraîner l'Europe sur la voie de la croissance et du développement - vers cette sorte de vitalité qu'on observe aux Etats-Unis - il faut de nouvelles idées et de nou-

velles façons de penser. Pour alimenter le débat vers ces nouvelles idées, Londres a compris que son influence serait moins grande hors de l'euro que dedans.

Les anti-européens aussi s'organisent. En dehors des tories de M. Hague, deux anciens ministres travaillistes, Lord Healey, quatre-vingt-un ans, et Lord Owen, soixante-quatre ans, ont lancé leur campagne contre l'euro. La monnaie européenne divise donc la Grande-Bretagne entre ceux qui sont attachés au passé et les nouvelles générations qui marchent avec Blair.

Les « anti » ont la presse de Rupert Murdoch avec eux. Mais, de l'autre côté, d'importantes sociétés britanniques, la fédération des employeurs et les syndicats sont partisans de l'adhésion à l'euro. Ils estiment qu'un marché unique requiert une monnaie unique. Les ministres travaillistes citent volontiers l'apothéose de Lionel Jospin : « *Oui à l'économie de marché mais non à la société de marché* ». C'est au sein

de nouvelles alliances. Les impôts sur les sociétés ont été abaissés au niveau le plus bas jamais atteint. Tony Blair a nommé au sein de son gouvernement des chefs d'entreprise et déclaré que la création de la richesse était aussi importante que sa redistribution. Il invite les Européens à faire de même. En même temps qu'il demande au peuple britannique de se préparer pour l'euro, il presse les leaders européens d'accélérer les réformes afin de promouvoir l'emploi dans un nouveau modèle économique basé sur l'esprit d'entreprise et la flexibilité, en lieu et place d'un protectionnisme fermé au changement.

Tony Blair a indiqué clairement que tous les ordinateurs et systèmes de paiement du gouvernement britannique seront modifiés pour être prêts à gérer l'euro et il a invité les milieux d'affaires à faire de même. Mais il est conscient du fait que si l'image de l'Europe reste morne, avec un chômage persistant et une croissance ralentie, il sera plus difficile de persuader le peuple britannique de dire oui lors du référendum sur l'euro qui aura lieu dans deux ans.

Les « anti » ont la presse de Rupert Murdoch avec eux. Mais, de l'autre côté, d'importantes sociétés britanniques, la fédération des employeurs et les syndicats sont partisans de l'adhésion à l'euro. Ils estiment qu'un marché unique requiert une monnaie unique. Les ministres travaillistes citent volontiers l'apothéose de Lionel Jospin : « *Oui à l'économie de marché mais non à la société de marché* ». C'est au sein

de nouvelles alliances. Les impôts sur les sociétés ont été abaissés au niveau le plus bas jamais atteint. Tony Blair a nommé au sein de son gouvernement des chefs d'entreprise et déclaré que la création de la richesse était aussi importante que sa redistribution. Il invite les Européens à faire de même. En même temps qu'il demande au peuple britannique de se préparer pour l'euro, il presse les leaders européens d'accélérer les réformes afin de promouvoir l'emploi dans un nouveau modèle économique basé sur l'esprit d'entreprise et la flexibilité, en lieu et place d'un protectionnisme fermé au changement.

Tony Blair a indiqué clairement que tous les ordinateurs et systèmes de paiement du gouvernement britannique seront modifiés pour être prêts à gérer l'euro et il a invité les milieux d'affaires à faire de même. Mais il est conscient du fait que si l'image de l'Europe reste morne, avec un chômage persistant et une croissance ralentie, il sera plus difficile de persuader le peuple britannique de dire oui lors du référendum sur l'euro qui aura lieu dans deux ans.

Les « anti » ont la presse de Rupert Murdoch avec eux. Mais, de l'autre côté, d'importantes sociétés britanniques, la fédération des employeurs et les syndicats sont partisans de l'adhésion à l'euro. Ils estiment qu'un marché unique requiert une monnaie unique. Les ministres travaillistes citent volontiers l'apothéose de Lionel Jospin : « *Oui à l'économie de marché mais non à la société de marché* ». C'est au sein

d'un foyer européen commun que la Grande-Bretagne moderne croit pouvoir établir la meilleure relation entre le dynamisme économique et la justice sociale.

Mais la question de l'euro n'est pas seulement économique. Jean Monnet a dit que les Anglais savent toujours comprendre les faits mais qu'ils ont de la peine à comprendre les idées. Les temps changent. Tony Blair a une certaine idée de son pays et une certaine idée de l'Europe et il cherche à les mettre en harmonie.

Le débat sur l'Europe chez nous cache un débat existentiel plus profond sur l'identité et le sens de la Grande-Bretagne. Blair a cherché à donner au peuple écossais son propre Parlement, pour la première fois depuis 1707. Il a mis toute son énergie à ramener la paix en Irlande du Nord, non seulement en mettant fin à une mini-guerre civile qui durait depuis trente ans mais en réglant un conflit de plusieurs siècles entre l'Irlande et l'Angleterre. Il est en train d'abolir la Chambre des lords en supprimant le droit des ducs et des comtes à voter avec pour seule légitimité leurs lointains ancêtres anobles.

Il a pris l'initiative d'une nouvelle relation militaire avec la France. Dans les Balkans, c'est surtout cette complexité franco-britannique qui a permis de concrétiser le désir de paix des Européens en une action réelle dans laquelle, au nom de cette paix, des soldats risquent leur vie.

Tous ces changements sont conduits *sotto voce*. La musique est un pianissimo. Il n'y a pas de chœurs. Les Britanniques sont amenés doucement dans un pays modernisé. C'est l'ambition déclarée du gouvernement Blair de drainer la lympe anti-européenne hors du corps politique anglais. Les années 30 et 40 sont un lointain passé, la Grande-Bretagne croyait alors qu'elle n'appartenait pas au continent. Il lui a fallu du temps pour cesser de se croire supérieure au reste de l'Europe. Pour ensuite cesser de se sentir menacée par le projet européen. Tony Blair, lui, organise un nouveau rendez-vous avec l'histoire.

Denis MacShane est député travailliste.

AU COURRIER
DU « MONDE »

COMBATTRE L'EXCISION

Comprendre le monde pour ne pas le changer, voici donc la devise du nouvel obscurantisme tel que le développe M^{me} Geneviève Calame-Griaule (*Le Monde* du 10 février) en s'interrogeant : l'excision est-elle une criminalité ? Certes, M^{me} Calame-Griaule prend la précaution de dire qu'elle souhaite la disparition des pratiques excisionnistes. Mais elle ajoute que l'excision pourrait être remplacée par une marque corporelle (sans doute indélébile ?), parce que, selon elle, l'institution de la circoncision et de l'excision - mises bien légèrement sur le même plan - « est en rapport avec la notion de personne, souvent d'une grande complexité dans les cultures africaines ». Voyez donc ces bons sauvages, si différents et si attendris !

Comment M^{me} Calame-Griaule, qui s'honore de porter un grand nom de l'ethnologie, ne s'aperçoit-elle pas qu'à force de « comprendre » on finit par « justifier » et que de « justifier » à « maintenir », il n'y a guère qu'un pas ?

On pourrait comparer ces pseudo-attitudes scientifiques à celles de tant de bons apôtres sociologues, au CNRS et ailleurs, qui sous prétexte « d'observation participante » s'alignent benoîtement sur les discours des sectes « qu'il faut comprendre » et s'autorisent ainsi à n'en pas combattre les excès.

Cet obscurantisme moderne se pare, comme toujours, d'honorables sentiments et dissimule ses connivences de fait avec les manipulations de toute espèce sous le masque respectable de la recherche scientifique.

Avec de tels libérateurs, l'ère néolithique n'est pas près de se terminer.

Alain Vivien,
président de la mission
interministérielle de lutte
contre les sectes

Le pénal et le politique

Suite de la première page

Autrement dit le maintien d'une juridiction spéciale pour juger des actes accomplis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions, faisant simplement une place plus large au droit commun : des magistrats pour décider s'il y avait ou non lieu à procès, des magistrats encore, à côté des « *juges parlementaires* », la possibilité d'un recours devant la Cour de cassation enfin. Nous avons eu tort de proposer ce compromis, les commentateurs ont eu tort de ne pas nous le reprocher, le premier ministre (Edouard Balladur) et le président de la République (François Mitterrand) tort de le reprendre à leur compte, et le constituant tort de le mettre en œuvre.

Chacun a péché par excès de conservatisme. Personne, ou presque, n'osait remettre en cause l'acquis républicain depuis un demi-siècle : l'existence d'une juridiction particulière, politique, pour juger des éventuelles fautes pénales commises par des ministres. Au moins, sous la III^e République, les juges de droit commun demeuraient-ils compétents tant que les députés n'en décidaient pas autrement et ne mettaient pas en œuvre la Haute Cour. D'une compétence concurrente de la juridiction politique, on est hélas passé à une compétence exclusive. Cette erreur a été maintenue en 1993. C'est elle qu'il faut réparer. Et cette fois franchement. Non pas en revenant au système de la III^e République : il avait ses vertus, elles ne sont plus adaptées. Mais en établissant une compétence exclusive des tribunaux de droit commun.

Précisons, en profitant de ce que nous avons appris.

1^o Une juridiction politique, même dotée de magistrats, ne produira jamais des jugements par-

faitement acceptés. Le soupçon de partialité pèsera toujours sur elle. Si elle condamne, on l'imputera à la présence majoritaire de l'autre camp parmi les juges. Si elle acquitte, à la connivence entre politiques. Que les arguments se contredisent n'altère malheureusement pas leur efficacité. La conclusion s'impose. La faute pénale d'un ministre doit être jugée par un tribunal pénal ordinaire. Le tribunal ne peut plus différer selon que l'on est ministre ou simple citoyen.

2^o Disons et répétons, aussi longtemps qu'il le faudra, que les erreurs politiques ne sauraient être assimilées à des fautes pénales. Une faute pénale est presque toujours personnelle, une erreur politique presque toujours collective. Une faute pénale est, sauf exception, intentionnelle, une erreur politique à peu près jamais. Une faute pénale est précisément définie dans un texte, une erreur politique ne l'est généralement pas.

3^o Faire le départ entre la faute pénale et l'erreur politique n'est cependant pas toujours aisé. Les plaintes devenant de plus en plus nombreuses, devant des juges multiples, la sagesse impose de n'introduire qu'une particularité par rapport au droit commun : l'instauration d'une commission des requêtes dotée d'une indiscutable autorité. Elle vérifiera si les tribunaux ordinaires peuvent raisonnablement être saisis, quitte à se livrer préalablement aux instructions nécessaires. Et si le dossier révèle que nous ne sommes pas dans le domaine de la faute pénale, elle le dira, empêchant le glissement dangereux de la responsabilité politique vers le procès pénal.

4^o Réinventer la responsabilité politique figure parmi les réformes les plus urgentes. Nul besoin d'une Haute Cour pour cela, pourvu que le débat et le jugement politique trouvent leur vraie place dans notre démocratie. Il faudrait, en la matière, agir sur toute la palette, et changer ce qui doit l'être dans nos mœurs, nos règlements parlementaires, et nos lois, ordinaires,

organiques ou constitutionnelles.

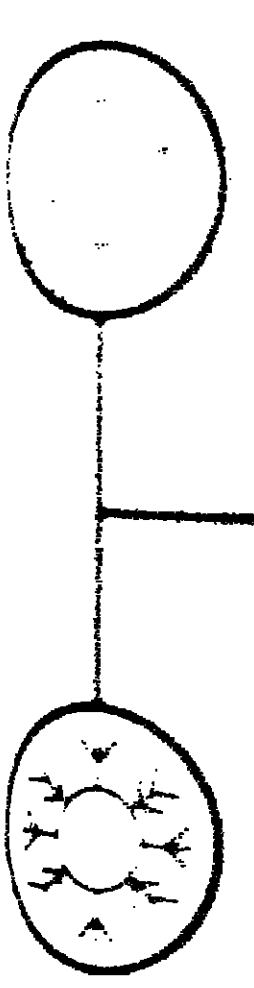
Le jour où des drames concentrés et médiatisés avivraient une soif de vérité et de justice sur une série d'avalanches meurtrières ou de décès pour tabagisme, il ne serait pas raisonnable de renvoyer par principe les ministres de l'équipement ou ceux de la santé devant une cour d'assises. Mais il serait nécessaire que la demande de la société civile trouve une réponse politique. Notre démocratie heureusement devenue gouvernante n'est toujours pas assez délibérante.

Au Parlement d'organiser ce « *jugement civique* » que Paul Ricoeur a appelé de ses vœux. Aux médias de s'y associer. Cela implique, par exemple, que l'opposition puisse à elle seule provoquer une commission d'enquête parlementaire, qu'elle ne soit pas bédée par les instructions judiciaires en cours, que les médias apprennent à en diffuser les travaux en direct, comme LCI sut le faire avec les travaux de la mission parlementaire sur le Rwanda, que les grandes chaînes hertziennes ne se contentent pas des potins politiques du Parlement, ou, au mieux, des séances rituelles de questions au gouvernement. Cela implique peut-être que l'on envisage de restaurer la responsabilité politique individuelle des ministres, pas seulement devant l'exécutif, mais aussi devant les députés, défilés pour cette occasion de la discipline majoritaire. Cela implique certainement d'autres changements, auxquels nous devons maintenant réfléchir collectivement. Le temps est peut-être venu d'une grande commission bipartisane ouverte pour débattre publiquement des réformes indispensables.

Quelles qu'elles soient, elles doivent partir de ces deux principes : on ne peut punir pénalement que devant le juge pénal ; on ne doit pas accepter que le pénal absorbe tout, mais au contraire réinventer le contrôle démocratique des erreurs politiques.

Olivier Duhamel
et Georges Vedel

Moderniser l'



Denis MacShane

... à la fois, et de création
... des emplois, des impôts
... les uns ont été obtenus au
... par les autres. Tout
... à l'extérieur des chefs d'entre-
... la création de la
... importante que
... la justice des Euro-
... de même. En même
... pour le peuple bri-
... pour préparer pour l'eu-
... les industries étrangères de l'a-
... les industries de l'a-
... de l'Europe dans un nouveau
... basé sur l'Eu-
... et la flexibilité, en
... protectionnisme
... développement.

la voie
opposément,
de nouvelles

Espero de permitir que el
retrato sea con nosotros
dentro de un tiempo que sea
un poco más grande que
el otro.

1. **Einleitung:** Begrüßung der Teilnehmer, Zielsetzung der Veranstaltung, Vorstellung des Moderators.

1. **La détermination des besoins.** — La détermination des besoins est la première étape de la planification. Elle consiste à identifier les besoins de la population et à les classer en fonction de leur importance et de leur urgence. Les besoins peuvent être classés en besoins fondamentaux (nourriture, logement, vêtements) et besoins secondaires (éducation, santé, culture).

2. **La planification des ressources.** — La planification des ressources consiste à évaluer les ressources disponibles et à les répartir de manière équitable. Les ressources peuvent être classées en ressources humaines, matérielles et financières.

3. **La mise en œuvre du plan.** — La mise en œuvre du plan consiste à mettre en œuvre les actions prévues dans le plan. Cela implique la coordination des différents acteurs impliqués dans le processus de planification.

4. **Le suivi et l'évaluation.** — Le suivi et l'évaluation consistent à surveiller la mise en œuvre du plan et à évaluer ses résultats. Cela permet d'identifier les problèmes et de les résoudre, ainsi que d'évaluer l'impact du plan sur la population.

5. **La participation de la population.** — La participation de la population est essentielle pour la réussite de la planification. Elle consiste à associer la population à toutes les étapes du processus de planification.

6. **La transparence et la responsabilité.** — La transparence et la responsabilité sont des principes fondamentaux de la planification. Elles consistent à rendre compte de la mise en œuvre du plan et de ses résultats à la population.

7. **La flexibilité et l'adaptabilité.** — La flexibilité et l'adaptabilité sont des qualités essentielles de la planification. Elles consistent à adapter le plan en fonction des changements de la situation.

8. **La coopération et la collaboration.** — La coopération et la collaboration sont des principes fondamentaux de la planification. Elles consistent à travailler ensemble pour atteindre les objectifs du plan.

9. **La communication et l'information.** — La communication et l'information sont des éléments essentiels de la planification. Elles consistent à informer la population sur le plan et à recueillir ses avis.

10. **La formation et le renforcement des capacités.** — La formation et le renforcement des capacités sont des éléments essentiels de la planification. Ils consistent à former les acteurs impliqués dans le processus de planification et à renforcer leurs capacités.

11. **La planification à long terme.** — La planification à long terme est une planification qui vise à atteindre des objectifs à long terme. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

12. **La planification à court terme.** — La planification à court terme est une planification qui vise à atteindre des objectifs à court terme. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

13. **La planification stratégique.** — La planification stratégique est une planification qui vise à atteindre des objectifs stratégiques. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

14. **La planification opérationnelle.** — La planification opérationnelle est une planification qui vise à atteindre des objectifs opérationnels. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

15. **La planification budgétaire.** — La planification budgétaire est une planification qui vise à atteindre des objectifs budgétaires. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

16. **La planification financière.** — La planification financière est une planification qui vise à atteindre des objectifs financiers. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

17. **La planification humaine.** — La planification humaine est une planification qui vise à atteindre des objectifs humains. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

18. **La planification matérielle.** — La planification matérielle est une planification qui vise à atteindre des objectifs matériels. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

19. **La planification financière.** — La planification financière est une planification qui vise à atteindre des objectifs financiers. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

20. **La planification humaine.** — La planification humaine est une planification qui vise à atteindre des objectifs humains. Elle implique une vision claire de l'avenir et une stratégie pour y parvenir.

[illegible][illegible]

Dennis M. Shane . .

**DU COURRIER
DU « MONDE »**

[illegible]

Moderniser l'Etat avec les fonctionnaires

par Emile Zuccarelli

LE débat sur l'avenir des régimes des retraites et la publication du rapport Roché sur le temps de travail dans la fonction publique ont suscité une série de réactions et d'articles qui ont relancé les critiques récurrentes sur la fonction publique.

A intervalles réguliers, l'actualité concentre ses feux sur les fonctionnaires. Source de tous les maux, dotés de tous les privilèges, leur éradication sonnerait l'aube d'une ère nouvelle où les coûts diminueraient, les entreprises prospéreraient et où les services publics seraient efficaces parce que réduits à zéro. Ici on se réfère à la Nouvelle-Zélande ou aux Pays-Bas, là on évance l'exemple suisse. Sans égard pour le sous-jacent de la comparabilité démographique, économique, sociale ou géographique avec la France, je suis obligé de constater que, malheureusement, la rigueur intellectuelle n'embarasse pas les détracteurs du service public. Le mariage du néolibéralisme et du poujadisme est à ce prix.

Le ministre de la fonction pu-

blique n'a pas vocation à défendre les salariés de la fonction publique. Son rôle consiste avant tout à impulser la modernisation et l'adaptation des services publics aux besoins exprimés par les usagers et à l'intérêt général. Cependant, il ne peut demeurer inerte devant une telle offensive qui vise à discréditer les services de l'État ou des collectivités territoriales et leurs agents.

Toutes les études d'opinion démontrent que l'immense majorité d'entre eux, je pense aux professeurs, aux pompiers, aux infirmiers, aux agents de l'équipement, aux policiers et gendarmes, aux postiers, jouissent d'une réputation certaine. Les fonctionnaires seraient trop nombreux, trop payés, ne travailleraient pas assez et bénéficieraient d'une re-

traite exorbitante. Qu'en est-il réellement ? Il est exact que certains services de l'Etat ou des collectivités locales ont vu leurs effectifs progresser pour faire face à l'évolution des besoins. Ceux de l'éducation nationale, et notamment de l'enseignement supérieur, ont bien augmenté de 17 % au cours des quinze dernières années, mais le nombre d'étudiants a été multiplié par deux dans le même temps. Ceux du ministère de la justice ont progressé de près de 50 %, tandis que le nombre des affaires civiles traitées par les tribunaux croissaient de 200 %. Quelques autres secteurs ont bénéficié de postes supplémentaires en raison des besoins spécifiques exprimés par les Français : le secteur hospitalier, qui doit répondre à un accroissement démographique des personnes âgées, la police, pour remédier à l'insécurité ressentie ou avérée dans nombre de quartiers urbains.

Parallèlement, d'autres services ont vu leurs effectifs baisser sensiblement : la défense, les anciens combattants, pour n'en citer que quelques-uns. Il y a donc bien eu une adaptation à l'évolution des besoins de la société. Mais j'ai relevé aussi les réticences du corps social — usagers, élus locaux, parlementaires de tous bords —, à accepter une modification de leur environnement administratif. Les parents d'élèves s'élèveront contre la fermeture d'une classe, les usagers refuseront le transfert de leur bureau de poste ou de leur perception, les élus locaux s'opposeront à la suppression de leur service hospitalier.

C'est cette contradiction, apparente, que doit gérer un gouvernement. Entre les souhaits de l'usager et ceux du contribuable. Le nombre de fonctionnaires et le champ des services publics résultent donc de cet arbitrage politique entre une demande qui,

quantitativement, peut ne pas avoir de limites, et les ressources pour la collectivité est prête à dégager pour satisfaire cette demande. Ce gouvernement a estimé que le maintien des effectifs actuels, pour ce qui concerne les services de l'Eur, constitue aujourd'hui un équilibre acceptable. Quand il ne s'agit pas du nombre des fonctionnaires, c'est leur condition que l'on met en cause. Le salaire moyen des fonctionnaires est légèrement supérieur à celui des salariés du secteur privé (11 830 F contre 10 690 F en 1996). Mais on oublie

La qualité de nos services publics
et de leurs agents est unanimement
reconnue dans le monde.
Pourquoi faudrait-il que les Français
n'en soient pas conscients ?

Et précisait que 45 % des agents de l'Etat sont des cadres contre seulement 15 % pour le secteur marchand. On pourrait alors même s'étonner que la différence ne soit pas plus importante. Faut-il considérer comme excessive la rémunération d'un professeur ou d'un juge totalisant six à sept années d'études supérieures et qui perçoit environ 15 000 F par mois en milieu de carrière ?

D'autres soulèveront alors les avantages supposés du régime de retraite des fonctionnaires. Taux et durée de cotisations, période de référence, réversion et autres spécificités leur permettraient de voir d'un œil une retraite particulièrement douce. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans ces mêmes colonnes, les jugements définitifs de messieurs Bayrou et Madelin, qui étaient beaucoup plus prudents lorsqu'ils étaient ministres.

la réalité est, là aussi, assez éloignée de ces clichés. Le Commissariat général au Plan démontre que le revenu de remplacement à l'âge réglé de départ à la retraite, seuls éléments qui comptent finalement, sont en fait assez proches.

Alors il reste la garantie de l'emploi. Peu de Français souhaitent la remettre en question. Son fondement historique est la neutralité du service public, ainsi qu'il faut protéger les intérêts particuliers des partisans. En quoi la précarisation de la fonction publique démentirait-elle aujourd'hui un fac-

s publics
animement
e.
les Français
ts ?

leur de modernisation de l'Etat ? Ne serait-il pas plus préférable, au contraire, d'assurer une meilleure stabilité des emplois du secteur marchand pour créer un climat de confiance nécessaire à la reprise économique ? Mais ceux qui fusillent le statut des fonctionnaires ont probablement les mêmes qui souhaitent introduire plus de flexibilité et de précarité dans les entreprises. Il s'agit d'un mauvais calcul économique, tant la croissance se nourrit de la confiance.

Bien sûr, on accusera le « ministre des fonctionnaires » de faiblesse ou de complaisance devant la dénonciation de situations jugées inacceptables. A partir de ces cas atypiques, mais largement minoritaires, l'amalgame nourrira le procès en « privilège de la fonction publique ». Au contraire, le gouvernement a le droit d'affronter la réalité avec ses imperfections et ses incohé-

Le rapport sur le temps de travail dans la fonction publique participe de cette démarche. Il a été établi à la demande des par-
ties signataires de l'accord salar-
ial du 10 février 1998, donc par
des syndicats de fonctionnaires,
ce qui faut relever le courage.

...l'Etat et ses administrations se sont beaucoup transformés au cours de ces dernières années, souvent sous l'impulsion des fonctionnaires eux-mêmes. Le renouveau du service public, lancé en 1989 par monsieur Rocard, a été une formidable occasion de mobilisation et d'innovation. La qualité de nos services publics et de leurs agents est unanimement reconnue dans le monde. Pourquoi faudrait-il que les Français n'en soient pas conscients ?

Les citoyens sont aujourd'hui plus exigeants sur la qualité des services rendus par les administrations. Quoi de plus normal ? Ils veulent des services publics qui soient plus proches, plus faciles d'accès, plus modernes. Des progrès sont à faire, le gouvernement y travaille.

Je dois rappeler que les initiatives fortes en matière de modernisation de l'Etat et des services publics sont l'apanage des majorités de gauche : qu'il s'agisse de la décentralisation en 1982, à laquelle l'opposition se montre démentiellement et particulièrement attachée, de la déconcentration en 1992, que plus personne ne conteste et qui va être poursuivie, ou de l'évaluation des politiques publiques initiée en 1990, abandonnée par le gouvernement Juppé.

né, pourtant si préoccupé d'efficacité managériale, et que je viens de relancer et d'améliorer parce qu'elle correspond à un besoin réel et profond de notre pays.

Mais il est clair que la réforme de l'Etat passera avant tout par une gestion plus dynamique et plus rigoureuse de ses ressources humaines prenant en compte la réalité des métiers, les attentes des agents, celle des agents contribuant aux femmes leur juste place à tous les niveaux de responsabilité. De ce point de vue, le statut général des fonctionnaires ne constitue pas un obstacle dès lors que l'on a la volonté de faire évoluer les pratiques. Tous les niveaux existent : l'évaluation individuelle des agents, la mobilité, la possibilité de rencontrer ses managers, la déconcentration de la hiérarchie, la déconcentration de la gestion constitue à cet égard une priorité qu'il faut rendre plus effective.

C'est ce à quoi nous nous employons. Mais de grâce, cessons de critiquer sans nuances ce corps social qui, très souvent, doit assumer en première ligne les dysfonctionnements de notre société, pour mettre en œuvre la solidarité nationale et lutter contre l'exclusion. Tout au contraire, parlons du sens des responsabilités et de l'attachement des fonctionnaires aux valeurs de la République. Cette donnée historique et incontestable fonde la solidité du pacte républicain et la réforme de l'Etat, que je m'efforce d'impulser sous l'autorité du premier ministre. Elle pourra se faire en toute confiance accordée par les citoyens.

Emile Zuccarelli est ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

**Contrat d'entretien
et réparations****

Lecteur CD

Climatisation

Crédit exceptionnel***

BMW 316i compact CS (1,9l/105 ch), 129 900F*

Equipements de série : ABS, antipatinage électronique, coussin de sécurité gonflable, 7 cv fiscaux. * Prix maximum conseillé au 14/01/99 AM99. Consommations norme CEE pour 100 km : 5,8 l hors agglomération, 10,8 l en agglomération, total 7,6 l. Emission de CO₂ : 163 g/km. ** Offre valable chez tous les Concessionnaires et Agents BMW en France pour 24 mois ou/ou 30000 km (limitée au premier des deux termes atteint) pour l'achat d'une BMW Série 3 compact CS AM 99. Il comprend : l'extension de garantie au-delà du 12^e mois, les opérations de vidange et d'inspection, le remplacement des pièces d'usure (plaquettes et disques de frein, amortisseurs, direction, etc.), les appoints d'huile moteur entre deux vidanges... *** Crédit à 3,9 % de 12 à 36 mois sans apport. Exemple sur 36 mois, par avance de 10 000 F remboursés de 36 mensualités (hors assurance facultative) de 296 F, TEG annuel de 3,9 %, TED mensuel de 0,325 %. Coût total du crédit : 612,8 F, coût total de l'achat à crédit : 10 612,8 F. Offre de crédit valable pour l'achat d'une BMW Série 3 compact CS neuve à 129 900 F commandée et livrée avant le 30 avril 99. Sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 170 000 000 F. RCS VERSAILLES B 949 606 448. Crédit minimum : 50 000 F. Pour connaître le détail et les conditions d'application du contrat national d'entretien et de l'offre de financement, veuillez consulter votre concessionnaire BMW.

[illegible]

1

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Contradictions nigérianes

LE Nigeria s'est doté, en la personne d'Obasanjo, d'un président à l'image de ses contradictions. Ce « géant d'Afrique » par sa population – 120 millions d'habitants – est un des dix premiers producteurs de pétrole du monde ; et, pourtant, il importe son carburant. C'est un pays qui fut très riche – et le reste, potentiellement ; et, malgré cela, l'immense majorité de son peuple vit dans un grand dénuement. Les militaires qui le gouvernaient et le ruinaient depuis une quinzaine d'années avaient promis de rendre le pouvoir à un président civil démocratiquement élu ; et, cependant, les Nigériens ont voté pour un militaire... à la retraite.

L'ex-général Obasanjo a été déclaré vainqueur, lundi 1^{er} mars, d'un scrutin que l'ensemble des observateurs s'accorde à trouver partiellement frauduleux. Son adversaire malheureux, un ancien ministre des finances, Olu Falae, a crié à la « fraude démocratique ». Jimmy Carter, l'ancien président des États-Unis, qui s'est fait une spécialité de cautionner les élections « libres et honnêtes » en Afrique, s'est abstenu, en une formule pudique, de « fournir un jugement précis sur le résultat du scrutin présidentiel de samedi », soulignant la « grande disparité entre le nombre des votes et les résultats ».

Les témoignages abondent : les partisans des deux candidats en lice ont boursé les urnes, et les procès-verbaux de résultats ont été falsifiés. Mais les Nigériens ont voté, et la communauté internationale s'est pressée

de féliciter le vainqueur. Comme si celui-ci, une fois adoubé par ses pairs, ne pouvait pas être pire que ses prédécesseurs. Ce qui est sans doute vrai, car M. Obasanjo n'est pas un inconnu. Il a dirigé le pays de 1976 à 1979. Placé à la tête de l'État par ses compagnons d'armes, le vainqueur de la guerre du Biafra avait volontairement remis le pouvoir à un civil « démocratiquement » élu, le 1^{er} octobre 1979.

C'était une première en Afrique. Et puis l'homme, retiré dans sa ferme, après avoir accepté quelques missions des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), avait pris fait et cause pour Moshhood Abiola, le vainqueur présumé de l'élection présidentielle de 1993, dont les résultats furent annulés par les militaires. Ses déclarations à l'emporte-pièce avaient irrité le général Sani Abacha, au point que celui-ci l'avait fait jeter en prison, en 1995. M. Obasanjo n'a recouvré sa liberté qu'après la mort du dictateur, en juin 1998. Ce séjour dans les geôles de la junte a étoffé la stature du général en retraite, comme s'il lui valait un brevet d'honnêteté.

Le général sortant Abdulsalam Abubakar, le successeur de M. Abacha, remettra le pouvoir à M. Obasanjo le 29 mai. D'ici là, le président élu devra constituer une équipe suffisamment crédible pour estomper tous les doutes pesant sur la régularité de son élection. Surtout, il devra ensuite avoir le courage d'imposer une démocratie durable, susceptible de donner l'exemple en Afrique.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marc Colombani
Directeur : Jean-Marc Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fergat, Pierre Georges, Jean-Yves Lhousseau
Directeur artistique : Dominique Rognerie
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fouroux
Rédacteurs en chef :
Alain Fouroux, Erik Israelovitch (Éditions et analyses) ;
Laurent Gribautier (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Leduc (Débats) ;
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Lussac (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;
Jacques Boub (Jeunesse) ; Jeanne Savignani (Culture) ; Christian Massot (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Edw. Azou
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Edw. Platon ; directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Rabat ; directeur des relations internationales : Daniel Verout ;
journalistes polyvalents : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noddécourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauret (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde ;
Fonds commun de placement des personnes du Monde ;
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ;
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements,
Le Monde Presse, Édition Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Georg Trakl, grand poète autrichien

IL EST RARE que les poètes étrangers conquièrent de leur vivant la gloire qu'ils méritent. La France a « découvert » ainsi – avec quelque retard – Rilke et Hofmannsthal. En dehors de ces deux noms, on peut dire que la poésie autrichienne est presque complètement ignorée chez nous, sauf des spécialistes bien entendu et de ces fervents de poésie qui n'attendent point qu'un poète paraisse en français pour en faire leurs délices. Si je ne me trompe, ni Otto Stossel, ni Richard Beer-Hofmann, ni Richard Billinger, ni Theodor Däubler n'ont encore rencontré d'interprètes. Que dire alors de l'indifférence que l'on manifeste en France pour Georg Trakl ? Il s'agit ici d'un poète, dont l'œuvre, certes, n'est pas considérable matériellement, mais ce n'est pas au nombre des volumes qu'on mesure le génie d'un écrivain. Celui-ci, d'ailleurs,

est mort à vingt-sept ans, pendant la guerre de 1914 ; depuis cette époque, son influence n'a cessé de s'accroître et sa physionomie de grandir. Qui le lit aujourd'hui entend dans les accents de cette voix si émouvante, qui nous trouble jusqu'au fond de l'âme, l'aveu du désespoir humain, de la détresse morale, immense, totale, qui par-delà la communion avec la nature et la communion avec Dieu, si rarement et si péniblement atteintes, considère l'espace vide et sombre où roulent des astres morts.

On songe parfois à Hölderlin en écoutant cette voix, non pas à l'Hölderlin illuminé par la Grèce, mais à celui qui, du seuil de la folie, observe avec une clairvoyance tragique les mouvements confus de l'univers.

Marcel Brion
(3 mars 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-48-03-78

Frontières

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

ON VOIT TOUJOURS les bâtiments, du côté de Bardonnèche. L'Italie avait le sien ; la France l'autre. Il y a encore quelques trimestres, policiers et douanes maintenaient à travers le Montgenèvre la fiction des petites croix bleutées par quoi les cartes figurent les frontières. On aurait pu se croire au temps où les guerres passaient par là. *Haite ! Zoll ! Customs ! Dogana !* On changeait vraiment de pays, de langue, de monnaie, de souverain, d'air, eût-on dit, de siècle parfois.

C'était l'époque, celle de Morand, de Cendrars, où les voyageurs tiraient fierté des tampons exotiques constellant leur passeport et des étiquettes de palaces sur leurs valises, ces valises qu'un gabelou ensommeillé barrait, les ayant jugées loyales, d'un signe mystérieux à la craie. Jusqu'en 1940, on s'est imaginé que les Alpes du Sud méritaient qu'on meure pour y maintenir le drapeau, d'un col à l'autre. Absurde tête-à-tête entre les sentinelles faites pour l'amitié ! Absurde comme le demeure, à quelques demi-journées de marche, le face-à-face des Serbes et des Kosovars !

Chez nous, cette sinistre comédie de la haine séculaire est finie, enfin ! Les douaniers des deux versants ont plié bagage. Au lieu des gabeliers et des rondes, le changement de territoire national ne se marque plus que par des panneaux « Italie » et « France », moins dissuasifs qu'affrontants. Peut-être les Européens risquent-ils encore leur vie pour Skopje, comme ils hésitaient à le faire pour Danzig, mais pour

Sospel ou Kiel, c'est bien fini. Finis les drapeaux en zinc dans les pils desquels, sur la place du moindre village, dormaient des dizaines de policiers.

Il paraît que ce serait archaïque – traduisez : « ringard » – de mettre ce soulagement au crédit de l'Europe unie. Vive elle, pourtant, si nous lui devons la fin des rivalités recuites, des hécatombes fratricides, et si c'est elle qui change en fontaines, en files de cars, en télé-sièges polyglottes, en gais pique-niques, les rangées de croix au cordeau par quoi se payait le culte des frontières inviolables ! Le discours qui a pris un coup de vieux, en ces temps d'élections européennes, c'est plutôt celui du nationalisme protectionniste, du pré carré, des miradors, des autarcies et ostracismes, nous d'abord, les autres ensuite, le retour aux préjugés de l'Allemand guerrier, de l'Italien poitrinaire, de l'Espagnol hâbleux (parbleu !, puis-je parler de *hablar* !), l'Anglais égoïste, toutes les fariboles dont se nourrissaient les plaisanteries d'almanach, avant de s'achever en listes de morts au champ d'honneur.

Où, quelle joie pure de constater l'effacement physique d'une frontière ! Quel progrès vers la conscience d'une humanité solidaire peuplant une planète unique ! (Après tout, il y a longtemps que les capitaux ne s'embarassent plus des chevaux de frise, que les pilotes de ligne ne se demandent plus à quels pics alpins leurs échappements vont faire de l'ombre !)

Or voilà qu'entre Bardonnèche et Modane le

passé lugubre resurgit. Le TGV du futur embarqué, tels des revenants, les gabelous d'autrefois. Leurs chiens hument les sacs des skieurs. D'où peut bien naître la méfiance atavique ? Ne cherchez pas : de facès venus d'un peu trop loin. Hep, là-bas ! Ce n'est évidemment pas à un travail avouable ni à un sport innocent que se destinent, entre Turin et Chambéry, tel Asiatique hagard, tel Égyptien paumé, tel Albanais en guenilles, tel Africain plongé dans la contemplation de ces miracles inconnus de lui : des glaciers que le couchant allume comme des cristaux de lustre. La patrie, celle qui colle aux godasses, serait-elle de nouveau en danger ?

La question vieille comme les frontières monte à la gorge des préposés : « Vos papiers ! » « Papier ! », grondent les Allemands de l'Occupation en cognant leurs mauser contre les vitres des compartiments de bois. Certains interpellés de 1999 ont les documents exigés ; d'autres pas. Les « portables », qui ne servent pas qu'à sauver les randonneurs prostitués, préviennent qui de droit. A la station suivante, les renforts sont là. Tout est prêt pour mettre fin à la contemplation des clandestins en quête de vie meilleure.

Oh !, polle l'arrestation : pas de nature à amener les passagers en règle. N'empêche : des voyageurs qui s'éloignent sur un quai de gare, tandis que le train des innocents repart dans un silence gêné et, dirait-on, un peu lâche, on n'avait pas revu cela depuis... Depuis devinez quand !

L'incurie du Conseil de l'Europe face au drame kurde

STRASBOURG
(Conseil de l'Europe)
de notre correspondant

Tout le monde s'accorde à dire que, d'une façon ou d'une autre, l'Union européenne et ses institutions ne se sont pas montrées à la hauteur de leurs responsabilités dans l'affaire Ocalan – le chef séparatiste kurde un temps réfugié en Italie, recherché en Allemagne et ressortissant d'un pays, la Turquie, qui frappe aux portes de l'Union. La vérité oblige à souligner l'incurie du Conseil de l'Europe.

L'organisation des droits de l'homme n'a pas bronché en trois mois jusqu'à ce qu'une centaine de Kurdes viennent manifester devant le Palais de l'Europe à la suite de l'arrestation d'« Apo », le 15 février, en principe par les services secrets turcs, au Kenya. Et ce ne fut alors que pour produire un communiqué pour le moins étonnant : « Les Kurdes doivent mettre fin tout de suite à tout acte de violence et renoncer aux actes de terrorisme », a déclaré l'institution de Strasbourg, semblant assimiler les quinze millions de Kurdes de Turquie à Abdullah Ocalan.

Depuis la mise en résidence surveillée à Rome du chef du PKK, à la mi-novembre 1998, le Suédois Daniel Tarschys, secrétaire général du Conseil de l'Europe, ne s'est pas exprimé – et ne souhaite pas le faire. Pourtant, il avait tous les instruments à sa disposition pour intervenir, pour dire le droit, celui de sa propre organisation. La convention européenne sur l'extradition, qui date de 1957, stipule qu'un pays ne peut pas extraditer une personne recherchée vers un pays qui applique la peine de mort... Strasbourg détenait, surtout, le moyen de venir en aide à un pays, l'Italie, empêtré dans une affaire qui n'était pas directement la sienne. Les Italiens avaient appréhendé le

leader kurde à la demande de l'Allemagne, qui l'accusait de trois meurtres et de racket sur son territoire. Malgré la volonté de la justice allemande de juger M. Ocalan, le gouvernement de Gerhard Schröder a cru bon de renoncer à le réclamer.

Pourtant, là encore, le Conseil de l'Europe avait dans sa poche une convention sur la répression contre le terrorisme pour sortir l'Italie de l'embarras et trouver une solution honorable. Ce texte européen de 1977, signé et ratifié par tous les pays membres de l'organisation, précise que, dans le cas où l'extradition ne peut être exécutée, la personne accusée doit être jugée dans un État appartenant au Conseil de l'Europe. Comme le chef du PKK avait été arrêté à la demande de Bonn, la logique aurait voulu qu'il soit jugé en Allemagne. M. Tarschys a choisi de rester silencieux.

Certes, le dossier était diplomatiquement délicat et extrêmement difficile à gérer. Mais comment ne pas rappeler les droits de l'homme lorsque la tâche première du Conseil de l'Europe est de les défendre, de tout tenter pour les faire respecter ? D'autant qu'il y avait peut-être la possibilité pour le Conseil de l'Europe d'organiser une négociation – discrète – entre Rome, Bonn et Ankara. Il ne l'a pas fait.

Au lieu de quoi, les responsables européens de Strasbourg ont préféré faire semblant de se saisir du dossier, comme c'est le cas depuis qu'un groupe de Kurdes campe devant le Palais de l'Europe. Lord Russell-Johnston, le nouveau président de l'Assemblée parlementaire, marquant son intention, vendredi 19 février, de se rendre à Ankara pour parler de l'affaire avec les responsables turcs. Quatre jours plus tard, le cabinet de

Bülent Ecevit, le premier ministre turc, répondait au parlementaire qu'il était indésirable, de l'avis même de ce dernier : « Le gouvernement turc n'est pas en faveur de ma venue à Ankara. » Là encore, l'organisation ignore les instruments qui s'imposent d'eux-mêmes dans ce genre de situation. Les dispositions arrêtées et acceptées par tous, y compris par la Turquie, prévoient que le Comité pour la prévention de la torture (CPT) peut diligenter dans un lieu de détention, quelles que soient les circonstances, « toute visite qui lui paraît être exigée par les circonstances ».

INFLUENCE TURQUE

Comment expliquer l'influence de la Turquie à Strasbourg ? Il y a, bien sûr, en toile de fond, son rôle d'allié privilégié des États-Unis et la constante application d'Ankara à nommer des ambassadeurs de poids auprès du Conseil de l'Europe, ce qui n'est pas toujours le cas des autres pays membres. La politique des Quinze est aussi un élément d'explication : pour se faire pardonner d'avoir humilié Ankara dans la question de l'élargissement, les pays de l'Union, à Strasbourg, se montrent complaisants à l'égard des Turcs. La Turquie est régulièrement condamnée par la Cour des droits de l'homme pour atteinte aux libertés fondamentales sans que ses partenaires en tirent la moindre conséquence politique.

L'affaire Titiana Loizidou devant la même juridiction risque de connaître une conclusion encore moins compréhensible. Cette Chypriote-Grecque a obtenu, en septembre 1998, une indemnité de 5,2 millions de francs (0,79 million d'euros) que doit lui verser Ankara en raison de l'occupation du nord de l'île par l'armée turque, qui

l'empêche de jouir de sa propriété de Kerynia. La Turquie refuse d'acquiescer ce montant. Accepter le jugement serait, pour elle, courir le risque de déclencher une avalanche de requêtes comparables à celle de Mme Loizidou (les estimations portent sur 20 000 cas). Surtout, Ankara reconnaît ainsi l'existence du nord de Chypre. Les tractations se poursuivent, « naturellement », depuis des mois, pour trouver un compromis susceptible d'éviter à la Turquie de se trouver dans une situation inextricable.

Ne pas appliquer l'arrêt de sa propre cour serait renoncer, pour le Conseil de l'Europe, à respecter l'« État de droit » dont il se réclame en toute occasion. Ce ne serait pas la première bavure. L'institution européenne a été la seule à ne pas se féliciter de la décision de la Chambre des lords de refuser l'immunité diplomatique au général Pinochet. M. Tarschys s'est, en revanche, « félicité » de la demande d'adhésion de la République fédérale de Yougoslavie au Conseil de l'Europe, formulée par Slobodan Milosevic au lendemain de la visite de Lemi Fischer, alors présidente de l'Assemblée parlementaire, en mars 1998, à Belgrade.

Marcel Scotto

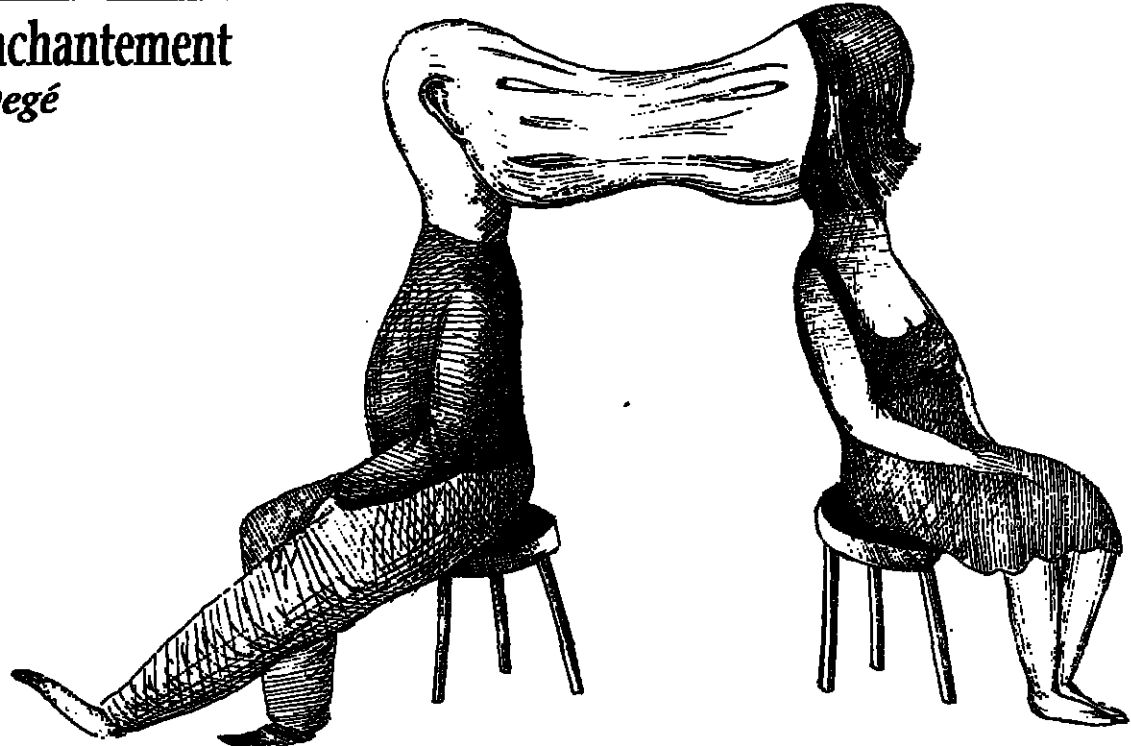
RECTIFICATIF

MONTAGNE

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans un article sur le sauvetage des randonneurs de la Vanoise (*Le Monde* daté 28 février-1^{er} mars), le docteur Jean-Paul – et non Jean-Claude – Blaise n'est pas responsable du service de radiologie de l'hôpital de Pralognan-la-Vanoise mais de celui de Moûtiers (Savoie).

Désenchantement

par Degé



de l'Académie française

Les deux groupes européens Alcatel et GEC ont dépensé chacun 12 milliards de francs pour mettre la main sur deux entreprises américaines. Alcatel a annoncé, mardi 2 mars, le rachat de Xylan, spécialisée dans les équipements de transmission de données pour les réseaux d'entreprise. Alcatel intègre un de ses principaux fournisseurs pour offrir des solutions voix/données intégrées aux entreprises, un créneau dont Alcatel revendique 25 % du marché européen. GEC a déboursé 2,1 milliards de dollars pour acquérir Reltec, qui permet aux opérateurs de télécommunications d'augmenter les capacités de leurs réseaux, saturés par le développement faramineux du trafic Internet.

ope face au drame kurde

Le premier ministre turc, Turgut Özal, a déclaré mardi 2 mars que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes. Özal a déclaré que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes. Özal a déclaré que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes.

Le premier ministre turc, Turgut Özal, a déclaré mardi 2 mars que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes. Özal a déclaré que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes. Özal a déclaré que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes.

RECTIFICATIF

Le premier ministre turc, Turgut Özal, a déclaré mardi 2 mars que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes. Özal a déclaré que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes. Özal a déclaré que le gouvernement turc ne pouvait pas intervenir militairement en Irak pour protéger les Kurdes.



ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 3 MARS 1999

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les deux groupes européens Alcatel et GEC ont dépensé chacun 12 milliards de francs pour mettre la main sur deux entreprises américaines.

● ALCATEL a annoncé, mardi 2 mars, le rachat de Xylan, spécialisée dans les équipements de transmission de données pour les réseaux d'entreprise. Alcatel intègre un de ses principaux fournisseurs pour offrir des solutions voix/données intégrées aux entreprises, un créneau dont Alcatel revendique 25 % du marché européen.

● GEC a déboursé 2,1 milliards de dollars pour acquérir Reltec, qui permet aux opérateurs de télécommunications d'augmenter les capacités de leurs réseaux, saturés par le développement faramineux du trafic Internet.

De taille encore modeste dans le secteur, le britannique commence son shopping technologique de l'autre côté de l'Atlantique, après la vente de ses activités défense.

Alcatel et GEC font leur shopping technologique aux Etats-Unis

Les industriels européens ont bâti leur développement sur les équipements et centraux téléphoniques traditionnels. Pour s'approprier les nouvelles technologies liées à l'explosion d'Internet, ils sont contraints d'acheter des sociétés américaines

LES GROUPES de télécommunications français Alcatel et britannique GEC font leurs emplettes aux Etats-Unis pour rester dans la course d'Internet. En moins de vingt-quatre heures, les deux groupes ont dépensé chacun environ 12 milliards de francs pour mettre la main sur deux start-up (entreprises naissantes) américaines.

Alcatel a annoncé, mardi 2 mars, le rachat de Xylan, spécialisée dans les équipements de transmission de données pour les réseaux d'entreprise, pour 2 milliards de dollars (1,83 milliard d'euros). En rachetant cette entreprise californienne pour cinq fois son chiffre d'affaires, Alcatel « débauche » chacun des 300 ingénieurs de Xylan pour environ 6 millions de dollars, un ratio couramment pratiqué dans la Silicon Valley.

La veille, GEC avait déboursé 2,1 milliards de dollars pour acquérir Reltec, qui fournit des équipements de télécommunications d'augmenter les capacités de leurs réseaux, saturés par le développement faramineux du trafic Internet. Les analystes financiers estiment que, d'ici à quelques années, les communications vocales ne représenteront qu'une part infime du trafic télé-

phonique. Ayant bâti leur croissance sur les équipements et centraux téléphoniques traditionnels, les fabricants de matériels téléphoniques ne peuvent pas développer en interne l'ensemble des nouvelles technologies liées à la croissance exponentielle des transmissions de données. Ils multiplient les acquisitions et les alliances avec des entreprises qui ont misé sur le développement d'Internet.

LES PROMESSES DE L'ADSL. L'an dernier, Alcatel avait déjà acheté l'américain DSC communications, sur un créneau d'activité proche de Reltec, pour 4 milliards de dollars. Plus récemment, le groupe français a jeté son dévolu sur Packet Engine, spécialisée dans la commutation rapide pour les fournisseurs d'accès à Internet, pour 315 millions de dollars (289 millions d'euros). Avec Xylan, Alcatel intègre un de ses principaux fournisseurs pour offrir des solutions voix/données intégrées aux entreprises, un créneau dont Alcatel revendique 25 % du marché européen.

Le canadien Nortel avait fait de même, en début d'année, en rachetant l'américain Bay Networks, près de six fois plus gros

que Xylan. Alcatel vise aussi la clientèle d'entreprises américaines de Xylan, qui doit lui permettre de prendre davantage pied sur ce marché nord-américain, qui ne représente encore que 30 % de ses ventes.

En revanche, Alcatel a développé en interne la technologie prometteuse de l'ADSL, qui permet de multiplier par cent la transmission de données sur le réseau téléphonique classique. Leader mondial sur cette nouvelle technologie déjà mise en œuvre dans vingt-huit pays, devant Cisco et Lucent, Alcatel a réalisé, pour le seul mois de janvier, le même chiffre d'affaires que sur l'ensemble de l'année 1998. En Europe, l'accès du grand public à cette technologie se heurte encore à des contraintes réglementaires. Les autorités de régulation, comme l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) en France, veulent éviter que cette technologie ne soit réservée aux anciens monopoles nationaux, comme France Télécom, qui contrôle encore la « boucle locale », c'est-à-dire l'accès direct aux clients particuliers.

De son côté, GEC ne fait probablement que commencer son « shopping » technologique de l'autre côté de l'Atlantique. De

Le palmarès 1998

CHIFFRE D'AFFAIRES DES PRINCIPAUX CONSTRUCTEURS D'EQUIPEMENT DE TELECOMMUNICATIONS POUR L'ANNEE 1998	en milliards de dollars
LUCENT TECHNOLOGIES (Etats-Unis)	30,1
Alcatel (France)	29,4
Alcatel (France)	22,9
ERICSSON (Suède)	20,2
NORTEL (Canada)	15,4
STEMENS (Allemagne)	14,7
NEC (Japon)	13,8
NOKIA (Finlande)	11,8
CISCO (Etats-Unis)	8,5
3COM (Etats-Unis)	5,4

Les fabricants de matériel de télécommunications multiplient les rachats aux Etats-Unis pour acquérir les technologies qui leur manquent dans le domaine des transmissions de données pour Internet.

taille modeste sur le marché des équipements de télécommunications - 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires contre 30 milliards pour le numéro un mondial Lucent Technologies -, le groupe

présidé par Lord Simpson dispose de plus de 4 milliards de dollars de cash après la vente de son activité défense (Marconi) à British Aerospace. En achetant Reltec, GEC s'offre

un accès au marché des opérateurs de télécommunications américains, avec des clients comme AT & T, Bell Atlantic et BellSouth. GEC avait racheté, l'an dernier, la part de l'allemand Siemens dans leur activité commune dans la commutation pour les réseaux classiques. En revanche, contrairement à Alcatel, GEC ne semble pas s'intéresser aux réseaux internes d'entreprises, puisqu'il a vendu son activité dans ce domaine à Siemens.

INCIDENTS BORSIERS. Dans cette course aux acquisitions technologiques, les Européens trouvent sur leur route leurs concurrents américains. En janvier, le numéro un mondial Lucent Technologies avait acquis Ascend Communications, spécialisé, là encore, dans les technologies permettant d'accroître le volume de trafic, pour 20 milliards de dollars. Valorisé à quarante fois ses bénéfices, Lucent Technologies avait facilement financé cette acquisition par échange d'actions. A l'inverse, après des incidents boursiers répétés, Alcatel ne peut plus se permettre ce type d'opérations et doit financer cash ses acquisitions.

Christophe Jakubyszyn

Internet bouleverse la donne sur le marché de l'informatique

APRÈS LA RÉVOLUTION des années 80, qui avait vu émerger les géants Intel et Microsoft, l'industrie informatique connaît un nouveau bouleversement. « Cette fois, c'est l'avènement d'Internet qui change la donne. Preuve en est le retour sur le devant de la scène d'Apple avec son iMac, ordinateur sans lecteur de disquette totalement construit autour du Web. Son succès démontre l'engouement des consommateurs pour des ordinateurs simplifiant l'accès au réseau des réseaux », explique Thierry Hamelin, consultant dans le cabinet spécialisé américain Interna-

tional Data Corporation (IDC). Selon les schémas traditionnels définis par IDC, le marché de l'informatique était jusqu'ici organisé par couches. Dans la strate inférieure, on trouvait les fabricants de semi-conducteurs, puis ceux de PC, puis les éditeurs de systèmes d'exploitation et enfin les éditeurs de logiciels applicatifs (traitements de texte, tableurs, etc.) et ceux de logiciels de gestion intégrée (logiciels permettant d'automatiser la gestion quotidienne des stocks et d'éliminer une bonne partie des tâches administra-

tives). Dans chaque couche se dégageaient quelques entreprises leaders, comme Intel pour les semi-conducteurs, Compaq, ou Dell pour le PC et les serveurs, Microsoft pour les systèmes d'exploitation ou logiciels applicatifs et SAP et Oracle pour les progiciels intégrés.

A LA PORTÉE DE TOUS

Avec l'arrivée d'Internet, ce schéma est mis à mal. Désormais, la valeur ajoutée est fournie par le réseau et non plus par le PC. Le cas de l'ordinateur à moins de 2000 francs lancé par le fournis-

seur d'accès Infonie avec la chaîne d'hypertextes Géant le 20 janvier, ou encore la distribution de 10 000 ordinateurs gratuits annoncée le 9 février par une petite société américaine, Free-PC, en sont des exemples concrets. Le modèle économique déjà utilisé par les opérateurs de télécommunications avec les mobiles à 1 franc devrait bientôt faire son apparition sur le marché des PC pour qu'Internet devienne un service à la portée de tous. Dès lors, le PC ne serait plus l'élément central dans l'architecture du monde informatique et deviendrait un simple vecteur d'accès. Conséquence, son prix de vente continuerait de baisser rapidement.

Le groupe américain Compaq, par exemple, ambitionne de changer de statut pour passer de celui de leader mondial des PC à celui de « leader mondial de l'Internet », selon l'expression d'Eckhard Pfeiffer, le président du groupe. En janvier 1998, le numéro deux mondial des constructeurs d'ordinateurs a acquis son concurrent Digital avec, pour objectif, de conforter sa place de numéro un dans le domaine des PC et des serveurs.

Lors de la présentation de la nouvelle stratégie, en mars 1998, pas un mot n'avait été prononcé sur Internet ni sur AltaVista, le moteur de recherche de Digital contenu dans la corbeille de mariage. Mais aujourd'hui, le groupe a pris conscience d'avoir mis la main sur une perle, et qui plus est, à un prix modique. Compaq a racheté Digital (y compris AltaVista)

pour 9,6 milliards de dollars (8,72 milliards €). Or, récemment, le simple portail Excite a été racheté 6,7 milliards de dollars (6,09 milliards €) par At Home.

AltaVista est désormais un mail-lon fort de la stratégie de Compaq. Le groupe vise la place de leader mondial de la vente de PC, de serveurs (utilisés par la grande majorité des sites Internet), de produits de stockage de données et de solutions Internet pour les entreprises. Pour atteindre cet objectif, AltaVista sera rapidement transformé de simple moteur de recherche, initialement conçu pour guider l'internaute, en véritable site Internet enrichi de services supplémentaires tels que la gestion d'e-mail ou le commerce électronique.

TÉLÉCHARGEMENT

Pour cela, Compaq a récemment racheté deux sites : Shopping.com (boutique virtuelle) et Zip 2 (site d'information locale). Dell, le grand rival de Compaq, avait déjà profité de l'émergence d'Internet pour améliorer encore son système de distribution direct. Sur un chiffre d'affaires de 18,2 milliards de dollars, Dell réalise déjà plus de 6 millions de dollars de ventes par jour via son site Internet.

Les logiciels applicatifs, quant à eux, devraient se multiplier et pourraient être librement téléchargés à partir du réseau. En ce qui concerne les systèmes d'exploitation, les utilisateurs peuvent d'ores et déjà faire appel à des logiciels libres, comme Linux, qui a

conquis près de 17 % du marché des serveurs en 1998 au détriment des deux systèmes les plus utilisés, Windows NT de Microsoft et Unix. Enfin, « les progiciels de gestion intégrés bâtis sur des systèmes fermés et rigides devraient être de plus en plus concurrencés par des intervenants se proposant de gérer certaines fonctions de l'entreprise (gestion de la force de vente, des notes de frais...) à partir du réseau », estime Benoît Flamaud, directeur général d'IT Asset management.

Pour les prestataires de services informatiques, l'arrivée d'Internet entraîne également une révolution. Les entreprises auront de moins en moins besoin de construire leurs propres systèmes d'informations. Elles pourront satisfaire certains de leurs besoins en recourant à des services disponibles sur le réseau. Une étude récente du courtier américain Goldman Sachs souligne cette évolution. En 1998, 75 % des dépenses informatiques étaient engagées par les entreprises et 25 % seulement par des opérateurs offrant des services spécifiques. La tendance va en s'inversant et, pour 1999, les opérateurs extérieurs devraient représenter 30 % des dépenses informatiques. « Tous les grands groupes informatiques accueils doivent intégrer cette évolution du marché. D'autant que leurs clients, particuliers ou entreprises, leur réclament des solutions Internet », ajoute Benoît Flamaud.

Emmanuel Paquette et Enguerrand Renault

France Télécom accède sous conditions à la grande distribution

DEPUIS UN AN, France Télécom réclamait auprès de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) le droit de pouvoir commercialiser des services téléphoniques longue distance via la grande distribution. Sur ce marché, l'opérateur téléphonique s'est déjà fait distant par Omnicom qui, en octobre 1998, a signé avec Carrefour un accord portant sur la vente de tels services. Lundi 1er mars, l'ART a donné un accord de principe à France Télécom. Mais il est assorti de conditions qui ne satisfont pas entièrement l'opérateur. Tout d'abord l'ART veut conditionner la commercialisation des services longue distance à une homologation tarifaire délivrée par le secrétaire d'Etat à l'Industrie. Cette homologation limite le rabais consenti par France Télécom aux économies de frais de structure réalisées s'il opte pour la distribution indirecte. En revanche, les distributeurs seraient libres de fixer leurs tarifs vis-à-vis de leurs clients.

Autre condition : l'ART réclame que le nom de France Télécom apparaisse sur la facture aux clients, ce qui im-

plique que l'opérateur reste responsable vis-à-vis de ces derniers. Cette condition embarrasse France Télécom qui aura du mal à justifier l'application de deux tarifs différents : l'un pour ses propres abonnés, l'autre pour ceux de la grande distribution. Enfin, l'ART demande que les abonnés de la grande distribution puissent indifféremment composer les préfixes 0 ou 8 de France Télécom pour bénéficier de tarifs avantageux, alors que ce dernier envisageait de limiter ce bénéfice au seul préfixe 8.

Réagissant à la décision de l'ART, Gérard Molne, directeur des relations extérieures de France Télécom, a souligné que le groupe demandera des éclaircissements sur plusieurs points, et en particulier sur l'homologation tarifaire. Dans l'état actuel du texte de l'ART, France Télécom redoute de se lancer dans les négociations avec la grande distribution sans en avoir mesuré toutes les retombées.

E. Re

Le pétrolier français Elf retourne en Iran

LES PÉTROLIERS français Elf et italien Agip, filiale de l'ENI, ont signé, lundi 1er mars, avec les autorités iraniennes un contrat pour l'exploitation du champ de Dorood, situé en mer autour de l'île de Kharg, dans le nord du Golfe persique. Elf et ENI sont associés à 55 % et 45 % dans ce projet négocié depuis plus de trois ans et dont la ratification était annoncée comme imminente depuis près d'un an. La compagnie française signe ainsi son retour dans un pays où, par le passé, elle avait eu la main heureuse avant de le quitter, comme les autres groupes, lors de la révolution iranienne de 1979. Dans les années 70, Elf avait découvert plusieurs gisements d'importance,

dont le champ gazier de Kangan et le gisement d'huile de Sirri, l'ironie de l'histoire : ce dernier a été attribué par les Iraniens à Total en 1995. Sur le gisement de Dorood, l'objectif est de doubler la production, pour la porter à 200 000 barils/jour par amélioration des techniques d'exploitation. Simultanément, ce contrat, d'une durée de neuf ans, doit permettre d'augmenter les réserves exportables de 600 millions à 1,5 milliard de barils.

DÉFI À LA LOI D'AMATO

Le coût total du projet est estimé à 998 millions de dollars (924 millions €). La rémunération sera faite sous forme de buy back. C'est-à-

dire que les compagnies étrangères financent les travaux puis remettent les installations à la compagnie nationale, qui en assure l'exploitation. Elles sont remboursées sur la vente d'une partie de la production.

Cet accord constitue un nouveau défi à la loi américaine D'Amato, qui interdit depuis 1996 tout investissement supérieur à 20 millions de dollars (16,9 millions €) dans le pétrole et le gaz iraniens en raison du soutien apporté par Téhéran à des groupes terroristes. Elf et Agip profitent de la brèche ouverte par Total, qui, à l'automne 1997, s'est associé avec le russe Gazprom et avec le malaisien Petronas dans un projet de 2 milliards de dollars pour

l'exploitation de gaz à South Pars. Malgré la condamnation des Etats-Unis, aucune sanction n'a été décrétée. Mieux, tous les pays concernés et l'Union européenne ont soutenu cette initiative, ne reconnaissant pas la loi D'Amato, considérée comme extraterritoriale.

A la mi-février, l'Iran a conclu un autre accord de 200 millions de dollars avec les sociétés canadienne Bow Valley et britannique Premier Oil, pour une durée de deux ans, pour développer les gisements de Balal dans le Golfe. Bow Valley avait déjà entretenu l'intérêt américain en signant un premier contrat en 1997.

Dominique Gallois

Sur Minitel
la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

NATEXIS GROUPE

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

Baisse des coûts et progression des ventes : la recette bénéficiaire de Renault

Le constructeur a annoncé un profit de 8,84 milliards de francs en 1998

Renault a réalisé en 1998 un résultat net de 8,84 milliards de francs, en hausse de 63 % sur 1997. Le chiffre d'affaires est en forte progression,

de 17,3 % à 243,9 milliards de francs. Ce résultat quasi historique s'explique par la poursuite de la baisse des coûts et la progression des ventes. L'an-

née 1999 se présente cependant sous des auspices moins favorables. Le titre Renault était en baisse de 8,50 %, mardi matin 2 mars à 36,60 euros.

IL S'EST fallu de très peu, mais Renault n'a pas battu son bénéfice historique de 1989. Le constructeur automobile français a réalisé un résultat net de 8,84 milliards de francs pour 1998 (3,49 milliard d'euros), en hausse de 63 % sur 1997. Lundi 1^{er} mars, le PDG de Renault, Louis Schweitzer, affichait une légitime satisfaction. Le chiffre d'affaires est également en forte progression, de 17,3 % à 243,9 milliards de francs (37,2 milliards d'euros). « C'est une année d'échec qui crédibilise, renforce et justifie notre stratégie de croissance rentable », a-t-il souligné, tout en rappelant qu'il souhaite faire de Renault « le constructeur le plus compétitif en Europe d'ici à l'an 2000 ».

coûts et de l'augmentation des volumes. En 1998, porté par le succès de ses nouveaux modèles - Mégane, Kangoo, Clio II - Renault a vendu 2 209 327 véhicules. Un niveau quasi historique, en hausse de 17,2 % sur 1997. « Ce résultat crédibilise notre objectif d'atteindre les 4 millions de véhicules en 2010 », a souligné M. Schweitzer. Renault est devenue la première marque (véhicules particuliers et utilitaires) en Europe en parts de marché.

REGARDS Tournés vers Nissan
La situation financière s'est elle aussi améliorée. Renault dispose de 51,5 milliards de francs de capitaux propres et n'a plus de dettes. La firme au losange est même aujourd'hui un « prêteur net » à hauteur de 12,65 milliards de francs. Renault a désormais les coudées franches pour saisir des occasions

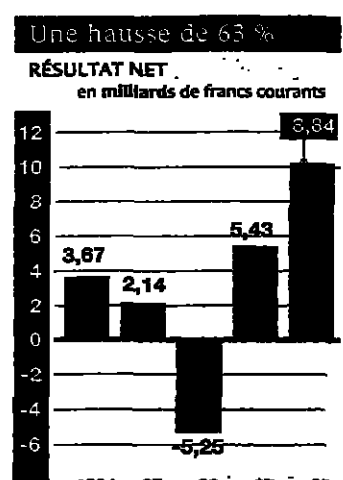
acheter les camions du japonais. Le PDG de Renault a ajouté que « Nissan peut être une opportunité pour Renault autant que Renault peut l'être pour Nissan. L'un et l'autre pourraient gagner du temps sur la concurrence mondiale ».

Les perspectives 1999 ont été abordées avec prudence par M. Schweitzer. Il a rappelé que l'environnement serait moins porteur, mais que Renault allait poursuivre sa stratégie de réduction des coûts : 6 milliards doivent être encore économisés en 1999 et autant l'année suivante. Le constructeur visait « une marge opérationnelle en ligne avec son objectif de 4 % sur la moyenne du cycle ».

AMBIANCE TENDUE

Renault prévoit d'améliorer ses ventes de voitures en Europe cette année, malgré une légère baisse du marché automobile, imputable à la Grande-Bretagne et à l'Italie. Il s'attend à une « baisse sensible » des marchés en Turquie et surtout dans le Mercosur. Au Brésil, où Renault a inauguré en décembre une usine, « il est difficile aujourd'hui d'évaluer exactement l'issue de la crise, a commenté M. Schweitzer. Nous ne savons pas encore si ce sera un trou d'air provisoire ou un problème plus structurel ». En attendant la montée en cadence de son usine brésilienne, Renault, qui réalise moins de 20 % de ses ventes hors d'Europe occidentale, est surtout présent en Argentine, où sa part de marché est de 20 %.

Deuxième élément qui devrait peser sur les comptes 1999 : la fiscalité. Le groupe, qui bénéficiait encore, en 1998, de crédits d'impôts limitant l'impact de la fiscalité à 20 % du ré-



Renault a réalisé en 1998 son meilleur bénéfice depuis dix ans.

sultat opérationnel, devrait voir son taux d'imposition être proche de 40 % en 1999.

Les résultats exceptionnels de 1998 ne vont en tout cas pas faciliter les négociations sur les 35 heures, qui continuent de se dérouler dans une ambiance tendue. Une nouvelle réunion devait avoir lieu mardi avec les syndicats sur le thème du temps de travail des cadres. La CFDT a déclaré que le bond de 63 % du bénéfice net « rend d'autant plus inacceptables les propositions faites jusqu'ici par la direction. Ce résultat renforce notre exigence d'une négociation qui privilégie l'emploi, les salaires et une amélioration des conditions de vie et de travail ».

Stéphane Lauer

La chute de l'euro face au dollar s'accélère

La monnaie unique européenne a perdu près de 9 % de sa valeur depuis son lancement

NOUVEL ACCÈS de faiblesse de l'euro, poursuite de la remontée des taux d'intérêt à long terme, net recul des places boursières européennes, les marchés financiers internationaux ont connu une séance très nerveuse, lundi 1^{er} mars. La monnaie unique européenne est tombée jusqu'à 1,0855 dollar, le plus bas cours depuis son lancement. Par rapport au 4 janvier, jour de ses premières cotations officielles, elle a perdu près de 9 % face au billet vert. Aux Etats-Unis, le rendement de l'obligation à trente ans, qui constitue l'échelle de référence, est remonté lundi soir à 5,67 %, son niveau le plus élevé depuis août 1998. Dans le sillage de leurs homologues américains, les taux européens à long terme à dix ans ont eux aussi nettement progressé (jusqu'à 4,21 % en France, contre 3,72 % il y a tout juste un mois). Enfin, la Bourse de Francfort a cédé 2,55 % lundi et Paris 1,49 %.

L'extraordinaire vigueur de l'économie américaine est à l'origine de ces importantes secousses. Elle a été confirmée, lundi, par la publication d'une batterie de statistiques pour le mois de janvier : hausse de 2,9 points de l'indice d'activité établi par les directeurs d'achats des principaux groupes industriels, progression de 1,6 % des dépenses de construction, augmentation de 0,6 % des revenus des ménages et de 0,3 % de leurs dépenses.

PALE FIGURE

Tous ces chiffres vont dans le même sens : celui d'une expansion toujours très forte de l'économie américaine, qui ne semble nullement affectée par la crise économique et financière au Brésil. Si ce

dynamisme sans précédent depuis la seconde guerre mondiale fait le bonheur des citoyens américains - pour qui la peur du chômage a disparu -, et de la Maison Blanche, il commence en revanche à inquiéter les opérateurs des marchés. Ces derniers se demandent si la Réserve fédérale (Fed) ne va pas être obligée de resserrer sa politique monétaire pour empêcher une surchauffe et l'apparition de tensions inflationnistes. Le président de la Réserve fédérale de New York, William McDonough, n'a pas exclu, lundi, un tel scénario. « Les taux d'intérêt du marché ont monté ces deux dernières semaines, a-t-il expliqué. Par eux-mêmes, ils peuvent ralentir l'économie. A l'inverse, l'économie américaine est si vigoureuse que certaines tensions peuvent peser sur les ressources. Quand nous réunirons le 30 mars, nous devrons décider de quel côté penche la balance des risques ».

A côté des Etats-Unis, l'Europe, dont les experts s'attendaient pourtant à ce qu'elle devienne en 1999 la locomotive de l'économie mondiale, fait pâle figure. Si la France a finalement, à la surprise générale, connu un taux de croissance soutenu au quatrième trimestre 1998 (+0,7 %), il n'en va pas de même pour les deux autres poids lourds de l'Eurozone que sont l'Allemagne et l'Italie. Outre-Rhin, le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 0,4 % au cours des trois derniers mois de l'année. Une « longue phase de déflation est en vue », a estimé lundi le président de l'institut de conjoncture allemand (DIW), Lutz Hoffmann. En Italie, la situation n'est guère plus brillante. Le PIB n'a finalement progressé que de 1,4 % en 1998, contre une prévision initiale de 2,5 % du gouvernement.

Ces divergences conjoncturelles à l'intérieur de la zone euro, contraires au principe même de l'Union économique et monétaire, compliquent la tâche de la Banque centrale européenne (BCE). Celle-ci doit-elle adapter sa politique monétaire à la situation économique de l'Allemagne ou de l'Italie ou au contraire à celle de la France ou d'autres pays très dynamiques, comme l'Irlande, la Finlande ou l'Espagne ? Ce flou est un facteur d'incertitude pour les investisseurs et donc un élément de défiance supplémentaire à l'égard de l'euro.

INQUIETUDES

Le travail de la BCE est d'autant plus délicat que les indicateurs purement monétaires vont eux aussi dans des directions différentes. Si les derniers chiffres d'inflation (0,2 % en glissement annuel en France et en Allemagne) apparaissent très rassurants, les accords conclus dans la métallurgie et la fonction publique allemandes, en revanche, ont débouché sur des augmentations de salaires très généreuses. Cette dérive salariale est de nature à inquiéter la gardienne de la stabilité des prix, de même que la croissance plus forte que prévu de la masse monétaire dans l'Euroland (5,7 % en taux annualisé en janvier après 4,5 % en décembre).

Enfin, la BCE ne peut rester indifférente à la faiblesse de l'euro, qui a pour conséquence d'augmenter les prix à l'importation. « Pour l'instant, nous ne sommes pas inquiets, mais nous restons vigilants », a assuré, lundi, son vice-président Christian Noyer. « La crédibilité de l'euro est un atout majeur et nous ferons en sorte qu'elle soit préservée. » Dans ce contexte, les analystes pensent que le conseil des gouverneurs de la BCE, réuni jeudi 4 mars à Francfort, laissera inchangés ses taux directeurs. Il optera d'autant plus volontiers pour le statu quo que ses relations avec le ministre allemand des finances Oskar Lafontaine, qui réclame avec véhémence un assouplissement monétaire, ne cessent de se détériorer. « Nous pensons que les taux d'intérêt doivent rester à leurs niveaux actuels. Si nous parvenons à les maintenir ainsi, nous stimulerons la croissance », a affirmé lundi Wim Duisenberg, président de la BCE.

Pierre-Antoine Delhommais

Hausse du marché automobile en février

Les ventes de voitures particulières neuves ont progressé de 13,5 % en février, comparé au même mois de 1998, à 157 999 unités, a annoncé lundi 1^{er} mars le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Renault a connu une hausse de seulement 2,7 % à cause de « dysfonctionnements techniques », le blocage de cartes grises dans une préfecture ayant retardé les immatriculations. Les ventes de Clio II bondissent de 78 % par rapport à la version précédente, encore commercialisée il y a un an.

Le groupe PSA, porté par le succès de la 206 lancée en septembre, passe devant son concurrent avec une part de marché de 28,9 % sur janvier et février (17,2 % pour Peugeot et 11,7 % pour Citroën), contre 27,8 % pour la marque au losange. Renault avait terminé 1998 avec une part de marché de 29 %, contre 28,2 % pour PSA. Chez les étrangers, Fiat, qui avait reculé de 10 % en janvier, progresse de 24,9 %. Le groupe Volkswagen fait un bond de 31,3 % et Mercedes de 41,6 %.

raissait ambitieux. L'exercice écoulé montre que Renault respecte le plan de marché à la lettre. Mieux, il est en avance : 8 milliards de francs d'économie étaient prévus en 1998. Renault en a réalisé 9. Du coup, la rentabilité est de retour : la marge opérationnelle a été multipliée par 3,4 pour atteindre 5,2 % du chiffre d'affaires. C'est la branche automobile qui a le plus contribué à la restauration de cette rentabilité, avec 10,1 milliards de francs sur un total de 12,6 milliards. Cette performance est le fruit de la baisse des

de croissance. Bien sûr, tous les regards sont tournés vers le constructeur japonais Nissan avec lequel Renault est en contact. « Nous confirmons que nous étudions la possibilité d'une alliance avec Nissan qui comprendrait une prise de participation. Nous progressons dans notre analyse de cette opportunité », a affirmé M. Schweitzer, très discret sur le sujet. Interrogé par Le Monde, il a précisé que seules les voitures de Nissan intéressaient Renault, alors que l'allemand DaimlerChrysler, qui étudie également le dossier, veut

A Vilvorde, deux ans après : un bilan plutôt positif

BRUXELLES

de notre correspondant
Samedi 27 février, deux ans jour pour jour après l'annonce brutale de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, dans la périphérie flamande de Bruxelles, les syndicats de l'entreprise, réunis à la Maison des métalurgistes, ont fait le bilan de l'application du plan social négocié avec la direction. Pour Karel Gacomis, le secrétaire provincial du syndicat socialiste FGFB, leader emblématique de la résistance des ouvriers de l'usine à la fermeture du site, le constat est plutôt positif. « A l'échéance du plan, le 31 juillet, le nombre des ouvriers restant au chômage ne devrait pas dépasser 150 sur les 3 100 personnes membres du personnel de Renault Industrie Belgique (RIB) en février 1997 », constate-t-il, en ajoutant que nombre de ces laissés-pour-compte sont des « personnes peu motivées » par la recherche d'un nouvel emploi.

aurait commis une erreur stratégique en fermant Vilvorde. Preuve à l'appui : la plupart des anciens de Vilvorde passés chez le constructeur allemand devraient éviter la « charrette » de licenciements qui atteindrait le personnel considéré comme le moins productif de cette usine située à Forest, dans les faubourgs de Bruxelles.

Plus de 600 ouvriers et cadres ont pu bénéficier des mesures de préretraite qui concernaient le personnel arrivant à l'âge de 48 ans pendant la durée du plan social. Renault a maintenu sur le site, selon ses engagements, une activité assurant 400 emplois, dont près de 300 sont effectifs à ce jour, réservés en priorité aux « anciens » de RIB, âgés de plus de 42 ans, mais non admissibles à la préretraite. Restent un peu moins de 500 personnes au chômage, indemnisées à la fois par l'équivalent belge de l'ASSEDIC et Renault. Parmi celles-ci, souligne Karel Gacomis, certaines ont une nouvelle embauche en vue, mais profitent du plan social jusqu'à son terme pour faire un « break », ou entreprendre des formations qualifiantes de longue durée.

L'offre de reclassement dans d'autres usines du groupe n'a pas eu de succès. Difficile d'arracher les Flamands à leur terroir, même pour aller travailler à Douai, située à une heure de voiture de Vilvorde ! Dix personnes seulement ont fait le saut. Les tentatives d'attirer sur le site d'autres industries créatrices d'emploi se soldent, pour l'instant, par un échec. Et Toyota, un moment intéressé, a préféré s'installer à Valenciennes.

Luc Rosenzweig

L'ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME
Reconnue d'utilité publique
Agréée d'Education Populaire

Recherche un

CHARGE DE MISSION PREVENTION (H/F)

Titulaire d'un diplôme supérieur en Sciences Humaines et/ou Médico-Sociales (bac + 3 minimum), vous disposez d'une expérience significative dans le champ sanitaire et social ou socio-éducatif, et dans les domaines de l'éducation, de la prévention et de la formation. Vous devrez élaborer, suivre et évaluer les projets et actions de prévention. Vous apporterez également un soutien technique et méthodologique aux équipes régionales et départementales.

CDI plein temps basé à Paris - fréquents déplacements. Convention Collective de l'ANPA. Statut cadre. Poste à pourvoir en mars 1999, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à :

Monsieur le Directeur ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME
20, rue Saint-Fiacre - 75002 PARIS

ASSOCIATION JUIVE EN CHARGE DE SOLIDARITE RECHERCHE :

2 RESPONSABLES DE COLLECTE (H/F)

Il/elles auront pour mission les contacts avec les donateurs, la prospection et le développement de réseaux de solidarité.

Alsace relationnelle, disponibilité importante, connaissance de la vie associative juive indispensables. Qualit. Bac + 3 mini. - Postes basés à Paris et Toulouse.

CV et lettre de motivation à
UCJFP, 88 avenue des Gobelins - 75013 PARIS

UN EMPLOI STABLE ?
Devenez fonctionnaire dans l'administration
3817 FONCTIO
Tous les concours de la fonction publique
HE-392 399 689. 5/57 Minin

ALPHACOM
DISTRIBUTEUR EN TELEPHONIE MOBILE
RECHERCHE :
UNE ASSISTANTE COMMERCIALE
DE NIVEAU BAC MINIMUM.
EXPERIENCE DANS LE DOMAINE SOHAITEE.
ENVOYER LETTRE DE MOTIVATION + CV + PHOTO A :
ALPHACOM - 28 BIS, BLD. PEREIRE - 75017 PARIS

DEMANDES

CHEF DE CUISINE CONNU recherche poste maison bourgeoise, ministère ou ambassade.
Ecrire sous n° 9906
Le Monde Publicité, 21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris

KINÉ EN NEURO-PÉDIATRIE éveil moteur du nourrisson ch. pl-temps. T. : 01-94-43-86-30

Homme 23 ans, LICENCE de PHILOSOPHIE ayant effectué un stage au service Presse du Bureau d'Information du Parlement européen à Paris (nov. 1998/janv. 1999)
Rech. poste temps partiel
ASSISTANT RÉDACTEUR
Secteur : maison d'édition/ presse/communication premier contact, soirée n° 3853/AR à PROJETS 12, place de l'Eglise 94408 VITRY/SEINE CEDEX

H. 48 ans, juriste, spécialiste relations administrations-usagers domaines sociaux ; 25 ans exp. serv. public, étudier les propos. travail social, ONG, associat.
Ecrire sous n° 9903
LE MONDE PUBLICITÉ 21 bis, rue Claude-Bernard 75005 PARIS

JEUNE MAMIE, 52 ANS recherche poste crèche ou garde d'enfants. Vincennes, Paris, environs.
Ecrire sous n° 9907
LE MONDE PUBLICITÉ 21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris

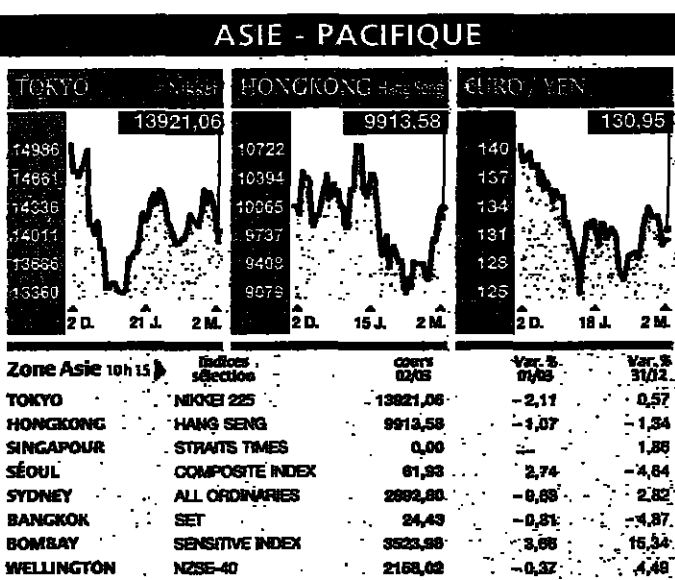
Diplômé en agronomie (bac + 2) recherche emploi en expérimentation dans l'arboriculture et/ou en grandes cultures. Motivé, autonome, sans préférence géographique et libéré des obligations militaires
Tél. : 01-45-69-48-61 06-80-54-72-75

Pour vos annonces dans L'EMPLOI
Tél. : 01.42.17.39.33
Fax : 01.42.17.39.38

EUROPE

ÉCONOMIE

Le taux de chômage atteint un niveau record au Japon

Enguérand Renault

SUR LES MARCHÉS

Action Suez Lyonnaise

en euros à Paris

183.1
15/03/91

S O N D J F M

1990

teufelle (5,45 millions d'euros). Sur les 3,7 millions de titres restants, Syz-Lyonnaise a mis en place une stratégie à base d'options lui permettant de sécuriser une sortie avec, à la clé, une plus-value de 137 millions d'euros.

En outre, ces opérations permettent d'étaler dans le temps l'extériorisation des plus-values financières issues de la cession des participations.

D'ici à 2002, Syz-Lyonnaise devrait réaliser 900 millions d'euros de plus-values (5,9 milliards de francs) entre la cession des titres Sofinco (275 millions d'euros) et celle de plus-value de la cession d'AXA (620 millions d'euros), et d'une partie des actions Fortis. Cet étalement permet de couper court à toute demande de dividende exceptionnel.

NEW YORK
L'INDICE DOW JONES a progressé de 0,20 %, à 9 324,78 points, lundi 1er mars et l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq de 0,31 %, à 2 295,18 points. Déprimée toute la journée, la Bourse américaine a opéré un redressement dans les deux dernières heures des transactions après une réduction des pertes des actions du secteur de la haute technologie. Une hausse des dépenses de construction et des revenus des ménages en janvier ont quelque peu rassuré les boursiers.

TAUX

APRÈS AVOIR été très mal orientés lundi, les marchés obligataires se redressaient légèrement, mardi 2 mars en début de matinée. Le rendement des obligations du Trésor français émises à 10 ans s'inscrivait à 4,18 % tandis que celui des bonds allemands émis à la même échéance s'établissait à 4,07 %. Outre-Atlantique, le taux de rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans a clôturé lundi à 5,67 %, contre 5,57 % vendredi.

MONNAIES

LE DOLLAR progressait face au yen, mardi 2 mars, lors des premières échanges sur les marchés européens, dopé par les chiffres confirmant la bonne santé de l'économie américaine. Le billet vert cotaillait 120,08 yens, contre 119,75 yens à New York lundi soir.

Le euro montrait de nouveaux signes de faiblesse et s'échangeait à 1,0878 dollar, contre 1,0991 dollar à Tokyo la veille.

Hors zone Euro

Euro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux	Euro contre ▶	01/01/94
FRANCE	6,559637	EURO	0,193604	CORONNE DANOISE	7,460400
ALLEMAGNE	1,936336	DM ALLEMAGNE	0,493603	SCHEDEL SUISSE	0,937500
ITALIE	1,936336	IRL ITALIE	0,783674	CORONNE ÉCOSOÏ	0,937500
PESETA ESPAG.	1,666380	PESETA ESPAG.	0,943628	CORONNE TCHÈQUE	37,760000
ESCUDO PORT.	2,004826	ESCUDO PORT.	0,327110	DOLLAR AUSTRALIEN	1,780000
SCHILLING AUTR.	0,157003	SCHILLING AUTR.	0,107478	DOLLAR CANADIEN	2,160000
PUNT IRLANDAISE	0,776730	PUNT IRLANDAISE	0,328904	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,160000
DRACME GRECQUE	0,203606	DRACME GRECQUE	0,916666	DRACME CROATE	23,360000
FRANC BELGE (1)	0,493603	FRANC BELGE (1)	1,659337	FLORIN HONGROIS	233,910000
MARCA FINLAND.	0,546679	MARCA FINLAND.	1,003624	ZLOTY POLONAIS	2,250000

Cours de change croisés

	Cours DOLLAR	Cours YEN	Cours FRANCE	Cours LIRE	Cours FR. S.	Cours FR. S.
02/05 12h30						
DOLLAR		0,83025		0,16577	1,80935	0,89101
YEN	120,44500		130,95500	13,96500	198,34000	82,28500
EURO	0,81950	0,78362		0,15245	1,48020	0,82781
FRANCE	6,03230	5,00080	6,55957		5,70905	4,12123
LIVRE	0,62137	0,51590	0,87555	0,10300		0,42455
FRANCE SUISSE	1,46390	1,21540	1,59145	0,24870	2,35570	

Taux d'intérêt (%)

Taux 01/03	Taux 1 j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Courts 12h 30	Volume 02/03	dernier prix	premier prix
FRANCE	3,06	2,93	4,14	4,99	Notional 5,5			
ALLEMAGNE	3,06	3,12	4,06	4,97	MASS 97	14696	108,00	108,50
ITALIE	5,81	5,18	4,08	4,33	MASS 3 mois			
EUROBOND			4,26	3,17	MASS 19	3022	96,50	96,50
JAPON	0,16	0,14	1,85					
ÉTATS-UNIS	4,83	4,68	5,28	5,57				
SUISSE	0,75	1,20	2,40	3,82				
PAYS-BAS	3,12	3,05	4,13	5				

Pétrole

Matières premières

En dollars ▶		Quota	Var. % vs 01/93
MÉTALUX (LONDRES)	\$/TONNE		
CUIVRE 3 MOIS	1387	-0,32	
ALUMINUM 3 MOIS	1166,25	-0,30	
PLOMB 3 MOIS	89,00	-0,30	
ZINC 3 MOIS	831,0	-0,19	
ZINC 3 MOIS	698		
NICKEL 3 MOIS	4046	-0,71	
MÉTALUX (NEW YORK)	\$/ONCE		
ARGENT À TERME	5,53		
PLATINE À TERME	\$274,06	-0,11	
OR 3 MOIS	350,58		
BLE (CHICAGO)	245,5	-0,1	
MIS (CHICAGO)	300,25		
SOLA (TORREAU (CHG.)	124,5		
SOFTS	\$/TONNE		
CACAO (NEW YORK)	1270	1,03	
CACAO (LONDRES)	758		
SUCC BLANC (PARIS)	233		

En euros ▶		Quota	Var. % vs 01/93
WT (NEW YORK)	12,25	-0,6	
LIGHT SWEET CRUDE	12,25		

En euros ▶		Quota	Var. % vs 01/93
OR FIN KIL BARRE	\$400		
OR FIN LINGOT	\$420	-0,11	
ONCE PLO (L)	284,70	+0,52	
PICCE FRANCE 20 F	91,40	+0,6	
PICCE SUISSE 20 F	46,70		
PICCE UNION LAT. 20 F	48,00		
PICCE 20 DOLLARS US	680	+0,21	
PICCE 20 DOLLARS US	680	+0,21	
PICCE 20 PESOS MEX.	34,75	+0,5	

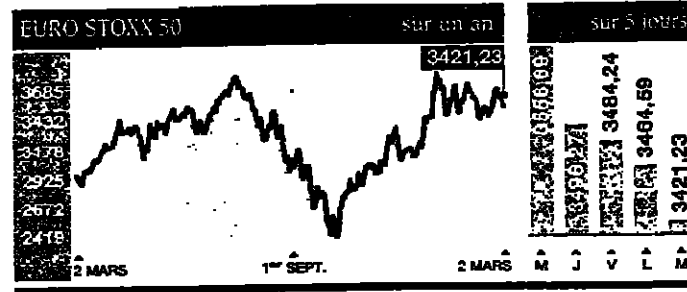
Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web de « Mondial.com »

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ».
www.lemonde.fr/marches

FINANCES ET MARCHÉS

cié de 1,6 %, à 42 €, lundi, après avoir connu le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* est révélé que le premier opérateur de téléphonie mobile en Europe devrait obtenir le feu vert du régulateur allemand des postes et du téléphone pour baisser ses tarifs de nuit sur les appels en communications longue distance.

● **RWE** a perdu lundi 2,25 %, à 39,15 €. Le gouvernement allemand envisage une réforme fiscale qui pourrait coûter 25 milliards de deutschemarks (12,5 milliards) aux industries de l'énergie. Le chiffre numéro deux de RWE d'autres actions de compagnies du secteur des énergies étaient également mal orientées. Veba reculait de 3,6 %, à 46,55 € et Vian perdait 3,9 %, à 46,84 €.



SIDEL RMR	FR	85.4	-0.76	CAMPRO - B	SE	7.28	..
SIDEL SREB	SE	3.78	-2.28	CAMPRO - B	SE	7.28	-0.76
SIFA RMR	FR	180	-0.49	GETRONICS	IL	37.8	0.09
SIFK - R	SE	19.85	..	CH CRYSTAL	FR	28.85	..
SIFC - B	SE	13.61	-1.34	INSTRUM TARDUM	FI	2.7	+0.7
SOPHUS BEREND -	DK	23.86	-2.63	INTRACON N	GR	64.12	..
SOPHUS BERENDS	DK	23.86	-2.76	KON PHILIPS EL	GR	62.5	..
STORKE NV	NL	17.16	-2.63	MEDIANTELLITA	GR	9.03	-1.26
SULZER - RATSAI	SE	555.08	..	MYSTY	GR	9.03	-1.26
SWEDALA	SE	74.4	..	NERASA	NO	1.73	..
SVENDBOERG - A	DK	7387.74	..	NETCOM ASA	NO	29.78	+0.3
TILGROUD PLC	GB	6.55	-0.26	NOBIA	GR	12.15	..
TOMASA SYSTEMS	NO	91.87	-0.55	NOBIA - B	FI	122.15	..
ULSTEIN HOLDING	NO	8.86	..	NYCOMED AMESHA	GB	2.46	+3.3
UNITOR	NO	19.59	..	OCE	IL	6.35	..

ASSURANCES

ASSURANCES			
AGF RM	FR	48,35	-3,05
ALLIANZ ASS	IT	9,52	+0,53
ALLIANZ AC	DE	299,5	0
ALLIED ZURICH	GB	14,09	-0,45
ASPIS PROMIA GE	GR	13,75	0
AXA RM	FR	113,8	-0,87
AXA RM	FR	13,18	+1,65
COMP-MARRP REG	ES	18,48	+0,31
ENSO VERSICHERUNG	DE	118	-1,75
ETHNIO GEN INS	GR	44,26	0
FINA ASS	IT	4,30	0
FORSIKRINDO CO	DK	97,3	0
FORTIS AMEV NV	NL	74,37	0
GENERAAL ASS	IT	34,5	+0,15
GENERAAL HLD VI	AT	200	+0,50
INA	IT	2,25	-0,44
SAGEM	FR	498,8	-2,71
SAP AC	DE	312	-0,11
SAP NV	DE	388,5	0
SEBA GROUP	FR	10,81	-1,25
SIEMENS AG	DE	55,2	-0,91
SIXTI	IT	5,37	-1,22
SMITHS HLD PLC	GB	14,25	-0,21
STYRIA TOBAC CO	AT	78,2	+1,2
TANDBERG DATA A	NL	3,12	-1,4
THOMSON C&P RM	FR	26	-1,8
WILLIAM DEMANT	FR	20,8	-0,2
ZUCCHER	FR	178	-0,8
DIESTON TECH P		359,6	+0,1

SERVICES COLLECTIES			
ANGLIAN WATER	GB	18,76	-2,4
BRITISH ENERGY	GB	9,37	-0,2

MUENCH RUECKVER	DE •	171
NORWICH UNION	GB	6.88

POKHJA CRP.B	FI	6.12	+0.55	ENDEASA	ES	25.8	-1.1
PRUDENTIAL CORP	GB	50.18	+0.61	ENV	AT	118.0	-0.8
PT	FI	9.7	-0.43	FINLANDIA SDC	GB	87.95	-0.8
ROYAL SUN ALLIA	GB	7.7	+0.13	HASLUND-A	NO	6.07	-0.1
SAMPO - A	CH	30.3	-0.8	HASLUND-B	NO	3.53	-1.4
SWISS RES	CH	2926.09	+0.08	IBBENRO	ES	19.8	-0.8
SECURULUND	PT	39.22	-0.1	ITALCAS	IT	4.34	-0.1
SIAMNIDA ROBEAS	SE	18.11	-1.26	NATIONAL GRID G	GB	6.57	-0.4
STONEBARR	GB	1.08	-0.01	ORANGE	ES	7.28	-0.3
SWISS LIFE	CH	333.61	-0.35	OESTER ELEKT	AT	145.5	-0.2
TOPDANMARK AS	DK	176.85	+0.4	POWERENCO	GB	11.14	-0.4
TURKISH AIRLKS	TR	1.08	-0.01	RE	DE	35.7	-0.1
TURKISH AIRLKS	TR	590.09	-1.35	SCOT POWER	GB	8.45	-0.1
DI E STOKA INDI	IN	526.56	-0.03	SEVINTEN TREC	GB	13.18	-0.8

MEDIAS			SYNDRAT C-		SE	17,22	-
B SKY B GROUP	GB	8,17	-2,28	THAMES WATER	GB	14,83	0
CANAL PLUS FRM	FR	288	-1,20	TRACTEBEL	BE	150,4	-
CARLTON COMMUNI	GB	9,20	+0,96	UNION EL-FENOS	ES	14,8	-
ELSEVIER	NL	14,5	-0,34	UNITED UTILITE	GB	11,30	-
HAVAS ADVERTISI	FR	172	+1,78	WAG	DE	489	0
INDEPENDENT NEW	IR	3,47	---	VIVENDI/VRM	FR	234,4	-

MEDIAS		SYNDRAT - C		THOMAS WATKINS	
B SKY B GROUP	GB	8,17	-2,28	SE	11,22
CANAL PLUS/RM	FR	208	-1,20	GB	14,83
CARLTON COMMUNI	GB	9,20	+0,96	TRACEBEL	BE
ELSEWER	NL	14,5	-0,34	UNION ELITE	ES
HAWAS ADVERTISI	FR	1,27	+1,78	UNION UTILITE	GB
INDEPENDENT NEWS	IR	5,47	-	VENDIMOR	FR
LACROIXE SCA N	FR	32,55	+1,84		
MEDIAISON	IT	8,82	+0,35		
PEARSON	GB	18,82	-0,58		
REED INTERNATIONAL	GB	9,28	+0,54		
REUTERS GROUP	GB	12,52	+0,71		
SCHIBSTED	NO	10,28	-3,28		
TFI	FR	158,6	-1,52		
UNION NEWS & M	FR	1,48	-0,77		
WOLTERS KLUWER	NL	189,4	-0,76		
WPP GROUP	GB	7,31	+0,40		
DJ E STOXX MEDIA P		320,0	-0,43		

EURO		DJ E STOXX IND SUP P	
SE	11,22	320,0	-1
GB	14,83		
BE	150,4		
ES	14,8		
GB	11,98		
DE	489		
FR	234,1		

EURO NOUVEAU MARCHÉ

02/03 12h55

Cours en euros

% Va

AMSTERDAM

AIRSPAY NV 28,5 +1,1

ATKINS MEDICAL 5,74 -1

CITIC 1

CONROY CONTROL 1

BIENS DE CONSOMMATION

AHOLD	NL	34,5	-0,58
ASDA GROUP PLC	GB	23,0	+1,29
AT&T MEDIA	GB	22,0	-0,45
AUSTRIA TABAC A	AT	70,36	+2,90
BEIERSDOEF AG	DE	86	+4,78

BRIIT AMER TOTAL	GB	5,400
CASINO GP /RM	FR*	84,7
SEE UNITED A	CH	1381.04

[illegible]

SAINSBURY J. PL	GS	5.50
SETTA /RM	FR =	53.68
SMEETS S. NEDERM	GB	2.62

SPIN	FR	53.65	-1.83
SETIA RM			
SMITH & PEPLER	GB	26.02	-0.58
STAGEDANCE HLOG	GB	24.42	-0.40
STANFORD LIA REG	ES	20.08	-0.64
TAMRO	FI	3.88	—
TESCO PLC	GB	4.98	—
TEL	FR	21.78	—
DI C STONNIN G P		481.95	-0.24

COMMERCE DISTRIBUTION			
ARCADIA CORP	GB	4.40	+4.60
RODIO CO PLC	GB	14.50	+0.20
GR	ES	1.41	—
COMPUTER ELECTRONICS	FR	1.41	—
DRILLISCH			
CONSUMER ELECTRIC	286	1	
286	1		
286	1		
286	1		

CENTROS COMER P	ES =	20,21
CONTINENTE	ES =	25,37

CENTROS COVER P	ES	28,22	+1,10	ELSA			
COMTECH	ES	3,38	+0,01	ELSA & M&C MERCHANTS		340	0
COOKING GROUP PL	DE	19,09	-1,11	EUROCOM		92,3	-1
GEHE AG	DE	50,05	-1,86	GRUNDFOSCT NV		21,6	0
GREAT UNIV STOR	GB	11,91	+2,01	HEPACORP INC		151,5	0
GULLBROS AB	SE	1,87	+0,01	INFORMATIK		108	-1
HENNES & MAURIT	SE	69,04	-0,48	INTECH COM		137,9	-1
JERONIMO MARTIN	PT	3,7	-0,07	INTERSHOP CONF		277	-6
LARSTADT AG	DE	3,88	-0,69	INVEST		30	-2
KINGFISHER	GB	11,09	-2,20	LMS GROUP		3	0
MARNS & SPENCER	GB	5,88	-2,68	UNITED COMPUTER		143	-4
METRO	DE	60,40	-2,88	LEBESCH UNWIRTSCHAFT		18	-1
NEXT PLC	GB	10,04	-1,59	MERCK AND MACHSE		16	-1
PRINTING PRINT/IT	FR	546,2	-2,85	MOSLICH		319	0
RINASCENTE	IT	7,71	-2,82	MUEHL PRODUKT & SE		17,5	-2
STOCKMANN A	FI	22,3	-0,5	MUEHLBAUER HOLDING		86	-2

WOLSELEY PLC	GB	5.8
--------------	----	-----

[illegible]

DASSAULT SYST	FR	34,7
ERICSSON A	SE	24,7

DISAULT SYSTEM	SE	24,72	-1,11	CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
ERICKSON A	IT *	1,03	-0,90	GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède
FINMECCANICA				
FAESENILUS MED C	DE *	52,2	-4,81	

	Cours en Euros	% Var unité
02/03 12h 53 ▶		

BRUXELLES

1 & 1 AG & CO.KGAA	132	+4,7
--------------------	-----	------

DRILLISCH	109	-2,4
EDEL MUSIC E 98	410	-3,3
	88	8

LRS GROUP	38	-2.1
LINTEC COMPUTER	143	-4.1
COOL-A-MONSTER	15	0.0

REFUGIUM HOLDING A	34,5	- 5
SACHSENBURG AUTO	17	- 1

IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
 LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

SPORTS La ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, va annoncer, lors du conseil des ministres du mercredi 3 mars, des propositions visant à freiner la

fuie en avant du sport dans le domaine économique. ● ELLE SOUHAITE, notamment, empêcher le trafic de jeunes sportifs en les obligeant à signer leur premier contrat profes-

sionnel avec leur club formateur, interdire la multipropriété des clubs ainsi que l'entrée en Bourse des futures sociétés sportives professionnelles (SSP). ● DANS UN DOCUMENT

publié par Le Monde, le commissaire européen chargé de la concurrence dénonce, par ailleurs, les effets dévastateurs de l'arrêt Bosman et laisse entrevoir d'autres dérèglements.

● LES MINISTRES EUROPÉENS DU SPORT, qui se rencontrent à la fin du mois de mai, devraient réclamer une « exception sportive » à l'image de l'exception culturelle.

Marie-George Buffet veut ouvrir la voie à l'exception sportive en Europe

La France va adopter un certain nombre de mesures, comme la protection des sportifs mineurs ou encore l'interdiction à la multipropriété des clubs, qui sont autant de dispositions faisant contrepoids à l'arrêt Bosman et à la politique européenne de la concurrence

INQUIÈTE devant les coups de vent ultra-libéraux qui balayent le monde du sport depuis plusieurs mois, Marie-George Buffet repart en croisade. La ministre de la jeunesse et des sports a prévu de prendre la parole, mercredi 3 mars, lors du conseil des ministres, sur le thème de la « dimension européenne et internationale de la politique sportive de la France ». Cette communication est le premier pas d'une stratégie plus générale dont l'objectif final sera de revendiquer prochainement, avec les autres ministres des Etats membres de l'Union, une « exception sportive » auprès des autorités européennes.

Marie-George Buffet doit se contenter, mercredi, d'annoncer un certain nombre de dispositions dont la France va se doter en urgence. Ces mesures, parfois en contradiction avec l'esprit qui anime les services du commissaire européen chargé de la concurrence, Karel Van Miert, devraient en principe être débattues à l'Assemblée nationale à l'initiative du groupe socialiste, au mois de mai. La mesure la plus spectaculaire

est celle qui va permettre aux clubs de se constituer en société anonyme. Une nouvelle entité juridique va être créée. Elle s'appellera la Société sportive professionnelle (SSP). Elle permettra la redistribution des dividendes entre les différents actionnaires, mais l'entrée en Bourse lui sera interdite.

Il lui faudra répondre à un certain nombre d'obligations, comme de signer une « convention » avec l'association-mère du club, laquelle chapeautera les sections amateurs et continuera d'être propriétaire du numéro d'affiliation à la Fédération française de football (FFF). La SSP devra également posséder son centre de formation, comme c'est le cas actuellement au sein des structures existantes (association renforcée, société anonyme à objet sportif, société d'économie mixte).

Il sera par ailleurs précisé que les actionnaires d'une SSP ne pourront posséder aucune participation dans une autre SSP afin de ne pas mettre en péril la notion d'incertitude sportive. Un article de ce genre existe déjà dans les règle-

ments de la Ligue nationale de football (LNF), mais le gouvernement veut éviter tout début de procédure en ces heures de rachat de clubs de football par des grands groupes industriels. Sur ce sujet de la multipropriété, la position de la Commission européenne est d'ailleurs loin d'être tranchée. Il est possible que l'initiative française ne soit pas du goût de Karel Van Miert, lecteur scrupuleux des libé-

tés d'entreprendre figurant dans le traité de Rome.

De la même façon, une autre des résolutions imaginées par Marie-George Buffet risque de déplaire fortement au super-gendarme de Bruxelles. Le récent « transfert » d'un jeune footballeur français de 15 ans, Jérémie Aliadière, vers le club anglais d'Arsenal a choqué la ministre de la jeunesse et des sports (Le Monde du 16 février).

Un texte est à l'étude : il obligerait tout joueur ayant été formé au moins un an dans un club français à signer son premier contrat professionnel avec ce même club. Ce contrat sera de trois ans, ce qui devrait permettre aux centres de formation de se protéger de la menace que font peser sur eux les recruteurs des grandes équipes européennes.

DÉCLARATION DE GUERRE

Ce dispositif est une véritable déclaration de guerre à l'arrêt Bosman, qui prévoit la libre circulation des sportifs dans l'Union et s'oppose à tout contrat « obligatoire ». Ce n'est toutefois pas le seul cas d'entrave à la décision de la Cour européenne de justice. Depuis quelques mois, plusieurs pays tentent de « contourner » l'arrêt Bosman. La Fédération allemande de football impose ainsi la présence minimum de douze joueurs allemands dans un effectif de club professionnel.

En Ecosse, les clubs doivent inscrire trois joueurs écossais de moins de 21 ans sur la feuille de

match. La Belgique a adopté une sorte de taxe sur les transferts afin d'en limiter leur nombre. Quant aux gouvernements italien et espagnol, ils travaillent à une mesure visant à contingerer le nombre d'étrangers sur le terrain.

Unis sur le dossier de la lutte contre le dopage, les ministres européens des sports se sont aussi réunis à la dénonciation de l'arrêt Bosman. Leur prochaine réunion, les 31 mai et 1^{er} juin prochains à Paderborn (Allemagne), pourrait déboucher sur une déclaration commune visant à réclamer une « exception sportive » aux règles de la concurrence.

Le domaine culturel avait obtenu une disposition de ce genre en octobre 1993 lors des accords du GATT. Cette exception permet par exemple à un pays comme la France de fixer des quotas de films français sur les chaînes de télévision. A l'époque, il avait été mis en avant que les lois du marché ne peuvent pas s'appliquer « à tout ce qui touche à l'esprit et au corps ».

Frédéric Potet

Pour une DNCG européenne

Marie-George Buffet voudrait également que soit créé, au niveau européen, un système permettant de contrôler la gestion des clubs professionnels. En France, la Ligue nationale de football (LNF) possède un dispositif de ce genre : la direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG) vérifie les comptes des clubs et impose des sanctions aux mauvais élèves, comme des rétrogradations ou des interdictions de recrutement. De nombreux clubs étrangers traînent des déficits abyssaux, mais cela ne les empêche pas de recruter librement sur le marché européen. Le système français s'estime donc victime de concurrence déloyale. Marie-George et les autres ministres européens des sports pourraient prochainement prononcer une « recommandation politique » auprès de l'Union européenne de football (UEFA) afin que celle-ci s'équipe d'un tel outil. Une directive européenne sur le statut des clubs est également envisageable.

Le commissaire Van Miert regrette les effets de l'arrêt Bosman mais annonce pire encore

DEPUIS la promulgation de l'arrêt Bosman par la Cour européenne de justice le 15 décembre 1995, le monde du sport n'en finit plus de s'interroger sur ce qu'il est possible de faire et de ne pas faire sur le plan strictement économique. Le commissaire européen chargé de la concurrence, Karel Van Miert, croque aujourd'hui sous les plaintes émanant de clubs, d'athlètes, de fédérations ou encore d'organismes de compétition qui dénoncent des entraves au traité de Rome. La diversité et la complexité des affaires empêchent la définition d'une politique sportive cohérente en matière de concurrence.

Ce constat apparaît dans un document confidentiel à usage interne que viennent de réaliser les services de Karel Van Miert dont Le Monde révèle le contenu. Le texte de 35 pages commence par un aveu d'impuissance : « L'application des règles de concurrence au secteur du sport est sûrement l'aspect qui cause (...) la plus grande incertitude au monde sportif ». Censée servir de base à une réflexion plus large, cette étude apporte des réponses à un grand nombre de questions, mais laisse aussi des zones d'ombre. Voici quelques-uns des sujets abordés.

● L'arrêt Bosman. Karel Van Miert est parfaitement conscient que l'univers du

football professionnel a profondément changé à cause de l'arrêt Bosman, et pas forcément dans le bon sens. « Le nombre de transferts internationaux à l'intérieur de l'espace économique européen a augmenté de façon significative. Les meilleurs joueurs semblent avoir bénéficié des nouvelles conditions de marché », observe-t-il. Le commissaire constate également, avec regret, que les « grands clubs » n'ont pas suivi la recommandation de la Cour européenne de justice en 1995 stipulant qu'un « système de solidarité » devait être mis en place afin d'indemniser les clubs formateurs. Les grands clubs « ont préféré développer leurs activités sur le terrain économique. Certains deviennent des entreprises cotées en Bourse, la plupart prétendent à la propriété des droits de radiodiffusion et s'écarteront de plus en plus des petits clubs », dénonce Karel Van Miert. Avant de conclure, sans ambiguïté : « Le marché est ainsi loin de trouver la stabilité dont les clubs, les joueurs et les organisations sportives ont besoin pour garantir un sport de qualité ».

● Les transferts. Dans la plus grande discrétion, les services de Karel Van Miert ont envoyé une communication des griefs à la Fédération internationale de football (FIFA), le 15 décembre 1998. Il y est précisé que l'actuel système d'indemnités de trans-

fert est une entrave aux lois du marché. Dans le cas d'un joueur qui souhaiterait mettre un terme à son contrat, le club qui voudrait l'embaucher n'aurait plus besoin de verser, à l'autre club, une somme d'argent compensatoire correspondant à la « valeur » du joueur. « Le fait (...) que les indemnités atteignent des montants très élevés, voire exorbitants dans le cas des meilleurs joueurs, semble être suffisant pour établir que leur objet et leur effet est de restreindre et de distordre de manière sensible la concurrence sur le marché du spectacle sportif du football », argumente Karel Van Miert. Si la Commission parvient à faire céder la FIFA sur cette question, une recrudescence du nombre de transferts est à redouter. Tous les joueurs - qu'ils soient ou non citoyens de l'Union européenne - seraient concernés. Karel Van Miert recommande toutefois de généraliser une période de transferts dans l'année (appelée « mercato » en Italie).

● Superligue et organisation privée. L'été 1998, Media Partners, une société de communication et de marketing probablement téléguidée par quelques magnats de l'audiovisuel, voulait créer une compétition concurrente à la Ligue des champions qu'organise l'Union européenne de football (UEFA). Le projet n'a pas vu le jour,

mais rien ne l'empêcherait de réapparaître. Karel Van Miert, en tout cas, ne s'opposera pas à une initiative privée. « La création d'une nouvelle organisation sportive (...) pourrait entraîner des effets bénéfiques sur le marché de l'organisation des événements sportifs en y introduisant la concurrence entre plusieurs organisateurs potentiels », précise-t-il. Le commissaire met toutefois un bémol : les « petits clubs » doivent pouvoir accéder à toute nouvelle compétition. Le principe de la Superligue chère à Media Partners consistait à faire s'affronter entre eux les clubs les plus riches du continent, ceux-ci étant qualifiés en dehors de tout critère sportif.

● L'abandon des frontières. En août 1997, le Royal Excelsior de Mouscron (Belgique), dont le stade n'est pas conforme aux règles de sécurité pour la Coupe d'Europe, s'est vu refuser par l'UEFA la possibilité de jouer un match au Stadium Nord de Villeneuve d'Ascq, à quelques kilomètres de l'autre côté de la frontière. La Commission, qui n'a pas encore pris de décision définitive sur le sujet, invite toutefois l'UEFA à réfléchir sur un assouplissement de ses réglementations pour les questions frontalières. Il est précisé, à un autre endroit, que nul ne pourrait s'opposer à « l'abandon des frontières nationales par les organisations

sportives de plusieurs Etats membres qui décideraient de créer une seule organisation couvrant les Etats membres en cause ». En clair, si la Belgique et les Pays-Bas veulent créer un championnat de football en commun, la Commission ne s'y opposera pas. En poursuivant la logique jusqu'au bout, la Ligue espagnole pourrait fort bien accueillir le Benfica Lisbonne dans son championnat.

● La multipropriété des clubs. L'UEFA interdit aux clubs ayant des actionnaires en commun de disputer les mêmes compétitions, cela afin de préserver l'éthique sportive. Un litige l'oppose, à ce sujet, avec le groupe britannique ENIC, présent dans de nombreux clubs européens (Glasgow Rangers, Vicence, Sparta Prague, Aek Athènes...). Bien que l'affaire n'ait pas été portée devant les services, Karel Van Miert estime, « à première vue », que la réglementation de l'UEFA garantit effectivement l'« incertitude des résultats ». Il suggère toutefois à l'UEFA de « trouver des moyens moins restrictifs permettant d'atteindre le même objectif ». Explicitement, la Commission européenne pense qu'elle aura du mal à interdire la multipropriété à plus ou moins long terme.

F. P.

Magvenn Poupart a délaissé ses chaussures de danse pour des crampons de rugby

CAEN de notre envoyé spécial « S'il n'y avait pas l'après-match, cela me plairait moins de jouer. La fête, ça compte. » Ah, cette fameuse troisième mi-temps du rugby ! Elle a fait - pour une part - la réputation de ce sport. Et si Magvenn Poupart a craqué pour le ballon ovale, c'est, entre autres, pour cette « convivialité », ces heures « où l'on refait la rencontre, (...) si importantes pour l'esprit de groupe ».

La fête, elle devrait être d'actualité vendredi 5 mars. Auparavant, il aura fallu à cette jeune fille de 28 ans, née en Normandie (à Honfleur) de parents bretons (d'où le prénom), ainsi qu'à ses partenaires du XV de France, affronter, à Sa-

vigny-sur-Orge (Essonne), l'équipe du pays de Galles dans le cadre du premier Tournoi des cinq nations féminin.

C'est en 1965 que le rugby féminin apparaît en France et en 1972 que naît un championnat. Structurée en fédération indépendante en 1984, la discipline est rattachée à la Fédération française du rugby (FFR) depuis 1989. Désormais, le rugby féminin compte une centaine d'équipes, dont 45 qui disputent une épreuve et 12 le championnat de France de 1^{re} division.

Magvenn Poupart a débuté sa carrière de rugbyste en 1989, au Mans (Sarthe), où elle s'était installée pour ses études. « A la fin, j'ai vu une affiche. Des filles cherchaient à monter une équipe. Je

me suis lancée. » Du rugby, elle ne connaissait que des matches vus à la télévision. « J'aimais le jeu, surtout quand les actions arrivaient à se prolonger. »

AUX ANTIPODES

La pratique sportive de Magvenn Poupart se situait aux antipodes. Depuis 1981, elle faisait de l'équitation. Et sa première activité, à partir de l'âge de 5 ans et pendant huit années, avait été la danse classique. « Dans le rugby, je voyais surtout le jeu », explique celle qui, des chaussures, des pointes et des entrechats, est ainsi passée aux crampons et aux tacles.

Évoluant en deuxième ou troisième ligne, Magvenn Poupart avoue avoir vite pris la mesure des

réalités du terrain. « C'est un sport de combat. Il y a lutte. Il y a des plaquages et cela ne fait pas toujours du bien », explique la joueuse (1,71 m, 67 kg) décrite comme « une personne douce » par le staff du XV de France et qui estime avoir gardé de ses années de danse souplesse et capacité de récupération.

Après une année à Mans, ses études conduisent Magvenn Poupart à Toulouse (Haute-Garonne). Là, elle rejoint le club de Saint-Orens, l'un des meilleurs du rugby féminin. Elle découvre la division 1. Durant sept ans. Le temps de décrocher un titre de championne de France, en 1992-1993, et une maîtrise d'administration économique et sociale, ainsi qu'un DEA

de droit communautaire. Parallèlement, elle fait ses premières armes dans le XV de France en février 1996, où elle totalise à ce jour quinze sélections. Avec un Championnat d'Europe victorieux, en 1996. « Lorsque je dis que je fais du rugby, cela surprend moins qu'il y a neuf ans », constate Magvenn Poupart. « Du côté des joueurs, il y avait un a priori négatif. Mais les choses ont progressé. Nous-mêmes, les filles, avons su proposer un jeu plus attractif. »

En 1998, parce qu'elle n'a pu trouver de travail, Magvenn Poupart est revenue à Honfleur chez ses parents. Elle a signé au club de Caen, qui lui a procuré un emploi-jeune. Depuis, elle a prolongé ses études, avec un DESS de forma-

tion économique et juridique aux professions du sport. « Mon idée est de trouver un emploi au niveau d'un club, ou d'une fédération. » Pour autant, elle n'envisage pas de raccrocher tout de suite ses crampons. « Je veux aller au moins jusqu'à 32 ans. »

En attendant, face aux Galloises, avec le XV de France, Magvenn Poupart aura à cœur de rééditer le bon match (24-0) réalisé contre l'Irlande le 6 février. « Ce ne sera pas facile. Le pays de Galles a battu l'Irlande 26-0 voici deux semaines. » Viendront ensuite les « deux gros morceaux », Angleterre et Ecosse. « Nous ne sommes pas favorites », admet Magvenn Poupart.

Philippe Le Cœur

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Les nouvelles technologies : les hommes, les entreprises, les produits pour entrer et vivre dans le XXI^e siècle.

L'Europe
pourrait
préparer
l'ère des fusées
réutilisables

LA FIRME FRANÇAISE Aerospa-
tiale compte proposer à l'Agence
spatiale européenne (ESA) deux
véhicules expérimentaux, destinés
à donner à l'Europe la maîtrise du
retour d'orbite des engins spatiaux
et à préparer l'ère des fusées réuti-
lisables qui devraient succéder à
Ariane-5 dans une vingtaine d'an-
nées. Il s'agirait, dans un premier
temps, de mettre au point un
avion spatial baptisé ARES, d'en-
viron 7 mètres de long pour un
poids de 2 tonnes. Lui succéderait
Thémis, une fusée aileée de
55 tonnes et de 27 mètres de long,
à propulsion cryogénique. Décol-
lant en position verticale, cette na-
vette d'un genre nouveau rega-
gnerait le sol en vol plané. Si l'ESA
accepte ces projets, ARES pourrait
voir le jour en 2006 et Thémis aux
alentours de 2009. Pour Philippe
Couillard, directeur de la division
lanceurs stratégiques et spatiaux à
Aerospa, il est essentiel que
l'Europe étudie les techniques de
retour dans l'atmosphère « car ses
concurrents, et notamment la NA-
SA, investissent énormément dans
ce domaine ».

■ ESPACE : le vaisseau spatial
russe Soyuz TM-28, qui s'était
détaché de la station Mir samedi
27 février à 23 h 52 (heure de Pa-
ris), a atterri sans incident au
Kazakhstan, dimanche à 2 h 14. Il
ramenait le commandant russe
Guennadi Padalka, qui a passé
plus de six mois à bord du
complexe orbital, et le Slovaque
Ivan Bella, qui y a séjourné six
jours. Trois hommes restent à
bord de Mir, dont l'astronaute
français Jean-Pierre Haigneré, qui
y mène une mission scientifique
prévue pour durer six mois.

Un menhir à face humaine découvert chez les Helvètes

Elevés il y a 7 000 ans par les peuples agriculteurs pour marquer leur territoire et vénérer leurs ancêtres, les mégalithes se dressent surtout le long de l'Atlantique et, accessoirement, au bord du lac de Neuchâtel

A l'occasion de la construction d'une au-
toroute, un menhir sculpté à figure humaine a
été récemment mis au jour en Suisse, au bord
du lac de Neuchâtel. Si l'on connaît quelques
autres exemples d'alignements dans ce pays

de montagne, la grande majorité des méga-
lithes se trouvent le long de l'Atlantique, du
Portugal à la Scandinavie. Les dolmens
étaient des tombeaux reliquaires. La fonc-
tion des grands ensembles de menhirs,

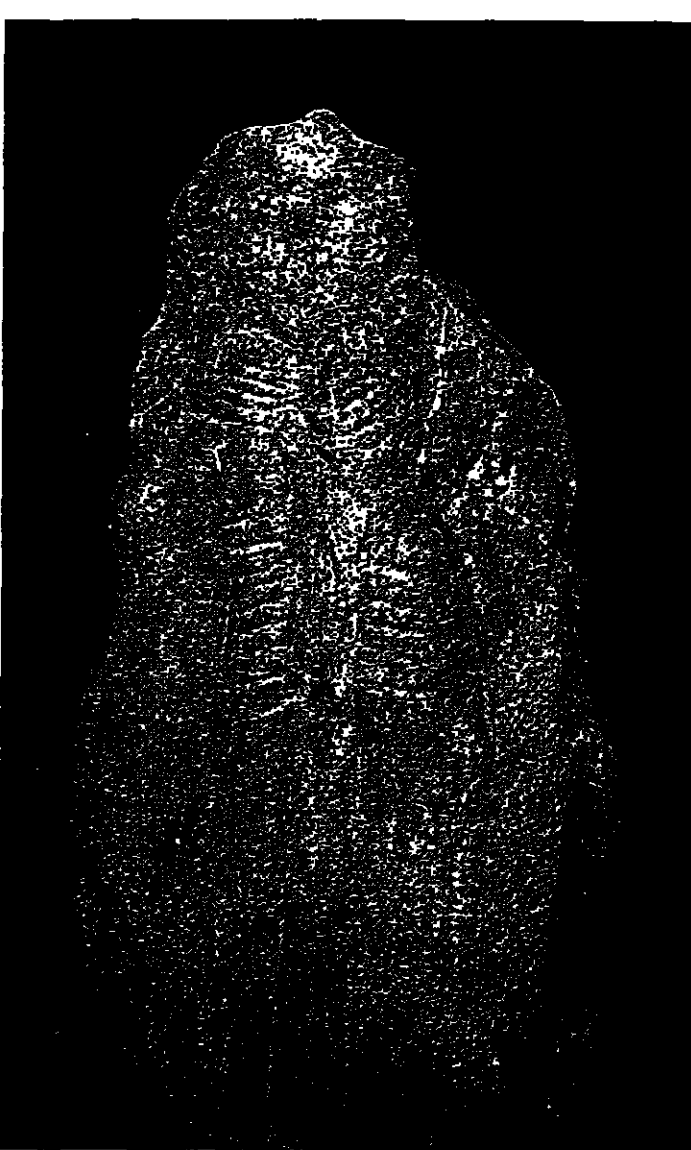
comme ceux de Carnac ou de Stonehenge,
est moins évidente. Il pourrait s'agir de
temples parfois liés aux astres. Ces énormes
édifices témoignent de la naissance d'une so-
cété structurée. Ils ont été dressés par les

agriculteurs du néolithique venus du Proche-
Orient qui, arrêtés par la mer dans leur mi-
gration vers l'ouest, sont devenus séden-
taires et ont alors éprouvé le besoin de mar-
quer leur territoire.

ON CROYAIT les mégalithes,
menhirs et dolmens plutôt canton-
nés à la façade occidentale de l'Eur-
ope. Du Portugal à la Scandina-
vie, ils constituent, en effet, un
véritable « mur de l'Atlantique »
dont les éléments les plus connus
sont les alignements de Carnac en
France ou l'ensemble monumental
de Stonehenge, en Grande-Bre-
tagne. Surprise : cinq menhirs
viennent d'être mis au jour en
Suisse, au bord du lac de Neuchâ-
tel, lors de la construction d'une
autoroute. L'un d'eux est même
sculpté. On y distingue un visage,
des mains placées très haut vers
les épaules, ainsi que les détails
d'un vêtement ou d'une parure.

« D'autres alignements ont été
découverts précédemment près de
Neuchâtel, mais c'est la première
fois que l'on trouve en Suisse un
menhir anthropomorphe, se réjouit
Michel Egloff, chef du service ar-
chéologique cantonal. Nos études
indiquent qu'il a été réalisé en deux
phases. La première, il y a sept mille
ans, a consisté à mettre en forme le
bloc et son rostre. Puis, un à deux
mille ans plus tard, ont été sculptés
l'arcade sourcilnière, le nez, la forme
du visage ainsi que les mains. »

Que font là ces mégalithes, en
pleine montagne, à plus de mille
kilomètres de l'océan ? « Ces
pierres épaillées avec rostre expriment
sont plus courantes sur la façade
atlantique et en Bretagne », re-
connait Jean-Pierre Mohen, direc-
teur du Centre de recherche et de
restauration des musées de
France. Selon lui, il s'agit proba-
blement d'un « mouvement de re-
tour par rapport à la culture océa-
nique ». Le menhir sculpté
marquait sans doute « le centre
d'un territoire bien organisé, avec



THOMAS JANTSCH/SERVICE CANTONAL D'ARCHÉOLOGIE DE NEUCHÂTEL

des zones d'agriculture ». D'ail-
leurs, deux villages lacustres, « qui
dépendaient probablement de sites
plus importants situés plus haut »,
ont aussi été découverts près de
Neuchâtel.

Les spécialistes relient en effet
les mégalithes à l'agriculture et à la
sédentarisation. Première architec-
ture de pierre de l'humanité, ils au-
raient été dressés il y a sept mille
ans par des peuples agriculteurs
porteurs d'un mode de vie né au
Proche-Orient trois mille ans plus
tôt.

COURSE AU GIGANTISME

La migration de ces peuples vers
l'ouest s'est effectuée au fil des
siècles et des générations en sui-
vant deux grandes voies, l'une pas-
sant par les pays du Danube,
l'autre suivant la rive nord de la
Méditerranée. « La coutume vou-
lait que, pour ne pas épuiser les
terres, les jeunes partent et créent
des colonies rurales un peu plus loin.
Mais, lorsqu'ils ont atteint l'océan,
faute de pouvoir continuer plus loin,
ils ont dû inventer et légitimer une
vie sédentaire. Pour marquer leur
territoire et faire tomber les tensions
sociales, ils ont alors eu l'idée de gé-
nie d'en appeler à un au-delà chargé
de surveiller l'ordre du monde »,
explique Jean-Pierre Mohen, qui
vient de publier *Les Mégalithes*,
pierres de mémoire chez Gallimard.

Les familles dominantes se fai-
saient ainsi construire un tombeau
- le dolmen, toujours recouvert
d'un tumulus - pour y déposer les
ossements de leurs proches, qui
devaient ensuite des reliques vé-
nérées pendant des siècles. Si les
spécialistes parviennent sans trop
de difficulté à expliquer le rôle des
dolmens grâce aux ossements et
aux objets de la vie courante dé-
couverts dans ces tombeaux-reli-
quaires, ils ont beaucoup plus de
peine à le faire pour les menhirs.
Ces derniers « se caractérisent par
une architecture ouverte, avec une
notion d'orientation très impor-
tante, souvent d'est en ouest. En
outre, ils tiennent compte de la to-
pographie et offrent des effets de

perspective ». Les ensembles qu'ils
constituent ont certainement eu
une fonction commémorative et
religieuse, parfois reliée aux astres,
estime Jean-Pierre Mohen.

Stonehenge, conçu de manière à
observer à l'horizon la position du
soleil levant le jour du solstice
d'été, est souvent considéré
comme un antique observatoire
solaire. Des images virtuelles réali-
sées sur les alignements de Carnac
montrent qu'ils sont associés à une
forme ovale ou rectangulaire
fermée. « Dans l'état actuel des re-
cherches, on pense qu'ils constituent
la partie processionnelle d'un
temple néolithique, alors que la
forme fermée en est le sanctuaire, le
saint des saints. » Le préhistorien
français vient de remettre un rap-
port sur Carnac au ministère de la
culture et de la communication,
dans lequel il propose d'aménager
le site en fonction de cette nou-
velle hypothèse, et d'y lancer un
nouveau programme de recherche
pour tenter d'en savoir plus sur ses
bâtisseurs.

La compétition entre commu-
nautés aidant, la taille des dolmens
et des menhirs a atteint des pro-
portions gigantesques. « Comme
pour les statues de l'île de Pâques, la
concurrence s'est poursuivie jusqu'à
la démesure », explique le cher-
cheur français. Le dolmen de la
Roche-aux-Fées, en Charente, dis-
pose ainsi d'une chambre funé-
raire longue de 19 mètres, large de
6 et haute de 4. Le Grand Menhir
brisé de Locmariaquer (Morbihan),
le plus grand du monde occi-
dental, est un monstre de
20 mètres de hauteur, dont le
poids a été évalué à 350 tonnes.
Des fouilles effectuées il y a cinq ans
ont montré qu'il avait été érigé il y
a six mille ans, en compagnie de
dix-huit autres.

La hardiesse de ces construc-
tions multimillénaires implique de
toute évidence une société struc-
turée : il faut mobiliser un grand
nombre de personnes pour extra-
ire, amener (parfois de fort loin) et
équiper ces énormes blocs de
pierre. Une expérience effectuée
en juillet 1979 à Exoudun - un vil-
lage proche de Bougon (Deux-
Sèvres) où se trouvent plusieurs
tumulus - a montré que deux
cents personnes pouvaient tracer
un bloc de 32 tonnes (*Le Monde* du
31 juillet 1979). Mais, pour bâtir un
alignement, il fallait aussi un « chef
volontaire et diplomate » capable
de mobiliser des troupes impor-
tantes, des ingénieurs-géologues
connaissances des pierres et de la
résistance des matériaux. Et aussi
un pouvoir religieux « pour déter-
miner l'emplacement et l'orien-
tation du monument, et lui donner sa
finalité ».

Christiane Galus

APPEL À CANDIDATURE

Prix de projet de recherche alimentation et santé

A l'initiative de l'Institut Danone...

Dans le cadre de sa mission d'encouragement de la recherche,
l'Institut Danone propose chaque année des Prix de recherche alimentation et santé,
pour soutenir de jeunes chercheurs...

5 prix de 100 000 F destinés à de jeunes chercheurs...

En 1999, l'Institut Danone propose 5 prix de 100 000 F chacun (soit 15 245 Euros),
à des chercheurs de moins de 35 ans, en situation doctorale ou post-doctorale
et travaillant dans un cadre hospitalier, universitaire ou de recherche.

pour soutenir la recherche en nutrition.

Les projets soumis au jury, composé des membres du Conseil Scientifique de l'Institut Danone,
devront s'attacher à l'un des thèmes suivants :

- Alimentation et santé
- Nutrition et prévention
- Physiologie de la nutrition
- Aliments de l'avenir
- Comportements alimentaires

La date limite de dépôt des candidatures a été fixée au 26 avril 1999.

Pour obtenir le dossier de candidature contacter :
Institut Danone, 126 rue Jules Guesde, 92302 Levallois-Perret
Tel : 01.40.87.22.00 ; Fax : 01.40.87.23.61
Internet : <http://france.danone-institute.com>

INSTITUT DANONE

La mise en forme du menhir
anthropomorphe découvert
au bord du lac
de Neuchâtel remonte
à 7 000 ans ; l'arcade
sourcilnière, le nez, la forme
du visage ainsi que les mains
ont été sculptés
1 000 à 2 000 ans plus tard.

La vérité plus vieille que les légendes

Les mégalithes ont longtemps suscité perplexité et inquiétude. La
légende les a voulu installés par des géants. D'où certaines appella-
tions, comme la Dent de Gargantua à Saint-Suliac (Ille-et-Vilaine),
ou le Doigt de Gargantua au fort La Latte, dans les Côtes-d'Armor.
On les a dits également d'origine divine. Les alignements de Carnac
(Morbihan) étaient, alors, les restes figés pour l'éternité de trois
mille légionnaires pourchassant saint Cornély.

La véritable étude des menhirs et des dolmens ne sera entreprise
qu'à partir du XIX^e siècle. En 1894, Gabriel de Mortillet recense
6 192 mégalithes en France, dont 3 450 dans le seul Morbihan. Dans
les îles Britanniques, 900 pierres sont comptabilisées. Mais c'est seu-
lement en 1955 que les préhistoriens ont pu dater, au carbone 14, le
tumulus de Barnenez, dans le Finistère, découvrant par la même oc-
casion que les pierres dont il était constitué étaient bien plus an-
ciennes qu'ils ne le pensaient, et approchaient les sept mille ans.

Christiane Galus

Comment le coucou convainc ses « hôtes » de le nourrir

QUI n'a pas entendu le cri du coucou le soir au
fond des bois ? Mais qui connaît bien ce volatile aux
mœurs étranges, dont la femelle disperse un à un
ses œufs dans des nids de rouges-gorges ou d'ac-
centueurs mouchets, de troglodytes ou de rousse-
rolles ? Quel que soit l'hôte, le jeune coucou, à
peine éclos, commence par faire le vide autour de
lui, poussant par-dessus bord œufs ou oisillons gé-
néralement plus petits. Après ce massacre des in-
nocents, le parasite est nourri, plusieurs semaines
durant, par ceux dont il a éliminé la progéniture.

Mais pourquoi diable les parents acceptent-ils de
se transformer en amphitryons et de ravitailler cet
écornifleur à plumes, assassin de surcroît ? C'est la
question à laquelle a répondu une équipe de biolo-
gistes britanniques de l'université de Cambridge,
dans une étude publiée par l'hebdomadaire scienti-
fique *Nature*, jeudi 25 février. Pendant trois étés, ils
ont observé des nids de rousserolles effarvées,
passereaux vivant généralement dans des massifs
de roseaux et connus en France sous le sobriquet de
« cra-cra », qui leur a été attribué en raison de leur
chant caractéristique.

UN GOSIER QUI MANGE COMME QUATRE

Dans un premier temps, ces chercheurs ont mis
en évidence le système de signaux que les petits de
la rousserolle utilisent pour enjoindre leurs parents
de les nourrir. Comme tous les oisillons, ils ouvrent
leur bec et piaillent... Cela semble évident, mais les
zoologues britanniques ont montré avec précision
que la surface des gosiers pointés vers le haut s'ac-
croît en fonction de l'appétit tout comme aug-
mente la fréquence des cris.

Une fois ces codes décryptés, l'équipe de Cam-
bridge s'est attaquée au coucou. Malgré sa taille
imposante, qui fait parfois redouter à ses observa-
teurs que ce Gargantua ne devore ses « nour-
rices », ce pique-assiette a un problème. Même
grand ouvert, son bec ne présente pas la surface
des quatre becs de rousserolles que compte gé-
néralement une nichée. Mais, par un tour de sorcel-
erie vocal, l'oisillon compense ce handicap en crail-
lant sur une cadence impressionnante - parfois
cent piailllements en l'espace de six secondes.
Confrontés à un casse-tête psychologiquement
stressant - nourrir ou pas ? - les parents se
laissent abuser. Faussement rappelés à leur devoir,
ils vont chercher de quoi nourrir leur nichée vir-
tuelle. Et le coucou mange, littéralement, comme
quatre. En décodant les règles de becquée de ses
hôtes et en adaptant les signaux qu'il émet pour
masquer ses défauts d'imitateur, ce passereau est
ainsi devenu le parasite idéal.

Comme le fait remarquer, non sans humour, le
zoologue américain Douglas Mock (université de
l'Oklahoma) dans le commentaire de l'étude bri-
tannique, cette façon de tirer parti de sensibilités
inconscientes préexistant chez l'autre n'est pas
unique. Les acariens, les grenouilles et les poissons
la connaissent également. Mais le champion dans
cet art de l'illusion reste sans conteste *Homo sa-
piens*, qui a coutume d'envoyer « de faux signaux
sexuels à l'aide de postiches, d'implants mammaires,
de chaussettes à semelle compensée et de bra-
quettes... ».

Pierre Barthélémy

051 114

صبرنا من الامل

Bourgnies, France-Comté. – La matinée sera souvenement, grise et humide. Un ciel d'averse, prendra le relais l'après-midi en Champagne, Lorraine et Bourgogne. Il neigera alors sur les Vosges et le jura. Il fera de 10 à 12 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Soleil et averse se partageront le ciel en Poitou-Charentes. La graille et les pluies seront plus tenaces en s'approchant des Pyrénées. Il fera de 9 à 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le temps se gâtera en Auvergne et sur le Lyonnais avec du vent et de la pluie. Cette dégradation s'installera surtout l'après-midi sur les Alpes où il neigera vers 1500 mètres. Il fera de 10 à 14 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil prendra du terrain et les nuages s'épaissiront en cours de journée, ils donneront quelques pluies l'après-midi. Il fera de 14 à 17 degrés.

17 degrees.

7/19	PAPETE	24/29 P	KIEV	21/28 S
7/19	POINTS-A-PIT.	21/28 S	LIVE	21/28 S
7/19	ST-DENIS-RÉ.	24/29 C	LONDON	24/29 C
EUROPE				
7/11 P	AMSTERDAM	7/10 P	LUXEMBOURG	7/10 P
7/10 S	ATHENES	5/13 S	MADRID	5/13 S
7/10 S	BARCELONE	10/17 N	MILAN	10/17 N
6/16 N	BELGRADE	2/16 M	MOSCOW	2/16 M
4/13 P	BERLIN	3/12 P	NAPLES	3/12 P
7/16 N	BERNE	5/6 P	OSLO	5/6 P
7/11 P	BRUXELLES	6/11 C	PALERME	6/11 C
6/12 P	BUCAREST	3/17 S	PRAGUE	3/17 S
6/12 P	BUDAPEST	3/12 C	REIMS	3/12 C
6/13 P	COPENHAGUE	1/7 C	ROGERS	1/7 C
4/19 N	DUBLIN	3/17 P	ST-LOUIS	3/17 P
7/19 N	GENEVE	6/10 C	ST-PAUL	6/10 C
22/28 S	HELSINKI	6/4 N	TENNESSEE	6/4 N
25/29 S	ISTANBUL	8/13 S	VERMONT	8/13 S

 Ensoleillé
 Partiellement nuageux
 Brèves éclaircies
 Couvert
 Brume brouillard
 Averses
 Pluie
 Orages
 Neige
 Vent fort

■ **MAURICE.** A compter du samedi 27 mars, entrée en vigueur des horaires d'été de la compagnie Air Mauritius, qui proposera, au départ de Paris, neuf vols de nuit sans escale et, depuis Maurice, de nombreuses correspondances à destination de la Réunion, de Rodrigues, des Comores, de l'Afrique du Sud et de l'Afrique du Nord. La compagnie ouvre son service Minut 3615 Air Mauritius à la vente. Il sera désormais possible de réserver et d'acheter (avec sa carte de crédit) un billet qui sera expédié à l'adresse indiquée ou délivré à l'aéroport.

■ **IRLANDE.** La compagnie à tarifs réduits Ryanair proposera un vol quotidien Beauvais-Dublin supplémentaire à partir du dimanche 28 mars, soit 10 vols hebdomadaires. La capitale irlandaise sera desservie deux fois par semaine, le mardi 22 avril, deux nouvelles lignes au départ de Biarritz et Dinard vers Londres-Stansed.

émissions pour le 4 mars à 0 heure TU

Offrir des fleurs à domicile et à distance

est aussi lié au mode de transmission des commandes. Les sociétés travaillant en réseau : 5 000 adhérents pour Interflora, 4 200 pour Interfléurs, 3 200 pour Floriel, 1 800 pour Flora-Jet et Transflète, 500 pour Mutfleur. Le fleuriste auquel s'adresse le client prend la commande et la transmet par téléphone, fax ou Minitel, soit directement à un autre fleuriste de la localité concernée, soit au siège de la société, qui désignera l'exécutant de la commande. Compte tenu des frais de livraison (de 84 à 99 F, 12,80 à 15,09 F), un montant minimum de l'ordre de 150 F (22,86 €) est « conseillé » ou imposé.

Comment être sûr que la livraison sera conforme à la commande ? Trois sociétés (Interflora, Téléfleurs et Flora-Jet) proposent des catalogues avec dessins et photos. Mais ils ne sont pas contractuels et comportent une fourchette de prix pour chaque produit : les écarts peuvent aller de 100 à 300 F (15,24 à 45,73 €) pour une même composition florale.

Les fleurs n'ont pas le même prix partout, le même jour et en toutes saisons », expliquent les fleuristes.

Des régions sont mieux approvi-

s'annoncées que d'autres : grâce à la proximité de la Hollande, les tulipes sont moins chères dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le prix d'un bouquet de dix roses rouges à l'edges de 60 centimètres pourra varier, selon les jours, les lieux et les magasins, de 150 à 450 F (22,86 à 58,60 €).

Téléfleurs, Translétie et Mutiflor privilégient le contact direct entre fleuristes, qui permet de s'assurer

Adresses

● **Interflora.** Prix minimum de la commande : 140 F (21,34 €) + 89 F (13,5 €) de frais. Minitel : 06 15 Interflora. Internet : www.interflora.fr.

● **Téléfleurs.** Minimum : 150 F (22,86 €) + 89 F (13,5 €); 125 F (19 €) pour les DOM-TOM et l'étranger. Tél. : 08-00-00-00-07. Minitel : 06 15 Téléfleurs.

● **Flora-Jet.** Minimum : 130 F (19,81 €) + 88 F (13,4 €).

● **Translétie.** Minimum : 130 F (19,81 €). Livraison : 10 % du prix du bouquet + 87 F (13,2 €).

● **Floritel.** Minimum : 150 F (22,86 €) + 99 F (15 €). Contrôle

que le confrère possède bien les fleurs demandées. Chez Floritel, Flora-Jet et Interflora, les ordres transigent par le siège de la société.

Nous assumons la responsabilité de l'opération, en nous efforçant d'apporter des professionnels de même niveau », indique-t-on chez Flora-Jet. Interflora a adopté un système mixte où le contact téléphonique entre fleuristes reste possible. Le nombre de commandes reçues par

« Qualité-France ». Tél. : 08-00-00-00-10. Minitel : 36 15 Floritel. Internet : www.Floritel.com.

Mutflor. Le prix du bouquet + 34 84 F (5 à 12,8 €), selon le fleuriste.

Roses. Les roseraies Meillard-Richardier, 69160 Lassin-la-Demi-Lune, envoient des bouquets de roses par chronopost. Commande par téléphone (04-78-34-46-52) ou par télécite : 36 14 Meillard ; à partir de 299 F (45,5 €) les 15 grandes roses. La veille pour le lendemain ; livrer la livraison le samedi matin à Paris.

chaque adhérent figure également parmi les critères de désignation du fleuriste, car l'objectif d'un réseau est d'assurer à ses membres un volume de commandes proche du nombre d'ordres émis.

Cinq cinqués utilisent des programmes informatiques pour collecter les données et répartir les gains. Le fleuriste transmetteur reçoit de 20 % à 30 % du prix du bouquet. La rémunération du fleuriste exécutant peut être de 70 % à 80 % de la commande, augmentée d'une partie du montant forfaitaire de la livraison, l'autre étant destinée à rémunérer la société de transmission, qui perçoit de 30 à 50 F (4,57 à 6,62 €). Mutiflor ne prend pas de commission et se contente de remettre à la disposition du réseau un armoire téléphonique (2,23 F la minute): le fleuriste peut soit encaisser la totalité des frais pour son propre compte, soit consentir un rabais de 30 à 50 F sur le prix du bouquet.

Dans certaines chaînes, le particulier peut commander directement sur Internet ou par Minitel. On a le choix entre des formules à prix fixe. Si on opte pour un bouquet de roses (279 F, 42,5 € pour

Floritel, 300 F, 45,7 € pour Téléflex, 340 F, 51,8 € pour Interloria). L'ordinateur n'indique pas le nombre de fleurs qu'il comportera. Les livraisons hors délais, ou la réception de fleurs fatiguées donnent généralement lieu pour le client à la livraison d'un « bouquet d'excuses », ou au remboursement, et à des sanctions pour le fleuriste, qui risque l'exclusion du réseau.

Avant de faire livrer des fleurs à distance, le particulier doit s'assurer que le destinataire sera présent le jour prévu. Il aura intérêt à indiquer un numéro de téléphone, pour que le livreur puisse se faire ouvrir la porte de l'immeuble protégée par un Digicode. Il faut, enfin, préciser les noms et prénom du destinataire. On évitera la mésaventure survenue à Florent F., qui a reçu chez lui, le dimanche de la Saint-Valentin, un bouquet adressé à « Monsieur F. », portant la seule mention « *Moi, pour toi* ». Il a échappé de justesse à une scène de ménage : il a découvert le soir même que le bouquet était destiné à sa fille, qui venait d'échouer à son amoureux.

Michaëla Bobasch

PROBLÈME N° 99053

Possessif. — 8. Met fin au jeu. — 9. La plus petite chez les Grecs. — rien chez nous. Enchanté. — 10. Ongulé sauvage. Placé. — 11. Négation. Filtrer, avant d'être évacuée. — 12. Avec l'âge, elle finit par montrer ses dents. Le prix du silence.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99052

HORizontalement

I. Tâtonnements. — II. Epileur. Dura. — III. Nette. Grimât. — IV. Tri. Sportive. — V. Aces. ERL. Etel. — VI. Tuniques. ORL. — VII. Dur. Parsl. — VIII. Vertue. Tol. — IX. Epar. Bétonne.


dans les foyers. Un bon moyen

ans les foyers. Un bon moyen pour connaître la vérité. - 4. Remettre au goût du jour.

VERTICALEMENT



1. S'il va encore au bureau, c'est du théâtre. - 2. Videur matinal. Métal gris et cassant. - 3. Se chevauchant sur la coque. Victoire apolléonienne. - 4. Passent du fillet aux filets. - 5. Pièce maîtresse de la charnuie. Mettait à terre. - 6. Problème chez l'imprimeur. Miten marche la « pompe à hydnaces ». - 7. Cœur de chapon. Imprévisible mais renversé.

L. Tentatives. - 2. Aperçu. OPE. -
Tritien. Tan. - 4. Oit. Sidère.
Néges. Que. - 6. Nu. Peur. Bt.
Ergote. Ter. - 8. R. Spore.
Edité. AIL. - 10. Numitor. Li.
L. Traversins. - 12. Satellisée.

Monde est édité par SA Le Monde. La reproduction
l'administration.  Commercial

SN 0385-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gumbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le quatrième mot

1. Tirage : C E L R T U U
a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.
b) Avec ce même tirage, trouvez cinq mots de huit lettres en comptant avec 5 lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille.
N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.
c) **A E L M P R Y** Trouvez un sept-lettre. **C J O O R S T** Trouvez un sept-lettre. En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettre.
Solutions dans le Monde du 10 mars.
Solutions du problème paru dans Le Monde du 24 février.
Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est ho-

	1	2	3	4	5	6	7	8	
A									E
B									L
C									C
D									D
E									I
F									N
G									
H									
I									
J									
K									
L									
M									
N									
O									

Publication de tout article est interdite sans l'accord
du peintre des journaux et publications n° 57 437.

Le Monde
MUSIQUES

Président-directeur général : Dominique Alday
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corne

21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

c) **PILERONT**, A 2, 83, ou les anagrammes **PLIERONT**, **POIRENT** et

TERPINOL-POLICENT, C 2, 78 ou l'anagramme PICOLENT-POLIMENT, E 2, 72-PILOTENT, J 4, 64-EPLOIENT, déploient, L 6, 72-POILANTE, I 3 C, 72, ou l'anagramme ANTILOPE-SPOLIENT, 14 G, 74-LI-NOTYPE, 15 B, 110.

Michel Chardonneau

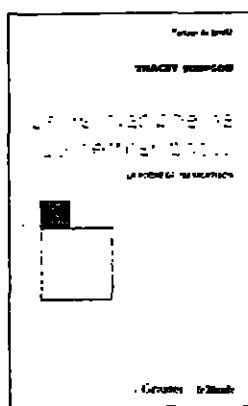
E.D. et I.-C.P.

صكنا من الاجل

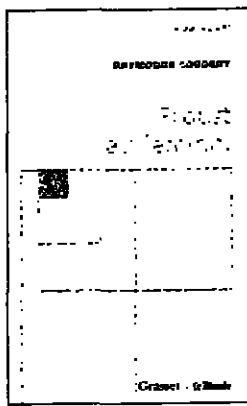
Partageons les Savoirs !

En janvier 1997, *Le Monde de l'éducation* crée le **Prix *Le Monde* de la recherche universitaire** destiné à récompenser, par l'édition, cinq docteurs ayant démontré le caractère novateur de leur travail et son utilité pour le grand public.

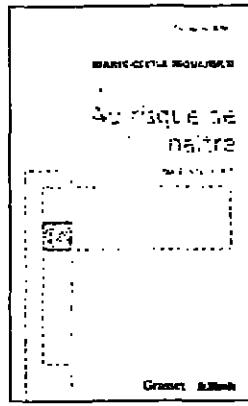
En octobre 1998, les éditions **Grasset** publient les premiers ouvrages de la collection « **Partage du Savoir** » dirigée par **Laure Adler et Edgar Morin**.



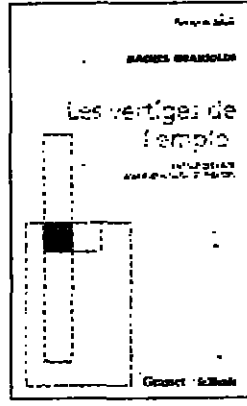
Tracey Simpson
Le dernier poème
du dernier poète
La poésie de Jim Morrison
Parution 21 octobre 1998



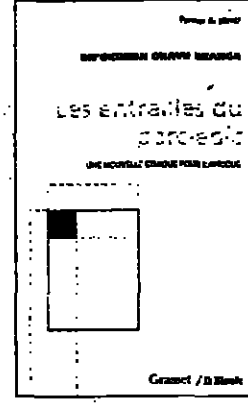
Raymonde Coudert
Proust au féminin
Parution 21 octobre 1998



Marie-Cécile Moulinier
Au risque de naître
Maternité et Sida
Parution 4 novembre 1998



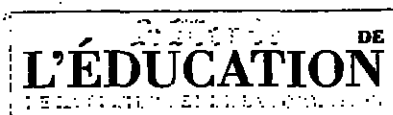
Rachel Beaujolin
Les vertiges de l'emploi
*L'entreprise face
aux réductions d'effectifs*
Parution janvier 1999



On'okundji Okavu Ekanga
Les entrailles du porc-épic
*Une nouvelle éthique
pour l'Afrique*
Parution janvier 1999

Nouvelle collection Partage du savoir
Grasset / Le Monde

À l'initiative du Monde de l'éducation, avec le soutien de la **Fondation Banques CIC pour le livre**,
de la **Fondation Charles-Léopold-Mayer pour le progrès de l'homme et de l'UNESCO**.



Banques CIC pour le livre
fondation d'entreprise



Christie's crée un département de ventes privées à New York

La nouvelle structure de la société de ventes aux enchères publiques sera dirigée par la Suissesse Dominique Astrid Lévy, spécialiste de l'art contemporain

LA SOCIÉTÉ de ventes aux enchères publiques Christie's, contrôlée par l'homme d'affaires français François Pinault (*Le Monde* des 7 et 20 mai 1998), annonce la création d'un département consacré aux ventes privées. Il sera basé à New York, dans la 59^e Rue, et dirigé par Dominique Astrid Lévy.

Née en Suisse, Dominique Astrid Lévy, 31 ans, diplômée de sciences politiques et de sociologie, a commencé sa carrière au département d'art contemporain de Christie's en 1987, avant de rejoindre Sotheby's à Genève, où elle fut en charge du département des peintures impressionnistes et modernes. Elle a ensuite dirigé la galerie Daniel Malingue de Genève avant de créer, en association avec Simon Strider, sa propre structure de conseil et d'organisation d'événements artistiques. On lui doit entre autres l'ébouriffante exposition du cinéaste Peter Greenaway à Genève (*Le Monde* du 27 avril 1994) et la réalisation du concours Unidufour (*Le Monde* du 1^{er} août 1996). Elle a également organisé des expositions à Parme, Oslo et Singapour. Elle collaborait depuis 1998 avec la galerie Anthony d'Orfay de Londres, où elle supervisait les relations avec d'importants artistes américains et des collectionneurs internationaux.

C'est donc une spécialiste de l'art contemporain, qui ne cache

pas son goût personnel pour la photographie, la vidéo et les aspects les plus actuels de la création, que François Pinault a chargée de mettre en place ce département dévolu aux ventes privées, qui entendent se concentrer sur l'art du XX^e siècle.

Une pierre dans le jardin de Sotheby's, qui passe pour un grand méchant loup auprès des galeries d'art vivant

L'annonce de la création de cette nouvelle branche devrait inquiéter les marchands d'art, qui redoutent que Christie's ne vienne chasser sur leurs terres. Certes, il y a beau temps que Christie's et sa rivale Sotheby's ne se contentent plus des ventes au marteau et se comportent, lorsqu'elles y trouvent avantage, comme des marchands privés, soit après des enchères infructueuses, soit lorsque leurs clients réclament une discrétion de plus en plus difficile à assurer en ventes publiques. C'est ce souci de garantir l'anonymat des transactions qui a d'ailleurs présidé

au choix du siège du nouveau département, à l'écart de celui où se déroulent les enchères et où officient les experts de la maison.

« Nous voulons offrir un nouveau service aux clients de Christie's », explique Dominique Astrid Lévy, qui assure par ailleurs ne pas vouloir entrer en concurrence avec les galeries d'art : « Ce n'est pas le même métier, et nous n'avons pas vocation à vendre des artistes directement. Nous n'intervenons que sur le second marché, et nous ne voulons pas nous substituer aux galeries dans leur rôle de promotion de l'art contemporain. Au contraire : s'ils réfléchissent un peu, les galeries comprendront vite l'intérêt qu'ils ont à travailler avec nous. »

Une pierre dans le jardin de Sotheby's, qui passe pour un grand méchant loup auprès des galeries d'art vivant. Mais un tel département risque de drainer vers lui quelques gros tableaux qui feront défaut à bon nombre de galeries. Car, bien souvent, les œuvres anciennes financent les plus récentes, et la grande majorité des galeries d'art contemporain équilibrent leurs comptes grâce à des opérations de courtage de cette nature. Mais il est peu probable que le gibier chassé par Dominique Astrid



Dominique Astrid Lévy, directrice internationale des ventes privées chez Christie's : « S'ils réfléchissent un peu, les galeries comprendront vite l'intérêt qu'ils ont à travailler avec nous. »

Lévy soit du même ordre de grandeur : « Quand je parle de service, je pense à des possibilités nouvelles. Nous pouvons satisfaire un client qui a besoin de vendre rapidement un tableau. Nous pouvons lui trouver un acheteur, ou acheter pour nous-même, le cas échéant. De même, dans le cas d'œuvres importantes, nous pouvons envisager de participer à l'acquisition, avec une tierce personne. Il y a aussi le cas des musées qui souhaiteraient se défaire de pièces de leur collection [aux États-Unis, la chose est possible] : nous pouvons les y aider, comme nous pouvons les aider en cas d'acquisition. »

Quant au choix de New York, il s'imposait : première place mondiale du marché de l'art, c'est aussi la moins grevée par les taxes. Le

26 février, Jo Laird, avocate de Christie's, qui organisait un séminaire sur le droit de suite qui doit s'étendre à l'ensemble de l'Europe, qualifiait la volonté de Bruxelles par un bel euphémisme : « Ce n'est pas totalement une mauvaise nouvelle », a-t-elle reconnu, en montrant les Warhol, Matisse ou Miro mis en vente à New York par des Européens, qui « seront de plus en plus nombreux », selon Jo Laird. Dominique Astrid Lévy ne désespère pas, pourtant, si l'expérience américaine est concluante, de rapatrier un jour, peut-être, ses bureaux à Paris. En attendant, les chefs-d'œuvre de l'art du XX^e siècle iront changer de main outre-Atlantique, en toute confidentialité.

Harry Bellet

DÉPÊCHES

■ **INTERMITTENTS** : à l'appel du Syndicat national des techniciens et réalisateurs de la production audiovisuelle (SNTR-CGT), un rassemblement des intermittents du spectacle aura lieu le samedi 6 mars à partir de 18 heures devant le Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, à l'occasion de la cérémonie des Césars.

■ **CINÉMA** : selon le quotidien spécialisé *The Hollywood Reporter*, le casting du remake américain des *Visiteurs* prend forme. Christina Applegate interprétera l'amoureuse de Jean Reno, qui conserve son rôle de Godfrey de Montmirail, tandis que Tara Reid jouera une Américaine typique qui s'entiche de Christian Clavier, qui garde, lui, le rôle de Jacquouille la Fripouille. Jean-Marie Poiré assurera lui-même la mise en scène de la version américaine de son film.

■ **DANSE** : sept chorégraphes venus de six pays ont été retenus pour participer aux épreuves du 1^{er} Concours international de chorégraphie classique de Paris. Il s'agit de Dmitriy Simkin (Allemagne), Jorg Mannes (Autriche), Lisa Deyo (États-Unis), Jean-Luc Beaupère (France), Bernard Courtot de Boutteiller (France), Teet Kas (Norvège) et Hazel Sabas Gower (Philippines). La finale aura lieu le 12 mars à l'Auditorium des Halles à Paris. Le grand prix est doté de 40 000 francs (6 098 euros).

■ **ARTS** : le mensuel *Beaux-Arts Magazine* présente, du 28 février au 7 mars, une exposition au Salon de l'Agriculture, porte de Versailles à Paris, et publie à cette occasion un cahier spécial consacré aux représentations agrestes dans les arts plastiques. Intitulée « Art et agriculture », l'exposition regroupe deux artistes, de César à William Wegman, en passant par Thomas Grünfeld et ses bêtes hybrides.

Un projet de téléphérique menace le site inca du Machu Picchu

L'Unesco a demandé le report de sa construction, confiée à une société suisse, jusqu'à ce qu'une mission d'experts se rende sur place

LIMA
de notre correspondant
Comment assurer l'intégrité d'un site mondialement connu et en même temps faciliter sa fréquentation ? De plus en plus souvent, les grands points de rencontre du patrimoine mondial sont confrontés à ce conflit d'intérêts entre commodité et authenticité, préservation d'un paysage et facilités techniques.

Un téléphérique pour le Machu Picchu ? Les visiteurs évertués ainsi vingt minutes de bus sur la route sinueuse et poussiéreuse qui relie la station de chemin de fer d'Agua Calientes à la citadelle inca. C'est l'argument des agents touristiques. De leur côté, les défenseurs du patrimoine crient au blasphème : le sanctuaire précolombien serait défiguré. Polémique. L'Unesco a demandé le report de l'exécution du projet.

« Avec ses pylônes, ses câbles, ses wagons qui se croisent dans l'espace et ses stations d'embarquement et de débarquement des passagers, le téléphérique va détériorer le paysage », déclare Daniel Estrada, parlementaire et ancien maire de Cuzco, principal opposant au projet. « Les câbles seront peints en vert pour qu'ils se fondent dans le paysage », réplique Lorenzo Souza, président du consortium qui a remporté l'appel d'offres.

« **VIOLATION DES DROITS** »
Lors du premier congrès extraordinaire de défense du patrimoine culturel et naturel du Pérou, qui s'est déroulé à Cuzco, en novembre 1998, les experts n'ont guère été convaincus par cet argument. Tous se sont montrés préoccupés de l'abandon par l'Etat des institutions responsables de la conservation du patrimoine, et de l'adoption de politiques économiques visant à obtenir un maximum de rendement à court terme.

Comment ce site grandiose et son monument historique, reconnu « patrimoine culturel et naturel de l'humanité » par l'Unesco, a-t-il pu être bradé, du jour au lendemain, par la commission de promotion des concessions privées (Promcepri) ? Une concession, portant sur 14 000 mètres carrés, a été octroyée à l'opérateur Machu Picchu Cable Car SA pour les vingt-cinq prochaines années.

L'investissement de 8 millions de dollars (48 millions de francs, 7 millions d'euros) serait récupéré en quatre ans par le consortium, estime Daniel Estrada, Machu Picchu Cable Car SA prévoyant de transporter 400 personnes par heure. Or, selon un rapport de l'entreprise Wright Water Engineers, à la demande de l'Institut national de la culture (INC) et de l'Unesco, le sanctuaire ne peut en supporter plus de 2 200 par jour, pour que son infrastructure ne souffre pas de dégâts irréparables. Pour assurer sa rentabilité, le téléphérique en transporterait deux fois plus.

« C'est une critique mal intentionnée, commente Roberto Persi-

Et si l'on passait derrière les ruines

L'idée d'un téléphérique n'est pas neuve – elle a été lancée en 1981 –, mais le projet prévoyait alors de faire passer le dispositif sur la face de la montagne qui est derrière les ruines, et non pas devant. En juillet 1982, l'entreprise péruvienne Remi, représentant la société française Pomagalski, remporta le premier appel d'offres devant le groupe suisse Von Roll. Mais les autorités de Cuzco s'opposèrent au projet. En 1989, Remi remporta la seconde adjudication. Un problème de financement l'empêcha cette fois d'exécuter ce projet. En juin 1998, Von Roll a pris sa revanche.

Jacques Beharel, de Remi, ne s'avoue pas battu : « Après tant d'années de travail, nous voulons toujours construire ce téléphérique », assure-t-il. Il rappelle que Pomagalski est le premier fabricant dans le monde avec plus de 4 000 installations, dont une trentaine de Pervergure de celle proposée pour le Machu Picchu. Le dernier né est en service auprès de la muraille de Chine. Jacques Beharel ajoute : « Notre projet de passer derrière les ruines était moins cher, moins dangereux – risques d'éboulements, bourrasques de vent, survol du fleuve –, et surtout, il ne compromettait pas la beauté du site. Il était invisible. »

vale, gérant général de Peru Hotel SA, la société qui administre l'hôtel de Machu Picchu, ainsi que le très luxueux Monasterio de Cuzco, et dont Machu Picchu Cable Car SA est une filiale. Si le train ne peut amener qu'un peu plus d'un millier de touristes par jour, comment le téléphérique pourrait-il en transporter quatre fois plus ?

Le Comité pour le patrimoine mondial des Nations unies, réuni à Kyoto (Japon) en décembre 1998, a demandé au gouvernement péruvien que l'exécution de ce projet soit reportée jusqu'à ce qu'une mission d'experts se rende sur place pour évaluer ses conséquences.

« Les fonctionnaires de l'Unesco ? Ils sont tous communistes, comme Daniel Estrada et plusieurs maires de la région », lance Roberto Per-

sival, qui n'est pas tendre non plus face aux « mochileros » – les touristes sac au dos et à petit budget –, « qui contaminent l'environnement et provoquent des incendies de forêt ». A son avis, le projet de téléphérique, qui vise à attirer une clientèle aisée, « est la forme la plus appropriée et la plus sûre pour transporter les touristes. Les bus, qui fonctionnent mal et déversent de l'huile de moteur dans le fleuve Vilcanota, et le bombardement des hélicoptères, provoquent un impact sur l'environnement bien plus grave que ne le ferait le téléphérique, conçu selon les normes suisses ».

« La pollution par le bruit, ce n'est pas tout, ajoute Percy Tapia, de la Commission de promotion

1983 et 1985, 300 mètres du Chemin de l'Inca, installant d'énormes tuyauteries et ravagant une partie de la montagne Winay-Huayna, comment peut-elle défendre son point de vue aujourd'hui ? »

« L'entreprise suisse Von Roll Tramways a une grande expérience dans la manière de s'insérer auprès des monuments historiques puisqu'elle a construit des téléphériques dans des sites de l'importance de Stone Mountain à Atlanta, Pao de Azucar à Rio de Janeiro, et Massada en Israël, rappelle Roberto Persival. Les deux stations seront parfaitement camouflées. »

LETTRE SUR INTERNET

De toute façon, l'appel d'offres a été lancé sans consulter l'Institut national de la culture (INC), ni l'Unesco. Le directeur du Centre du patrimoine culturel de l'Unesco, Bernd von Droste, avait néanmoins insisté auprès des autorités péruviennes, depuis décembre 1996, pour qu'aucune initiative ne soit prise concernant le projet de téléphérique – « qui pourrait avoir de graves conséquences sur le site » – avant que ne soit adopté un plan d'ensemble ou « plan Maestro », pour assurer la protection du site. Ce plan n'aurait été approuvé qu'en octobre 1998, mais son contenu n'a pas été rendu public.

De plus, l'appel d'offres a été lancé avant les études techniques concernant l'impact sur l'environnement, la force des vents et la prospection archéologique qui ont été réalisées, a posteriori, par la société qui a remporté l'appel d'offres. Une instruction judiciaire a été ouverte. Et une centaine de personnalités du monde entier ont signé, par le biais d'Internet, une lettre adressée à Federico Mayor, directeur de l'Unesco. La question de fond est de savoir si les biens culturels sont des marchandises soumises aux lois de l'offre et de la demande.

Nicole Bonnet

Bernard Fixot crée sa propre maison d'édition

L'ÉDITEUR Bernard Fixot, PDG des éditions du même nom, ainsi que des maisons Robert Laffont, Julliard et Seghers, quittera ce poste le 1^{er} septembre 1999, pour créer sa propre maison d'édition dont Havas sera l'actionnaire de référence. Il reste administrateur de Laffont et membre du Comité exécutif de la branche multimédia et édition grand public d'Havas dirigée par Agnès Touraine, et rejoindra parallèlement le comité éditorial d'Havas Interactive.

Arrivé en 1993 à la tête des éditions Robert Laffont, dont le chiffre d'affaires avoisine 300 millions de francs (45,73 millions d'euros), ce patron réputé pour son sens du marketing et ses coups commerciaux, souhaite « redonner la priorité à l'édition sur le management ». Il publiera chaque année, au sein d'une structure de « cinq à six personnes », dont le nom n'est pas encore connu « une dizaine ou une quinzaine d'ouvrages » à vocation internationale pouvant « être déclinés sur des supports multimédia – CD-ROM, Internet, Télévision ».

« L'écrit n'a pas à avoir de complexes face aux nouveaux supports », note Bernard Fixot. Nous avons découvert que nous pouvions faire partie des listes de best sellers du monde entier. Notre idée est de publier des documents ou des romans utilisant des ressorts universels. »

Bernard Fixot sera remplacé en septembre par Léonello Brandolini, PDG d'UGE-Poche (Pocket, Pocket Jeunesse, Fleuve Noir, 10/18) depuis 1994 et « homme poche » du groupe Havas. C'est

POCHE ET MAGAZINES

Éditeur au Livre de Poche, chez Hachette, puis directeur de Bayard Éditions, la branche livre du groupe Bayard Presse, depuis 1987, Jean-Claude Dubost a notamment créé le secteur poche de Bayard Éditions, au sein duquel les magazines pour la jeunesse *Belles Histoires*, *L'Ame libre* et *Le Bouquin* ont notamment trouvé une deuxième vie et où la collection américaine « Chair de Poule » a connu son succès phénoménal. Le chiffre d'affaires de Bayard Éditions (environ 270 millions de francs soit 41,15 millions d'euros) est constitué à 60 % par la vente de collections au format poche. « C'est un professionnel qui connaît bien le secteur, commente-t-on chez Pocket. Pour le reste, les gens ici attendent que les choses se mettent en place pour voir. »

Du côté de Bayard Éditions, Charles-Jean Pradelle, directeur général du groupe Bayard Presse, indique qu'il « reprend en direct le suivi du département que quitte Jean-Claude Dubost ». Un départ qui, selon lui – et malgré le passage de l'éditeur Pierre Marchand chez Hachette (*Le Monde* du 20 janvier) – ne modifie en rien les travaux entamés avec Gallimard pour un rapprochement dans le secteur du poche pour la jeunesse.

Florence Noiville

La présence française à la 48^e Biennale de Venise

LA 48^e BIENNALE d'arts plastiques de Venise 1999 aura lieu cette année du 14 juin au 7 novembre. L'Association française d'action artistique (AFAA), qui a la charge de l'organisation de la présence française à la Biennale, a décidé, comme il y a deux ans, de ne pas nommer un commissaire mais un (ou plusieurs) artistes, « à qui il est laissé la liberté d'organiser les modalités de son projet », « sur proposition d'un comité de personnalités ».

Ce comité réunissait cette année Michel Bourel, directeur de la Villa Arson à Nice, Henri-Claude Cousseau, directeur des musées de Bordeaux, Olivier Kaepfelin, du ministère de la culture, Jean de Loisy, de la Mission pour l'an 2000, Denys Zacharopoulos, directeur du Centre d'art contemporain de Kerguelennec, et Natacha Caron, commissaire d'expositions. Le comité a choisi deux artistes vivant et travaillant à Paris : Jean-Pierre Bertrand, né en 1937, et Huang Yong Ping, né en 1954, qui partageront le pavillon français de la Biennale.



SAMEDI 6 MARS 17H INDE DU NORD
SHAHID PARVEZ s'agit
Atteindre à la pureté des ragas
dans l'ultime but de les servir
LOCATION 01 42 74 22 77 95

Patrick Caulfield ne croit pas à ce qu'il voit

A Londres, une rétrospective révèle l'énergie et l'acuité d'un des inventeurs du pop anglais, analyste incisif de nos habitudes de vision

PATRICK CAULFIELD. Hayward Gallery, South Bank, Londres. M^e Waterloo. Tél. : 00-44-171-960-5226. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, mardi et mercredi jusqu'à 20 heures. Entrée : 6 livres. Jusqu'au 11 avril.

Patrick Caulfield a soixante-trois ans. Il a été l'un des meilleurs protagonistes du pop-art anglais des années 60. Son œuvre se poursuit dans une visible jubilation, sans se répéter. Mais Caulfield ne cherche pas à passer pour une star. Il n'a pas émigré en Californie. Il n'est sûrement pas aussi télévisé que David Hockney. Donc, en France, il est à peu près inconnu. A Paris, il n'a obtenu que deux expositions personnelles, à la galerie Claudine Papillon, en 1993 et 1996. Une fois, une seule, un musée l'a accroché sur ses murs - c'était en 1973. Il serait temps de recommencer.

Il se trouve qu'une rétrospective Caulfield se tient à Londres, dans les salles austères de la Hayward Gallery. Elle ira au Luxembourg, à Lisbonne et à Yale - nulle part en France. En 55 tableaux, de 1961 à 1997, elle démontre cependant combien il est regrettable d'ignorer cet artiste. Ses œuvres posent quelques questions pertinentes à propos de la société contemporaine, de ses modes de représentations, de la photographie, de la publicité, de la bande dessinée et de l'histoire de la peinture de Matisse à nos jours.

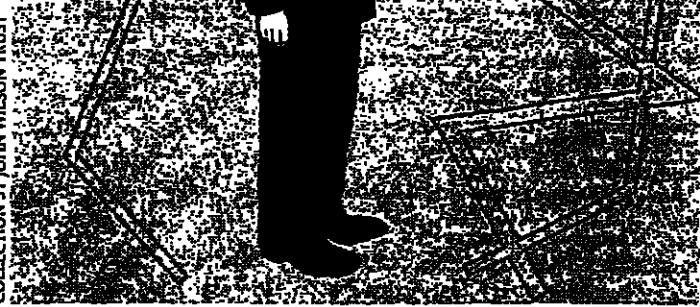
DÉNIER LES REGARDS

Avec une ironie insistante, elles donnent à penser que nous ne voyons pas ce que nous croyons voir, que nous nous contentons le plus souvent de reconnaître hâtivement des signes pauvres, dans le plus grand désordre. Ce désordre, ces signes pauvres, ces stéréotypes incohérents, Caulfield en fait des

tableaux, c'est-à-dire des démonstrations, de l'art intelligent - pléonasme, en principe. La méthode est simple, en apparence du moins. Caulfield prend une toile de grand format et choisit un grand sujet, que le titre annonce de manière péremptoire : ça s'appelle, par exemple, *Ville et campagne*. Comment un peintre peut-il se saisir de ce sujet, que l'on croit réservé aux politiques et aux sociologues ? Par la construction réfléchie d'une perspective incompréhensible. Au premier plan, il y a de la moquette rose, vert et bleu peinte par petits points. Sur les côtés, des murs - ce devraient être des murs, logiquement - étaient leurs papiers peints hideux, à motifs géométriques genre Vasarely pour chambre à coucher. A moins que l'on ne soit plutôt à la réception d'un hôtel miteux, ornée d'une horloge et d'un plafond écarlate. Ce serait un hôtel à la campagne, puisque l'espace s'ouvre au centre de la toile sur une vue d'extérieur avec arbres, buissons et feuillages d'automne. Le contraste entre cette partie, traitée en pseudo-réalisme, et les géométries qui l'entourent est assez brutal. On pourrait en déduire que le monde actuel ne regarde plus la nature que sous forme de morceaux choisis insérés dans la ville - il ne reste donc de la nature qu'une imagerie. Ce que le tableau en montre pourrait n'être qu'un agrandissement photographique, la profondeur pourrait n'être que factice. Tout serait faux ?

Tout est faux, évidemment. Les fruits et les plats cuisinés qui s'accumulent dans les natures mortes proviennent de publicités assurément mensongères pour gastronomie prête à réchauffer. Les paysages copient des cartes postales, et les intérieurs copient des clichés pour magazines de mode. Le bois est du faux bois et les fleurs sont artificielles.

Dans chaque toile, depuis les an-



« Portrait of Juan Gris » (1963). Huile sur panneau, 121,9 x 121,9 cm.

nées 60, un ou plusieurs éléments jettent la perturbation, discrètement ou violemment selon l'humeur de l'auteur. La perspective s'écroule soudain contre un plan invisible. Un triangle de couleur pure passe à travers l'espace et les objets. Un rayon de lumière n'éclaire rien. A l'inverse, il produit deux ombres dans deux directions opposées. Un morceau de trompe-l'œil voisine avec un morceau d'abstraction géométrique. Des roses tyriens, des pourpres, des écarlates, des violets écouverts se battent sans merci. Il arrive que l'une des couleurs l'emporte et inonde la toile, étrange application du monochrome. Plus souvent, aucune ne gagne et la querelle n'en finit pas, ravivée par l'irruption d'un jaune citron ou d'un vert pistache. On ne peut pas prétendre que Caulfield aspire à séduire les regards. Il préfère les déniaiser.

LOGIQUE CUBISTE

La cohérence de l'entreprise est manifeste. En 1961, jeune tueur du pop, Caulfield montrait comment les chefs-d'œuvre de la peinture finissent en posters, Delacroix en affiche et le fauvisme en illustration touristique. Aujourd'hui, il compose des pièges à visions. En 1963, il a peint un hommage à Juan Gris. Aujourd'hui, assez souvent, il fait allusion au cubisme dans sa phase débridée, celle de Picasso et

de Gris après 1912. Il pratique avec une dextérité consommée l'art du faux collage et exécute de temps en temps des variations sur la pipe, celle de Picasso plutôt que celle de Magritte. Tout cela est parfaitement logique, puisque les cubistes ont été les premiers à figurer le chaos contemporain saturé d'images hétéroclites et de faux-semblants.

Philippe Dagen

Heisenberg et Bohr, une rencontre particulière

COPENHAGUE, de Michael Frayn, adaptation de Jean-Marie Besset. Mise en scène de Michael Blakemore. Avec Mala Simon, Niels Arestrup, Pierre Vaneck. THÉÂTRE MONTMARTRE, 31, rue de la Galté, Paris 14^e. M^e Galté et Edgar-Quinet. Du mardi au samedi à 21 heures, matinales le samedi à 16 h 30 et le dimanche à 15 h 30. Tél. : 01-43-22-77-74. De 90 F à 160 F (de 13,70 € à 24,40 €).

En 1941, le physicien allemand Werner Heisenberg s'en va rencontrer, à Copenhague, le physicien danois Niels Bohr, son oncle, auquel il était intimement lié avant les guerres du Reich, comme, la plupart du temps, se lient les quelques savants parvenus à un tel summum de recherche qu'ils ne peuvent s'entretenir utilement qu'entre eux.

Cette rencontre est particulière : le Danemark est occupé par les Allemands, et tout laisse à penser que les deux savants s'emploient, « chacun de son côté », à l'étude de l'exploitation militaire de la fission. La Science, l'Histoire, l'Amitié, soutiennent un conflit de rare dimension. L'événement n'est pas fictif : la rencontre a réellement eu lieu, par moments en présence de Margrethe Bohr.

La teneur de l'échange, le but de la rencontre, restent inconnus. L'auteur britannique Michael Frayn invite sur les planches nos trois grandes figures. Il ne leur fait pas dire ce qu'il ne sait pas, c'est une des qualités de la pièce. Il est dans le noir, il tâte le terrain, il propose une piste éventuelle, une autre, une autre... Il y a, qui sous-tend chaque seconde, ce lien d'amitié profonde, mis en veilleuse par la guerre, et le profil de la trahison.

Traduit en belle langue claire par Jean-Marie Besset, c'est une bonne leçon de « physique facile », d'Histoire vraie inimaginable, de situation invivable. Les trois acteurs sont excellents. Mala Simon a toujours donné intérêt, densité, aux œuvres qu'elle interprète, par la finesse, la lumière, de son art. Il suffit que Pierre Vaneck apparaisse dans un décor pour que le théâtre (public, scène, pièce, tout compris) prenne une évidence, une force. Niels Arestrup, lui, c'est le mystère, la magie, l'imprévu, l'émotion, le danger, la poésie, du grand acteur-né.

Une soirée sérieuse, au tableau d'honneur du « théâtre privé ».

Michel Cournot

SORTIR

PARIS

La Légende de saint Julien l'Hospitalier

1875 : Flaubert va mal. Panne d'inspiration, angoisses, problèmes d'argent. Il décide de prendre l'air, à Concarneau, d'où il écrit à son ami Tourgueniev : « Pour m'occuper à quelque chose, je vais tâcher d'écrire un petit conte, une légende qui se trouve peinte sur les vitraux de la cathédrale de Rouen. » Le « petit conte » en question, ce sera *La Légende de saint Julien l'Hospitalier* - un texte fait pour inspirer Christian Rist, qui, avec son Studio Classique, mène un travail souvent remarquable d'exploration des œuvres non dramatiques. Il dirige ici le comédien Jean-Jacques Le Vessier, qui sera accompagné dans son monologue par un musicien adepte des instruments anciens, Jean-Michel Dellers.

Cartoucherie - Théâtre de l'Aquarium, route de Champ-de-Manœuvre, 12^e. M^e Château-de-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 16 heures.

Tél. : 01-43-74-99-61. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 18 avril. Karina Gaurin (soprano) Roger Vignoles (piano)

Le centenaire Poulenc aura fait entendre tout, ou presque, et parfois n'importe quoi. Ce n'est pas le cas de la Bibliothèque nationale de France, qui présente toutes les mélodies de Poulenc, mais en les agencant d'une manière avertie et remarquable. De jeunes artistes bien préparés et bien-disants en sont les interprètes.

Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), quai François-Mauriac, 13^e. M^e Quai-de-la-Gare. Le 2, à 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F.

Jean-Philippe Viret Quartet Ne revenons pas sur les hauts faits de la carrière de Jean-Philippe Viret (Grappelli, l'Orchestre de jazz sont pour le public infatigablement conduits à rappeler leur talent à chaque concert qui disparaît. Viret réunit un quartet convaincant. Ses preuves sont faites. Reste donc la musique. C'est cela qui rend l'expérience des clubs cruciale : leur enjeu, cette façon, pour rien,

un soir en passant, de mettre sa carrière sur la table tout en continuant de jouer. Rendez-vous au Duc.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^{er}. M^e Châtelet. Le 2, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Stitella

Le groupe de rock belge humoristique Stitella, animé par le chanteur et compositeur Jean-Luc Fonck, est considéré comme un disciple de Bobby Lapointe, avec ses chansons sarcastiques et humoristiques, où les jeux de mots abondent. La formation a publié son dernier album (*Il faut tourner l'Apache*) il y a quelques semaines, chez Chantons sous la Truie-PIAS. Glax'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, 19^e. M^e Porte-de-la-Villette. Les 2, 3 et 4, à 20 h 30. Tél. : 01-40-36-55-65.

CHAMBERY

Jean-Claude Gallotta Personnage gallottien que Don Quichotte ! Toujours féroce, sans cesse en alerte, prompt à bondir pour défendre ses rêves, il a plus d'un point commun avec le chorégraphe de Grenoble. Si le chevalier de la Mancha est absent de cette nouvelle création intitulée *Presque Don Quichotte*, son esprit, ses élans irriguent la chorégraphie, qui précipite huit danseurs dans une aventure gestuelle fantasque et exubérante. Le mythe hidalgo n'a pas encore rendu les armes.

Espace André-Malraux, 73 Chambéry, Le 3, à 20 h 30 ; le 4, à 19 h 30. Tél. : 04-79-85-55-13. 140 F.

NANTES

Le Labo

Cette jeune manifestation se veut au cœur des tendances artistiques du moment : lieux non conventionnels de représentation (entrepôt Delru, chapelle de l'Oratoire), rencontres pluridisciplinaires avec des chorégraphes (Olga de Soto, Olivia Grandville), plasticiens (Lucy Orta, Micha Derider), créateurs lumière ou musiciens, discussions entre le public et les artistes. Chaque soir, deux performances pour aligner le regard sur le corps en mouvement dans un espace insolite.

Du 3 au 9 mars, 44 Nantes. Tél. : 06-62-15-78-14.

(Publicité)

CE SOIR ON IMPROVISE

Luigi Pirandello - Luca Ronconi

4 au 17 mars

ODEON

01 44 41 36 36

GUIDE

FESTIVALS CINÉMA

Bertrand Tavernier, documentariste Lyon et l'Amérique, la littérature et le jazz, l'histoire politique et la géographie sociale, tels sont les thèmes principaux des documentaires réalisés par Bertrand Tavernier. Chacun d'entre eux (à l'exception de Lyon, le regard intérieur) dure près de trois heures et est réalisé avec un partenaire (Jean Aurenche, Robert Parrish, son père René, Patrick Rotman, son fils Nils). Au programme : *Philippe Soupault* (1982), *Mississippi Blues* (1983), Lyon, le regard intérieur (1988), *La Guerre sans nom* (1991), *De l'autre côté du périph* (1997). Une rencontre avec Bertrand Tavernier est prévue le 6 mars. Galerie du Jeu de Paume, place de la Concorde, 1^{er}. M^e Concorde. Du 2 au 21 mars. Tél. : 01-47-03-12-50.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Hmn).

VERNISSAGES

- Lewis Carroll photographie
- La Collection de Sir Edmund Davis
- Gothic Revival : architecture et arts décoratifs de l'Angleterre
- Tableaux vivants : fantaisies photographiques victorienne (1840-1880)
Musée d'Orsay, 1, rue de la Légion-d'Honneur, 7^e. M^e Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Du 2 mars au 6 juin. 40 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi : de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Conclave du Chauvet de Laurent Jaffro, textes dits par Jeanne Balibar. Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 101, rue Saint-Martin, 3^e. M^e Rambuteau. Le 2, à 19 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. 40 F et 60 F.

Les Arts Florissants Purcell : *Odes et musiques pour les anniversaires royaux*. Joseph Cornwell (ténor), Clive Bayley (basse), William Christie (direction). Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 140 F à 200 F.

Nuit blanche Hommage à Thelonious Monk. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1^{er}. M^e Châtelet. Le 2, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Amos Garrett and The Eh Team *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e. M^e Château-d'Eau. Le 2, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Christine Delacroix *Sentier des Halles*, 50, rue d'Aboukic, 2^e. M^e Sentier. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. De 80 F à 100 F. Jusqu'au 20 mars.

SFR

Vous n'êtes pas le cousin du producteur, l'ouvreuse n'est pas votre petite amie.

Tapez **CELESTE** (soit le 2463)*

sur votre portable pour tout savoir sur les films en salle, et éviter les files d'attente.**

Avec **ALLOCE**

SFR est une marque de **cegetel**

SFR. LE MONDE DES SERVICES EST À VOUS.

*2^e appel + le prix d'une communication normale, dans les zones couvertes par le réseau GSM de SFR. **Dans certaines salles.

L'Europe de la zone euro

Le 1er mars, l'Europe de la zone euro a célébré son premier anniversaire. C'est une date importante, car elle marque le début d'une nouvelle ère pour l'économie européenne. Les pays de la zone euro ont mis en œuvre une série de réformes pour renforcer la stabilité financière et promouvoir la croissance. Ces réformes ont été le fruit d'un long processus de négociation et de coopération entre les États membres. Elles visent à créer un environnement économique plus sûr et plus dynamique, capable de résister aux crises et de soutenir le bien-être de tous les citoyens.

Le 1er mars, l'Europe de la zone euro a célébré son premier anniversaire. C'est une date importante, car elle marque le début d'une nouvelle ère pour l'économie européenne. Les pays de la zone euro ont mis en œuvre une série de réformes pour renforcer la stabilité financière et promouvoir la croissance. Ces réformes ont été le fruit d'un long processus de négociation et de coopération entre les États membres. Elles visent à créer un environnement économique plus sûr et plus dynamique, capable de résister aux crises et de soutenir le bien-être de tous les citoyens.

Le 1er mars, l'Europe de la zone euro a célébré son premier anniversaire. C'est une date importante, car elle marque le début d'une nouvelle ère pour l'économie européenne. Les pays de la zone euro ont mis en œuvre une série de réformes pour renforcer la stabilité financière et promouvoir la croissance. Ces réformes ont été le fruit d'un long processus de négociation et de coopération entre les États membres. Elles visent à créer un environnement économique plus sûr et plus dynamique, capable de résister aux crises et de soutenir le bien-être de tous les citoyens.

CE SOIR ON IMPROVISE
Luigi Pirandello - Luc Béraud
à 20h30
ODEON
01 44 41 36 36

GUIDE

LES CINÉMAS

Le 1er mars, l'Europe de la zone euro a célébré son premier anniversaire. C'est une date importante, car elle marque le début d'une nouvelle ère pour l'économie européenne. Les pays de la zone euro ont mis en œuvre une série de réformes pour renforcer la stabilité financière et promouvoir la croissance. Ces réformes ont été le fruit d'un long processus de négociation et de coopération entre les États membres. Elles visent à créer un environnement économique plus sûr et plus dynamique, capable de résister aux crises et de soutenir le bien-être de tous les citoyens.

LES CINÉMAS

Le 1er mars, l'Europe de la zone euro a célébré son premier anniversaire. C'est une date importante, car elle marque le début d'une nouvelle ère pour l'économie européenne. Les pays de la zone euro ont mis en œuvre une série de réformes pour renforcer la stabilité financière et promouvoir la croissance. Ces réformes ont été le fruit d'un long processus de négociation et de coopération entre les États membres. Elles visent à créer un environnement économique plus sûr et plus dynamique, capable de résister aux crises et de soutenir le bien-être de tous les citoyens.

KIOSQUE

LE MONDE / MERCREDI 3 MARS 1999

Dans les coulisses de l'économie globale

Le « New York Times » a mené l'enquête à Washington, en Russie, en Asie et en Amérique latine. Dans une série de trois articles, il pointe la part de responsabilité des Etats-Unis dans le déclenchement des crises financières de ces derniers mois

MEA CULPA, mea minima culpa. Oui, l'administration Clinton est en partie - en partie seulement - responsable des crises financières qui secouent l'Asie, la Russie et une partie de l'Amérique latine. Tel est l'aveu formulé par certains des responsables de l'administration dans une série d'articles du *New York Times* - repris par l'*International Herald Tribune* au début du mois - sur « les coulisses de l'économie globale ».

C'est une histoire d'où il ressort que l'un des axes stratégiques les plus importants de l'administration Clinton fut, dès le début du premier mandat du président, non seulement de lutter contre le protectionnisme commercial, mais surtout pour l'ouverture des marchés aux produits financiers - et tout d'abord ceux de la banque, de la Bourse et des compagnies d'assurances américaines. L'objectif était la libéralisation maximale des mouvements de capitaux, à destination des marchés les plus demandeurs, ceux des économies émergentes en Asie ou en Amérique latine, voire en Russie. Ces pays en profitèrent, ayant enfin accès à un capital privé qui participait grandement à leur réel développement. Mais ils payèrent aussi le prix fort, quand, au moindre indicateur défavorable, les gestionnaires de ces fonds les retirèrent massivement, provoquant les crises que l'on sait.

Ce n'était pas inévitable, laissent entendre les auteurs de la série, Nicholas D. Kristof et David E. Sanger. Des voix autorisées di-

saient depuis le début que le mouvement de libéralisation était trop rapide. Elles faisaient valoir que les pays visés n'avaient pas les structures bancaires et légales pour accueillir une telle manne de capitaux.

« C'est une critique légitime que de dire que nous aurions dû être plus nuancés, prudents, que nous aurions pu prévoir ce qui allait arriver », confie ainsi au quotidien new-yorkais Mickey Kantor, qui fut secrétaire au commerce dans l'administration Clinton et l'un des plus proches conseillers du président. Avoir déréglé et libéralisé les flux financiers aussi vite, ce fut un peu comme si les Etats-Unis avaient voulu

The New York Times

Free Markets Clinton Gave a Push

« construire un building sans en établir d'abord les fondations ». Chef des économistes de la Maison Blanche au début des années 90, Laura D'Andrea Tyson insinue qu'elle fut l'un des rares, dans le cercle étroit des conseillers, à mettre en garde contre une approche qui plaçait tous les pays

émergents sur le même plan, quel que soit leur degré de préparation, ou d'impréparation, à recevoir pareil torrent de capitaux flottants.

Si ces trop rares avertissements furent balayés, c'est que la libéralisation des capitaux était exactement ce que voulait le secteur des services financiers américains, en gros Wall Street, et ses représentants au sein de l'administration, raconte le *New York Times*. Ainsi, l'un des avocats les plus insistants de la libéralisation financière a été celui qui allait devenir le deuxième secrétaire au Trésor de Bill Clinton, le brillant Robert Rubin, ancien vice-président d'un des fleurons du secteur financier, Goldman Sachs. « L'industrie amé-

ricaine des services financiers voulait pénétrer sur ces marchés », confie M^{me} D'Andrea Tyson aux auteurs de la série. Universitaire, aujourd'hui doyen de la faculté de gestion de l'université Yale, Jeffrey Garten, qui fut l'un des patrons du département du commerce dans l'administration américaine, confie qu'il eut aveuglement par dogmatisme idéologique : « Rétrospectivement, c'est facile d'observer que nous avons sans doute été trop loin et trop vite [dans la libéralisation], on en a trop fait, il y avait dans tout cela une certaine arrogance [intellectuelle]. »

Alain Frachon

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Gérard Dupuy

■ Le cri du cœur se dédouble pour réclamer une vie à la fois plus excitante et mieux protégée. Les exploits des casse-cou ne servent désormais qu'à frayer la piste à une nouvelle branche de l'industrie des loisirs. Mais, simultanément, dans tous les domaines, l'exigence de sécurité augmente, et chaque manquement à celle-ci entraîne une imputation de responsabilité, voire une procédure de dédommagement. La démocratie du frisson déteste en effet le désordre. Cette contradiction traverse toute la société. D'une part, une vie protégée, par la confiance

qu'elle donne mais aussi par l'enlèvement du risque, pousse à la prise de risque. D'autre part, la perception du risque, sous la loupe médiatique, finit par impliquer une protection accrue contre les aléas, surtout par intimidation des fauteurs de troubles.

FRANCE INTER

Pierre Le Marc

■ Par un message qu'il fera lire au Parlement, Jacques Chirac précédera la procédure de ratification du traité d'Amsterdam. C'est un acte tout à fait exceptionnel auquel il n'a eu recours qu'une seule fois en 95 pour annoncer la mise en chantier des réformes sur la session unique et sur l'élargissement du champ du

référendum. Le président a quelques raisons fortes de recourir à cette disposition. Il entend certainement rappeler la prééminence du chef de l'Etat dans la définition des grands choix de la nation, y compris en période de cohabitation. Il se donne par ailleurs les moyens de recadrer sa position sur la question européenne.

THE NEW YORK TIMES

■ Lorsque le président sortant du Nigeria, le général Abubakar, accéda au pouvoir en juin dernier, il promit une transition vers un régime civil, après quinze années de désastres militaires. Il a tenu sa promesse, mais la transition reste inachevée. Les chefs de l'armée, qui ont largement financé la

campagne électorale du nouveau président élu, le général Obasanjo, continueront de menacer son gouvernement. Il lui faudra rompre avec eux s'il veut réussir à améliorer la vie de la nation la plus peuplée d'Afrique. Beaucoup de Nigériens espèrent que M. Obasanjo parviendra à priver les militaires de tout rôle politique, mais cela est improbable. Les réformes économiques et les mesures anti-corruption, dont le pays a tant besoin, susciteront la colère des généraux, premiers bénéficiaires de l'actuel bourbier. Pour avoir une chance de réussir, Obasanjo doit faire de son gouvernement la première phase d'un nouveau règne civil, et pas seulement l'ultime étape du règne des militaires.

EN VUE

■ Les services d'Elizabeth II ont dû retirer à la hâte une petite annonce, illégale en Grande-Bretagne depuis l'instauration du salaire minimum, proposant un emploi non rémunéré au château de Windsor, en échange d'une maison de gardien et du paiement de la note d'eau.

■ Lundi 1^{er} mars, le prince Charles, venu soutenir dans un restaurant de Newport les éleveurs gallois, a trouvé « absolument défectueux » un morceau de viande à l'os, interdit en Grande-Bretagne en raison de la maladie de la « vache folle ».

■ Les pensionnaires du collège d'Eton, en Angleterre, qui, par jeu, se pendent jusqu'à l'évanouissement, puis se font ranimer par leurs camarades, ont retrouvé, lundi 22 février, mort dans sa chambre, Nicholas Taylor, 15 ans, une corde à son cou.

■ L'Ecomog, la force armée ouest-africaine, vient de remettre à l'Unicef trente-trois enfants âgés de 5 à 14 ans enrôlés par les rebelles sierra-léonais. « D'autres sont encore en ville. Leurs parents les cachent sous leurs lits », a indiqué Amara Jalloh, petit soldat.

■ Les habits de la poupée Baby Born, « jouet de l'année » en Allemagne, « ne contiennent, selon Katrin Leuthausser, représentant du fabricant, aucun des colorants interdits encore utilisés dans les vêtements pour enfants », sont plus chers que des vrais.

■ « Gracie » à l'issue d'un combat sanglant à Nîmes, Tanguisto, le jeune taureau, rejoindra ses pâturages et ses génisses andalouses, après des soins vétérinaires de plusieurs jours.

■ Les deux chats logeant au Parlement à New Delhi, nourris au réfectoire, familiers des lieux, coupables d'être passés devant les caméras pendant un discours télévisé du président indien, seront châtés.

■ Giuseppe Arvana, 83 ans, dernier « Culpard », duc de Gualtieri, marquis de Castania, baron de Sicamino, est mort le 21 février, à Monti Nebrodi, en Sicile, asphyxié par un vieux poêle dans la chapelle désaffectée où il vivait depuis dix ans, sonnant les cloches, chaque fois qu'il faisait l'amour, pour humilier sa femme, sa voisine.

■ Le 16 février au cimetière de Prima Porta, à Rome, après plusieurs heures d'attente, des dizaines de familles, bloquées par une grève des croque-morts dans un embouteillage de corbillards, ont elles-mêmes procédé à l'inhumation de leurs défunts, se trompant parfois de caveau.

Xavier de Moulins

Christian Colombani

www.absolutvodka.com

Un site sur la musique techno sponsorisé par une marque de vodka défie la loi de nombreux pays

A PREMIERE VUE, le site officiel de la célèbre vodka suédoise Absolut est un espace à la fois artistique et informatif consacré à la musique techno, visant un public international jeune et branché. Des applications interactives, conçues et réalisées avec le concours de grands noms de la techno comme UFO, Coldcut et DJ Spooky, permettent aux visiteurs de charger des « samples » (échantillons) et de créer en temps réel leur propre musique en rajoutant les effets de leur choix, « scratch », « boucle », « cut ». L'internaute peut associer à sa création musicale des images et des séquences vidéo. Une fois son œuvre multimédia achevée, il la sauvegarde et, s'il le souhaite, il la fera voyager partout sur le Net. Récemment, Absolut Vodka s'était déjà distingué en créant un festival d'animations (Absolut Panushka), ainsi qu'une exposition de l'artiste Kevin Kelly (Absolut Kelly), qui sont toujours accessibles sur le Web. Or tous ces sites, outre leur



nom très explicite, proposent également de faire parvenir aux internautes des informations sur les produits de la marque Absolut. Sans restriction : les visiteurs désireux d'en savoir plus sur la vodka doivent envoyer au siège de New York une photocopie de pièce d'identité attestant qu'ils ont plus de vingt et un ans.

Sans le spécifier, Absolut se conforme donc, du moins en théorie, aux lois en vigueur aux Etats-Unis. En revanche, dans certains pays, dont la France, ce genre de publicité est illécite, indépendamment de l'âge des personnes visées : « En France, la loi Evrin est très claire », explique Jérôme Constant, responsable ju-

ridique au Bureau de vérification de la publicité (BVP) : « l'article L.17 présente les différents supports autorisés pour la diffusion de publicités pour les boissons alcoolisées. Or Internet ne figure pas sur la liste. La publicité ou le parrainage ayant pour objet la propagande de boissons alcoolisées y sont donc interdites. » On peut s'interroger sur la validité de cette exception française, car, en pratique, tout internaute résidant en France peut consulter à sa guise le site d'Absolut Vodka, et tous les sites du même genre : « Idéalement, estime M. Constant, il faudrait que pour cette forme de communication, le pays de diffusion ne prenne pas seulement en compte sa propre législation, mais aussi celle des pays susceptibles de recevoir le message publicitaire. » Un vœu pieux sans portée pratique quand on sait qu'Internet est désormais présent sur la terre entière...

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Vous ne payez rien d'avance

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Après signature de votre attestation de prépaiement et versement de votre R.R. ou R.P., vous n'avez plus à vous soucier de rien. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courrez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Bulletin d'abonnement

OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre inscription. Il y en a un dans votre chèque

Prénom : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Date et signature obligatoires : _____

Le Monde s'engage à vous fournir le journal Le Monde, par prélèvement automatique, à l'adresse indiquée ci-dessus, à moins que vous ne nous en avisiez par écrit.

Le Monde s'engage à vous fournir le journal Le Monde, par prélèvement automatique, à l'adresse indiquée ci-dessus, à moins que vous ne nous en avisiez par écrit.

Le Monde s'engage à vous fournir le journal Le Monde, par prélèvement automatique, à l'adresse indiquée ci-dessus, à moins que vous ne nous en avisiez par écrit.

Le Monde s'engage à vous fournir le journal Le Monde, par prélèvement automatique, à l'adresse indiquée ci-dessus, à moins que vous ne nous en avisiez par écrit.

Le Monde s'engage à vous fournir le journal Le Monde, par prélèvement automatique, à l'adresse indiquée ci-dessus, à moins que vous ne nous en avisiez par écrit.

Le Monde s'engage à vous fournir le journal Le Monde, par prélèvement automatique, à l'adresse indiquée ci-dessus, à moins que vous ne nous en avisiez par écrit.

SPECIAL VACANCES

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro spécial : 0 800 022 677

Recevez Le Monde chez vous pour seulement

173 F* par mois



En vous abonnant au Monde vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraître dans l'année.

* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.

صوتنا من الداخل

MARDI 2 MARS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS
21.30 Les Années Staline. Forum Planète
23.30 Jeux vidéo. au-delà du virtuel. Forum Planète

MAGAZINES
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. José Rossi. LCI
20.00 20 h Paris Première. Invité: Richard Berry. Paris Première
20.40 Thénia. Les femmes de Vincent Van Gogh. Arte
20.50 De quel droit? Argent: quand la famille règle ses comptes. M 6
21.00 Le Gai Savoir. La nostalgie des Hussards. Paris Première
23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. France 2
23.15 Science 3. Science et beauté: la découverte de l'apparence. France 3
0.15 Zone interdite. Elles font un bébé toutes seules. M 6
1.25 Saga-Chés. Bouquet misère. France 3

DOCUMENTAIRES
20.05 Les Tribus indiennes. (1920). Les Lenape. Planète
20.15 360°. le reportage GEO. Forêt tropicale [24]. Les massacres de sang. Arte
20.30 URSS (2). 1999 - 1993: le triomphe du tyran. Forum Planète
20.35 L'Homme de Kibuu. Planète

SPORTS EN DIRECT
17.30 Football. Coupe de l'UEFA. Quarts de finale aller: Bologne - Lyon. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Marseille - Celta Vigo. Canal +
20.00 Basket-ball. Euroleague (Play-off): Azev - Cibona Zagreb. AB Sport
21.30 Football. Coupe de l'UEFA. Quart de finale aller: Atletico Madrid - AS Roma. Eurosport
2.05 Basket-ball. Championnat de la NBA. Canal +

MUSIQUE
19.30 Edouard Lalo. Symphonie espagnole. Avec Peter Zsaszky, violon. Par l'Orchestre symphonique de la RTSI. dir. Zoltan Pesko. Mezzo
21.00 Riccardo Chailly et Maria João Pires jouent Mozart. Muzik

ARTS
20.45 Les Descendants. (4/1). Les gènes et les fils du vent. Histoire
21.15 Caméras de vol. Les pompiers du ciel. Odyssée
21.45 Les Ateliers du rêve. (4/6). Egoïste, le murmure de la passion. Histoire
22.00 Erik Satie, fils des étoiles. Muzik
22.10 Inde, naissance d'une nation. La veille de l'indépendance. Odyssée
22.30 Lonely Planet. Planète
23.15 L'Épopée des fusées. (6/13). Planète
23.20 Palettes, Vincent Van Gogh. La haute note jaune: Le Chénier d'Arles, 1888-1889. Arte

TELEVISION

CINÉ CLASSICS
16.55 Qui a peur de Virginia Woolf? M
Une des plus célèbres scènes de ménage de l'histoire du cinéma. Mike Nichols ne s'est pas mis en frais pour «cinématographier» la pièce d'Edward Albee. Mais le terrible affrontement de Liz Taylor et de Richard Burton, qui prend parfois des allures de règlement de comptes personnel, atteint une véritable résonance tragique. Film d'acteurs. Et quels acteurs! En v.o.

RADIO-CLASSIQUE
20.15 Balzac, les musiciens de son temps
La musique est présente dans la plupart des romans de Balzac. Lui-même trompait sa solitude en allant assidûment à l'opéra, parce qu'«entendre de la musique, c'est mieux aimer ce qu'on aime». C'était spécialement fasciné par Beethoven: «Ce que nous peignons est fini, déterminé. (...) Ce que nous jette Beethoven est infini», s'écriait-il à l'audition de la 3^e Symphonie.

ARTS
20.40 Thema: Les fantômes de Vincent Van Gogh
Les trois films constituant cette soirée sont de haute qualité. Vincent, réalisé par Paul Cox, inédit en France, retrace la dernière décennie de la vie du peintre. Le Van Gogh d'Alain Jaubert est un modèle d'intelligence et de délicatesse. Toutefois, le morceau de choix de la soirée est Van Gogh et son double, documentaire réalisé par Edgardo Goezarsky.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS
21.15 Arafat. «J'ai fait un rêve». Forum Planète
23.30 Botero ou l'art démodé. Invité: Georges Bogou. Pascal Bonafant; Gilbert Lascault; Daniel Marchesseau. Forum Planète

MAGAZINES
13.30 M 6 Kid. Les métiers traditionnels de la monnaie. M 6
14.00 20 h Paris Première. Invité: Richard Berry. Paris Première
14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Nathan Charanov. Histoire
14.58 Questions au gouvernement. A l'Assemblée nationale. France 3
16.00 Saga-Chés. Hôtels des souffrances. France 3
16.55 Zapping Zone. Disney Channel
17.00 Les Lumières du music-hall. Georges Ulmer. Paris Première
18.00 Stars en stock. Rod Steiger. Sammy Davis Jr. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités: Brian Setzer; Sandrine Aleo; Philippe Sellen; Jean-François Kahn; Lenny Kravitz. Canal +
20.00 20 h Paris Première. Invité: Jean Becker. Paris Première
20.50 Viva, Tibet existe! l'espion inconnu. TSR
20.15 Strip-tease. Au cœur des ténèbres (16 rue de la Loi). Un mille dominant. Les compagnons de la chanson. On ne prête qu'aux pauvres. RTBF 1
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. L'affaire Grininger. Arte
20.50 Des racines et des ailes. Le viol de l'innocence. Emma Bonino: Diplôme de terrain. Corbe du Nord: témoins en fuite. Invités: Emma Bonino; Somaly Mam. France 3
21.05 Au nom de la loi. Un week-end ordinaire. Secte et justice. Pénit en la demeure. TV 5
22.40 Ça se discute. Divorce: peut-on se séparer sans se blesser? France 2
23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. France 3
0.15 De quel droit? Argent: quand la famille règle ses comptes. M 6
0.35 Le Canal du savoir. Lire Robert Musil avec Jacques Bouveresse. Paris Première

DOCUMENTAIRES
17.05 Boxeurs de Belfast. Planète
17.10 La Faune africaine. Un monde, sanctuaire des rhinocéros. Odyssée

SPORTS EN DIRECT
16.00 Natation. Coupe du monde en petit bassin. Eurosport
16.30 Cyclisme. Tour de Murcie (1^{re} étape). AB Sport
20.35 Football. Ligue des champions. Manchester United - Inter Milan. TF 1

DANSE
22.25 Speaking in Tongues. Chorégraphie de Paul Taylor. Par la Paul Taylor Dance Company. Muzik
22.45 Le Corsaire. Chorégraphie de Marius Petipa. Par le Ballet du Kirov. Avec Alina Astymurazova. Mezzo

MUSIQUE
18.00 The Nat «King» Cole Shows 5 et 6. Enregistré en 1957. Muzik

TELEVISION

FESTIVAL
16.05 Sept morts sur ordonnance M
Un fait divers inspira à Georges Conchon le scénario de ce film. A deux reprises, le pouvoir d'un vieux mandarin de la médecine (Charles Vanel) pèse sur la vie de deux chirurgiens mutualistes (Michel Piccoli et Gérard Depardieu) qui gênent ses privilèges. Jacques Rouffio a traité ce réquisitoire contre un clan grand-bourgeois avec un réalisme «balzacien».

FRANCE-MUSIQUE
19.35 Alla breve
Pour reconnaître les mélomanes avec les créateurs, la direction de la musique de Radio-France a passé commande à vingt-six compositeurs d'une œuvre de dix minutes en cinq mouvements. Chacun est diffusé chaque jour de la semaine dans la séquence Alla breve, puis l'œuvre intégrale, le vendredi à 22 h 30 et le dimanche à 1 heure, ainsi que sur France-Culture, une semaine sur deux.

ARTS
20.45 Les Mercredis de l'Histoire
Dans son dernier film, L'affaire Grininger, le réalisateur Richard Dindo raconte l'histoire d'un héros oublié, d'un fonctionnaire déchu pour avoir refusé, en 1938, d'appliquer les directives antisémites des autorités helvétiques alors qu'il était chef de la police de Saint-Gall. Ce film remarquable relance le débat sur la question de la responsabilité du fonctionnaire devant sa conscience.

FILMS

14.55 Août M
Henri Herré (France, 1991, 90 min) O. Cinéma 3
15.15 C'était demain M
Nicholas Meyer (Etats-Unis, 1979, 110 min) O. Cinéma 1
16.40 Paroles d'un jour M
David Mamet (Etats-Unis, 1988, 100 min) O. Cinéma 2
18.00 Annie Hall M
Woody Allen (Etats-Unis, 1977, 90 min) O. Cinéma 1
18.20 Last Action Hero M
John McTernan (Etats-Unis, 1992, 130 min) O. Cinéma 2
18.30 Senso M
Luchino Visconti (Italie, 1954, 120 min) O. Histoire
18.55 Août M
Henri Herré (France, 1991, 90 min) O. Cinéma 1
19.00 C'est la vie M
Henry Hathaway (Etats-Unis, 1941, N, v.o., 90 min) O. Cinéma 2
19.30 Cat Ballou M
Elia Kazan (Etats-Unis, 1965, 100 min) O. Cinéma 1
20.30 La Vie de plaisir M
Albert Valentin (France, 1949, N, v.o., 95 min) O. Cinéma 1

VARIÉTÉS
20.50 Eurovision 99. Sélection française. France 3

TELEFILMS
20.30 La Femme des autres. Jean Marbœuf. Festival
21.45 Vincent. Paul Cox. Festival
22.45 Jemima, lady Randolph Churchill. (1/3). Festival
22.35 Un alibi parfait. Kevin Meyer. O. M 6

COURTS MÉTRAGES
0.00 Les Nuits de la pleine lune. Switch 2. Arte

SÉRIES
20.40 The Practice. Sexe, mensonges et petits alibis. Série Club
20.55 La Vie à cinq. Le bienfaiteur. Téva
21.45 Ally McBeal. Fools Night Out (v.o.). Téva
23.05 Star Trek, la nouvelle génération. Arctis sur neige (v.o.). Canal Jimmy
23.55 Star Trek, Deep Space Nine. Entre les mains des prophètes (v.o.). Canal Jimmy

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Invités: Emma Bonino, Somaly Mam. 22.50 Météo. Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Au royaume des lions d'Asie.

CANAL +
15.50 Décode pas Bunny. 16.25 Toonsylvania. O. 16.40 Cr. Clio. 17. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Michael Keal contre la World News Company. Film. Christophe Smith. O. 22.25 Les Faell. O. 22.25 L'Héritage de la haine. Film. James Foley (v.o.). O. 0.15 South Park. Variétés. O. 0.40 Spin City. Coup de froid. O. 1.00 Tempête dans un verre d'eau. Film. Arnold Berkus. O.

FILMS

14.55 Août M
Henri Herré (France, 1991, 90 min) O. Cinéma 3
15.15 C'était demain M
Nicholas Meyer (Etats-Unis, 1979, 110 min) O. Cinéma 1
16.40 Paroles d'un jour M
David Mamet (Etats-Unis, 1988, 100 min) O. Cinéma 2
18.00 Annie Hall M
Woody Allen (Etats-Unis, 1977, 90 min) O. Cinéma 1
18.20 Last Action Hero M
John McTernan (Etats-Unis, 1992, 130 min) O. Cinéma 2
18.30 Senso M
Luchino Visconti (Italie, 1954, 120 min) O. Histoire
18.55 Août M
Henri Herré (France, 1991, 90 min) O. Cinéma 3
19.00 C'est la vie M
Henry Hathaway (Etats-Unis, 1941, N, v.o., 90 min) O. Cinéma 2
19.30 Cat Ballou M
Elia Kazan (Etats-Unis, 1965, 100 min) O. Cinéma 1
20.30 La Vie de plaisir M
Albert Valentin (France, 1949, N, v.o., 95 min) O. Cinéma 1

VARIÉTÉS
20.50 Eurovision 99. Sélection française. France 3

TELEFILMS
20.30 La Femme des autres. Jean Marbœuf. Festival
21.45 Vincent. Paul Cox. Festival
22.45 Jemima, lady Randolph Churchill. (1/3). Festival
22.35 Un alibi parfait. Kevin Meyer. O. M 6

COURTS MÉTRAGES
0.00 Les Nuits de la pleine lune. Switch 2. Arte

SÉRIES
20.40 The Practice. Sexe, mensonges et petits alibis. Série Club
20.55 La Vie à cinq. Le bienfaiteur. Téva
21.45 Ally McBeal. Fools Night Out (v.o.). Téva
23.05 Star Trek, la nouvelle génération. Arctis sur neige (v.o.). Canal Jimmy
23.55 Star Trek, Deep Space Nine. Entre les mains des prophètes (v.o.). Canal Jimmy

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Invités: Emma Bonino, Somaly Mam. 22.50 Météo. Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Au royaume des lions d'Asie.

CANAL +
15.50 Décode pas Bunny. 16.25 Toonsylvania. O. 16.40 Cr. Clio. 17. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Michael Keal contre la World News Company. Film. Christophe Smith. O. 22.25 Les Faell. O. 22.25 L'Héritage de la haine. Film. James Foley (v.o.). O. 0.15 South Park. Variétés. O. 0.40 Spin City. Coup de froid. O. 1.00 Tempête dans un verre d'eau. Film. Arnold Berkus. O.

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Invités: Emma Bonino, Somaly Mam. 22.50 Météo. Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Au royaume des lions d'Asie.

CANAL +
15.50 Décode pas Bunny. 16.25 Toonsylvania. O. 16.40 Cr. Clio. 17. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Michael Keal contre la World News Company. Film. Christophe Smith. O. 22.25 Les Faell. O. 22.25 L'Héritage de la haine. Film. James Foley (v.o.). O. 0.15 South Park. Variétés. O. 0.40 Spin City. Coup de froid. O. 1.00 Tempête dans un verre d'eau. Film. Arnold Berkus. O.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Invités: Emma Bonino, Somaly Mam. 22.50 Météo. Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Au royaume des lions d'Asie.

CANAL +
15.50 Décode pas Bunny. 16.25 Toonsylvania. O. 16.40 Cr. Clio. 17. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Michael Keal contre la World News Company. Film. Christophe Smith. O. 22.25 Les Faell. O. 22.25 L'Héritage de la haine. Film. James Foley (v.o.). O. 0.15 South Park. Variétés. O. 0.40 Spin City. Coup de froid. O. 1.00 Tempête dans un verre d'eau. Film. Arnold Berkus. O.

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Invités: Emma Bonino, Somaly Mam. 22.50 Météo. Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Au royaume des lions d'Asie.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Invités: Emma Bonino, Somaly Mam. 22.50 Météo. Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Au royaume des lions d'Asie.

CANAL +
15.50 Décode pas Bunny. 16.25 Toonsylvania. O. 16.40 Cr. Clio. 17. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Michael Keal contre la World News Company. Film. Christophe Smith. O. 22.25 Les Faell. O. 22.25 L'Héritage de la haine. Film. James Foley (v.o.). O. 0.15 South Park. Variétés. O. 0.40 Spin City. Coup de froid. O. 1.00 Tempête dans un verre d'eau. Film. Arnold Berkus. O.

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Invités: Emma Bonino, Somaly Mam. 22.50 Météo. Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Georges Courteline. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Au royaume des lions d'Asie.

CANAL +
15.50 Décode pas Bunny. 16.25 Toonsylvania. O. 16.40 Cr. Clio. 17. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Michael Keal contre la World News Company. Film. Christophe Smith. O. 22.25 Les Faell. O. 22.25 L'Héritage de la haine. Film. James Foley (v.o.). O. 0.15 South Park. Variétés. O. 0.40 Spin City. Coup de froid. O. 1.00 Tempête dans un verre d'eau. Film. Arnold Berkus. O.

FRANCE 2
18.30 Excluseur. 19.05 Le Bigli. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Goldens. Film. Martin Campbell. O. 23.15 High Secret City. Le signant café. mise. O. Les films de série. O. 1.00 Minute sport.

FRANCE 3
18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Experts. Film. Phil Alden Robinson. O. 23.05 Bouche à oreille. 23.15 La Vie à l'endroit. Pollution: un village sous le choc. 0.55 Journal. Météo. 1.15 Le Cercle.

CANAL +
17.15 Football. Jour d'Europe. (Etats-Unis, 1984, 100 min) O. 17.30 Bologne - Parme. 19.30 Bordeaux - Parme. 21.15 Football. Coupe de l'UEFA. Marseille - Celta Vigo. 23.28 Les Faell. O. 23.30 Mad Dogs. Film. Larry Bishop (v.o.). O. 1.00 Mammifères marins. Les récifs aux éphémères de mer. 1.35 Planète Jordan.

FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la bagnioire. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 1

A Cuba, de la prison a été requise contre quatre dissidents

LE PROCÈS de quatre dissidents cubains s'est achevé, lundi 1^{er} mars, le jour même de son ouverture à La Havane (*Le Monde* du 2 mars), par un violent réquisitoire de deux heures, au cours duquel le procureur a accusé les prévenus d'être payés par les États-Unis. L'accusation a maintenu ses réquisitions initiales : six ans de prison contre Vladimir Roca et cinq ans de prison contre ses trois coaccusés, Martha Beatriz Roque, René Gomez et Félix Bonne. Les « Quatre » sont accusés de « sédition ». La sentence a été mise en délibéré et doit être rendue dans un délai de moins de dix jours ouvrables.

Le réquisitoire du procureur, Edelmira Pedraza, a été « insultant, humiliant », selon Magaly de Armas, l'épouse de M. Roca, visiblement émue et épuisée par cette journée de procès, qui a démenti vigoureusement que les « Quatre » soient manipulés et financés par Washington. Seuls neuf parents proches des quatre dissidents ont été admis dans la salle d'audience tandis que diplomates et journalistes étrangers ont été relégués dans une rue éloignée de 200 mètres du tribunal provincial où se déroulait le procès. « Vladimir Roca réclamait un procès public et cela a été un procès privé », a déploré son épouse. Près d'une centaine d'opposants et de « journalistes indépendants » auraient été arrêtés ou retenus chez eux afin d'empêcher toute manifestation de soutien aux accusés. Selon des témoins, les « Quatre », détenus depuis juillet 1997 peu après avoir publié un texte critique contre le régime, « sont en bonne santé ».

Le département d'Etat américain a « dénoncé fermement », lundi, les conditions entourant le procès des « Quatre », ainsi que l'interpellation, au cours du week-end passé, de « dizaines » d'opposants à Fidel Castro. Le régime castriste a manifesté son « mépris total envers les préoccupations de la communauté internationale, qui a réclamé la libération » des quatre dissidents, a ajouté James Foley, porte-parole du département d'Etat. (AFP)

Cinq touristes étrangers ont été tués en Ouganda

Ils avaient été capturés par des rebelles hutus rwandais

CINQ TOURISTES étrangers enlevés, lundi 1^{er} mars, avec dix autres de leurs compagnons dans un parc animalier du sud-ouest de l'Ouganda ont trouvé la mort, mardi matin, lors d'une tentative de libération. Selon un porte-parole de la police ougandaise, les cinq personnes auraient été tuées par les rebelles qui les avaient capturées. Les identités et les nationalités des victimes n'ont pas été rendues publiques. La police a précisé que sept touristes avaient été libérés et que trois autres étaient portés disparus.

Trente-deux touristes étrangers qui séjournaient dans le parc national de Bwindi, la « Forêt Impénétrable », où vivent quelque 300 gorilles des montagnes, proche de la République démocratique du Congo (RDC), ont été enlevés, dimanche soir et lundi matin, par des rebelles hutus rwandais ayant pris d'assaut trois camps. Un garde ougandais a été tué. Des Améri-

cains, des Australiens, des Britanniques, des Canadiens, des Français et des Néozélandais figuraient au nombre des trente-deux touristes. Dix-sept d'entre eux ont réussi à tromper la vigilance de leurs gardes, mais quinze autres sont restés aux mains de leurs ravisseurs.

« IMMEDIAT » DANS LES TENTES » Anne Feltier, numéro deux de l'ambassade de France à Kampala, était parmi les touristes enlevés, mais elle a réussi à s'échapper. Elle a raconté, mardi à la BBC, comment elle avait obtenu la libération de cinq touristes français et quatre australiens. « A 7 heures du matin, nous avons entendu des coups de feu à l'extérieur des tentes où nous dormions », a raconté la diplomate française. Soudain, des soldats sont entrés et ont demandé de l'argent. Ils ont pris tout ce qui avait de la valeur. Finalement, nous avons gagné un village, où nous

avons attendu l'arrivée de la police et de l'armée. » Plusieurs Ougandais ont également été enlevés durant cette attaque.

L'armée ougandaise, arrivée plus tard, a ratissé la région lors d'une opération qui a impliqué des hélicoptères et d'importants moyens au sol, selon un diplomate occidental. Aucun groupe n'a revendiqué l'enlèvement, mais cette région est propice à des attaques de rebelles installés en Ouganda, en RDC ou au Rwanda.

L'Ouganda est devenu la destination privilégiée pour observer les gorilles des montagnes disséminés sur les trois pays, en raison de l'insécurité régnant en RDC, pays en guerre, et au Rwanda en proie à une rébellion. Ces derniers mois, des accrochages entre armée ougandaise et rebelles hutus rwandais, basés sur certains en RDC, ont été rapportés dans cette zone frontalière. (AFP, Reuters, AP)

Olusegun Obasanjo est officiellement proclamé président du Nigeria

L'ANCIEN GÉNÉRAL Olusegun Obasanjo a officiellement été proclamé, lundi 1^{er} mars, vainqueur de l'élection présidentielle au Nigeria, avec 63 % des voix. Son rival, un ancien ministre des finances, Olu Falae, a invité les millions de Nigériens qui ont voté pour lui « à exprimer leur insatisfaction » par des « actions politiques, des protestations, mais non par la violence ».

Le président de la Commission électorale nationale indépendante, Ephraim Akpata, s'est dit « heureux » de constater que les observateurs internationaux ont couché le vote « reflète les souhaits du peuple nigérian ». Mais les observateurs de la Fondation (Jimmy) Carter et de l'institut national démocratique américain se sont dit « gravement préoccupés » par les irrégularités du scrutin. Dans un courrier adressé à M. Akpata, M. Carter indique qu'il « ne peut pas fournir un jugement précis sur le résultat du scrutin », relevant « une grande disparité entre le nombre de votants observés aux bu-

reaux de vote et les résultats définitifs annoncés dans plusieurs États ».

Le ministre des affaires étrangères sud-africain, Alfred Nzo, a affirmé que son pays était « disposé à nouer un partenariat » avec des « autorités démocratiques au Nigeria », ajoutant que l'Afrique du Sud étudiait la question d'une réintégration du Nigeria dans le Commonwealth - dont il a été suspendu en 1995, pour violations des droits de l'homme. Selon un communiqué publié par Keturume Masire, le chef des observateurs du Commonwealth, « le retour du Nigeria à la démocratie sera une

étape significative pour ce pays, pour l'Afrique et la communauté internationale ». Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, s'est « félicité du fait que la population du Nigeria ait saisi l'occasion de voter pour un gouvernement démocratique », tout en espérant que les « allégations » de fraude feront l'objet d'une « enquête approfondie ». Le Quai d'Orsay, quant à lui, s'est réjoui du « bon déroulement du scrutin », qui, « malgré les quelques irrégularités constatées », reflète « la volonté des Nigériens ». (AFP)

Lire aussi notre éditorial page 16

L'Italie affiche la croissance la plus faible d'Europe

« UN DES PIRES résultats d'Europe. » C'est en ces termes que l'institut national des statistiques italien a qualifié, lundi 1^{er} mars, la piètre performance italienne en 1998. Avec 1,4 % seulement de croissance, l'Italie fait en effet figure de bon dernier de la zone euro. Le ministre du Trésor, Carlo Ciampi, s'en est ému, « car cela entraîne également des problèmes pour les finances publiques ». Il a cependant invoqué des circonstances atténuantes, jugeant que la crise internationale « a frappé plus fortement l'Italie que les autres pays ».

Pour 1999, les prévisions sont loin d'être plus optimistes. En présentant, fin janvier, le plan de stabilité budgétaire italien, M. Ciampi avait indiqué que la croissance « ne dépasserait pas 2 % » cette année alors que les prévisions officielles tablent sur 2,5 %.

Sur le plan des finances publiques, le gouvernement italien veut rester en ligne avec les exigences de l'Union monétaire européenne. Fort des 2,7 % de déficit public par rapport au produit intérieur brut (PIB) obtenus en 1998 - comme en 1997 -, M. Ciampi essaie de calmer les inquiétudes sociales exprimées dans la péninsule. Il souligne que l'Italie est parvenue à réaliser le « grand saut » en 1997 pour monter dans le train de l'euro (Maastricht imposait un critère de 3 % de déficit). Pour M. Ciampi, l'assainissement des finances italiennes, « qui était la principale source de préoccupation pour les opérateurs » financiers, est désormais acquis.

En ce qui concerne 1999, le gouvernement ne donnera d'indications budgétaires précises que « dans quelques semaines », a expliqué M. Ciampi, qui a néanmoins reconnu que les prévisions initiales d'un déficit à 2 % du PIB cette an-

née vont devoir être révisées en hausse. Les analystes estiment plus probable un déficit de 2,3 %, qui restera néanmoins dans les limites fixées pour l'adhésion à l'euro.

Face aux nuages qui s'amoncellent sur la conjoncture, M. Ciampi a ainsi que le ministre des finances Vincenzo Visco ont fermement défendu l'action du gouvernement, qui offre un faible niveau de taux d'intérêt et un allègement de la fiscalité des entreprises.

OBJECTIFS HORS D'ATTEINTE Les inquiétudes demeurent. Il y a quelques semaines, la Commission européenne a invité Rome à revoir sa copie budgétaire, jugeant ses pronostics « trop optimistes » par rapport à l'évolution économique tant nationale qu'internationale. Alors que le pays tablait sur un déficit public de 1 % du PIB à l'horizon 2001 grâce à une croissance soutenue (2,5 % cette année, 2,8 % en 2000 et 2,9 % en 2001), la commission a estimé que l'Italie devrait « recourir à des mesures correctives supplémentaires » pour respecter ces objectifs, qui apparaissent aujourd'hui hors d'atteinte. Autrement dit, Rome doit freiner encore plus ses dépenses, au risque de ralentir la croissance déjà faible.

L'espérance de M. Ciampi, considéré comme le principal artisan de l'entrée de l'Italie dans l'euro, est que la confiance revienne et que la croissance reparte au second semestre. Mis à part le chômage (12,6 % en octobre 1998), les voyants de l'économie sont encore au vert : l'inflation est maîtrisée (2 % en moyenne en 1998), la balance commerciale est largement excédentaire (23,95 milliards d'euros en 1998) et la production industrielle progresse toujours, même si le rythme se ralentit (+1,7 % en 1998).

Suivez le prince

par Pierre Georges

QUEL RUDE MÉTIER que celui de prince de Galles aux comices agricoles ! Charles le « bio », Charles réputé plutôt du genre aquarelle-cruidité que peinture à l'huile-nature morte, Charles, donc, a dû sacrifier aux devoirs de sa charge.

Il était venu apporter son soutien aux éleveurs du pays de Galles, victimes comme d'autres de la crise de la « vache folle ». Il les a soutenus vaillamment, sans frémir, prenant les risques les plus insensés lors du banquet organisé dans un grand hôtel de Newport. Au menu, il y avait, c'est bien le moins, du bœuf. Du bon bœuf de pays comme de Galles.

Donc l'on passa aux actes : à table, messieurs, et voyons voir si ce bœuf est bien digne de notre royale sollicitude. Il le fut, à en juger par le bref mais définitif commentaire : « C'est absolument délicieux ! » Où l'affaire se complique un peu, c'est que, faisant ainsi son possible comme son devoir pour restaurer, dans sa légitimité et sa réputation d'excellence, le bœuf gallois, Charles se mit involontairement hors la loi. On lui avait servi, à lui comme au ministre de l'Agriculture, du bœuf à l'os. Or il est de notoriété publique en Grande-Bretagne qu'au nom du principe de précaution la vente de bœuf à l'os reste interdite... par le ministère de l'Agriculture. Par crainte évidemment d'une possible contamination du genre humain par la maladie de la « vache folle ».

Toutefois la presse britannique s'est donc penchée avec déflection sur ce cas d'école : les princes qui nous gouvernent, ou y aspirent, sont-ils au-dessus des lois sur le bœuf à l'os ? Grave débat examiné sous toutes ses coutures et dans toutes ses conséquences. Les commentateurs ne s'en sont

tirent qu'au prix d'une pirouette pour exonérer le prince de cette délinquance flagrante. Ils convinrent que la loi anglaise, dans son flou artistique, interdisait de vendre certes, mais pas de manger du bœuf à l'os. Ils n'ont, en sus, que ce bœuf n'avait pas été vendu à l'hôtelier ou par l'hôtelier, mais offert par les éleveurs et accommodé par un chef accommodant. Et ils conclurent que Charles le Téméraire, malgré lui, devait bénéficier d'un non-lieu. Par acclamations.

Suivez le prince ! Tout de même, qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour soutenir l'agriculture et les agriculteurs ! On s'y emploie ces temps-ci sur le continent. Selon un vieux rite coutumier, les politiques français, de la paille pleine la tête, se dirigent, en chenilles processionnelles, vers la porte de Versailles. Quand faut y aller... Ils y vont. Ils filent vers ce qu'il est convenu d'appeler, selon un cliché usé comme antique corde à foin, « la plus grande ferme de France ».

Merveilleuse image dont on ne sait trop qu'il inventa, s'en pèter le ciboulot. La « plus grande ferme de France » tient Salon. Le dernier Salon dont l'on cause. Et même le dernier Salon du siècle finissant. La plus grande ferme de France rejoint la plus grande France des fermes. Et tout cela fait partie, au soleil couchant d'une époque, d'un merveilleux jeu de société, qui tient autant du Monopoly et des férocités de l'agroliminaire que du paradis perdu et des grâces aimables, des yeux doux et du muflle soyeux de la Blanchette, bête admirable. Alors, là encore, suivons les princes. Au doux pas de nos nostalgies de nos bœufs de nos fermes de notre France de notre siècle de toujours et de demain !

Accord en voie de signature entre le Brésil et le FMI

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, a indiqué, lundi 1^{er} mars, qu'un accord entre le Fonds et le gouvernement brésilien était en voie de signature. « Je pense que vous aurez de bonnes nouvelles du Brésil dans les prochains jours », a-t-il déclaré dans le cadre d'une conférence rassemblant des banquiers internationaux à Washington. « Nous avons beaucoup avancé. Ce sont des négociations en profondeur. Le programme sera solide », a-t-il assuré. Un tel accord ouvrirait la voie au versement de la deuxième tranche de l'aide internationale de 41,5 milliards de dollars, suspendue après la décision du gouvernement brésilien de laisser flotter sa monnaie. Il devrait également contribuer à calmer la spéculation. Le real a perdu plus de 40 % depuis la mi-janvier. Il a atteint son plus bas niveau lundi 1^{er} mars, s'échangeant à 2,15 pour un dollar. Le nouveau gouverneur de la banque centrale, Arminio Fraga, ancien collaborateur du financier George Soros, n'a pour l'instant pas réussi à endiguer les sorties de capitaux. (AFP)

L'ancien maire (PS) de Vitrolles condamné à cinq ans d'inéligibilité

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, a condamné, lundi 1^{er} mars, Jean-Jacques Anglade, ancien maire (PS) de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), à trois ans de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour trafic d'influence, faux et usage de faux. Il lui était reproché d'avoir, entre 1990 et 1995, mis en place un système de fausse facturation en attribuant le marché des panneaux publicitaires de sa municipalité à la société Expo-Publicité pour un prix minoré (*Le Monde* du 8 janvier). Douze autres personnes ont été condamnées à des peines de prison avec sursis ainsi qu'à des amendes. Jean-Claude Alcaraz, gérant de la société Expo-Publicité, se voit infliger deux ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. Jean-Claude Tapie, président du club de handball de l'OM-Vitrolles, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et l'ancien directeur du cabinet de M. Anglade, Guy-Noël Abraham, à deux ans de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et trois ans d'inéligibilité.

DÉPÊCHES

■ **INDONÉSIE** : armée et police ont été déployées en force, mardi 2 mars à Ambon, le chef-lieu des Moluques, ravagé par une semaine d'affrontements entre chrétiens et musulmans. Le bilan des victimes depuis le début des affrontements, fin janvier, s'élève désormais à plus de 150 morts. La tension a été encore aggravée par des rumeurs selon lesquelles les musulmans prévoyaient de manifester, mardi, pour protester contre la mort de quatre des leurs. (AFP)

■ **CITÉ DU VATICAN** : le pape Jean Paul II a donné son accord, lundi 1^{er} mars, au lancement du procès en béatification de Mère Teresa, décédée en septembre 1997. (AFP)

■ **ENVIRONNEMENT** : l'apposition d'une bande verte sur les plaques minéralogiques des véhicules circulant au GPL (gaz de pétrole liquéfié) sera désormais obligatoire. Un décret sera publié avant la fin de l'année. Cette décision est destinée à « mieux prévenir les risques pour les usagers et les équipes de secours ou de police », précise le ministère de l'Intérieur. Une nouvelle réglementation sur les dispositifs de sécurité des voitures GPL va également être mise en chantier.

One.Tel®

DES PRIX INCROYABLES SUR VOS APPELS INTERNATIONAUX

FAITES DES ÉCONOMIES 7 jours/7 24 heures/24

NOUVEAUX TARIFS

QUELQUES EXEMPLES DE PRIX INCROYABLES :

Algérie	2,10 F (HT/m)
Australie	0,98 F
Autriche	1,66 F
Belgique	1,00 F
Grèce	1,79 F
Italie	1,23 F
Malte	2,46 F
Payas-Ros	0,95 F
Portugal	1,69 F
Turquie	2,03 F

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel®

COMPOSEZ LE 01 53 53 75 18* (01 en 22 pays)

AUCUN ABONNEMENT

AUCUN PAIEMENT ANTICIPE

AUCUN FRAIS D'INSTALLATION

AUCUNE CONSO MINIMUM

APPELEZ VITE LE 01 53 53 75 18*

One.Tel®

100% Télécoms.

*Taux d'un appel vers Paris. Les tarifs sont valables le jour de leur publication. Valable aussi depuis et vers les téléphones portables.

صكنا من الامل

Le groupe BNP en 1998

Un bénéfice net de 7,3 milliards de F (1,11 milliard d'€)

UNE FORTE DYNAMIQUE DE CREATION DE VALEUR

En 1998, la BNP a poursuivi l'amélioration en profondeur de ses performances :

- La banque domestique a fortement accru ses résultats grâce à son dynamisme commercial et à la poursuite de la maîtrise de ses frais de gestion. Son résultat net (avant impôt et à fonds propres normalisés) augmente de 49 % et atteint 5 055 millions de francs (771 millions d'euros).
- La banque de proximité hors zone euro a connu une forte accélération de sa croissance. La BNP a fusionné sa filiale Bank of the West avec First Hawaiian Bank, créant un groupe bancaire multimarques de 213 agences et 800 000 clients à l'ouest des Etats-Unis. Elle a, en outre, porté à plus de 97 % sa participation dans la BNPI, présente en banque de proximité en Méditerranée et dans l'Océan indien. Au total, le résultat net de cette activité progresse de 40 % à 1 012 millions de francs (154 millions d'euros).
- La banque de grande clientèle et de marchés a connu des résultats satisfaisants dans une année de turbulences, grâce à un bon contrôle des risques et aux performances remarquables de chacune des lignes de métier concernées, en particulier les financements spécialisés et les actions. Le résultat net de cette activité, en très légère baisse (-5,5 %), demeure largement bénéficiaire : 4 243 millions de francs (647 millions d'euros).

L'INNOVATION ET LA QUALITE AU SERVICE DES CLIENTS

En cinq ans, la BNP s'est profondément réorganisée pour mieux servir ses clients. Pour la banque de proximité, les équipes commerciales se sont accrues de 16 %, le dispositif d'agences a été adapté et modernisé, et un service de recherche et d'innovation de plus de 200 personnes a été mis en place pour créer de nouveaux produits. Une démarche qualité a été mise en œuvre, avec des mesures de satisfaction client régulières. Pour ses grands clients, la BNP a également constitué des équipes dédiées, organisées au niveau mondial. Des lignes de métier ont été créées pour mettre à la disposition de ces clientèles une expertise de niveau international et des services à forte valeur ajoutée. Cœur industriel de la banque, l'informatique BNP a démontré son haut niveau de performance à l'occasion du passage à l'euro et avec la certification ISO 9002 de l'ensemble de son dispositif d'exploitation.

UNE GESTION SOCIALE RIGOUREUSE ET MOTIVANTE

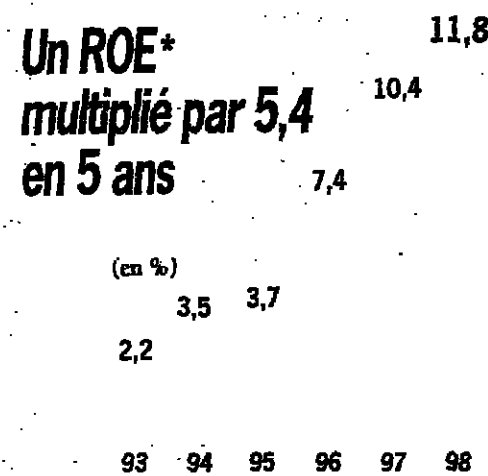
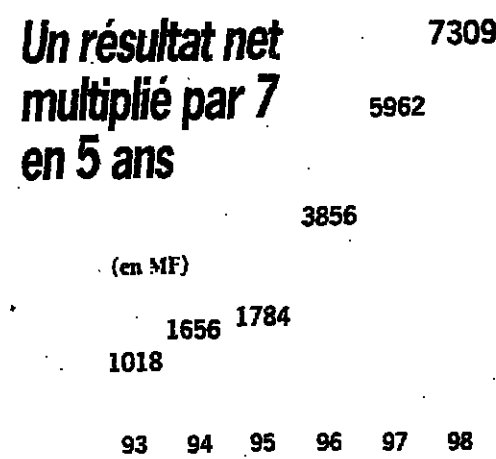
Depuis 1993, la BNP a mis en place une gestion solidaire de l'emploi qui a permis de faire face aux disparitions de postes de travail résultant des progrès de l'informatique sans départ contractuel. La réduction des effectifs a ainsi été limitée à 5 200 personnes, 3 500 ayant été reconverties vers les métiers commerciaux. Dans le même temps, 3 600 personnes ont été recrutées. La BNP a aussi mis en place une politique de rétribution motivante. L'intéressement et la participation ont été multipliés par 5, ainsi que l'abondement verse pour favoriser l'épargne salariale.

UN BILAN SOLIDE ET UNE POLITIQUE CONTINUE DE MAITRISE DES RISQUES

Entre 1993 et 1998, les capitaux propres moyens de la BNP sont passés de 45,3 milliards de francs (6,9 milliards d'euros) à 62,1 milliards de francs (9,5 milliards d'euros). La BNP dispose, en outre, d'un fonds pour risques bancaires généraux de 6,8 milliards de francs (1 milliard d'euros) et d'une provision pour risques sectoriels éventuels non affectée de 1,4 milliard de francs (0,2 milliard d'euros). Son portefeuille de participations comporte aujourd'hui 12 milliards de francs (1,8 milliard d'euros) de plus-values latentes.

Les risques font l'objet d'une politique particulièrement rigoureuse, tant au niveau du contrôle que du provisionnement. En 1998, les engagements de la BNP dans les pays atteints par une crise financière ont continué à diminuer. Ils ont fait l'objet de compléments de provisions, notamment 1,9 milliard de francs (290 millions d'euros) pour la zone sensible d'Asie, 1,4 milliard de francs (219 millions d'euros) pour la Russie et 0,9 milliard de francs (133 millions d'euros) pour d'autres pays. L'encours total des provisions pour risques pays (15,2 milliards de francs, soit 2,3 milliards d'euros) couvre très largement les besoins de provisionnement du groupe.

"1998 est une très bonne année pour la BNP. L'entreprise a une fois de plus dépassé les objectifs qu'elle s'était assignés, tant au niveau de son bénéfice qui atteint 7,3 milliards de francs, que de son retour sur capitaux propres qui se situe à 11,8 %. Ses équipes peuvent être fières de ces résultats acquis malgré un environnement particulièrement difficile pour certaines activités. Depuis sa privatisation en 1993, la BNP n'a cessé d'avancer, en conduisant un projet ambitieux : créer de la valeur pour ses actionnaires, tout en améliorant la qualité de ses services pour ses clients et en assurant à ses équipes une politique de ressources humaines motivante. Notre nouveau projet d'entreprise, BNP 2002, exprime un nouveau défi d'amélioration de la rentabilité de notre groupe par un développement soutenu de nos différents métiers, tant en France qu'au niveau mondial. Ce développement sera assuré par une croissance interne soutenue. Nous saisissons aussi les opportunités de croissance externe que nous considérerons avantageuses pour nos actionnaires, nos clients et nos équipes. La BNP a les moyens de son ambition : le développement dans la rentabilité."



Une forte hausse des résultats en 1998

	1998 (en MF)	1997 (en MF)	Variation (en %)	1998 (en MM €)
Produit net bancaire	48 315	44 066	9,6	7,37
Frais de gestion	(32 917)	(30 631)	7,5	5,02
Résultat brut d'exploitation	15 398	13 435	14,6	2,35
Dotations aux provisions	(7 892)	(6 785)	16,3	1,20
Exceptionnels et divers	2 974	1 566	89,9	0,45
Résultat net avant impôt	10 480	8 216	27,6	1,60
Impôts	(2 823)	(1 997)	41,4	0,43
Résultat net d'ensemble	7 657	6 219	23,1	1,17
Résultat net, part du groupe	7 309	5 962	22,6	1,11

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale le versement d'un dividende de 1,5 euro (9,84 francs).

Michel Pébereau
Président-Directeur Général de la BNP

Une entreprise mondiale présente dans 80 pays
La première banque des entreprises et des exportateurs
La banque de 5 millions de clients en France
Un très haut niveau de technologie et de qualité
Une stratégie de développement dans la rentabilité

Une "gestion solidaire de l'emploi" : aucun licenciement collectif depuis la privatisation, plus de 1 000 embauches de jeunes recrutées en 1998 et autant prévues en 1999

BNP PARLONS D'AVENIR
www.bnp.fr

98
1 milliard d'€

net 7309
7 5962

3856

2784

96 97 98

11.8
10.4
7.4

2.7

2.2

96 97 98

se des résultats en 1998

1998 1997 Variation
en %

9.6

7.5

14.6

16.3

29.9

27.6

41.4

23.1

7 309 5 962 22.6

1.1

les objectifs qu'elle

de son retour sur

acquis malgré un

en 1993, la BNP

actionnaires; tout en

une politique de

un nouveau défi

différents métiers.

interne soutenue

pour nos

développement dans la

Michel Pébereau

Général de la BNP

www.bnpparibas.fr

NS D'AVENIR

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

www.bnpparibas.fr

Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

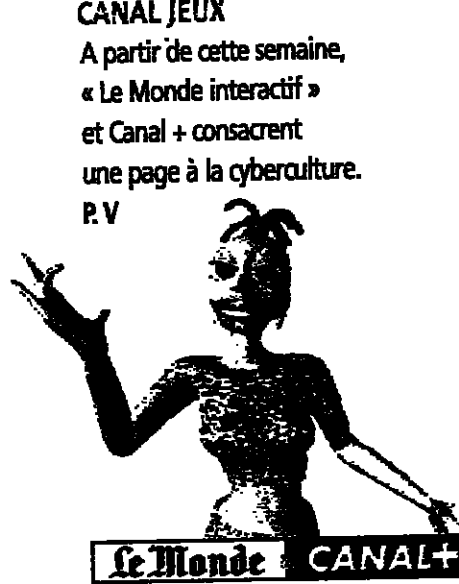
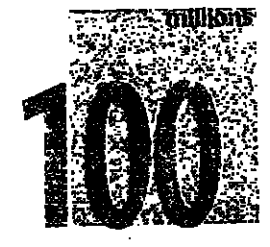
MERcredi 3 MARS 1999

www.lemonde.fr/nvtechno



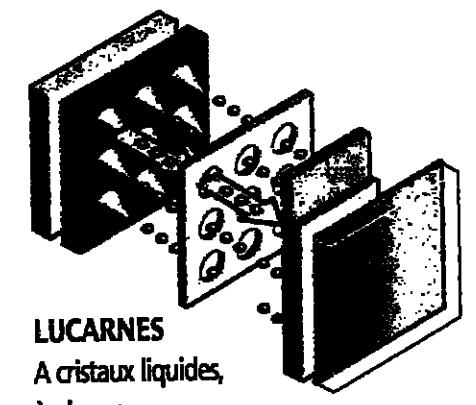
PORTAIT
Dans deux ans, Jean-Marc Philippe lancera Kéo, un engin spatial bourré de rêves. P. IV

HUMANITAIRE
Cent millions de mines antipersonnel jonchent encore le sol de la planète. En attendant de nouvelles techniques de déminage. P. VII



Le Monde CANAL+

CANAL JEUX
A partir de cette semaine, « Le Monde interactif » et Canal + consacrent une page à la cyberculture. P. V



LUCARNES
A cristaux liquides, à plasma ou à micropointes, les écrans de demain seront plats. P. VI



PETITES ANNONCES
5 pages d'offres d'emploi. P. VII à XII

Les accès à haut débit que préparent les opérateurs devraient écourter les fastidieuses attentes. Passé le soulagement, on se demande pourtant vite ce que l'on va pouvoir faire passer dans ces nouveaux tuyaux

Internet passe à la vitesse supérieure

ILS D'ATTENDRE indéfiniment devant votre écran que s'affiche une image ? Fatigué de patienter jusqu'à ce qu'enfin vos documents soient téléchargés ? Réjouissez-vous, ardens internautes : voici que se profile l'Internet à grande vitesse. Dix secondes, à peine, pour récupérer une vidéo d'une minute, contre dix minutes avec un modem 28,8 kbits/s. Quinze secondes plutôt qu'un quart d'heure pour enregistrer sur le disque dur un extrait musical. Et

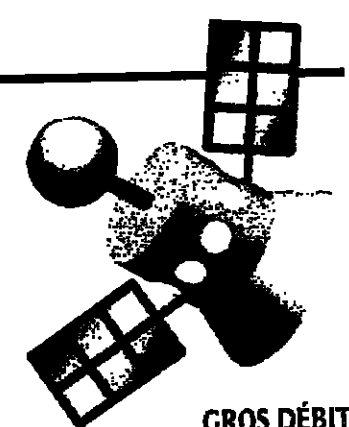
moins d'une minute pour télécharger un logiciel de 10 Mo, à la place d'une bonne heure auparavant. Qui ne se laisserait tenter ? Il faudra certes faire preuve d'un ultime sur-saut de patience et laisser aux différents opérateurs le temps de déployer leurs technologies, qu'elles soient ADSL, câble ou satellite. Attendez encore qu'au-delà des simples boucles locales l'ensemble du réseau mondial soit passé à la vitesse supérieure, puisque selon une

intransigeante loi de la physique, c'est le maillon le plus lent de la chaîne qui donne le rythme à l'ensemble. Mais après... Qui dira le vertige de surfer sur la vague à plusieurs centaines de kilobits par seconde ? Une fois passés les premiers émois, les premiers frissons de la navigation hors-bord, une autre interrogation jaillit : aller plus vite, soit, mais pour faire quoi ? La réponse ne s'impose pas d'évidence. Que faire de ces grands débits qui s'annoncent ? De la vidéo, du son ? Pourquoi pas, mais encore ? Nul, en vérité, ne sait répondre avec précision. C'est que le problème est plus complexe qu'il n'y paraît. Selon Corinne Lejbowicz, directrice du planning stratégique chez AOL-CompuServe France, « sauf à faire de la science-fiction, et d'évoquer la vidéo à la demande, il faut admettre que tout cela ne bouleverse pas Internet, pour ce qui est du moins de l'accès résidentiel. La révolution viendra peut-être, en son temps, mais il faudra encore lever pour cela bien des contraintes techniques et pas mal d'inconnues économiques ». Avant de débarquer chez le numéro 1 mondial du service en ligne, M^{me} Lejbowicz a en effet pu constater que les accélérations du Réseau laissent souvent les foyers pantouflés. Directrice de projet chez le câble-opérateur Télévie, elle a assisté aux premières expériences de l'Internet par fibres optiques installées dans des familles tests. « Ce qui fonctionnait bien, précise-t-elle, c'était la possibilité de visionner de courtes bandes-annonces de films. Là, il y avait une véritable demande. Mais pour le reste, rien de bien probant au bout du compte. »

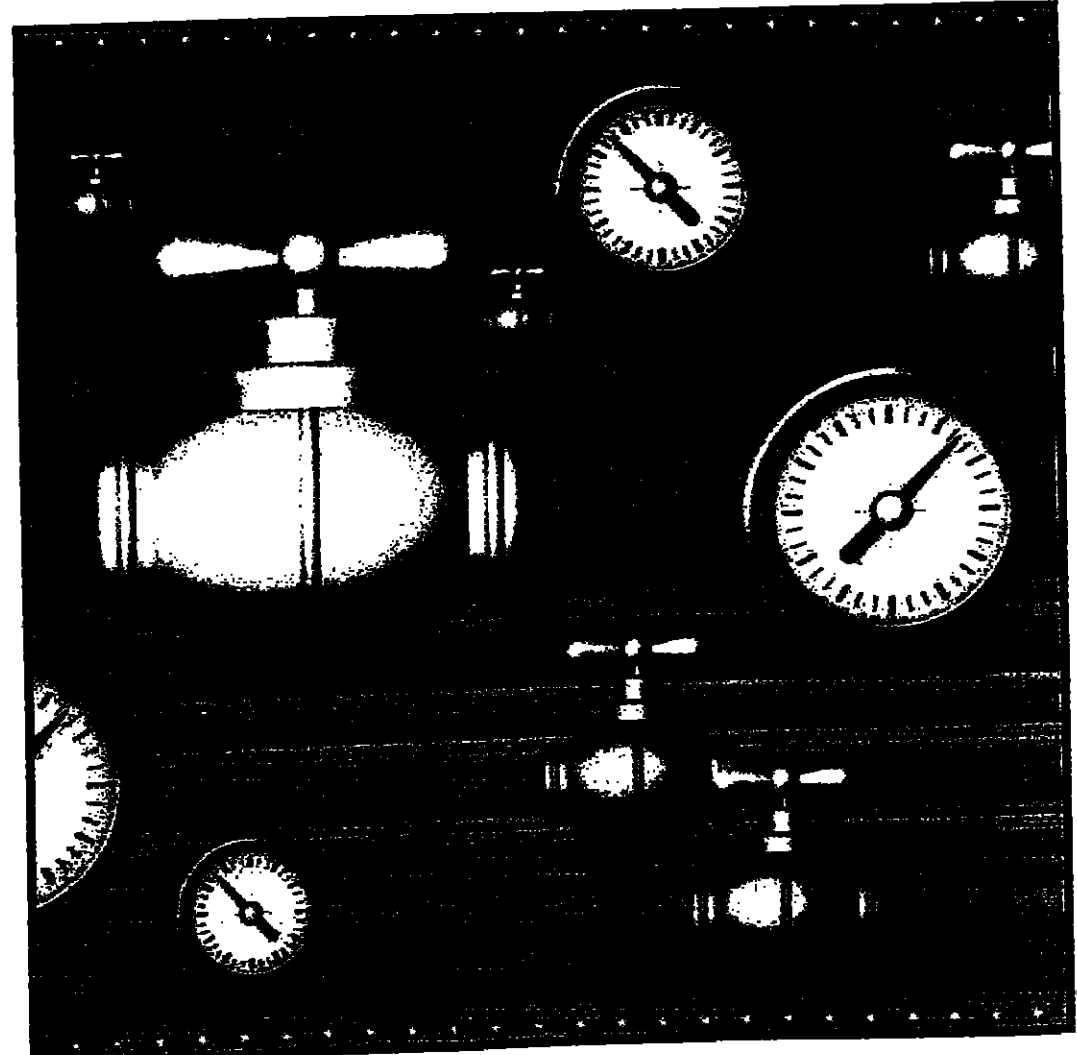
« Le haut débit est de fait une notion un peu abstraite, admet-on également chez World Online, dernier arrivé - depuis le 1^{er} février - sur le marché de l'accès Internet. Il vaut mieux s'interroger sur la qualité du service et son adéquation avec les attentes du public. » « L'augmentation de la vitesse n'est pas forcément la priorité des priorités, confirme Christophe Sapet, PDG d'Infonie et président de l'Association française des fournisseurs d'accès (AFA). En réalité, on constate qu'il existe un seuil de confort, aux alentours de 128 kbits/s, au-delà duquel l'effet différentiel n'est plus perceptible. » En attendant mieux, les prestataires d'accès et fournisseurs de contenus pourront toujours observer les applications spécifiques qui naîtront inévitablement sur les ré-

seaux universitaires et scientifiques. En juin, tout sera prêt pour le lancement national de Renater 2, qui offrira des pointes de vitesse à 155 Mbits/s. Avant la fin de l'année, 37 universités américaines devraient être reliées entre elles par 16 000 kilomètres de câbles à 2 400 Mbits/s. Soit environ 42 000 fois la vitesse d'un très classique modem du commerce à 56 kbits/s.

Olivier Zilberstein



GROS DÉBIT
Dans le cadre du projet Rodeo (Réseaux à hauts débits, réseaux ouverts), l'Inria a mis au point un système permettant l'accès au Net à haut débit grâce au satellite. Explications. P. II



On peut désormais envoyer et recevoir rapidement des montagnes de données en utilisant le câble, les liaisons par satellite ou, simplement, les bons vieux fils de cuivre du téléphone avec un boîtier ADSL

COMPUTER BENCH
TEL: 01 49 58 11 00 - FAX: 01 46 78 19 11
13, rue Ambroise Croizat, 94814 Villejuif Cedex
Ouvert du lundi au samedi de 9h à 19h. PARKING CLIENTS & VISITEURS

PROMO POWERMACINTOSH G3
Inclus : lecteur de disquette, souris, clavier d'appoint, 2 ports série (pour modem, imprimante, etc.), 1 port SCSI externe (pour scanner, etc.) ...
PowerMacintosh G3 32 Mo/4 Go/CD 24x/Ethernet 7 998Ftc 9 646Ftc
Ecran Apple 17" Sony Trinitron 3 579Ftc 4 316Ftc
Ecran Apple 20" Sony Trinitron 5 790Ftc 6 982Ftc
Microsoft Office 98 Excel, Word, PowerPoint, etc. 1 490Ftc 1 797Ftc

METTES UN PC dans votre PowerMacintosh G3 pour 995Ftc
Inclus : lecteur de disquette, souris, clavier d'appoint, 2 ports série (pour modem, imprimante, etc.), 1 port SCSI externe (pour scanner, etc.) ...
PowerMacintosh G3 32 Mo/4 Go/CD 24x/Ethernet 7 998Ftc 9 646Ftc
Ecran Apple 17" Sony Trinitron 3 579Ftc 4 316Ftc
Ecran Apple 20" Sony Trinitron 5 790Ftc 6 982Ftc
Microsoft Office 98 Excel, Word, PowerPoint, etc. 1 490Ftc 1 797Ftc

iMac G3 met INTERNET à la portée de TOUS les utilisateurs
266 MHz + 12 Mo/2 Go/CD 24x/Ethernet 5 796Ftc - 6 990Ftc
le dernier-né des Macintosh

IMAC EN 5 AUTRES COULEURS ET A 266 MHz
266 MHz : Myrtille, Roble, Mandarine, Citron Vert, Fraise 7 340Ftc 8 528Ftc

PROMO POWERBOOK G3
266 MHz 12 Mo/2 Go/CD 24x/Ethernet/Modem 56k 13 795Ftc 16 636Ftc
266 MHz 12 Mo/2 Go/CD 24x/Ethernet/Modem 56k 14 293Ftc 17 237Ftc
266 MHz 14,1" TFT/32 Mo/4 Go/CD 24x/Ethernet/Modem 56k 17 376Ftc 20 955Ftc
* Prix net, toutes taxes déduites.

Nous reprenons 1000Ftc minimum
tout ordinateur lors de l'achat d'un PowerMacintosh G3/266
Nous reprenons votre ordinateur éventuellement à un PRIX SUPÉRIEUR après expertise par notre Département Occasions et Reprises.

051 11 11 11

Portables à haut débit

CANNES
de notre envoyé spécial

Simple colporteur de voix aujourd'hui, le téléphone portable va entrer dans la course à la transmission rapide de données. Ce sont les professionnels du GSM, réunis à Cannes du 23 au 25 février, qui l'assurent. Les 9,6 kbits/s actuels ne seront bientôt plus qu'un souvenir balayé par les nouvelles normes, qui permettront aux téléphones portables d'atteindre des vitesses comprises entre 144 kbits/s et 2 Mbits/s. De quoi faire entrer Internet sur le mobile dans de bonnes conditions. Plusieurs opérateurs s'approprient ainsi à lancer des offres combinant téléphonie mobile et accès Internet. Le 26 mars, avec leur pack « Les uns, les autres », SFR et Alcatel offriront à leurs abonnés de nombreux services interactifs : météo, réservation de places de cinéma, consultation de comptes bancaires (la BNP, la Société générale et le Crédit mutuel ont déjà signé un accord en ce sens) pourront être activées à partir des touches du téléphone. De son côté, France Télécom et son réseau itinérant proposeront en avril un bouquet de services Internet accessible sur les Nokia 7710. Le constructeur suédois vient de signer un accord avec la chaîne américaine CNN pour fournir

aux abonnés itinérants une information en continu sur l'écran du portable. Pour la suite, il faudra attendre les années 2001-2002 et la standardisation d'une nouvelle norme, l'UMTS (Universal Mobile Telecommunications System) appelée à remplacer le GSM et à s'imposer comme la norme mondiale de la téléphonie mobile. Avec l'UMTS, les débits pourront atteindre les 2 Mbits/s et donner naissance aux portables de la troisième génération. Convaincu du succès de cette norme, le numéro trois mondial sur le marché des réseaux sans fil et GSM a dévoilé, lors du GSM World Congress de Cannes, ce que pourraient être les appareils de communication du XXI^e siècle. Témoin, un appareil photo numérique extra-plat doté d'une antenne pour la transmission immédiate des clichés ou encore un écran de poche qui permettra de visualiser son interlocuteur en temps réel pendant la conversation. Les premiers tests de l'UMTS seront effectués au Japon à la fin de l'année, et en France l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) a lancé une consultation publique pour fixer les conditions d'attribution des futures licences UMTS.

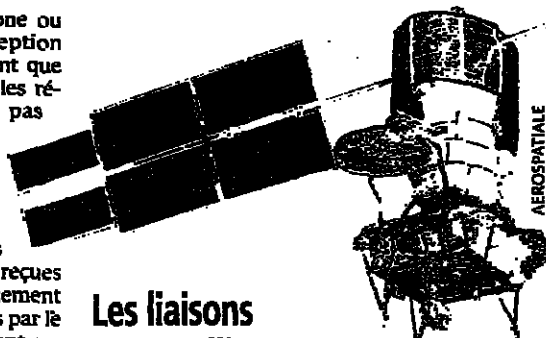
G. F.

DANS SA QUÊTE des hauts débits, Internet n'oublie aucun des réseaux de télécommunications. Dernier entré en lice, le satellite, qui permet de recevoir des données à des débits de plusieurs Mbits/s grâce à une antenne parabolique classique de 60 centimètres de diamètre et à une carte de décodage des signaux insérée dans l'ordinateur. Un équipement de réception que l'on trouve désormais à moins de 5 000 F (762,25 €).

Contrairement aux accès par le téléphone ou par le câble, les équipements de réception grand public par satellite ne fonctionnent que dans un sens. Le retour est assuré par les réseaux terrestres. Ce principe ne pose pas d'obstacle majeur à l'usage d'Internet, qui est essentiellement déséquilibré : on reçoit généralement dix fois plus de données que l'on en envoie, coefficient qui augmente encore lors de la réception de sons et d'images vidéo. De plus, les applications de « push » (informations reçues automatiquement) ne requièrent pratiquement pas de voie de retour. Les débits proposés par le satellite, de l'ordre de 2 Mbits/s, offrent un confort de réception nettement supérieur à celui d'une liaison téléphonique classique (56 kbits/s) ou Numéris (128 kbits/s). De plus, cette solution ne demande pas de modification des équipements de télécommunications terrestres existants. En revanche, contrairement aux liaisons par câble, il faut toujours s'acquiescer de la connexion téléphonique en plus du prix de l'abonnement au réseau par satellite.

En France, le ministre de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie a lancé une initiative baptisée OR (Optimisation des réseaux), qui va expérimenter d'ici à juillet les usages du satellite pour désengorger le Renater (Réseau national de télécommunications pour la technologie, l'enseignement et la recherche). Depuis la fin janvier, le système OR propose des groupes de discussion d'intérêt scientifique, des applications de téléconférences et des sessions vidéo, ainsi que l'amélioration des infrastructures techniques du Renater (réplication de sites, serveurs tampons locaux, régionaux et

Surf parabolique



Les liaisons par satellite permettent de recevoir des données. Mais pas de répondre

nationaux, etc.). Un consortium s'est formé autour du projet OR, qui rassemble Alcatel, Eutelsat, l'Inria, Polycor et Softway. Une dizaine de sites universitaires expérimentent le système, équipés d'un simple micro-ordinateur, d'une carte décodeur et d'une antenne. Après remise d'un rapport au CNES (Centre national d'études spatiales) et au ministère, la grande aventure commerciale pourra commencer. L'Internet par satellite n'entend pas se cantonner aux grandes structures. En janvier, Visosat, Easynet et Eutelsat se sont regroupés pour proposer Easynet, une offre de connexion par satellite pour les petites entreprises et les particuliers qui permet de surfer sur Internet à 2 Mbits/s. À titre d'exemple, un fichier de 20 Mo parvient à l'ordinateur en seulement six minutes contre deux heures et demie avec un accès ordinaire par le réseau téléphonique. Les abonnés devront acquiescer un forfait de 4 500 F (686 €) pour acquiescer l'antenne et le décodeur, auxquels il faut ajouter 500 F (76,22 €) d'abonnement mensuel. Outre l'accès au réseau mondial, Easynet apporte à ses clients la centaine de chaînes de télévision numérique diffusées en clair sur le satellite Hot Bird.

Contrairement aux satellites d'Eutelsat, qui offrent une zone de couverture européenne, le réseau Mondialphone 2000 de Global Mobile Electronics s'appuie sur le réseau de satellites Inmarsat qui arrosent l'ensemble de la planète. Le téléphone-satellite relié à l'ordinateur permet de recevoir des informations jusqu'à 1,5 Mbits/s. On peut alors surfer en plein cœur de la savane africaine ou en plein océan.

Olivier Dumons

Quand la Toile passe par les fils de la télévision

Longtemps retardé par France Télécom, l'accès à Internet par le câble peut enfin décoller

CYBERCÂBLE. Câble Wanadoo, MédiaRéseaux, Numéricable... Les services d'accès au réseau mondial à haut débit par l'intermédiaire du câble fondent sur l'Internet hexagonal. Les opérateurs s'appuient sur le succès des nombreuses expériences menées depuis 1996, en particulier au Mans, à Annecy, à Nice et à Strasbourg. Ils proposent une vitesse de connexion théorique dix fois plus élevée que celle des modems téléphoniques – un confort jusqu'à réservé aux liaisons louées par les entreprises.

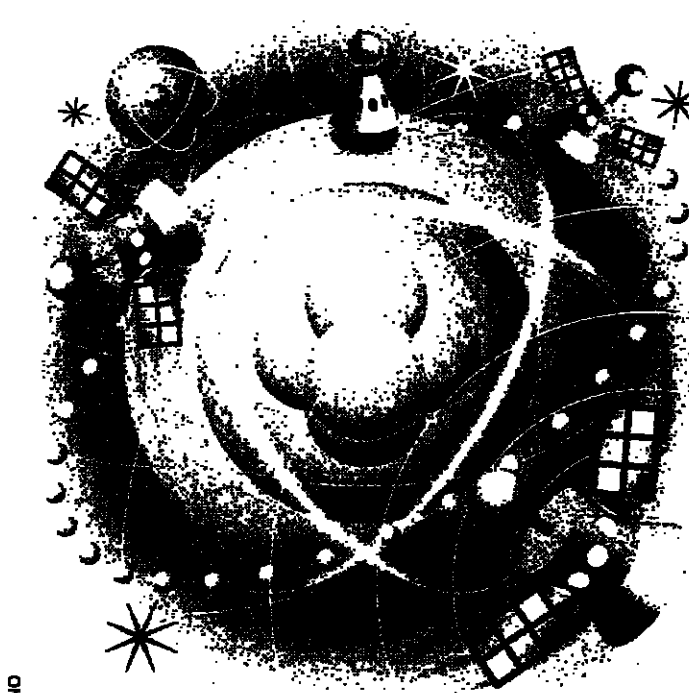
La généralisation des offres d'accès à Internet par le câble se fait, néanmoins, dans la douleur. Conçus pour la télévision et issues du plan câble, la plupart des infrastructures étaient prévues pour la diffusion et ne comportaient, par conséquent, aucune voie de retour indispensable à un accès à Internet. Or plus de la moitié des installations du câble appartiennent à France Télécom. L'opérateur s'est retrouvé dans la situation de devoir mettre en

place une voie de retour qui aurait ouvert la voie à la téléphonie sur le câble ! L'entreprise publique s'y est toujours refusée, surtout au moment où le marché des télécommunications s'ouvre à la concurrence. Jusqu'à ce qu'en 1998 deux arrêts rendus par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), confir-

més par la cour d'appel de Paris, lui imposent de mettre ses réseaux à niveau pour le début de 1999.

Les offres d'accès à Internet comportent généralement la location du modem-câble et un accès illimité au Réseau pour un montant de 250 à 300 F par mois (38 à 46 €). Outre le débit élevé, l'internaute réalise d'importantes économies, puisqu'il n'a plus à payer de communication téléphonique vers son centre serveur. De plus, il dispose d'une connexion permanente qui lui permet dans certains cas d'installer un site Internet sur son ordinateur personnel.

La Lyonnaise Câble dispose du plus grand nombre d'abonnés à Internet avec son offre Cybercâble. L'opérateur recense 30 000 abonnés, dont le tiers à Paris. La mise à niveau technique des derniers quartiers doit intervenir d'ici à la fin de l'année. Câble Wanadoo, de France Télécom, sera disponible avant la fin du premier trimestre dans quinze villes. L'entreprise ne proposera pas ce service dans l'ensemble des réseaux qu'il exploite commercialement, faute de disposer d'un nombre d'abonnés potentiels suffisant. NC Numéricable, la filiale de Canal Plus, à l'origine de l'expérience Téléviera menée avec 200 abonnés à Nice, va déployer son offre au second semestre sur la moitié des prises de



TMO

son réseau câblé. La seconde tranche sera activée dans le courant de l'année 2000.

L'expression « accès illimité » ne recouvre pas le même sens suivant l'opérateur. Certaines offres, comme Cybercâble et Cyber Wanadoo,

masquent une limitation du trafic remontant de l'internaute au Réseau. Ceux-ci limitent le volume de courrier électronique, les données nécessaires à la récupération des pages Web, les informations transmises lors de jeux en réseau, etc. Les opé-

rateurs affirment que, pour les usages courants, les internautes reçoivent dix fois plus de données qu'ils en envoient. Avec 125 à 150 Mo de limitation en sortie, les forfaits pseudo-illimités de Cybercâble et Cyber Wanadoo permettent donc de récupérer 12 à 15 Go de données sur Internet. Au-delà, l'utilisation de la bande passante est facturée au mégaoctet consommé. En pratique, cette limitation interdit tout usage intensif de la visioconférence, de l'audioconférence et bride la richesse des informations diffusées sur les sites personnels.

Plusieurs associations se sont élevées contre ces restrictions qui apparaissent en contradiction avec les arguments publicitaires des opérateurs commerciaux. L'Association des internautes mécontents (ADIM) et Les utilisateurs du Cybercâble associés (Luccas) entament le dialogue avec les câblo-opérateurs afin de supprimer toute limite du trafic et pour attirer leur attention sur la dégradation du service que certains utilisateurs constatent avec l'évolution du nombre d'abonnés. L'association Luccas prépare le premier congrès des internautes utilisant le câble pour leur accès au réseau mondial. Il devrait se tenir au CNIT de la Défense, près de Paris.

Olivier Puech

Mots binaires

BIT

Binary digit (nombre binaire). En informatique, les données (texte, son ou images) sont traitées sous forme binaire, c'est-à-dire d'une suite de 0 et de 1. Le bit est donc l'élément d'information le plus simple. On mesure une vitesse de transmission en bits par seconde (bits/s) ou en multiples de cette unité : le kilobit/s (kbits/s, 1 024 bits/s), le mégabit/s (Mbits/s, 1 024 × 1 024 bits/s) et ainsi de suite avec le gigabit/s et le téra-bit/s, limite actuelle du débit envisageable.

BANDE PASSANTE

Il s'agit du débit d'information exprimé en bits/s ou en hertz (pour un signal vidéo, par exemple, le nombre de points multiplié par la fréquence de rafraîchissement de l'image).

ADSL cherche opérateur

IL A 13 ans et, dès qu'il lit les quatre lettres ADSL sur un forum, il s'empresse d'apporter son témoignage. Khalid habite Nolsy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), première agglomération choisie par France Télécom pour tester l'Asymmetric Digital Subscriber Line (ADSL), une technique de connexion à Internet à haut débit qui s'appuie sur les bons vieux fils de cuivre du téléphone. En février 1998, Khalid pousse la porte de son agence France Télécom. « Un mois plus tard, l'ADSL était chez moi et opérationnel ! », explique l'adolescent, content d'avoir convaincu ses parents : à 279 F (42,53 €) par mois pour un accès illimité qui laisse le libre usage du téléphone, c'est plutôt une bonne affaire pour ce passionné qui, depuis, passe ses journées de vacances à jouer en réseau, discuter avec d'autres internautes et peaufiner son site Web. « L'enquête menée à Nolsy a montré que 98 % des expérimentateurs étaient satisfaits », explique Yves Cascales, directeur du département de France Télécom en charge du dossier. Pourtant, la technologie tarde à venir dans l'Hexagone. Un

comble quand on sait que le français Alcatel est l'un des tout premiers fournisseurs d'équipements pour l'ADSL (35 % du marché mondial et 52 % sur l'Amérique du Nord). Officiellement, il s'agit pour France Télécom d'offrir aux abonnés l'échantillon le plus large de moyens d'accès à Internet, sans en privilégier aucun. L'opérateur attend beaucoup de l'ADSL « allégé » (ou G-Lite DSL), une technologie développée par Compaq, Microsoft et Intel qui devrait simplifier l'installation des prises chez le particulier. Reste à financer l'adaptation des centraux téléphoniques. Willem Verbiest, directeur des produits d'accès à Internet chez Alcatel, estime le prix de revient de ces travaux entre 1 200 et 3 000 F (180 et 450 €) par abonné.

Pour Yves Cascales, le déploiement et la politique tarifaire sont suspendus à la « stabilisation du

cadre réglementaire ». France Télécom ne veut pas reproduire l'expérience du plan câble, qui l'a conduit à « garder un compte d'exploitation déficitaire quand les opérateurs commerciaux ont eu un retour sur investissement rapide ». Les manœuvres des opérateurs de téléphonie, de réseaux câblés et l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) incitent à la prudence. L'ART envisage en effet de se pencher sur la possibilité de débrancher les lignes du réseau France Télécom pour les rebrancher sur celui d'autres opérateurs. De quoi nourrir les atermoiements de France Télécom quand l'ADSL est déjà proposée dans nombreux autres pays d'Amérique du Nord et d'Asie, et que le marché mondial est estimé à 750 millions de lignes.

Cortine Manoury

Trois questions à...

Walid Dabbous, chercheur à l'Inria

1 Dans le cadre du projet Rodeo (Réseaux à hauts débits, réseaux ouverts), vous avez mis au point un système permettant l'accès Internet à haut débit grâce au satellite. En quoi votre solution est-elle différente de celles qui sont proposées actuellement par les opérateurs de satellite ?

Aujourd'hui, l'Internet par liaison satellite repose sur une technique de centralisation des données. Les requêtes des internautes sont acheminées de manière classique vers une station émettrice qui les renvoie ensuite vers le satellite. L'utilisateur ne gagne donc de la vitesse que dans cette seconde phase.

Nous avons développé un système qui repose sur l'installation de plusieurs stations émettrices. Si on prend l'exemple de la France, on s'aperçoit qu'il existe déjà de nombreuses zones d'accès à Internet à grande vitesse. En installant une antenne dans chacune de ces zones, on augmente la rapidité de transmission des données en rapprochant les stations de relais au sol des postes d'accès à Internet.

2 Quels sont les problèmes posés par l'arrivée du satellite dans le monde d'Internet ?

Il faut savoir qu'en passant par la voie satellitaire on ne fait que court-circuiter le réseau terrestre. Il faut alors veiller à ce que le satellite ne soit pas à son tour saturé. L'autre problème concerne la réaction des fournisseurs

d'accès. Il va falloir qu'ils acceptent de laisser passer des données qui comportent une adresse IP (Internet Protocol) différente de la leur et surtout qu'ils compensent le manque à gagner dû à la perte du trafic retour [l'opérateur du destinataire est, en effet, rémunéré par celui de l'expéditeur]. Mais je crois sincèrement que nous allons rapidement arriver à une intégration automatique du satellite dans le monde Internet.

Dans l'avenir, on peut très bien imaginer que le routage des données se fasse en fonction de la charge du trafic, mais aussi en fonction de la qualité de débit souhaitée par l'internaute. L'ordinateur pourrait être configuré pour que celui qui souhaite recevoir du son et de l'image soit relié au satellite tandis que l'internaute qui ne désire que du texte n'utiliserait que le réseau classique.

3 Il n'y aura donc pas de concurrence entre le haut débit terrestre et le haut débit aérien ?

Je ne pense pas qu'une technologie prendra le pas sur une autre. À l'Inria, nous travaillons pour que l'ensemble des protocoles de communication fonctionnent dans un monde hétérogène dans lequel tous les systèmes pourraient coexister. La seule chose importante, c'est de démocratiser le haut débit, dans l'intérêt du consommateur.

Propos recueillis par Guillaume Fraissard

le Minitel
entra Net

Dans les rayons

Enigmatique correspondance

Jeune artiste peintre, Griffin reçoit un jour une carte postale pas comme les autres : Sabine, mystérieuse correspondante, semble le connaître mieux qu'il ne le connaît. Se noue alors, au fil des mots qu'ils s'échangent, un amour singulier. Mais qui est donc cette étrange Sabine ? Adapté de la trilogie de Nick Bantock (*Sabine et Griffin*, *Les Carnets de Sabine*, *Le Nombre d'Or*), *Ceremony of Innocence* est une aventure troublante, que l'on pourra se contenter d'écouter, pour les voix intimes de Marie Trintignant et de Tom Novembre. Dommage que le spectateur n'y soit pas plus mis à contribution.

■ *Ceremony of Innocence* (Real World Multimedia/Ubi Soft), pour Mac et PC, 299 F (45,58 €)

En tête de l'art

Primé dans la catégorie « référence et culture générale » au récent Milla, *Le Plus Beau Musée du monde* présente quelque 170 chefs-d'œuvre du patrimoine mondial issus de 70 grands musées. Au programme : 3 heures d'animations commentées, 300 pages de notices, un lexique de 150 mots, des jeux et un site Internet (www.plusbeaumusee.com).

■ *Le Plus Beau Musée du monde* (Gallimard Multimédia), pour Mac et PC, 299 F (45,58 €)

Grands reportages en grands formats

Mon premier est un magazine passionnant : 48 pages grand format, richement illustrées, où l'on scrute une région du monde sous l'angle de la géopolitique, de la culture ou de la vie quotidienne. Mon second est un CD-ROM de 300 photographies et 3 heures de son radiophonique pris sur le vif, pour se plonger un peu plus encore dans l'ambiance des pays visités. Mon tout est *Globe Mémoires*, un magazine trimestriel en kiosque depuis le 16 février. Au sommaire du premier numéro : l'Asie centrale.

■ *Globe Mémoires* (Editions Globe Mémoires) pour PC et Mac, trimestriel, 49 F (7,47 €)

Dernières parutions

■ *Vis@ pour l'Internet* (Montparnasse Multimédia). - Pour surfer intelligemment, 2 h 30 de cours, et 45 minutes de vidéo, avec les conseils de Joël de Rosnay. Pour PC, 199 F (30,34 €).

■ *Quickimpôts 99* (Harvest). - Pour rendre un peu moins pénible sa déclaration et calculer par avance le montant de ses impôts. Pour PC, 299 F (45,58 €).

■ *Guidexpress Windows 98* (Micro Application). - Encore un livre sur Windows 98 ? Oui, mais en breton. Il s'appelle donc *Windows 98 e Brezhoneg*. 72 F (10,98 €).



Mosaïque d'Alba (Ardèche) en cours de restauration

www.culture.fr/culture/conservation/fr

Conçu par le ministère de la culture et de la communication, ce site dresse un état des lieux de la recherche en matière de conservation et de restauration des œuvres d'art. De la radiographie par rayon X à la microscopie électronique, en passant par la spectrométrie d'absorption atomique, les méthodes et techniques les plus en pointe en matière de conservation préventive et de consolidation des tableaux ou des sculptures sont l'objet d'une analyse détaillée, qui s'appuie systématiquement sur une étude de cas.

www.medisite.fr

Sur le Réseau, depuis le début du mois de février, ce nouveau site consacré aux questions médicales s'adresse aussi bien aux médecins qu'aux patients. Les professionnels de la santé peuvent interroger gratuitement des experts sur des questions médico-légales ou informatiques, et un logiciel comprenant

le des réseaux

Les sites technologiques et scientifiques à visiter

une interface en langage naturel leur permet de s'exercer au cours d'une consultation avec un patient virtuel. Quant à l'internaute lambda, il trouvera un catalogue de sites médicaux francophones, les dépêches médicales de l'AFP en temps réel ou encore des conseils hygiéno-diététiques sur des thèmes aussi divers que le tabac ou le mal au dos.

www.cieau.com

D'où vient l'eau potable ? Comment contrôle-t-on sa qualité et selon quels critères ? Comment est calculé son prix ? Qui gère le service de l'eau et celui de l'assainissement ? Autant de questions auxquelles le site du Centre d'information sur l'eau apporte une réponse. Des schémas montrent le fonctionnement des stations d'épuration et les différents traitements physiques, physico-chimiques et biologiques subis par les eaux usées. Un professeur de santé publique explique, dans un document sonore, les technologies utilisées pour contrôler la qualité de l'eau potable. Pédagogique, le site apprendra également aux jeunes visiteurs ce qu'est l'évapotranspiration et leur montrera, à travers une animation virtuelle, les phases successives du cycle de l'eau.

sol.ircam.fr/instruments

Réalisé par l'Ircam (Institut de recherche et de coordination acoustique/musique), qu'héberge le Centre Georges-Pompidou, ce site tente de dresser un bilan exhaustif de l'état de la recherche en matière de son instrumental. L'internaute mélomane

découvrira les étapes à suivre pour numériser un son par ordinateur. Dilatation, filtrage, transposition ou hybridation de sons, le site présente également les différentes techniques de transformation du son dites en temps réel. Le visiteur pourra, par exemple, écouter et comprendre la mutation progressive d'une voix féminine en un son de violon.



volcano.und.nodak.edu/vwdocs/vwlessons/atg.html

A partir de l'observation des cratères du parc national des volcans d'Hawaï, ce site américain invite le visiteur à se familiariser avec la volcanologie. Conçu comme un outil pédagogique à destination des professeurs de géologie, le site propose une série de leçons qui vont de la présentation de la théorie de la tectonique des plaques à l'analyse des laves en fonction des types de volcans. Un chapitre est consacré aux technologies les plus innovantes utilisées pour surveiller et étudier l'activité des volcans. En outre, schémas, photographies et images vidéo plongent le visiteur au cœur de la fournaise.

Une sélection de Stéphane Mandard

Quand le Minitel deviendra Net

RUE DE GRENELLE, à la direction « Minitel, Audiotele et télé-commerce » de France Télécom, on projette de faire de France Télécom un acteur d'Internet tout en développant le trafic sur Télécel. L'idée de courir les utilisateurs des deux réseaux fait son chemin. Elle permettrait de redresser les statistiques de fréquentation française, minorées du fait de la coexistence des réseaux Minitel et Internet. Une vingtaine de millions de connectés, assortie d'une vingtaine de milliards de francs de chiffre d'affaires pour le commerce électronique, ferait plus chic dans le paysage de concurrence économique mondiale ! L'enjeu est de taille pour France Télécom, mais l'esprit des cadres de l'opérateur est encore embrumé par des conflits internes entre les partisans du Minitel et ceux d'Internet.

La réorganisation de la direction du multimédia et des services en ligne a permis à Philippe Reynaud de constituer une nouvelle équipe et de développer un plan de synergie entre Minitel et Internet. Nom de code : « Minitel 2001 ». « France Télécom va lancer prochainement une offre d'accès couplant Télécel et Internet, via Numéris », confirme-t-il. Le kiosque à 64 kbit/s est un vieux rêve des ingénieurs datant de plus de dix ans pour d'obscures raisons. « On pourra passer de l'un à l'autre. Cliquer sur une adresse Internet écrite sur un écran vidéo et se retrouver sur une page Web. Ou bien, cliquer sur un lien hypertexte et appeler un écran vidéo. Et pas nécessairement la page d'accueil du service ! Exactement comme sur Internet », explique Francis Le Bras, directeur du développement d'Intelmatique, la filiale chargée du télécommerce. Autrement dit, l'utilisateur surfiera d'une page Web « gratuite » à un service payant ! Une révolution réservée dans un premier temps aux abonnés Numéris et qui pourrait s'étendre rapidement à l'ensemble des utilisateurs. « Nous allons modifier les paliers tarifaires de Télécel et rendre l'accès plus convivial avec l'installation d'un nouveau guide et des fonctions de messagerie », annonce Philippe Reynaud.

L'opérateur tire ainsi les leçons des portails d'Internet et transforme l'accès de Télécel en un Yahoo ! qui propose comme produits d'appel une messagerie mixte Minitel-Internet, Minitelnet. Une marque qui vaut de l'or, selon les experts d'outre-Atlantique, qui s'interrogeaient encore récemment sur les raisons de sa non-exploitation sur Internet. Le nom fut jadis la propriété d'Intelmatique, une filiale créée au début des années 90 pour le « kiosque vidéo internationale ». Ce service, appelé également « groom », reliait les réseaux vidéo-

En ajoutant les usagers de Télécel et ceux de la Toile, France Télécom change dans la continuité

textes anglais, allemand, espagnol, suisse, hollandais, américain, en assurant aux éditeurs de tous ces pays la réversion des paiements. Peu connue, mal connue, Minitelnet n'arriva jamais à faire admettre aux utilisateurs que le Minitel n'était pas si franco-français qu'on a toujours voulu le dire. Rachetée par la maison mère, la marque Minitelnet est devenue le 3615 Minitelnet, une messagerie dont l'interface Web s'appelle « Le Mel ». Installée sur le nouveau portail 784-tel et promise à coups de dizaines de millions de francs, Minitelnet devrait permettre la création de plus d'un million d'adresses électroniques du type « prenom.nom@minitel.net ». Une façon de résister aux fournisseurs d'adresses gratuites américains.

Enfin, pour que les Français aiment encore leur Minitel en 2001, France Télécom va ouvrir dans deux villes une expérimentation de 350 Screenphones, des téléphones à écrans compatibles Web et Télécel. Il s'agira de tester l'utilisation des services HTML et vidéotexte avec ce nouveau terminal.

Michel Puech

Sursauts

TÉLÉCEL pèse encore près de 15 milliards de francs (2,3 milliards d'euros). Sur ce chiffre, 6 milliards de francs (910 millions d'euros) ont été encaissés en 1997 par France Télécom, qui en a reversé 55 % aux éditeurs. Si le Minitel enregistre une baisse de la fréquentation (-3 % pour 1998), l'opérateur note une légère hausse des appels de 1,6 %, le tout avec un chiffre d'affaires globalement stable. Le nombre des modèles de Minitel de la première génération en fonction diminue - on n'en compterait plus que 5,4 millions -, la demande en Magis, équipé d'un lecteur de carte bancaire, ne serait plus négligeable. Sans compter les micro-ordinateurs qui permettent de se connecter sans terminal.



A l'occasion du mois de l'Internet, World Online vous rembourse 300 F sur votre téléphone Bouygues Telecom.

Et vous, c'est quoi votre téléphone ? Le meilleur, un numéro 1. Minitel, Orange,

l'accès Internet en 14400 bauds, les services de Bouygues Telecom, la messagerie Internet en direct sur un ordinateur mobile, les applications Internet (Liberté). Pour fêter le mois de l'Internet, World Online vous rembourse 300 F sur votre téléphone Bouygues Telecom.

vous revient seulement à 30 F. Bouygues Telecom

frais de mise en service inclus.

Bouygues Telecom partenaire de la

World Online

World Online

051 711 11

Stratégies

La puce « tout-en-un »

IBM Microelectronics a annoncé, pour le début du mois d'avril, une puce intégrant sur un même carré de silicium les fonctions de logique et de mémoire qui ouvrirait la voie aux « systèmes sur une puce » et à une nouvelle génération de produits d'informatique diffuse.

Bataille de secrétaires virtuelles

France Télécom va tester entre mars et septembre un service d'assistante personnelle entièrement virtuelle « sur 400 clients professionnels. Celui-ci permettra, notamment, de gérer tous les appels entrant et sortant, et intégrera un système de reconnaissance vocale.

Chauffés au biogaz

Les habitants de Rillieux-la-Pape, près de Lyon, vont être les premiers expérimentateurs d'un chauffage au biogaz, composé à 40 % de méthane, gaz dégagé naturellement par la fermentation des ordures ménagères. Pour mener à bien cette expérience, Gaz de France a signé une convention avec la Communauté urbaine de Lyon. L'installation coûtera 2 millions de francs (300 000 €), mais la facture des consommateurs pourrait baisser de 20 %.

Les nouveaux horizons de Gemplus

Gemplus, leader mondial des cartes à puce, fourmille de projets pour 1999. Cap sur la Chine d'abord, où l'une de ses usines va fabriquer des cartes GSM, quand l'autre va faire des cartes à puce pour répondre à la demande de la Bank of China, qui veut en mettre 200 millions en circulation avant 2002. L'entreprise crée une division stratégique qui sera chargée de développer de nouvelles applications.

Gateway offre le Net gratuit

Le constructeur américain d'ordinateurs Gateway offre depuis le 26 février, pour tout achat d'un PC de bureau ou d'un ordinateur portable dont le montant dépasse 1 000 \$ (872 €, 5 724 F), un an d'accès gratuit à Internet.

Une banque d'affaires en ligne

Les échanges boursiers via Internet grandissant, E*Trade a décidé qu'il était temps de s'attaquer à une autre clientèle : celle des entreprises. C'est ainsi que le portail financier de référence, qui proposait l'achat d'actions et le placement dans des fonds communs avec un zeste de pédagogie, compte ouvrir, avant la fin de l'année et avec l'aide de quelques investisseurs, E*Offering. L'objectif principal de cette banque d'affaires en ligne sera de réduire la part qui revient traditionnellement aux intermédiaires, de 7 % à 4,5 %. Ce qui, selon les analystes, devrait singulièrement changer les règles du marché.

Consoles de jeux : la montée en puissance

Les « world game companies » fourbissent leurs microprocesseurs

APRÈS QUATRE longues années de paix relative, les trois grands acteurs du monde de la console vidéo viennent de déterrer la hache de guerre. Sony affiche sa suprématie avec plus de 50 millions de Playstation vendues depuis la fin 1994. Mais Nintendo et Sega tentent de desserrer l'étau en faisant parler la poudre de silicium.

En France, le marché du jeu vidéo est en plein essor : il a dépassé les 4 milliards de francs (610 millions d'euros) en 1998, dont les trois quarts pour la Playstation. Deux ans à peine après la sortie de cette dernière, Nintendo avait parié sur la technologie pour imposer sa Nintendo 64. La console, en doublant la puissance du processeur, devait enfoncer sa concurrence directe. La différence de rapidité ou de qualité graphique et sonore n'apparaissait pas au premier coup d'œil, et le combat s'était soldé par une manche à zéro en faveur de Sony, ou plutôt deux manches à zéro si l'on ajoute l'échec de la Saturn de Sega, sortie en même temps que la Playstation et boudée par les consommateurs en raison d'une conception moins évoluée et d'un catalogue de jeux trop pauvre.

Sega a eu donc tout loisir pendant ces années d'absence de peaufiner sa « Playstation killer ». La Dreamcast, arme absolue, a fait une entrée fracassante sur le marché japonais : depuis fin novembre, date de sortie, plus de 700 000 exemplaires ont été vendus. Sa conception a été soignée. Les créateurs, qui ont décidé de ne pas retomber dans le piège de la boîte vide, font la part belle aux développeurs et aux concepteurs. « En matière de console, ce n'est pas la machine qui compte, c'est le contenu », reconnaît un responsable de Sega lors du dernier Milla, tirant

les leçons du succès de Sony. Sega va tenter de créer un catalogue assez riche afin de contrer la Playstation 2, annoncée pour le printemps au Japon, mais plus sûrement attendue pour la fin de l'année. Sony entend tout simplement « fabriquer la machine à fabriquer des rêves ».

Les armes de ces nouvelles machines à jouer sont redoutablement affûtées : les processeurs ont quadruplé en puissance, passant de 32 à 128 bits avec des vitesses de calcul de 200 MHz et 250 MHz. Les graphismes ont été améliorés : l'affichage se mesure maintenant en millions de polygones (éléments minimaux constituant un objet 3D) affichés à la seconde. La Dreamcast revendique 3 millions de polygones par seconde, et la Playstation 2 s'envole vers les 55 millions de polygones par seconde grâce à l'« Emotion Engine », un tout nouveau processeur 3D signé Toshiba. Elle promet de nouveaux effets de filtrage, de brouillard ou encore de surfaces courbes, technologie utilisée dans le très attendu Quake 3. En prime, la Playstation 2 sera en mesure de lire les films DVD et bénéficiera de la supériorité de ce support sur le CD pour proposer des jeux plus riches. La touche online de ces nouveaux jouets futuristes n'a pas été oubliée : on compte déjà près de 50 000 connectés par l'intermédiaire de la console Dreamcast au site-portal officiel japonais Dricas, qui permet d'affronter plusieurs milliers d'autres joueurs simultanément sur un même terrain.

A la mi-mars, le Tokyo Game Show sera l'occasion de nouvelles annonces pour ces « world game companies ». Alors que la Dreamcast n'a pas encore montré sa couleur en Europe et que l'on ne connaît ni le nom définitif ni l'architecture exacte de la future console Sony, des rumeurs annoncent un nouveau type de machines à base du processeur Voodoo 3 de Matshushita que 3DO, précurseur des consoles 32 bits en 1993, préparerait en secret.

O. Du.

Au choix

SEGA SATURN

Console 32 bits.

SONY PLAYSTATION

Console 32 bits. 50 millions d'utilisateurs dont 3 millions en France. Le catalogue est le plus fourni d'Europe (500 titres). Meilleure vente en Europe : Gran Turismo. Meilleure vente au Japon : Final Fantasy 8.

NINTENDO 64

Console 64 bits. En France, plus de 800 000 utilisateurs. Meilleure vente au Japon : Zelda 64.

SEGA DREAMCAST

Console 128 bits avec 200 MHz. Affichage de 3 millions de polygones à la seconde, modem et réseau LAN. Carte-mémoire/miniconsole. Depuis sa sortie au Japon fin novembre 1998, 700 000 consoles ont été vendues, et plus de 50 000 personnes se connectent au Web sur son intermédiaire. Meilleure vente au Japon : Virtua Fighter 3TB. Sortie mondiale prévue le 9 septembre.

SONY PLAYSTATION 2

Console 128 bits avec processeur 3D Toshiba 250 MHz. Affichage de 55 millions de polygones à la seconde, décodeur MPEG2, lecteur DVD. Sortie au Japon prévue avant l'été.

3DO NEW PROJECT

Console 128 bits avec processeur Voodoo 3 de Matshushita.

La tête dans les étoiles

En 2001, Jean-Marc Philippe lancera dans l'espace un satellite qui doit revenir sur la Terre dans 50 000 ans pour rappeler à nos descendants qui nous étions

IL AURAIT voulu être un peintre de la Renaissance ou un artiste africain pour montrer le sublime de l'existence ; il aurait pu embrasser la brillante carrière scientifique qui lui tendait les bras ; il est devenu peintre contestataire dans une société qui l'étouffait. Et, aujourd'hui, il n'aspire qu'à donner vie aux songes des hommes. Son dernier pari : envoyer dans l'espace, en 2001, un microsatellite en forme d'oiseau baptisé Kéo, qui devrait revenir sur la Terre dans 50 000 ans, pour transmettre « la mémoire de l'humanité » à nos lointains descendants (Le Monde daté 16-17 août 1998).

A presque 60 ans, Jean-Marc Philippe est un être paradoxal. Tout commence au Musée du Louvre. Le jeune Jean-Marc n'a pas dix ans et, tous les jeudis après-midi, il débambule d'une galerie à l'autre : « Je sortais à chaque fois grand de ce musée qui m'extrayait d'une réalité quotidienne banale », raconte-t-il. Il traverse ses années d'études aussi joyeusement que les allées du Louvre. Alors qu'il est élève au lycée Louis-le-Grand, à Paris, un professeur en sciences physiques lui transmet la passion d'apprendre. Son baccalauréat de mathématiques élémentaires en poche, il rejoint la Sorbonne, où il se passionne pour la géophysique — « discipline qui [lui] permet d'appréhender la Terre comme un objet et d'en prendre conscience » —, passe une thèse sur le « comportement des plasmas ionosphériques terrestres sous l'effet des perturbations solaires » en 1966, et puis... c'est la rupture.

Persuadé que la science ne lui expliquerait jamais pourquoi « e = mc² », il fait le pari de l'intuition contre la raison et devient « artiste contestataire ». Dans la mouvance de Mai 68, il exprime, dans ses graffitis et ses représentations humaines distordues, le rejet d'« une société qui brida la créativité des hommes », et ses œuvres rencontrent un certain succès dans le microcosme parisien. Mais, comme la science lui avait montré ses limites, la contestation ne va pas tarder à pointer les siennes. Jean-Marc Philippe prend conscience que « gueuler est infirme » et décide d'entreprendre « une grande œuvre artistique collective, qui soit fondamentalement utile à [ses] contemporains » : ce sera Kéo.

Prononcez le mot magique, et les yeux s'illuminent, la langue se délie : « Kéo se déplacera, durant ses deux premières années de vie, sous l'effet de la pression des radiations solaires, grâce aux battements de deux ailes en alliage à mémoire de formes, avant de poursuivre son voyage de retour vers la Terre comme dans un long vol plané. » L'ombre de ses ailes plane sur le grand atelier blanc du boulevard Brune, à Paris, où il travaille nuit et

jour sur le projet, avec sa compagne Karine.

La tête dans les étoiles, il garde les pieds bien sur terre.

Pour transformer ce qui n'était, au départ, qu'un rêve d'artiste en un projet collectif soutenu par des organismes tels que l'Unesco, Jean-Marc Philippe a su mobiliser tout ce que la France compte de spécialistes. Plus de cent trente personnes ont, à l'instar de Marc Montagne, ingénieur à Aérospatiale, été séduites par cet « artiste d'un nouveau genre qui repousse les limites de l'homme », et travaillent bénévolement pour donner vie au projet. La faisabilité technique de Kéo étant démontrée, il reste à trouver les fonds pour financer la construction, qui devrait débuter fin juin. Le rêve est à portée de main. « Le principal risque encouru par Kéo est d'entrer en collision avec des débris d'origine humaine. [Il] peut faire prendre conscience aux hommes qu'ils sont en train de transformer la Terre en une gigantesque poubelle. »

En mettant la technologie au service de la poésie, Kéo réconcilie l'artiste et l'homme de sciences qui l'a imaginé comme « un don des hommes d'aujourd'hui aux hommes de demain » : nos lointains descendants découvriront, lors de l'hypothétique retour de l'oiseau spatial, ce qu'étaient au tournant du troisième millénaire la Terre et ses habitants.

En guise de premier cadeau, Kéo devrait signaler son arrivée par une aurore boréale artificielle, sous l'effet de l'échauffement de son bouclier de protection thermique au contact de l'atmosphère. Sur l'enveloppe sphérique externe du satellite, l'image de la Terre d'aujourd'hui sera gravée de façon à être immédiatement perceptible par ceux qui le découvriront. « Cette gravure cherchera à signifier à nos descendants que cet étrange objet, cache un trésor », explique le poète. Au cœur du satellite : un diamant de zircon servira de four-



reau à quatre microbilles d'or. Elles renfermeront respectivement une goutte d'eau de mer, une pincée de terre arable, une bulle d'air et une goutte de sang humain. Ciselés sur des plaques de verre, des visages humains laisseront trace de la richesse ethnique actuelle. Pour compléter ce témoignage sensible, une sorte de bibliothèque d'Alexandrie moderne tentera de rendre compte, sur des disques de verre, de notre état de développement, de nos savoirs, de nos coutumes et croyances.

Enfin, toujours sur des disques de verre, l'offrande la plus chère au papa de Kéo : les messages destinés aux lointains habitants de la Terre. Un site Web a été créé pour collecter ces témoignages, qui seront rendus publics lors du départ du satellite. Kéo se veut universel : « Chacun dispose de quatre pages pour s'exprimer, et 50 000 ans est une distance qui place le citoyen lambda et le savant sur un pied d'égalité en les obligeant à recourir à l'intuition pour imaginer le futur. »

Le poète définit son bébé comme « une œuvre interpellatrice collective, un catalyseur où chacun

apportera sa cour des miracles ». L'artiste croit dorénavant davantage en l'homme qu'en la contestation et se fait philosophe : « Kéo, par sa métaphore, prétend ouvrir à chacun un espace de liberté et apporter une toute nouvelle lecture sur ce que nous sommes aujourd'hui. Je reste persuadé que le gosse des favelas de Rio aura des choses plus importantes à nous dire que le Prix Nobel d'économie ! » Jean-Marc Philippe a donc pris son bâton de pèlerin pour persuader associations, Eglises et écoles de l'aider à collecter les songes des habitants les plus isolés du globe.

Hier dans un village de pêcheurs à Madagascar, demain à la prison de Fleury-Mérogis, Jean-Marc Philippe parcourt le monde pour embarquer l'humanité dans son rêve. « Lorsqu'un homme seul fait un rêve, ce n'est qu'un rêve. Lorsque plusieurs hommes font le même ensemble, c'est le début d'une réalité nouvelle », rappelle celui qui est en passe de gagner son pari.

St. M.

www.keo.org/fr/

Dates

1966 Thèse de géophysique : sur le comportement des plasmas ionosphériques terrestres sous l'effet des perturbations solaires.

1967 Première exposition personnelle à Beauvais. Peint pendant trois ans dans un atelier de la Cité des arts, à Paris.

1986 Partage son temps entre Paris et San Francisco, où il travaille jusqu'en 1990 sur des sculptures en alliage à mémoire de formes qui ont la particularité de se muersous l'effet de la chaleur.

1987 Soutenu par Hubert Reeves, il monte l'opération « Messages à l'Univers », qui consiste à envoyer depuis le radiotélescope de Nançay des messages collectés via le Minitel, à destination d'éventuels voisins de la galaxie.

1992 Jean-Marc Philippe esquisse les premiers traits du projet Kéo.

2001 Année de lancement de Kéo.

52001 Année approximative du retour hypothétique du microsatellite, si l'un des quatre mille objets de plus de 4 centimètres recensés actuellement dans l'espace — micrométéorites, débris de lanceurs, morceaux de satellites, etc. — ne l'a pas pulvérisé avant.

Kéo, l'oiseau spatial

Satellite passif qui ne devrait pas dépasser 100 kg pour 80 cm de diamètre, Kéo est le résultat des savoir-faire technologiques les plus avancés. Aérospatiale travaille sur la conception de la capsule. L'Ecole des mines de Paris teste les performances des alliages à mémoire de formes qui devraient constituer ses ailes. La société Digipress met au point des disques en verre trempé métallisés au nitrate de titane, capables de résister à l'usure de plus de 50 000 ans. Le Ganil (grand accélérateur national d'ions lourds) vient de prouver que la quantité théorique de rayonnement cosmique que recevra le satellite durant son voyage affectera en rien les informations stockées à son bord. Enfin, Starsem, filiale d'Anaspace, devrait lancer gracieusement le satellite, sur un plan d'inclinaison orbitale de 57°, afin de minimiser les risques de collision avec des météorites ou des débris d'origine humaine.

L'Actualité Multimédia sur France Info

tous les samedis dans « Multimédia »
tous les dimanches dans « Info-Net »

avec Jérôme Colombain

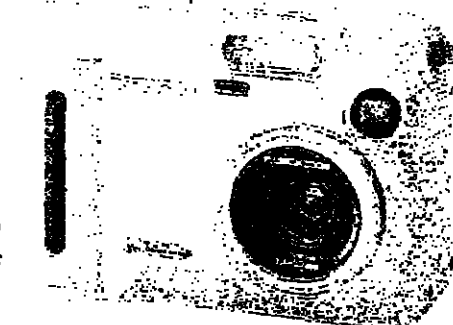
FRANCE
info

05.5

صكرمان الاميل

Séduisant

Très compact, léger (330 g sans batterie), esthétique, le MX-600Z est livré avec une carte à mémoire de 4 Mo. Il est doté d'un capteur de 1,5 million de pixels, conçu et fabriqué par Fujifilm selon une technologie de pointe (taille d'un demi-pouce, structure interdigitée, pixels carrés). Le MX-600Z possède un objectif autofocus Fujinon, un zoom optique 3x, un viseur optique pouvant être remplacé par un écran à cristaux liquides de 4,6 cm et un flash intégré automatique avec mode anti-yeux rouges. Sa sensibilité équivaut à 100 ISO. La mise au point s'effectue en mode normal ou macro et la balance des blancs, de façon automatique ou manuelle (cinq modes). Connectable à un téléviseur ou à un ordinateur, le MX-600Z est alimenté par une batterie lithium-ion rechargeable offrant une autonomie de prise de vue accrue. 5 490 F (837 €).
■ Fujifilm : 01-30-85-65-43
■ www.fujifilm.fr



Economique

L'appareil photo 780 d'Agfa dispose de trois positions de mise au point (macro, portrait, infini), d'un flash anti-yeux rouges, d'un retardateur de 10 secondes et d'une sortie vidéo pour visionner les images sur un téléviseur. Selon le niveau de qualité choisi,

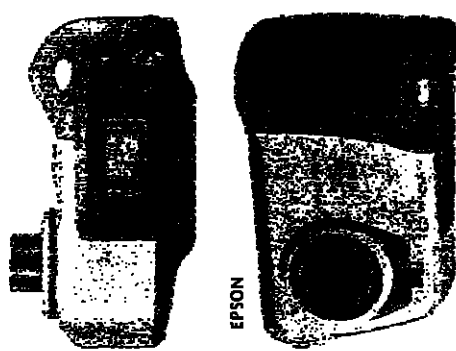
Comme une image

Une sélection d'appareils photo numériques à moins de 5 500 F (840 €)

entre 12 et 96 photos sont stockées sur la carte à mémoire amovible de 2 Mo livrée avec l'appareil. La définition maximale étant portée à 1024 x 768 points (soit un peu moins de 800 000 pixels par le logiciel PhotoGenie, le résultat à l'impression est tout à fait correct dans les petits formats. Les images peuvent aussi être retouchées dans un logiciel fourni. 2 490 F (379 €).
■ Agfa : 01-47-32-73-00
■ www.agfa.fr

Rapide

Prêt à brancher (port USB), le DC240 de Kodak s'inspire des modèles compacts argentiques. La liste des fonctions définit en français sur l'écran à cristaux liquides et la mise au point s'effectue en moins d'une seconde. Le délai de déclenchement entre deux photos est inférieur à une demi-seconde. Équipé d'un zoom optique 3x et d'un capteur de 1,3 million de pixels, il produit des images d'un bon rendu. Il est livré avec un chargeur et 4 batteries auxquels s'ajoutent, pour le lancement, 4 autres piles et une seconde carte à mémoire amovible de 16 Mo (coffret Premium). 4 990 F (761 €). Disponible fin mars aux Etats-Unis et courant avril en France.
■ Kodak : 0-800-90-62-81
■ www.kodak.com



Précis

Stockées sur une mémoire interne ou une carte amovible, les clichés du PhotoPC 750Z peuvent s'imprimer au format A4 grâce à la définition simulée par le logiciel Hyplit qui peut atteindre 2 millions de pixels (1 600 x 1 200), alors que le capteur d'images n'en dispose que de 1,3 million. Un capteur solaire et un système d'extinction de l'écran permettent de prolonger la durée des batteries. Relié à une carte d'acquisition vidéo, le PhotoPC 750Z se transforme en caméra. L'appareil est capable de prendre des vues en rafale à la cadence de deux photos par seconde et dispose d'un objectif autofocus, d'un zoom optique 3x, d'un flash et de réglages précis (ISO 90, 180 et 360, exposition...). Compatible Mac et PC, il peut se connecter sur 8 modèles d'imprimantes Epson pour imprimer sans passer par un ordinateur. Onze logiciels sont livrés avec l'appareil (un record). La carte à mémoire (incluse dans le modèle 750Z Graphic Pro) est vendue en supplément. 5 490 F (837 €).
■ Epson : 01-40-87-37-37
■ www.epson.fr

Produits sélectionnés par Agnès Batifoullet

Dans les labos

Un bon gène ferré

La Grand-Bretagne vient de connaître une violente polémique à propos des plantes transgéniques. Celle-ci n'empêche pas des chercheurs américains et britanniques d'annoncer qu'ils ont isolé un gène dans les plantes, qui pilote l'extraction du fer contenu dans le sol et le stocke dans leurs racines. Les chercheurs espèrent parvenir à améliorer ce processus, qui permettrait de réduire les problèmes de carence en fer dans les pays du tiers-monde.

La souplesse du robot martien

EAPs pour *electroactive polymers*. C'est avec ces matériaux plastiques, capables de s'étirer ou de se rétracter en réponse à une impulsion électrique, que les ingénieurs du Jet Propulsion Laboratory à la NASA, l'agence spatiale américaine, travaillent à la conception des « muscles » des futurs robots d'exploration martienne. Plusieurs architectures sont testées, du ruban aux feuilles enroulées en cylindre, de manière à assurer la plus grande agilité.

Soldat cybernétique

Le programme s'appelle Félin (Fantassin à équipement et liaisons intégrés). Il est mené par la délégation générale pour l'armement, et sa première réalisation, un « prototype opérationnel de l'équipement du combattant débarqué », vient d'être présentée. Elle comprend une structure parant aux agressions nucléaires, bactériologiques et chimiques, une tenue toutes températures, un ordinateur de mission et un équipement « de tête » plutôt sophistiqué avec sonorisation et affichage.

Prochaine étape, la fusion nucléaire

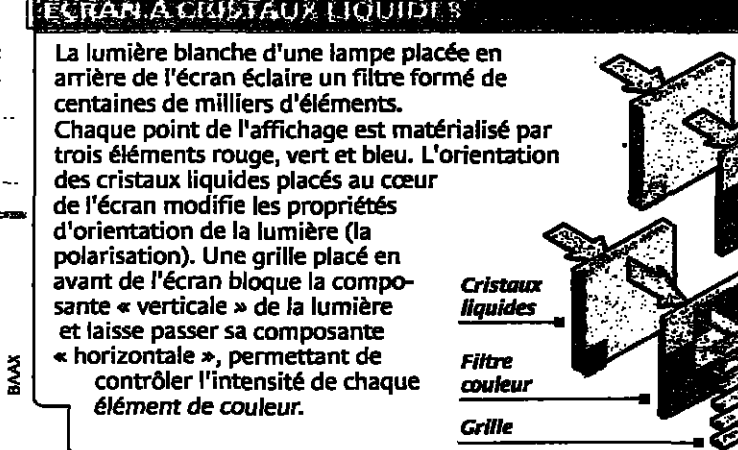
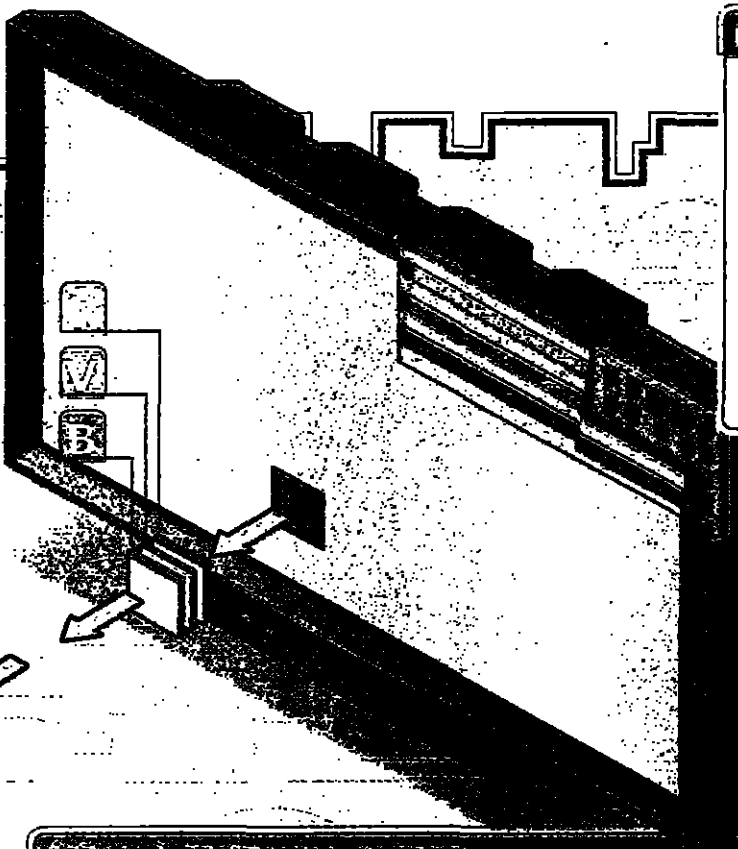
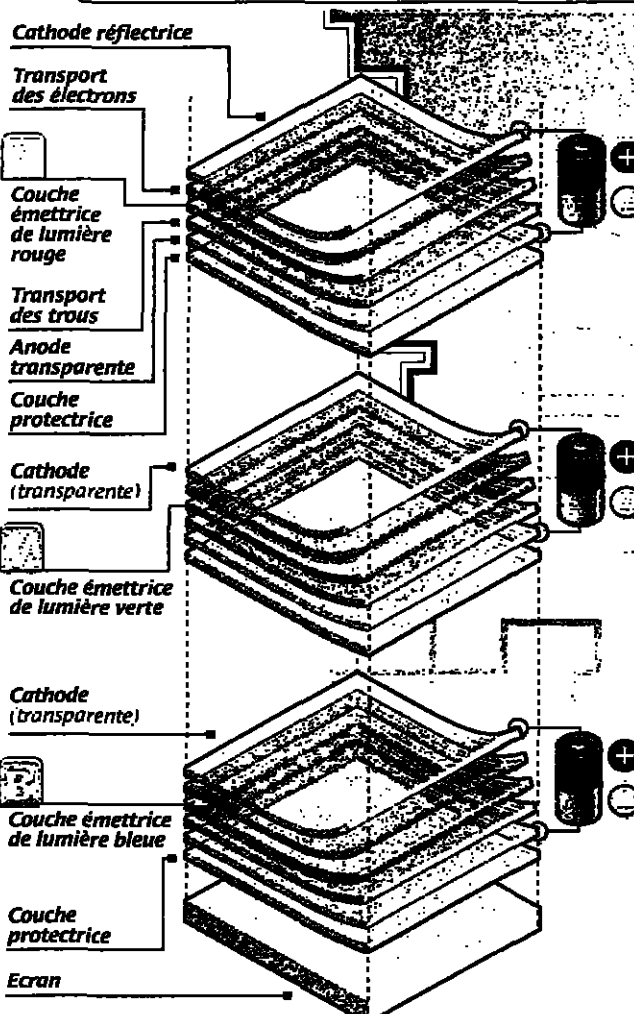
Une équipe de scientifiques dirigée par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) vient d'achever la conception d'un aimant de 40 tonnes. Combiné à un aimant de même taille construit au Japon, il doit servir de prototype en modèle réduit pour un aimant de 1 300 tonnes, lui-même clé de l'expérience internationale sur la fusion nucléaire Iter (*international thermonuclear experimental reactor*).

Laser pour secrets polaires

Icesat, tel est le nom du satellite qui, d'ici à 2001, devrait être lancé au-dessus du pôle Nord pour aller prendre le pouls des glaces. C'est grâce à un laser doté d'une étonnante capacité à mesurer les différences de hauteur et de densité des couches de glace que le satellite s'acquittera pendant deux ou trois ans de cette tâche. Le but est évidemment de cerner les changements climatiques gardés en mémoire par les glaces.

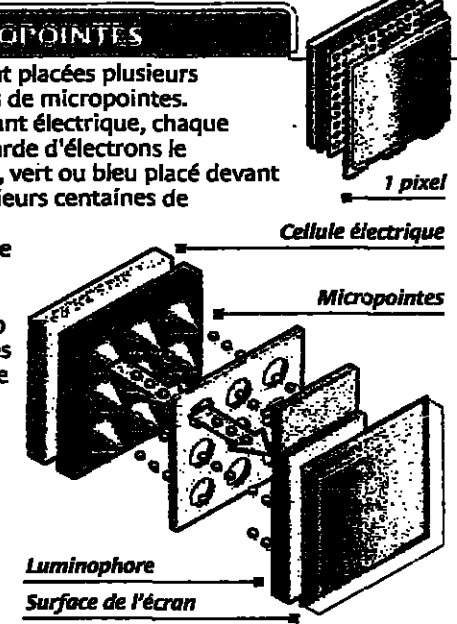
ÉCRAN ÉLECTROLUMINESCENT

Derrière chaque pixel de l'écran, des matériaux plastiques transparents superposés émettent de la lumière rouge, verte et bleue. Par exemple, pour émettre de la lumière bleue, on applique une tension entre l'anode et la cathode transparentes. Le déplacement des charges négatives (électrons) et positives (appelées « trous ») crée un courant qui provoque l'émission de lumière bleue par la couche émettrice. Un substrat protecteur sépare les différentes couleurs.



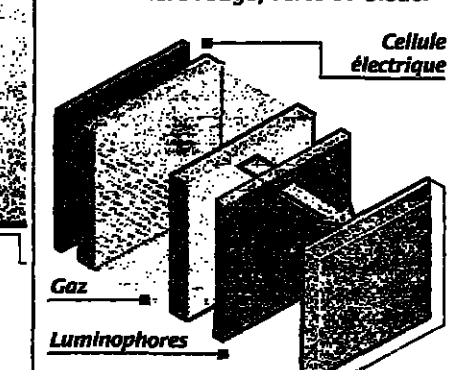
ÉCRAN À MICROPOINTS

Derrière l'écran sont placées plusieurs dizaines de millions de micropointes. Alimentée en courant électrique, chaque micropointe bombarde d'électrons le luminophore rouge, vert ou bleu placé devant elle. Excité par plusieurs centaines de micropointes, chaque luminophore émet de la lumière correspondant à sa couleur. La phosphorescence de tous les luminophores forme l'image.



ÉCRAN À PLASMA

Soumis à un champ électrique, un gaz se transforme en plasma (gaz chargé de particules électriques) et émet un rayonnement ultraviolet. Bombardés par ces ultraviolets, les luminophores de l'écran qui composent l'image émettent une lumière rouge, verte ou bleue.



Le plastique à la conquête des écrans

DANS LE MONDE de l'affichage, la minceur est un luxe. Il faut compter 25 000 F (3 800 €) pour un moniteur à cristaux liquides de 18 pouces à brancher sur un ordinateur de bureau, le double pour un téléviseur grand format à plasma. A ce prix-là, le marché ne décolle pas. Les technologies ne sont pas encore mûres, et l'encombrement tube cathodique a encore de belles années devant lui. Il faudra attendre encore au moins cinq ans avant que de nouvelles technologies viennent changer la donne. La plus prometteuse consiste à réaliser des écrans en plastique ! Des chercheurs de Kodak, en 1987, ont mis pour la première fois en évidence l'électroluminescence de certains polymères : excités par un courant électrique, ils émettent une lumière colorée. Baptisée Oled (*Organic Light Em-*

itting Device), cette technique devrait permettre de produire des écrans non seulement extrêmement plats et peu gourmands en énergie, mais aussi souples et transparents ! Kodak a annoncé au début du mois de février une alliance avec Sanyo afin de produire dès l'an 2000 les premiers écrans de ce type qui équiperont des appareils photo numériques et des organes électroniques. La société américaine Universal Display est également sur les rangs, qui possède plusieurs brevets pour la fabrication des écrans polymères. Aujourd'hui, la durée de vie des écrans en plastique n'excède pas quelques jours. De plus, leur taille ne dépasse pas quelques centimètres de diagonale et la qualité de

Kodak et Sanyo s'allient pour innover dans le domaine des périphériques ultra-plats

l'image reste médiocre. Pourtant, le vice-président d'Universal Display, Dean Ledger, est optimiste : « Au début, nous allons faire des choses simples. Nous allons nous associer avec des grands noms de l'électronique et de la téléphonie pour créer des écrans couleur pour les téléphones portables et les organisateurs

de poche. Puis, dans quelques années, nous pourrions nous attaquer au marché de la télévision et de l'ordinateur. »

Avant d'en arriver là, les écrans en plastique devront prouver qu'ils peuvent rivaliser avec les écrans à cristaux liquides pour les ordinateurs portables, les écrans à plasma pour les téléviseurs haut de gamme et, plus récemment, les écrans à micropointes dans le secteur médical.

Gageons que les industriels trouveront les ressources nécessaires : le marché des écrans plats est estimé à 20 milliards de dollars (17,8 milliards d'euros, 117 milliards de francs) en 2002.

Eric Lecluyse

Les micropointes : l'outsider français

C'est au LETI, le laboratoire d'électronique du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) situé à Grenoble, que des chercheurs français ont conçu le premier écran à micropointes. Conscients du potentiel commercial de leur découverte, ils créent la startup Pixtech en 1992. Aujourd'hui, la société emploie près de 170 personnes dans le monde. Après avoir accordé une licence de leur technologie au japonais Futaba et à l'américain Motorola, Pixtech a commencé à produire en septembre 1998 des petits écrans à micropointes pour des appareils médicaux. De grands noms se sont aussi lancés à la mise au point d'écrans à micropointes : Sony, Mitsubishi, Canon, Samsung... Mais Pixtech est reconnu comme le leader du secteur, qui vise à long terme les marchés de l'informatique et de la télévision. La société française vient d'ailleurs de présenter un premier prototype de 15 pouces de diagonale au public et à ses partenaires. « Entre les écrans à cristaux liquides qui passent difficilement le cap des 20 pouces et les écrans à plasma qui, au contraire, sont très grands, il y a une place pour nous sur le marché, estime Yves Morel, vice-président financier. Le marché des écrans plats est semblable à celui des semi-conducteurs il y a une vingtaine d'années. »

Les fou
en quêt

INFORMATIQUE - R
TELECOMMUNICAT
date 19

Informatique - Réseaux Télécommunications

La bonne taille est humaine... et mondiale !



General Electric (86,6 milliards d'euros de CA, 290 000 salariés, dont 70 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux aux activités diversifiées dans les domaines de l'industrie (éclairage, plastiques, électroménager), de la technologie (moteurs d'avions, imagerie médicale) et des services (finance, informatique, télévision).

GE Medical Systems (GEMS), leader mondial de l'imagerie médicale, réalise en Europe un chiffre d'affaires d'un milliard de \$ pour un effectif de 5 000 personnes.

Dans ce contexte, vos responsabilités, d'envergure internationale, sont diversifiées et enrichissantes. Nous recherchons :

Ingénieurs Système

Vous êtes responsable des spécifications et du développement des fonctionnalités de nos systèmes d'imagerie médicale (vasculaire, mammographie) et vous en assurez la validation. De solides connaissances : traitement numérique de l'image, technologie des rayons X, analyse statistique, fiabilité, réseau de communication sont requises.



GE Medical Systems

Ingénieurs Logiciels d'Applications Médicales

Vous développez les applications médicales sur nos stations d'acquisition ou de revue : visualisation, traitement d'images, base de données, connectivité. De solides connaissances C++, UML, Java, Unix ou NT sont requises.

Ingénieurs Logiciel Temps Réel

Vous développez le logiciel de contrôle de nos systèmes d'imagerie médicale sur PC et microcontrôleurs. Vous participez à la définition des spécifications avec l'équipe système, au design, au développement, à la qualification et à l'intégration système. De solides connaissances C, C++, Uxworks sont requises.

Chefs de Projet Informatique de Gestion

Vous possédez une première expérience et de solides connaissances Unix, en architecture C/S distribuée, produits ORACLE, Middleware, Objet, qui font de vous l'interlocuteur privilégié de nos utilisateurs.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous faites preuve d'initiative, de qualités relationnelles et de communication. Votre créativité et votre enthousiasme pour relever les challenges techniques qui vous attendent et votre parfaite maîtrise de l'anglais, vous permettront de faire la différence.

Si l'opportunité de rejoindre une entreprise d'envergure mondiale, offrant des perspectives de développement importantes vous motive, adressez dès aujourd'hui votre candidature à Odile Bordier, GE Medical Systems, 283 rue de la Minière, BP 34, 78533 Buc Cedex. Email : gemsc.cv@med.ge.com

JEUNES INGÉNIEURS

La formation UNILOG :
un avenir en hausse et un bon placement
pour votre parcours professionnel.

Vous êtes jeune ingénieur, Unilog vous propose
des parcours passionnants à la mesure de vos ambitions
dans l'informatique de gestion.

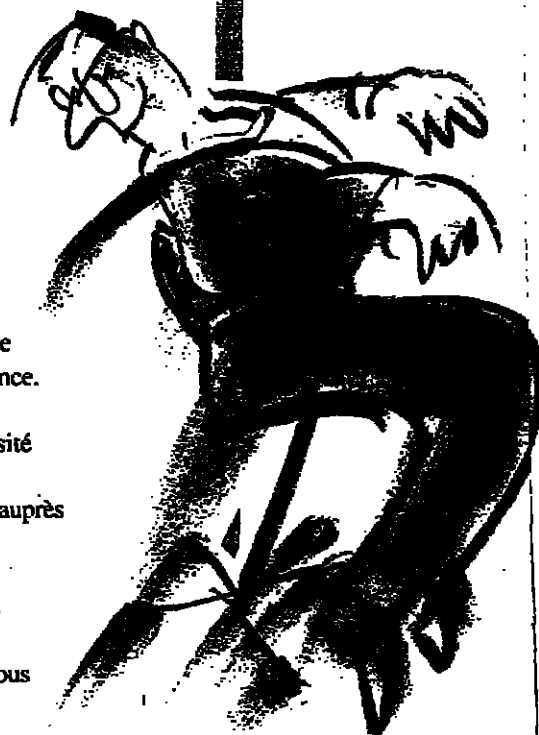
Avec plus de 3 500 collaborateurs, Unilog est l'un des premiers groupes
européens de conseil, d'ingénierie informatique et de formation.

Nous sommes présents en France et en Allemagne,
et notre développement s'appuie
sur une politique et une stratégie claires :

- recruter les meilleurs potentiels, les former et les promouvoir
- appréhender l'ensemble des technologies
et anticiper les évolutions
- préserver notre indépendance, pérenniser l'entreprise
et accompagner la réussite de nos collaborateurs.

Diplômé(e) d'une école d'ingénieurs, vous débutez dans la vie professionnelle ou vous avez déjà acquis une première expérience. En rejoignant Unilog, vous intégrez une entreprise qui, depuis sa création, privilégie la dimension humaine et mise sur la diversité des personnalités. Avant de rejoindre nos équipes sur des projets et des missions auprès de nos clients, vous recevrez une solide formation aux outils et aux méthodes informatiques. Unilog investit sur ceux qui s'impliquent. Notre croissance, ainsi que notre stratégie de développement des compétences et de gestion de carrières, représentent pour vous la certitude d'évoluer au sein de notre Groupe vers les filières de Management, d'Expertise ou de Conseil.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV),
sous réf. LM-03/01, à : UNILOG
Direction Recrutement Groupe - Caroline VERGES
37, rue du Rocher - 75008 Paris.
Email : recrutement@unilog.fr
<http://www.unilog.fr>



ÇA Y EST,
JE DECOLLE !



REPRODUCTION INTERDITE

ons

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 3 MARS 1999 / IX

Informatique - Réseaux Télécommunications

Merck-Lipha (4 300 personnes, 7 MdF de CA), filiale française du groupe MERCK KGaA à Darmstadt (près de 30 000 personnes, 27 MdF de CA), acteur majeur de l'industrie chimique recherche

MERCK

Merck-Lipha France

CONSEIL INTERNE EN SYSTÈMES D'INFORMATION H/F

2 postes basés à LYON - 1 poste basé à NOGENT SUR MARNE

Au sein de la Direction des Systèmes d'Information, vous intervenez directement auprès de nos Directions Opérationnelles pour les appuyer dans le pilotage des nouveaux projets clés pour notre développement, en assistance à maîtrise d'ouvrage.

Ces postes orientés "business" s'inscrivent en particulier dans un contexte de forte croissance de nos activités commerciales (commerce électronique, applications marketing, datawarehouse...).

A 30 ans environ, de formation ingénieur ou grande école de gestion, vous avez une première expérience significative dans ce type de fonction, acquise comme Consultant en Cabinet ou SSII ou dans une Direction Organisation et Systèmes d'Information d'une grande entreprise.

Votre connaissance des systèmes d'information est complétée par votre approche organisationnelle des processus et votre maîtrise de la dimension économique des projets.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1855M en précisant votre rémunération actuelle et la localisation souhaitée, à notre conseil :

ALGOE
STATION CHASE

Algoe Station Chase - 9 bis, route de Champagne
69134 Ecully Cedex.
E-mail : station.chase.lyon@algie.fr

Robert Half France est la filiale du groupe Robert Half International Inc., basé à San Francisco, leader mondial du recrutement spécialisé dans les domaines informatiques et des systèmes d'information. Créé en 1948, coté à la bourse de New York, Robert Half International Inc. est le partenaire des entreprises en Europe depuis plus de quinze ans. Dans le cadre de notre très fort développement en France, nous recherchons des :

Consultants

• Dans le cadre du développement de la division système d'information, vous êtes chargé de la prospection et de la gestion d'une clientèle française et internationale, ainsi que du suivi complet des missions de recrutement confiées à notre groupe.

• A 28 ans environ, de formation supérieure Ingénieur, ESC ou équivalent universitaire, vous avez acquis une première expérience dans le conseil, l'audit et/ou le service dans les domaines de l'informatique et/ou des télécoms. Dynamique, proactif, organisé et doté d'un excellent sens commercial et relationnel, vous souhaitez rejoindre une équipe de consultants performante, soucieuse de réaliser un travail de qualité. La pratique de l'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et références), sous la réf. COIC, à notre Conseil Guillaume Leneveu, ROBERT HALF France Systèmes d'Information, 15/17 rue Marsollier, 75002 Paris ou par fax au 01 55 04 18 29 ou par e-mail : g.leneveu@roberthalf.fr

Consultez notre serveur internet : www.roberthalf.com



ROBERT HALF FRANCE.
SYSTÈMES D'INFORMATION

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ

ALTRAN

Le conseil en technologies

Imaginez un univers de possibilités

CA 90 (a) : 2,25 MDS DE FF / CA 90 (p) : 3,7 MDS DE FF
6 500 CONSULTANTS (199)

Leader du conseil en technologies, Altran accompagne en Europe plus de 450 acteurs majeurs de l'industrie et des services dans l'avancée et la conduite de leurs projets technologiques. Nos clients, présents dans tous les secteurs économiques, nous confient chaque année plus de 1 700 nouveaux projets : externalisation de la recherche et développement, programmes transnationaux, projets d'innovation...

Notre métier consiste à apporter à nos clients les solutions technologiques adéquates en fonction de leurs impératifs opérationnels et stratégiques afin d'améliorer leur compétitivité et leurs performances.

Nos consultants, issus des plus grandes Ecoles d'Ingénieurs et Universités européennes, interviennent en amont : études techniques, définition de stratégies industrielles - et en aval : conception et mise en œuvre de solutions...

Exercer notre métier, c'est découvrir la richesse culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des 65 sociétés européennes d'Altran.

Consultants en Systèmes d'Information
Consultants en Télécommunications
Consultants en Electronique

Merci d'adresser votre candidature, en précisant sur votre lettre la référence choisie, à Altran, Jean-Michel Martin, 251 Bd Pénard, 75017 Paris. E-mail : martin@altran-group.com

Si travailler à l'étranger est l'une de vos priorités, veuillez le préciser en ajoutant "IETP" à la fin de la référence choisie. Pour plus d'informations, consultez nos annonces en ligne sur www.altran-group.com

www.altran-group.com les ingénieurs de l'innovation

ALTRAN

Un bon choix se fait rarement seul.

SYNTEC

SYNTEC

Un bon choix ne se fait pas sans exigence.
Notre objectif : garantir l'adéquation des hommes et de leurs fonctions.

Un bon choix ne se fait pas sans dialogue.
Notre objectif : favoriser un échange complet et sincère, pour évoluer dans la confiance.

Un bon choix ne se fait pas sans efficacité.
Notre objectif : vous faire gagner du temps et de l'argent, grâce à la qualité des moyens d'évaluation et l'efficacité des services.

Le label des annonces Syntec, c'est le talent de 144 cabinets conseil à vos côtés.

30, rue Fabert - 75007 PARIS
www.syntec-recrutement.org

ÇA Y EST, JE DÉCOLLE !

051 711 41

صكرا من الالهل

LE MONDE / MERCREDI 3 MARS 1999

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique - Réseaux Télécommunications

Compagnie
Philips
Eclairage

Avec 5,3 milliards de francs de C.A. et 3 300 personnes, la Compagnie Philips Eclairage est numéro 1 sur son marché, où elle crée, fabrique et commercialise des solutions couvrant la plupart des applications professionnelles et grand public sous les marques Philips, Mazda, Lita, Lenzi et Norma.

Chef de projet informatique et logistique

Rattaché à la Direction Informatique, vous serez en charge de la mise en place d'un projet logistique européen avec site pilote en région parisienne. De formation Ingénieur Grandes Ecoles, vous justifiez idéalement d'une première expérience informatique appliquée à la logistique.

Chef de projet GPAO

Rattaché à la Direction Informatique, vous assistez les centres industriels dans la mise en place de projets SAP. Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs, vous possédez idéalement une première expérience en milieu industriel.

Ces deux postes évolutifs, basés en région parisienne, requièrent de nombreux déplacements en France et en Europe de l'Ouest et nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais. D'excellentes qualités relationnelles constituent un atout supplémentaire.

Merci de bien vouloir adresser votre CV, lettre de motivation et prétentions sous référence 99/03 en précisant le poste choisi, à Michel Crozet, Compagnie Philips Eclairage, 9 rue Pierre Rigaud, 94856 Ivry-la-Cité Cedex.



Les réseaux du futur et les communications d'aujourd'hui

JEUNE RESPONSABLE
DE TELECOMMUNICATIONS

Notre société, (-4 milliards, 2 500 personnes) souhaite, dans le cadre d'un fort investissement Télécom, majeur pour l'entreprise, intégrer le Responsable du « poste central télécom ».

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence C760B, à Sabine Chanutte, DC CONSEIL, 7 rue E.-c.-A. Prignon, tour CORDA, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

Vous assurez la supervision de l'intégralité des installations Télécoms. Vous analysez et suivez les plans de maintenance et les méthodes d'intervention. Vous êtes également responsable du contrôle qualité des actions entreprises. Vous assurez les relations avec les opérateurs Télécoms et animez une équipe de 6 Techniciens.

Vous proposez les actions correctrices nécessaires et tous les axes d'amélioration possibles.

A 28 ans environ, de formation Ingénieur Télécoms ou généraliste (avec de solides connaissances en Télécoms), vous justifiez d'une expérience significative de 2 ans environ dans

une fonction Réseaux (Wan, commutation, radiocommunication, Lan...).

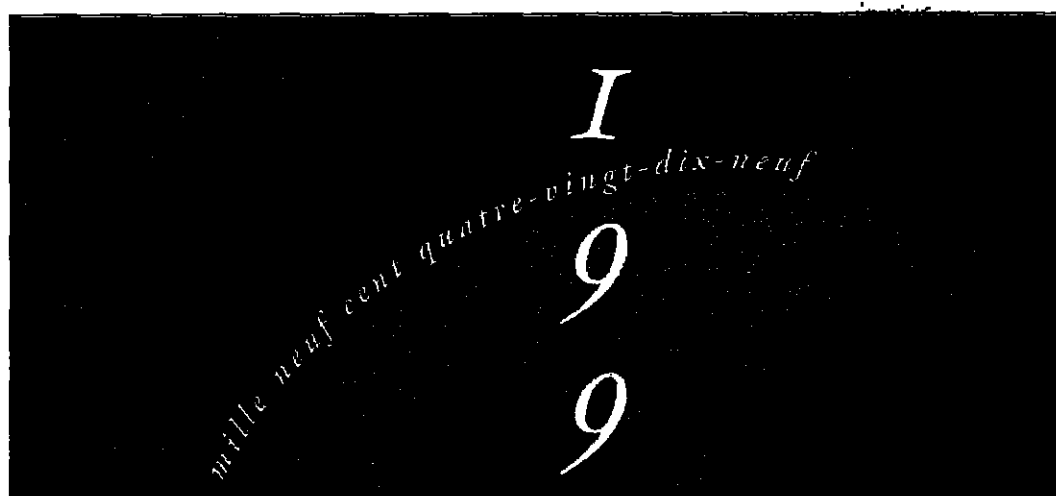
En entreprise, vous avez su capitaliser un savoir-faire technique et disposez au-delà de votre expertise, de capacités managériales.

Rigoureux, organisé, mais aussi ouvert, innovant, vous vous situez en permanence comme un réel prestataire de service, sensible à la qualité et à la culture « client ». Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Le poste est basé en Champagne-Ardenne.



Achats - Logistique - Organisation



sera l'année du

TELECOM

Notre vocation est de devenir un acteur majeur du secteur des télécoms en France. Filiale de Telecom Italia et du Groupe Bouygues, 9 Telecom est un opérateur de téléphonie fixe. Dès le premier semestre 1999, nous offrons aux entreprises comme aux particuliers, et grâce au développement de notre propre réseau national, des services parmi les plus compétitifs et les plus innovants du marché.

Aujourd'hui, nous recherchons des spécialistes achats capables de prendre la responsabilité d'une mission stratégique.

Le goût du travail en équipe, un bon sens relationnel, allié à une grande rigueur et à de bonnes capacités d'analyse, nous permettront de réussir dans ces postes polyvalents. La maîtrise de l'anglais sera appréciée. Pour en savoir plus à Boulogne, merci d'adresser votre candidature sous la réf. choisie à : 9 Telecom, DRH, 38 quai du Port du Jour, 92050 Boulogne Cedex. Pour plus d'informations, consultez notre site web : recrutement@9telecom.fr

ACHETEUR TELECOMS :
Vous souhaitez valoriser votre très bonne connaissance de l'environnement des télécommunications en gérant les achats de matériel de télécommunications (routeurs, switch, Fax, Pabx...) et en assurant le suivi des prestations de services externalisés. Réf. AMAG.099

ACHETEUR MATERIEL ET PRESTATIONS INFORMATIQUES :
Responsable des achats de matériel informatique (PC, serveurs, systèmes type Digital, Sun...), des logiciels et licences, vous gérez également les prestations de services externalisés. Réf. AMAG.099

Négociateur confirmé, vous participez au développement de notre service achats et contribuez à améliorer la qualité des prestations livrées.

Analyser les besoins des différents services de 9 Telecom, garantir notre politique achats, optimiser les coûts, ... en tant que professionnel des achats, vous maîtrisez parfaitement ces missions, en particulier l'élaboration et le suivi des appels d'offres et des contrats. En interface avec les fournisseurs, vous établissez et développez votre portefeuille, tout en veillant à la bonne application du contrat en relation étroite avec les services concernés. De formation supérieure, vous possédez une expérience de l'achat de 3 ans minimum dans le domaine des télécoms ou du matériel informatique.

Centre Européen
du Volcanisme
Vulcania

recherche son :

**DIRECTEUR
D'EXPLOITATION**

Responsable du fonctionnement technique de l'ensemble du Centre, il en assure tout les aspects matériels (chauffage, éclairage, maintenance, entretien) que scénographiques (salles de cinéma, décors, animation).
Dirigeant l'ensemble du personnel technique (régisseur, techniciens, projectionnistes, etc) il coordonne aussi les activités de maintenance et sous-traitance. Il participera aux choix des futurs matériels et à leur installation sur le site.
Ingénieur, diplômé de l'Enseignement Supérieur dans les filières Mécaniques, Automatismes, Informatique.
Parlant un anglais courant, familier de cultures internationales, il (elle) a acquis l'expérience d'au minimum 8 à 10 ans d'un secteur impliquant :
• Une gestion logistique élaborée.
• Des domaines techniques complexes, incluant une forte composante informatique.
• Une proximité et écoute des clients.
Sa personnalité, pragmatique, communicative en fait un Dirigeant apprécié de ses équipes.
Ecrire à : CERA - 50, rue Boissière - 75116 PARIS
sous la référence suivante : JET/VUL

**Informaticiens, spécialistes
des réseaux et des
télécommunications,
prenez dès maintenant
rendez-vous avec
notre opération spéciale :**

**"INFORMATIQUE - RÉSEAUX
TÉLÉCOMMUNICATIONS"**

**dans Le Monde INTERACTIF
du mardi 16 daté 17 mars.**

REPRODUCTION INTERDITE

ions

r et les
ourd'hui

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

IONS

Le monde de l'industrie et de la recherche

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE

Ingénieur en Génie Chimique SPÉCIALISÉ EN TECHNOLOGIE INDUSTRIELLE - INSTRUMENTATION - MÉTROLOGIE

Ingénieur et/ou pharmacien, vous possédez une expérience confirmée des qualifications et validations des équipements et des process. Vous maîtrisez les réglementations GMP européennes et américaines ainsi que les normes ISO 9000, 14000... Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable.

Rigoureux, concret, vous savez vous engager et vos capacités d'organisation ainsi que vos excellentes qualités relationnelles favoriseront votre intégration dans notre Société.

Poste basé en proche banlieue Nord.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 36000 à DEB'S - 11, rue Barye - 75017 PARIS.

Nous sommes l'un des spécialistes mondiaux des systèmes de conditionnement destinés à la pharmacie, à la parfumerie et à la cosmétique (CA : 1,5 milliards de francs). Notre Division Pharmacie qui réalise plus de 80 % de son CA à l'Export et commercialise des systèmes d'administration de médicaments est leader mondial sur ses marchés. Nous recherchons pour notre Direction Technique basé en Normandie, un(e) jeune :

Ingénieur coordination de projets

interface Grande Bretagne

Missions et Responsabilités : Après une formation à nos produits et à nos moyens de production vous prenez en charge la coordination de projets de développement importants auprès d'un grand laboratoire pharmaceutique britannique. En contact permanent avec les services techniques, marketing et recherche clinique de notre client, vous apportez les réponses appropriées en matière de développement produit, de qualité, de standard de performance, ainsi que de production en vous appuyant sur les compétences de nos équipes techniques (R&D, méthodes, qualité et production).

Profil et Offre : A 25 ans environ, de formation ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous disposez d'une expérience réussie en gestion de projet. Vous avez des connaissances en matière de conception de produits, de moulage de pièces plastiques, de qualité et de production. Votre anglais est courant et vous êtes disponible pour des déplacements fréquents de courte durée. D'une grande aisance relationnelle, vous avez le sens du "service client" et celui d'un reporting efficace. Pondéré dans vos recommandations et vos synthèses, vous veillez à concilier les attentes du client et les moyens de l'entreprise. Vous évoluerez dans un cadre de travail favorisant l'épanouissement personnel.

PREMIERE
Ligne

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence B 0714 à : PREMIERE LIGNE
54 avenue du Général Leclerc - 92513 Boulogne Cedex - Fax : 01 46 05 00 34

Esprit pionnier - compétences intellectuelles & commerciales

Chef de projet (h/f)

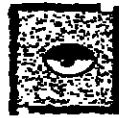
Société internationale en très forte croissance pour l'information des cadres. Nous recherchons des personnes capables de concevoir des conférences dans un des domaines suivants : finance, industrie pharmaceutique, production/logistique ou télécommunications.

Entre 28 et 35 ans, bac + 4, et un minimum de 4 ans d'expérience professionnelle idéalement comme chef de projet, consultant ou journaliste. Très bonnes capacités d'analyse et de synthèse et excellente communication orale et écrite nécessaires.

Vous serez chargé de la gestion autonome de ces projets et serez responsable de leur rentabilité. Evolution de carrière rapide - notamment si vous disposez déjà d'une bonne connaissance de notre secteur.

Responsable Marketing (h/f)

Vous serez chargé de la recherche de fichiers et d'autres médias en fonction des diverses cibles, du développement des relations avec les fournisseurs et les partenaires et de la négociation avec ceux-ci. Vous serez amené à gérer 12 conférences simultanément ; votre sens de l'organisation sera dédié à la gestion des tâches multiples en respectant des délais précis. Les analyses statistiques ne vous sont pas inconnues mais une expérience marketing n'est pas indispensable. De niveau bac + 3 votre anglais est courant et votre expérience professionnelle est de 3 à 5 ans.



VISION ENTREPRISE

Envoyer lettre de motivation (marquée "Chef de projet" ou "Responsable Marketing") et CV à :
Vision Entreprise, Service du Personnel,
42 avenue Montaigne, 75008 PARIS.

DIRECTEUR DE PROJET

Au cœur des problématiques du VEHICULE DU FUTUR

Le CEREPHE (Centre d'études et de recherches pour les véhicules électriques et hybrides) aura une vocation nationale de point d'appui ou d'application expérimentale d'innovations pour les politiques conduites conjointement par des industriels, des centres de recherche, l'Etat, la région au titre de la recherche en matière de transports et, plus spécialement, au titre du développement du système des véhicules électriques. Dans un premier temps, vous définirez et mettez en forme avec les industriels les projets sur lesquels s'engagera l'Association et qui seront à négocier dans le cadre du nouveau contrat de plan Etat-Région. Dans la foulée, vous organiserez, coordonnerez et dirigerez cette structure fédérative de projets en faisant avancer et aboutir les équipes affectées sur chaque projet dans le respect du cahier des charges, des échéanciers et des budgets prévus. De formation Grande Ecole d'ingénieur ou similaire + formation indispensable en marketing industriel/gestion, votre expérience longue et diversifiée d'animation et de gestion de projets complexes dans l'industrie, acquise si possible dans l'automobile ou les transports, à des postes de coordination/ensemble, témoigne d'une réelle capacité à impulser, faire vivre et développer des partenariats, d'une forte aptitude à la négociation, de très bonnes capacités à manager avec rigueur des projets et à mobiliser des acteurs.



Pour ce poste basé à Poitiers, merci d'adresser avant le 23 mars lettre de motivation précise et argumentée + CV sous référence PFR9008M à FC Conseil, 9 rue du faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS. e-mail : fccconseil@fccconseil.fr

Petite Société en
Région Parisienne
recrute :

UN INGÉNIEUR
TECHNICO-
COMMERCIAL,
CHEF DE PRODUIT

dans le domaine de l'instrumentation médicale où
elle est connue depuis 10 ans : Rayons X,
radiothérapie, Imagerie médicale, Informatique.

- Poste à pourvoir très rapidement.
 - Rémunération + indexation
 - Vous possédez au minimum 3 années d'expérience et pratiquez couramment l'Anglais.
- Vous avez de bonnes notions en informatique.

Envoyer CV + prétentions à LEMAN (M. WAHL)
BP 220 - 78051 SAINT QUENTIN Y. CEDEX.

Organisme aubois spécialisé dans les domaines de la distribution publique d'électricité
et de l'éclairage public, recrute un

Ingénieur maître d'œuvre électricité

Charge de la conception des projets, du suivi technique, administratif et financier des travaux, vous serez également coordonnateur (loi 93.1418 du 31.12.1993) pour la sécurité des chantiers.

Diplômé ENPC, ENGREF, INPG ou équivalent, une expérience en réseaux de distribution publique d'électricité et en installations d'éclairage public serait un atout supplémentaire.

Pour ce poste basé à Troyes dans l'Aube, merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, salaire actuel ou prétentions, sous référence IM0 52 à notre Conseil CDL Ressources Humaines, Grande rue, 10190 Prugny.

C.D.L.

RESSOURCES HUMAINES



Assureur leader de la construction recherche pour son service

International Grands Risques

Jeune Ingénieur H/F

Vous estimerez les risques des grandes réalisations du monde de la construction. Vous déterminerez les conditions de nos propositions à partir du dossier technique que vous aurez constitué. Vos qualités relationnelles vous permettront de négocier avec les courtiers, les assurés ou prospects, les solutions d'assurance adaptées.

De formation Centrale, ESTP... une première expérience soit dans une activité similaire au sein de notre secteur, soit dans une entreprise de bâtiment ou de génie civil, sera appréciée. Parfaitement bilingue anglais avec de bonnes notions d'espagnol ou d'allemand, vous êtes disponible pour effectuer de fréquents déplacements. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence IGR260 à SMABTP DRH - 114 avenue Emile Zola - 75739 PARIS Cedex 15.



PPG INDUSTRIES- 33 000 personnes, 7,4 Mds \$ de CA- est un leader mondial des peintures et résines professionnelles. Référence incontestée auprès des spécialistes les plus exigeants, nous devons notre succès à notre forte avance technologique, nos relations de partenariat avec nos clients, notre souci constant de la qualité totale... Dans le cadre du développement de notre activité "Industrial Coatings", nous renforçons notre Laboratoire Européen R&D Pré-laqué basé près de Valenciennes (59) par des :

INGÉNIEUR CHIMISTE HAUT POTENTIEL

EXPERT EN PEINTURE FUTUR MANAGER réf. 68.254/LM

Vous aurez un rôle clé tant dans la relation avec nos plus gros clients que dans la définition et la supervision d'un grand nombre d'études (développement de nouveaux produits, test et évaluation de peintures ou de techniques d'application...). Vous serez en contact avec les autres centres de recherche du Groupe, nos usines en Europe, les services commerciaux et marketing.

Vous avez 8 ans minimum d'expérience R&D dans les peintures en tant que chef de projet ou responsable de service. Des expériences dans le domaine du pré-laqué et/ou dans la technologie polyester seraient très appréciées. Rodé aux relations avec les clients, vous avez aussi prouvé vos qualités de manager opérationnel.

INGÉNIEURS CHIMISTES DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS réf. 68.253/LM

Nous vous confierons des projets de développement de produits et des études applicatives en relation avec nos clients. Vous aurez un cadre large de responsabilités, riche en contact et en initiative ; vos qualités de leadership seront très rapidement reconnues et mises à profit au sein du Laboratoire. Vous avez une expérience R&D (stages pour les débutants) dans la peinture et connaissez les procédés de fabrication et, si possible, la technologie des polyesters.

Pour ces différents postes ouverts H/F, vous avez une formation supérieure en chimie (ENSIC, DEA, Doctorat...), et une très bonne maîtrise de l'anglais. Ouverture d'esprit, capacité à travailler en équipe, pragmatisme et réactivité sont des qualités indispensables.

Nous vous offrons de rejoindre un Groupe international avec une forte ambition de leadership et de performance, où vous pourrez mettre vos idées en pratique, bénéficier d'un environnement technologique riche, et faire carrière.

Merci d'adresser un dossier complet à notre Conseil MERCURI-URVAL, 95 avenue Victor Hugo 92563 Rueil Malmaison cedex, s/référence du poste choisi portée sur lettre et enveloppe ou E-mail : lr@mercuri-urval.fr - <http://www.mercuri-urval.fr>



alistes
les
ons,
nant
ec
éciale :

ÉSEAUX
IONS"

ERACTIF

7 mars.

051 7 11 07

Le monde de l'industrie et de la recherche

Société d'ingénierie internationale recherche pour une de ses filiales un

Responsable Département Santé

Paris **H/F**
Vous prenez en charge le développement commercial de l'ingénierie dans le secteur de la santé (maîtrise d'œuvre ou clés en main). Vous répondez aux appels d'offres, défendez les propositions et vous êtes le garant des relations privilégiées entre les architectes spécialisés, les maîtres d'ouvrages et la société.

A 35/45 ans, de formation ingénieur ou architecte, vous avez idéalement une expérience d'au moins 10 ans chez un maître d'ouvrage hospitalier. Au cours de vos expériences, vous avez en particulier acquis une très bonne connaissance des contraintes techniques, fonctionnelles et économiques des projets hospitaliers.

En plus d'une grande aisance relationnelle, vous présentez une forte capacité d'analyse et de synthèse. L'anglais courant serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature sur notre site web ou par courrier, sous la référence PLP26788 à Laurent Poulon.

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex
web : www.mprfrance.com e-mail : lngeprod@michaelpage.com

Michael Page
INGÉNIEURS

Carrières internationales

SPOT IMAGE est leader mondial sur le marché de l'information géographique basée de l'Allemagne. Pour développer son développement en Allemagne, elle recherche son

**SPOT
IMAGE**

Responsable Commercial (H/F)

Allemagne

Rattaché au Directeur Commercial et basé en Allemagne, vous avez pour mission :

- de définir et mettre en œuvre une stratégie marketing ambitieuse et de qualité, pour promouvoir l'image et l'offre de la société,
- de prospecter et vendre en direct les produits et prestations de SPOT IMAGE auprès d'une clientèle très diversifiée : administrations fédérales ou locales, entreprises de haute technologie, bureaux d'études...

A 30/40 ans, de formation supérieure (Ingénieur ou école de commerce), bilingue français/allemand et maîtrisant l'anglais, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans la vente en Allemagne de produits et systèmes à fort contenu technologique, idéalement dans le secteur de l'information géographique.

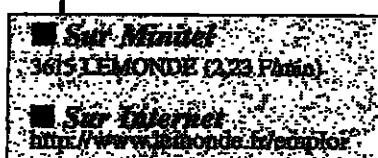
Merci d'adresser votre dossier complet avec photo et rémunération actuelle sous la référence LMS/573D à PEREIRE CONSEIL 1 rue Jacques-les-Esqués - 31100 TOULOUSE.

E-mail : toutouse@pereireconseil.fr

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi



Une façon

**SIMPLE
FIABLE
EFFICACE**

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

صحنه من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriale
Ingénieurs et informaticiens



LE CONSEIL GENERAL DE LA SEINE-MARITIME

RECRUTE

1 DIRECTEUR

POUR SA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES INFRASTRUCTURES

Sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint en charge des directions techniques

MISSIONS

Proposer la politique de développement des infrastructures de la Seine-Maritime : travaux neufs et travaux d'entretien - Proposer puis valider les budgets correspondants - Organiser la direction afin qu'elle assure des prestations optimales - Garantir le niveau technique de la direction et la qualité des travaux exécutés

PROFIL

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur avec une forte compétence technique dans le domaine routier, en particulier dans les grands travaux et les procédures correspondantes - Parfaite connaissance de la réglementation (enquêtes publiques, loi, BOP, etc.) et des procédures de marchés publics - Expérience de collaboration avec des collectivités - Qualités relationnelles et capacités de négociation - Aptitude au management (environ 400 agents) - Ce poste s'adresse à un ingénieur justifiant d'une expérience professionnelle équivalente d'au moins 15 ans.

RECRUTEMENT

Sous conditions statutaires dans le cadre d'emplois des ingénieurs

Adresser CV, lettre de motivation, photo, dernier arrêté de promotion, copie des 3 dernières fiches de notation, copie des diplômes certifiée conforme avant le 12 mars 1999 à :

Monsieur le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime
Direction des ressources humaines - Hôtel du Département
Quai Jean Moulin - 76101 ROUEN Cedex.



Un Ingénieur Intranet

(Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux)

Au sein de la sous-direction des techniques de communication, vous serez en place dans les services du Département, un réseau intranet et travailler à son extension, sous l'autorité du Conseil Général (services de l'Etat, de la région, des communes, collèges...). Cette mission vous conduit : à installer, configurer et administrer les serveurs de l'intranet ; à créer des présentations WEB interactives ; à décrire la sécurité des réseaux et contrôler les échanges d'informations ; à élaborer des stratégies de valorisation et d'analyse ; à assurer une veille technologique et juridique permanente.

De formation ingénieur en informatique avec une spécialisation dans le secteur de la communication et qui vous donne une bonne maîtrise des réseaux et des bases de données. Votre rigueur et votre créativité se doublent d'un sens aigu de l'écoute et de la transmission. Une première expérience dans des missions similaires serait appréciée.

Poste basé à Melun, à pourvoir par voie statutaire ou par concours.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et copie de votre dernier arrêté de situation administrative à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, Sous-Direction du Recrutement, Hôtel du Département - 77010 MELUN Cedex.

La Mairie de Paris

recrute par concours

DEUX INGÉNIEURS HYGIÉNISTES

**Concours
ouvert
aux personnes
âgées de
35 ans au plus,
au 1^{er} janvier
1999.**

• Soit titulaire d'un des diplômes ci-après : licence ou maîtrise ès-sciences, diplôme d'ingénieur délivré par une des écoles figurant sur la liste établie en application de l'article 11 de la loi du 10 juillet 1934, doctorat d'Etat en médecine, diplôme d'Etat de pharmacien, doctorat d'Etat vétérinaire, diplôme de docteur-ingénieur ou doctorat d'Etat ès-sciences.
ou • Soit technicien de laboratoire titulaire et comptant au 25 mars 1999 au moins 5 ans de services publics dont trois en cette qualité.

Dossier d'inscription à retirer ou à demander jusqu'au 11 mars 1999 inclus à la Direction des Ressources Humaines - Bureau du recrutement, 2, rue Lobau, 75196 Paris RP. Joindre une enveloppe 32 x 22 libellée à vos nom et adresse et affranchie à 11,50F.

MAIRIE DE PARIS

(Val d'Oise) 11 communes - 185 000 habitants

recherche pour son

SAN
AGGLOMERATION DE CERGY-PONTOISE

DÉPARTEMENT TRANSPORTS PUBLICS (16 lignes - 97 bus)

Un Adjoint au Directeur H/F

Sous l'autorité du Directeur du Département Transports Publics, vous serez chargé des relations avec les clients du réseau de bus urbain et de l'information voyageurs. Vous réaliserez le traitement des réponses aux clients du réseau, vous gèrerez les points d'arrêt (suivi de la maintenance...), vous mettrez en place et assurerez le suivi de la future «boutique transport» du SAN. Vous superviserez les agents d'information placés sous votre responsabilité. Vous organiserez la diffusion de l'information auprès des clients du réseau, et en assurerez le suivi. Vous participerez aux actions de sécurisation du réseau.

Titulaire d'un Bac + 5 (DESS Transports, Territoires, Environnement...), vous possédez des qualités relationnelles et une aptitude à l'encadrement. Disponible, vous avez des capacités rédactionnelles et montrez un intérêt certain pour le Service Public. Maîtrise des outils informatiques souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, avant le 23 mars 1999 à M. le Président du SAN, DPH, BP 309, 95027 CERGY-PONTOISE cedex.

«Onze communes pour réussir ensemble»